



PLU

- Plan Local d'Urbanisme -

Commune de

DUTTLENHEIM

RAPPORT DE PRESENTATION

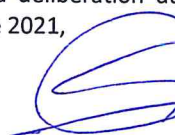
Elaboration POS le : 15/11/1983
Révision n°1 POS le : 10/01/2002
R.N.U. le : 27/03/2017

REVISION DU POS VALANT TRANSFORMATION EN PLU

APPROBATION

Vu pour être annexé à la délibération du conseil
municipal du 20 décembre 2021,

A Duttlenheim,
le 20 décembre 2021


le Maire,
Alexandre Denitsy



Agence Territoriale d'Ingénierie Publique
TERRITOIRE SUD 53 rue de Sélestat

67210 OBERNAI



Sommaire

A	CONTEXTE GENERAL	11
1.	Coordonnées de la commune	12
2.	Présentation générale de la commune	13
2.1.	Positionnement du territoire	13
2.2.	Données générales et chiffres clés	17
2.3.	Communes limitrophes	17
3.	Rattachement administratif et intercommunal	18
3.1.	Rattachement administratif	18
3.2.	Participations intercommunales	19
3.3.	Participations supra-intercommunales	22
4.	Le Plan Local d'Urbanisme	23
4.1.	Historique du document d'urbanisme	23
4.2.	Contexte juridique du PLU	24
4.3.	Situation du document d'urbanisme au regard de l'évaluation environnementale et contenu du rapport de présentation	25
B	PRINCIPALES CONCLUSIONS DU DIAGNOSTIC	27
1.	Population	29
1.1.	Synthèse du diagnostic	29
1.2.	Les enjeux identifiés	29
2.	Habitat	30
2.1.	Synthèse du diagnostic	30
2.2.	Les enjeux identifiés	31
3.	Contexte économique	31
3.1.	Synthèse du diagnostic	31
3.2.	Les enjeux identifiés	32



4.	Contexte historique et patrimoine	32
4.1.	Synthèse du diagnostic	32
4.2.	Les enjeux identifiés	32
5.	Morphologie urbaine et typomorphologie du bâti	33
5.1.	Synthèse du diagnostic	33
5.2.	Les enjeux identifiés	34
6.	Equipements et services	34
6.1.	Synthèse du diagnostic	34
6.2.	Les enjeux identifiés	35
7.	Desserte de la commune	35
7.1.	Synthèse du diagnostic	35
7.2.	Les enjeux identifiés	36
C	CONSOMMATION FONCIERE ET CAPACITES DE DENSIFICATION ET DE MUTATION	37
1.	Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers	38
1.1.	Evolution de la tâche urbaine	38
1.2.	Analyse de la consommation foncière entre 2000 et 2012	42
1.3.	Analyse du rythme des autorisations d'urbanisme des dix dernières années	46
2.	Evolution du potentiel de renouvellement urbain	47
2.1.	Le bâti « disponible »	48
2.2.	Les dents creuses potentielles	49
2.3.	Synthèse	52
D	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	53
1.	Contexte physique	54
1.1.	Topographie	54
1.2.	Réseau hydrographique	55
1.3.	Contexte climatique	57



2. Paysages	59
2.1. Unités paysagères	59
2.2. Les paysages naturels	61
2.3. Les paysages urbains	66
2.4. Entrées de la commune	68
3. Milieux naturels et biodiversité	72
3.1. Occupation du sol et habitats naturels	72
3.2. Milieux naturels protégés et/ou inventoriés	77
3.3. Faune et flore locales	89
4. Fonctionnement écologique	109
4.1. Concept de Trame Verte et Bleue	109
4.2. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	110
4.3. La Trame verte et bleue du SCoT de la Bruche	114
4.4. La Trame verte et bleue communale	117
5. Gestion des ressources	119
5.1. Ressources géologiques	119
5.2. Gestion du cycle de l'eau	120
5.3. Energie	121
5.4. Qualité de l'air	130
6. Nuisances et risques	135
6.1. Gestion des déchets	135
6.2. Nuisances acoustiques	135
6.3. Risques naturels	139
6.4. Les mouvements de terrain	145
6.5. Risques technologiques	148
6.6. Sites et sols pollués	149
6.7. Autres servitudes	152



E	PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT, EFFETS ET INCIDENCES	153
1.	Les zones ouvertes à l'urbanisation et les extensions urbaines	154
2.	Gestion économe de l'espace, diversité et mixité des fonctions urbaines	155
2.1.	Gestion économe de l'espace	155
2.2.	Densité et mixité des fonctions urbaines	155
3.	Protection de la biodiversité	156
3.1.	La préservation des milieux naturels remarquables	156
3.2.	La prise en compte des espèces et de la nature ordinaire	156
3.3.	La préservation des fonctionnalités écologiques	157
4.	Gestion de l'eau	160
4.1.	Ressource en eau	160
4.2.	Risque de ruissellement	160
4.3.	Risque inondation	161
5.	Consommation des ressources énergétiques et qualité de l'air	162
6.	Mise en valeur du patrimoine bâti et des paysages de la ville	163
6.1.	Mise en valeur du patrimoine bâti	163
6.2.	Mise en valeur des paysages	163
7.	Gestion des risques, des pollutions du sol, des nuisances sonores et de la protection de la santé humaine	164
7.1.	Risques	164
7.2.	Pollution du sol	164
7.3.	Nuisance sonore	164
F	EXPLICATIONS DES CHOIX	165
1.	Choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement	166
	Axe A : Maîtriser le rythme de développement de la commune	167
	Axe B : Prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers	169
	Axe C : Maintenir le dynamisme du territoire	171



2. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD	174
2.1. Consommation foncière pour le logement	174
2.2. Consommation foncière pour les activités économiques	176
2.3. Consommation foncière pour les exploitations agricoles	177
3. Justification des délimitations des zones prévues	178
3.1. Présentation générale du zonage	178
3.2. Les zones Urbaines	179
3.3. Les zones Agricoles	183
3.4. Les zones Naturelles et forestières	184
3.5. Superficie des zones	185
4. Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD et complémentarité de ces dispositions avec les OAP	186
4.1. Dispositions générales	186
4.2. Destinations des constructions, usages des sols et natures des activités	186
4.3. Mixité fonctionnelle et sociale	191
4.4. Volumétrie et implantation des constructions	191
4.5. Qualité architecturale, environnementale et paysagère	202
4.6. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	207
4.7. Stationnement	212
4.8. Equipements et réseaux	216
5. Autres justifications	226
5.1. Les emplacements réservés	226
5.2. Les éléments remarquables à protéger	226
6. Dérogations à l'application de l'article L111-6 du code de l'urbanisme	227
6.1. Rappel législatif	227
6.2. Secteurs concernés	228
6.3. Situation des secteurs par rapport aux conditions de dérogation	230
6.4. Prescriptions d'aménagement	233



G	INDICATEURS DE SUIVI	235
	ANNEXE 1 - DIAGNOSTIC TERRITORIAL	239
	1. Population	240
	1.1. Evolution et facteurs d'évolution de la population	240
	1.2. Structure par âge	244
	1.3. Ménages	246
	1.4. Caractéristiques sociales	248
	1.5. Scolarisation et niveau d'études	249
	2. Habitat	252
	2.1. Evolution du parc	252
	2.2. Caractéristiques du parc	253
	2.3. Occupation du parc	257
	2.4. Niveau de confort	258
	2.5. Marché du logement	259
	3. Contexte économique	260
	3.1. Population active de la commune	260
	3.2. Emploi locaux	262
	3.3. Diagnostic agricole	264
	4. Contexte historique et patrimoine	274
	4.1. Cadrage historique	274
	4.2. Périmètres archéologiques	274
	4.3. Patrimoine architectural et urbain	274
	4.4. Monuments historiques et périmètres de protection	276
	5. Morphologie urbaine	279
	5.1. Structure urbaine et logique de développement	279
	5.2. Densité du bâti	281



6. Typomorphologie du bâti	283
6.1. Le bâti ancien	285
6.2. Le bâti isolé sur sa parcelle	288
6.3. Le bâti d'activités	291
7. Equipements et services	293
7.1. Niveau d'équipement de la commune	293
7.2. Services publics et administratifs	294
7.3. Structures d'accueil de la petite enfance	294
7.4. Equipements scolaires, périscolaires et extrascolaires	294
7.5. Equipements culturels et cimetières	295
7.6. Equipements sanitaires et sociaux	296
7.7. Equipements culturels et sportifs	296
7.8. Equipements touristiques et de loisirs	297
8. Desserte de la commune	300
8.1. Desserte routière	300
8.2. Transports en commun	302
8.3. Cheminements doux	304
8.4. Capacités de stationnement et possibilités de mutualisation	305
8.5. Déplacements	307
8.6. Desserte numérique	308





A Contexte général



1. Coordonnées de la commune

Commune de Duttlenheim



1 rue de l'Ecole
67 120 Duttlenheim



03 88 50 80 10



mairie@duttlenheim.fr

représentée par



Monsieur Alexandre DENISTY, en qualité de Maire

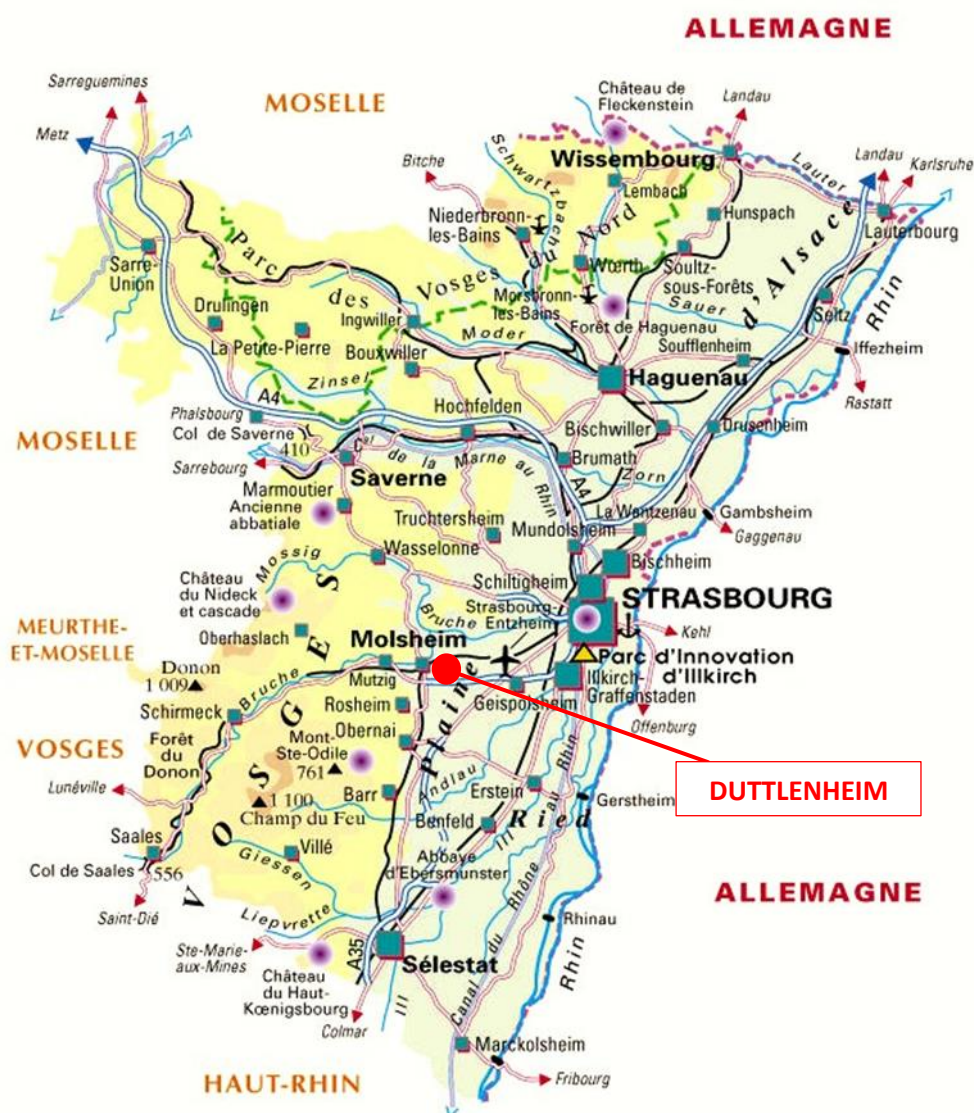


2. Présentation générale de la commune

2.1. Positionnement du territoire

2.1.1. Situation géographique

La commune de Duttlenheim est située dans le Bas-Rhin, en plaine d'Alsace à l'Est du piémont des Vosges.

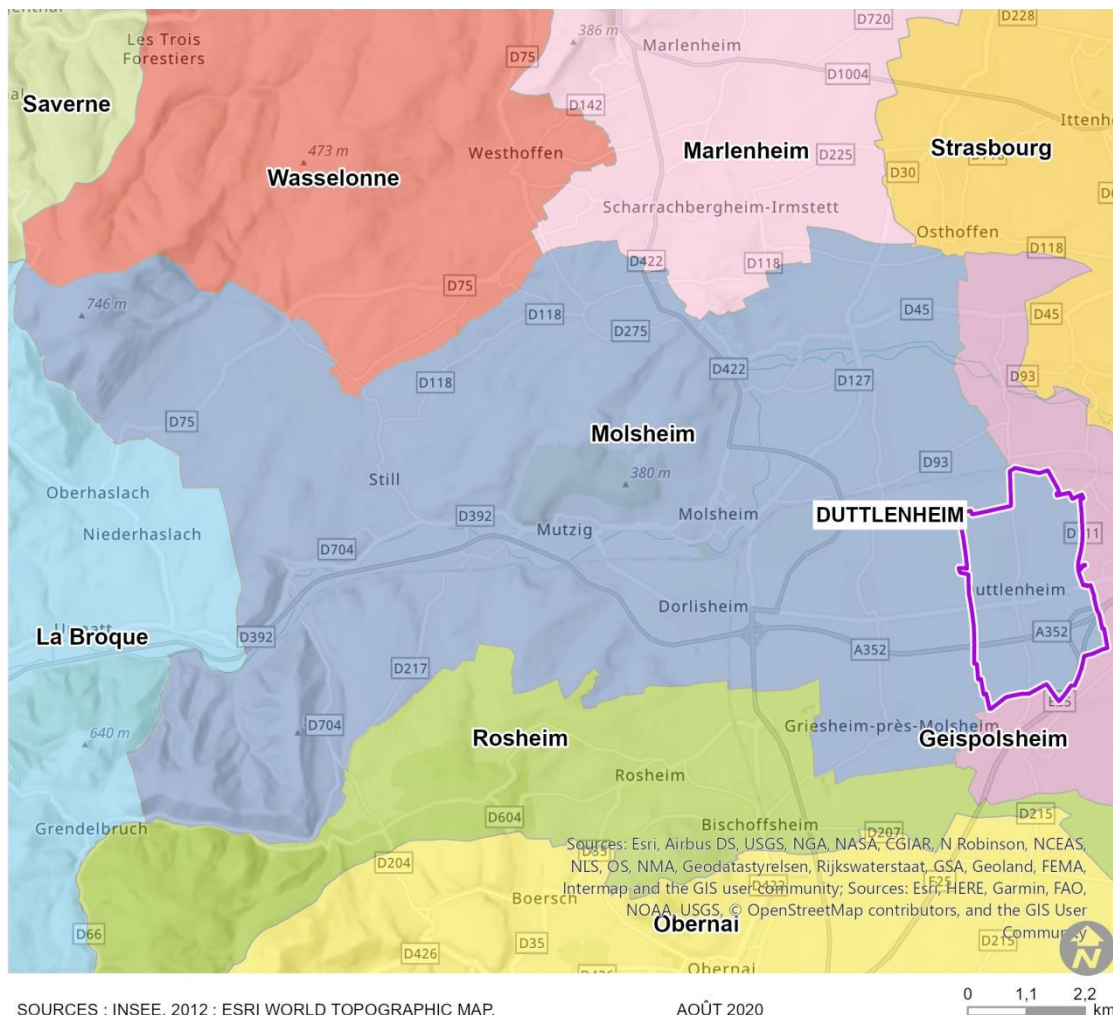


Situation de Duttlenheim dans le Bas-Rhin (source : www.1france.fr)



2.1.2. Bassins et territoires de vie (2012 - 2014)¹

La commune de Duttlenheim fait partie du bassin de vie de Molsheim.



Bassins et territoires de vie

1

DEFINITIONS

Le découpage de la France "en bassins de vie" est un outil proposé par l'INSEE pour faciliter la compréhension de la structuration du territoire de la France métropolitaine.

Le **bassin de vie** constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants.

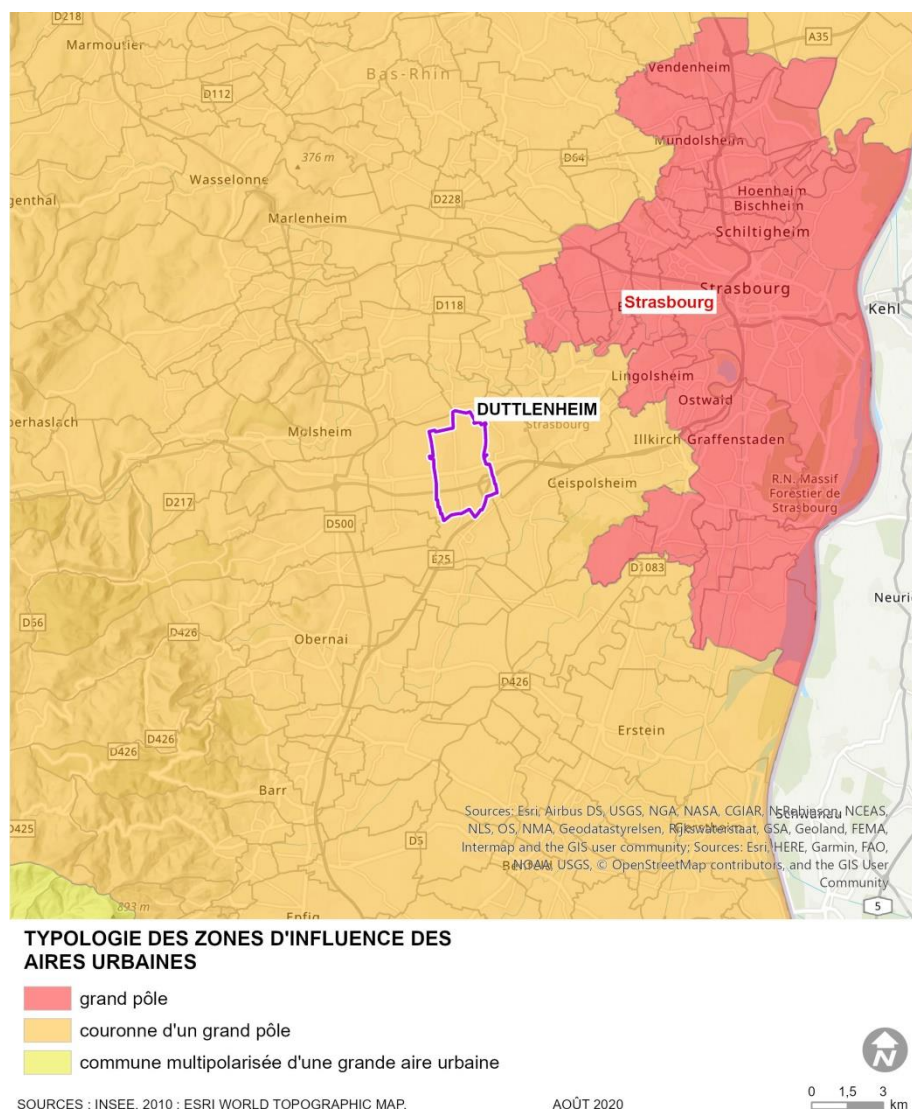
Chaque bassin de vie est construit autour d'un pôle de services qui dispose au moins de la moitié des équipements de la gamme intermédiaire, comme par exemple les supermarchés, les collèges et les postes de police ou de gendarmerie. Cette gamme d'équipement a été retenue car elle n'est pas présente sur tout le territoire et a donc un rôle plus structurant. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route en heure creuse.

Les "**territoires de vie**" ont été définis par l'Insee pour une étude sur la qualité de vie. Ce zonage découpe les bassins de vie de plus de 50 000 habitants pour mieux rendre compte de la diversité de la qualité de vie au sein des territoires les plus urbanisés. S'affranchissant des limites des unités urbaines, les territoires de vie découpent ainsi les grands bassins de vie autour des pôles de services.



2.1.3. Zones d'influence des aires urbaines²

Duttlenheim fait partie de la couronne du grand pôle de Strasbourg.



Zones d'influence des aires urbaines

2

DEFINITIONS

Une **aire urbaine** est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

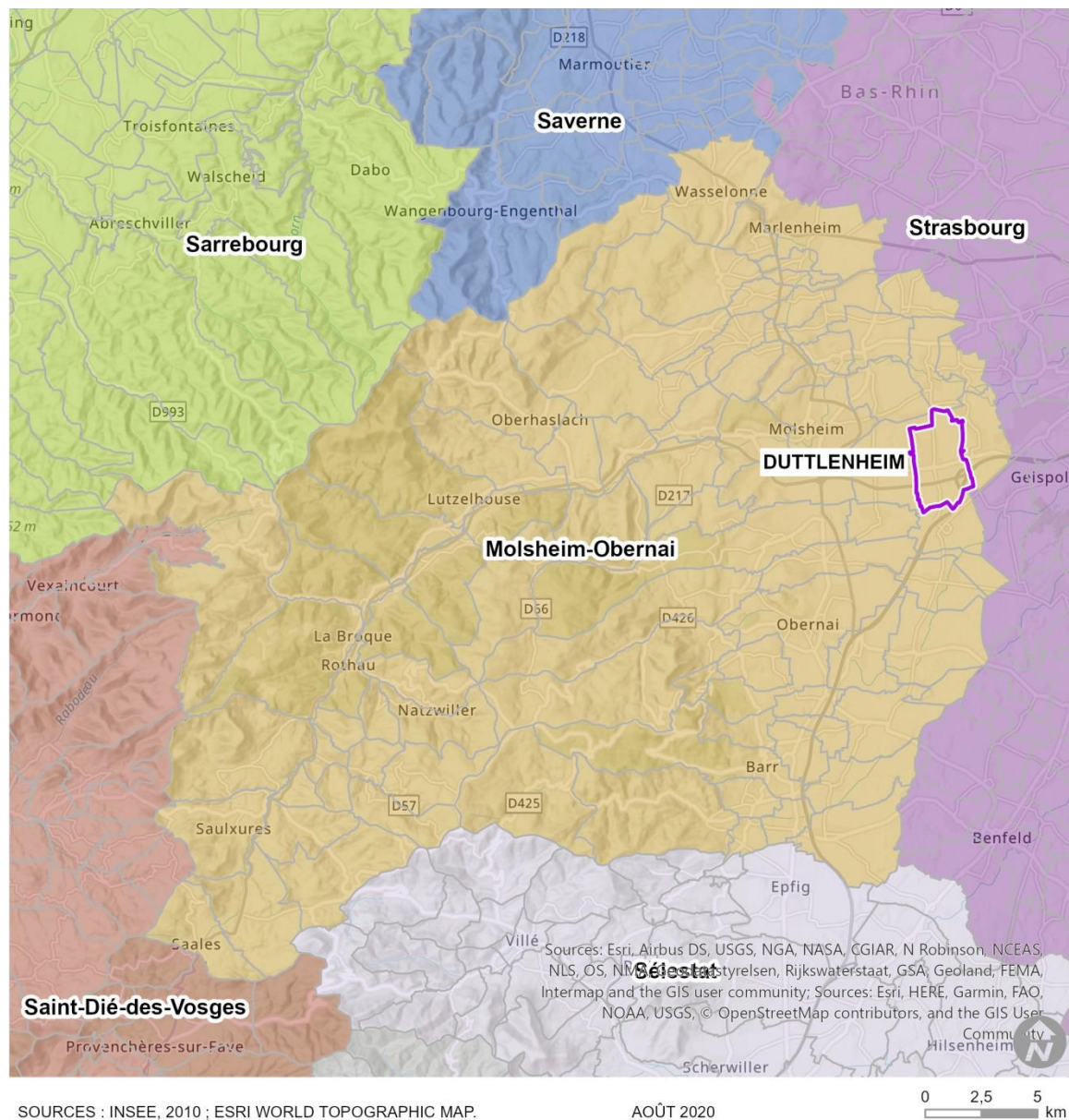
Le zonage en aires urbaines 2010 distingue également :

- les "moyennes aires" : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci ;
- les "petites aires", ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.



2.1.4. Zones d'emploi³

La commune de Duttlenheim fait partie de la zone d'emploi de Molsheim-Obernai, elle est également à proximité de la zone d'emploi de Strasbourg.



Zones d'emploi

3

DEFINITIONS

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Elle constitue un échelon pertinent pour analyser le fonctionnement des marchés locaux du travail. Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.



2.2. Données générales et chiffres clés

- Gentilé : Duttlenheimois
- Superficie : 8,6 km²
- 2 890 habitants (population légale 2017) ;
- 1 245 logements dont 1 185 résidences principales (données INSEE 2017) ;
- 1 471 actifs (données INSEE 2017) ;
- Taux d'activité des 15-64 ans en 2017 : 78,0 % ;
- 1 748 emplois (données INSEE 2017) ;
- Taux de concentration d'emplois en 2017 : 118,9 %

2.3. Communes limitrophes

Les communes limitrophes du territoire de Duttlenheim qui peuvent, en application de l'article L132-12 du Code de l'urbanisme, être consultées à leur demande sur le PLU sont :

- Dachstein et Ernolsheim-sur-Bruche au Nord
- Duppigheim à l'Est
- Blaesheim et Innenheim au Sud
- Altorf à l'Ouest



Communes limitrophes de Duttlenheim

3. Rattachement administratif et intercommunal

3.1. Rattachement administratif

La commune de Duttlenheim est rattachée au canton de Molsheim qui compte 31 communes et fait partie de l'arrondissement de Molsheim.



3.2. Participations intercommunales

3.2.1. La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig (CCRMM)

Duttlenheim fait partie de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim–Mutzig, dont le siège est implanté à Molsheim.

Elle regroupe, depuis le 1^{er} janvier 2014, 18 communes de la basse vallée de la Bruche et de la vallée de la Mossig.

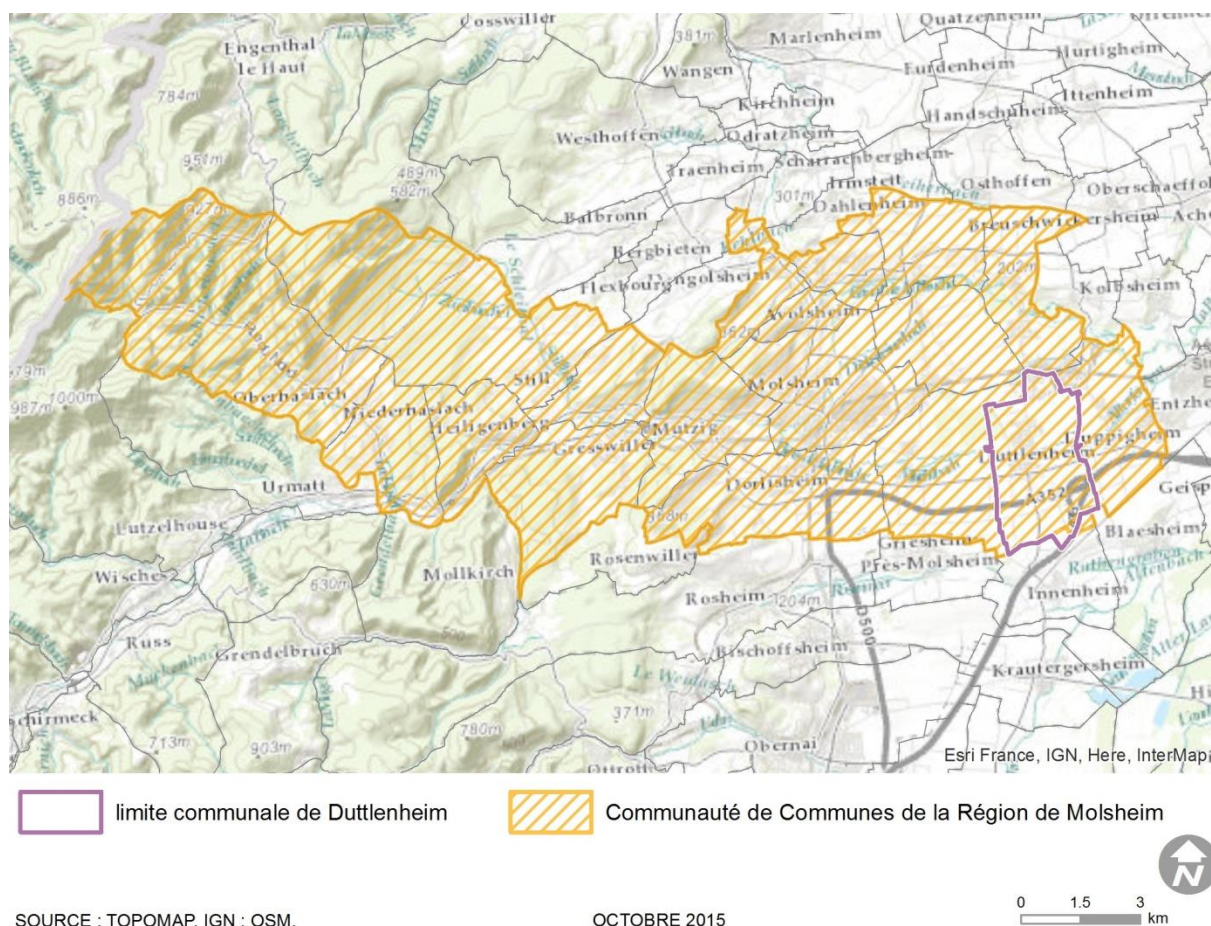
Créée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997, la communauté de communes regroupait initialement 10 communes (Altorf, Dachstein, Dinsheim-sur-Bruche, Dorlisheim, Ergersheim, Ernolsheim-Bruche, Gresswiller, Molsheim, Mutzig et Soultz-les-Bains) autour et avec Molsheim.

En 2002 et 2003, le périmètre de la communauté de communes a été étendu avec l'adhésion de 4 communes supplémentaires (Avolsheim, Duppigheim, Duttlenheim et Wolxheim).

Dans le cadre de l'achèvement de la carte de l'intercommunalité imposant à toutes les communes de faire partie d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale concernant au minimum 5 000 habitants, les communes de Still (au 1^{er} mai 2012), Heiligenberg, Niederhaslach et Oberhaslach (au 1^{er} janvier 2014) ont rejoint la communauté de communes de la région de Molsheim-Mutzig.



Contexte général



Communautés de Communes de la Région Molsheim Mutzig

Les communes membres ont confié à la communauté de communes les compétences suivantes :

a) Compétences obligatoires

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire : Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur.
- Actions de développement économique : Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire, Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations :
 - Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
 - Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
 - Défense contre les inondations et contre la mer
 - Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.



b) Compétences optionnelles

- Entretien, gestion et réalisation des travaux d'aménagement, de réhabilitation et d'extension des piscines.
- Action sociale d'intérêt communautaire :
 - Participation financière à la gestion d'une épicerie sociale
 - Création et gestion d'un relais d'assistantes maternelles
 - Participation financière à la Mission Locale du Bassin d'Emploi MOLSHEIM-SCHIRMECK.
- Création et gestion de maisons de services au public.
- Assainissement :
 - Etude, construction, entretien, exploitation et gestion des équipements de traitement, d'épuration et de transport des eaux usées et pluviales,
 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Eau :
 - Réalisation, étude, amélioration, rénovation, extension, contrôle, entretien et exploitation des équipements publics de production, de transport et de distribution d'eau potable, incluant la gestion des abonnés et l'assistance administrative.

c) Compétences facultatives

- Création, aménagement et entretien des liaisons cyclables.
- Installation, gestion et entretien de bornes de recharges pour véhicules électriques.
- Création et gestion d'une banque de matériel intercommunale.
- Création, aménagement et gestion d'une fourrière automobile.
- Elaboration, gestion et exploitation d'un Système d'Information Géographique intercommunal.
- Organisation de services de transport à la demande par délégation du Conseil Départemental du Bas-Rhin.
- Aménagement numérique du territoire : participation financière aux infrastructures et réseaux de télécommunication à très haut débit.
- Participation financière à la mise en œuvre d'actions et de moyens incitatifs en faveur de l'emploi ainsi qu'en faveur de l'implantation, de l'accueil et du maintien des entreprises.
- En matière touristique :
 - La création, la mise en place de circuits touristiques intercommunaux et l'entretien de leur signalétique
 - L'instauration et la gestion de la taxe de séjour sur son territoire
 - L'acquisition, le développement et la gestion du site du Fort de MUTZIG
 - La création, la gestion et l'entretien d'aires de camping-cars.
- Actions de communication destinées à renforcer l'image de la Communauté de Communes.
- Habilitation à conventionner dans le cadre de ses compétences avec des Communes non membres.



Contexte général

- Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

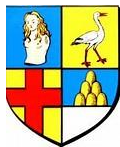
3.2.2. Les autres participations intercommunales

La commune de Duttlenheim adhère également au Syndicat Mixte ouvert à la carte « Agence Territoriale d'Ingénierie Publique ».

3.3. Participations supra-intercommunales

Par l'intermédiaire de la communauté de communes, Duttlenheim est intégrée au périmètre des structures supra-communales suivantes :

- le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Bruche ;
- le syndicat mixte des eaux et de l'assainissement Alsace-Moselle (SDEA) ;
- le syndicat mixte pour la collecte et le traitement des ordures ménagères de Molsheim et environ (SELECT'OM) ;
- depuis le 1^{er} septembre 2019, le PETR Bruche Mossig, structure de coopération intercommunale rassemblant 3 Communautés de Communes (CC de la Région de Molsheim Mutzig, CC Mossig et Vignoble, CC de la Vallée de la Bruche) dont les missions sont les suivantes :
 - l'élaboration du SCoT Bruche Mossig ;
 - l'élaboration du PCAET ;
 - le développement d'une politique de transition énergétique (notamment le conseil aux particuliers avec l'Espace Info Energie, OKTAVE...) ;
 - le portage du programme européen LEADER ;
 - l'animation économique et la gestion de Tremplin Entreprises.



4. Le Plan Local d'Urbanisme

4.1. Historique du document d'urbanisme

La commune de Duttlenheim a approuvé son Plan d'Occupation des Sols par délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 1983.

Le Plan d'Occupation des Sols a fait l'objet de révisions approuvées successivement par délibération du Conseil Municipal en date du :

- 10 janvier 2002 pour la révision n°1
- 2 septembre 2011 pour la révision n°2.

Le Conseil Municipal de Duttlenheim a prescrit par délibération du 27 mai 2015 la révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette révision sont :

- disposer d'un document d'urbanisme garant du projet démographique, urbain, environnemental et économique de la commune, qui intègre les orientations du SCoT de la Bruche, des lois Grenelle et ALUR ;
- privilégier un développement urbain dans des secteurs en continuité de l'enveloppe urbaine et à proximité des réseaux existants dans le respect des objectifs chiffrés de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- tenir compte des potentialités de développement urbain à travers une urbanisation des dents creuses et une densification du tissu, ceci en vue de rationaliser et limiter la surface des extensions urbaines ;
- disposer d'orientations d'aménagement et de programmation garantissant l'aménagement cohérent de certains secteurs, qu'ils soient situés au cœur de l'enveloppe urbaine ou à sa périphérie afin d'assurer leur bonne intégration pour une cohérence globale et une optimisation du fonctionnement viaire ;
- encourager la diversification de l'offre en logements en vue de répondre à des besoins variés de la population. Cet objectif doit permettre de favoriser le parcours résidentiel des ménages et d'assurer une mixité sociale. Pour maintenir un accroissement démographique maîtrisé, la commune souhaite également favoriser les opérations de rénovation et de réhabilitation du parc existant pour atteindre des objectifs de production de logements ;
- pérenniser le cadre de vie des habitants à travers des règles adaptées préservant les spécificités de Duttlenheim afin de préserver les caractéristiques du patrimoine naturel, paysager et architectural ;
- assurer la préservation et la remise en état des continuités écologiques et tenir compte des espaces naturels et forestiers et des secteurs à enjeux tels que les espaces boisés du Birkenwald à l'Ouest, la ripisylve de l'Altortfer Arm, les terrains favorables au Grand Hamster d'Alsace au Sud et à l'Est du ban communal ;

**Contexte général**

- tenir compte des risques naturels et technologiques afin de protéger la population et les biens, en tenant compte par exemple du risque d'inondation ;
- permettre, dans le Parc d'Activité Economique de la Plaine de la Bruche, le développement des activités existantes et l'implantation de nouvelles activités au sein des espaces encore non bâtis jusqu'alors ;
- préserver les nombreux commerces et services à la population existants dont la possibilité de développement représente un enjeu fort pour la vitalité de la commune ;
- recenser les besoins liés à l'activité agricole afin de permettre aux exploitants de pouvoir accroître leurs activités et d'améliorer les conditions de leur travail.

Le Plan d'Occupation des Sols est devenu caduc le 27 mars 2017.

Jusqu'à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, la commune de Duttlenheim est soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

4.2. Contexte juridique du PLU

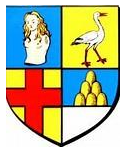
Duttlenheim est membre du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale de la Bruche approuvé le 8 décembre 2016. Ce document assure un rôle intégrateur des documents de rang supérieur qui s'imposent aux documents locaux en termes de compatibilité ou de prise en compte.

Le PGRI Rhin-Meuse a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 et est applicable sur la période 2016-2021.

Le PPRI de la Bruche a été approuvé le 28 novembre 2019.

Il doit par ailleurs prendre en compte les orientations des plans, schémas et programmes suivants :

- Le Plan Climat Energie Territorial obligatoire de la Région Alsace ;
- Le Plan Climat Energie Territorial obligatoire du Conseil Départemental du Bas-Rhin ;
- La charte et le Plan Climat Energie Territorial volontaire du Pays Bruche Mossig Piémont ;
- Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie arrêté le 29 juin 2012 ;
- Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux adopté par le Conseil Général du Bas-Rhin le 9 décembre 2013 ;
- Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux, adopté par le Conseil Régional d'Alsace le 11 mai 2012 ;
- Le Schéma départemental des Carrières du Bas-Rhin ;



- La directive régionale d'aménagement des forêts domaniales de la région Alsace, approuvée le 31 août 2009 ;
- Le schéma régional d'aménagement des forêts des collectivités de la région Alsace, approuvé le 31 août 2009 ;
- Le schéma régional de gestion sylvicole des forêts privées de la région Alsace, approuvé le 1^{er} juin 2006 ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé le 24 janvier 2020.

4.3. Situation du document d'urbanisme au regard de l'évaluation environnementale et contenu du rapport de présentation

Le ban communal de Duttlenheim n'est concerné par aucun site Natura 2000.

En application de l'article R104-28 du code de l'urbanisme, le PLU de Duttlenheim n'est soumis à Evaluation Environnementale qu'après un examen au cas s'il est établi qu'il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Par courrier en date du 31 janvier 2019, le président de la Mission régionale d'autorité environnementale a transmis sa décision d'exonérer le PLU de Duttlenheim d'évaluation environnementale.

En conséquence, le présent rapport de présentation répond aux dispositions des articles L151-4, R151-1, R151-2 et R151-4 du code de l'urbanisme et comprend les éléments suivants :

- un exposé des principales conclusions du diagnostic sur lequel le PLU s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;
- une analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis ;
- une analyse de l'état initial de l'environnement,
- un exposé de la manière dont le PLU prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement et des effets et incidences attendus de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement ;
- les justifications de :
 - la cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;



Contexte général

- la nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;
 - la complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation ;
 - la délimitation des zones ;
- une identification des indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan



B Principales conclusions du diagnostic

**Principales conclusions du diagnostic**

Selon l'article R151-1 du Code de l'urbanisme, "le rapport de présentation expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie".

Le diagnostic de territoire est présenté en annexe au rapport de présentation. C'est un état des lieux qui recense, pour le territoire de Duttlenheim, les forces, les faiblesses, les potentialités et les menaces du territoire. Il recherche des écarts entre les représentations des différents acteurs, met en évidence des atouts et des attentes. Il recherche les causes de dysfonctionnement et les axes de progrès.

Le présent chapitre établit une synthèse du diagnostic présenté en annexe en dégagant pour chaque thématique les enjeux de territoire, c'est-à-dire "ce qui est en jeu" autrement dit "ce qui est à perdre ou à gagner".

Chaque paragraphe propose :

- de faire le constat des forces et carences du territoire au temps t0 : "ce qui a été fait" ;
- d'envisager les perspectives du territoire à partir des constats : "ce qui pourrait se produire". Les perspectives sont réalisables dans certains cas sans intervention du pouvoir décisionnel, dans d'autres cas avec une intervention décisionnelle et l'élaboration de documents cadres ou la mise en œuvre d'outils institutionnels ;
- de définir les enjeux du territoire, "ce qui est à perdre ou à gagner" afin de pouvoir décider des opportunités de développement et d'aménagement du territoire et qui seront formalisées si possible dans le document d'urbanisme en cours.



1. Population

1.1. Synthèse du diagnostic

1.1.1. Constats

- Une réelle attractivité du territoire depuis 1968 portée principalement par le solde migratoire (hors période 2007 – 2012) dû à l'activité économique ;
- Une augmentation du niveau d'études : la part des non ou peu diplômés diminuent et la part des personnes ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur augmente ;
- Le niveau de revenu médian des ménages est de 24 237 euros par an, se situant au-dessus du revenu médian intercommunal et départemental ;
- 75,5% des ménages sont imposables ;
- Une tendance au vieillissement de la population accentuée par une baisse importante des 30-39 ans depuis 1999 et par conséquent des 0-9 ans ;
- Une diminution de la taille des ménages : 2,40 en 2017 ;
- La part des familles sans enfant progresse et représente près de la moitié des familles.

1.1.2. Tendances

- Evolution démographique liée à la création de nouveaux lotissements ;
- Desserrement des ménages avec augmentation des ménages de petite taille (1 ou 2 personnes) ;
- Renforcement du vieillissement ;
- Difficultés à pérenniser les équipements existants : écoles, collèges, équipements sportifs et culturels etc...

1.2. Les enjeux identifiés

- Maintenir une dynamique démographique et l'économie locale ;
- Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques ;
- Maintenir et faire vivre le bon niveau d'équipements de la commune ;
- Relancer l'attractivité de la commune.



2. Habitat

2.1. Synthèse du diagnostic

2.1.1. Constats

- 1 245 logements dont plus de 95% de résidences principales ;
- Un nombre de logements en constante augmentation depuis 1968 ;
- Un taux de vacance faible en-dessous du seuil de fluidité ;
- Une augmentation du nombre d'appartements entre 2007 et 2017 ;
- Une part de logements locatifs en hausse ;
- Une diversification de l'habitat engagée à poursuivre ;
- La maison individuelle domine le parc de logements à plus de 73% ;
- Des tailles de logements très confortables, en majorité plus de 5 pièces, en décalage avec la taille des ménages ;
- Les grands logements sont occupés à plus de 40% par seulement 2 personnes ;
- Une occupation pérenne du parc : plus de 65% des occupants sont dans leur logement depuis plus de 10 ans ;
- Le parc de logements est ancien : environ 60% des logements datent d'avant 1990 et plus de 16% d'avant 1945 ;
- Peu de logements aidés, seulement 0,3% du parc.

2.1.2. Tendances

- Développement du parc locatif ;
- Création de logements de petite taille ;
- Création de logements collectifs ;
- Rénovation du parc ancien ;
- Création de logements aidés ou conventionnés ;
- Maintien de l'occupation des grands logements par de ménages de 1 ou 2 personnes ;
- Maintien de la vacance dans le parc ancien ;
- Maintien de l'absence de mobilité résidentielle ;
- Renforcement de l'hétérogénéité architecturale du parc ancien.



2.2. Les enjeux identifiés

- Assurer la possibilité d'un parcours résidentiel complet ;
- Créer des nouveaux logements ;
- Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain ;
- Encourager les rénovations et les transformations des bâtiments existants ;
- Diversifier les modes d'occupation des logements.

3. Contexte économique

3.1. Synthèse du diagnostic

3.1.1. Constats

- Le territoire compte 1 471 actifs dont plus de 72% ont un emploi ;
- Le taux de chômage est plus bas que celui de l'intercommunalité et du département ;
- La part des cadres et professions intellectuelles supérieures progresse par rapport à 2007 ;
- 124 établissements sont présents dans la commune ;
- La commune compte 1 748 emplois majoritairement dans le secteur de l'industrie ;
- Des commerces sont implantés sur tout le territoire ;
- Une diminution constante depuis 1988 du nombre d'exploitants agricoles ;
- Plus de 80% des habitants travaillent dans une autre commune du département de résidence ;
- Près de 85% des personnes utilisent leurs voitures pour les trajets domicile/travail.

3.1.2. Tendances

- Progression de l'installation des entreprises pour maintenir la population sur place afin de diminuer les trajets domicile-travail ;
- Préservation des activités non nuisantes dans le tissu urbain ;
- Développement des commerces de proximité ;
- Diversification agricole ;
- Diminution de nombre d'exploitations agricoles et augmentation de la taille des exploitations ;
- Consommation des terres labourables de bon potentiel agronomique.



3.2. Les enjeux identifiés

- Encourager l'installation de petites entreprises ;
- Maintenir la possibilité de création de commerces de proximité ;
- Préserver les entreprises et favoriser les extensions ;
- Encourager le développement des entreprises existantes ;
- Protéger les espaces agricoles.

4. Contexte historique et patrimoine

4.1. Synthèse du diagnostic

4.1.1. Constats

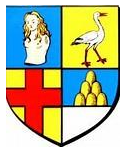
- Un monument historique classé avec protection des abords : le calvaire situé route du Général de Gaulle ;
- De nombreux édifices remarquables répertoriés à l'inventaire général du patrimoine culturel ;
- Plusieurs ensembles urbains remarquables : le centre ancien et la rue de la Gare ;
- Un patrimoine local intéressant ;
- Certains projets portés par la commune n'ont pu voir le jour par la présence de ce calvaire.

4.1.2. Tendances

- Evolution du Périmètre de Protection des Monuments Historiques (PDA en cours d'élaboration) ;
- Mise en valeur des éléments remarquables liés au patrimoine ;
- Manque d'entretien des éléments remarquables ;
- Démolition des éléments remarquables.

4.2. Les enjeux identifiés

- Mettre en valeur le patrimoine local ;
- Préserver les éléments du petit patrimoine local.



5. Morphologie urbaine et typomorphologie du bâti

5.1. Synthèse du diagnostic

5.1.1. Constats

- Présence de forme urbaine traditionnelle cohérente d'un point de vue urbain et architectural ;
- Jardin et cœur d'îlot vert présents ;
- Présence de forme urbaine récente organisée, d'une même époque et de forme architecturale homogène : ce sont les lotissements ;
- Les activités économiques consommatrices d'espace sont regroupées dans des zones dédiées ;
- Certaines rues bénéficient d'aménagement routier ;
- Présence d'immeuble collectif de 2 à 3 niveaux ;
- Mixité des fonctions avec commerces au RdC ;
- Présence de forme urbaine récente diffuse, au coup par coup ;
- Quelques hangars agricoles sans caractère dans le tissu urbain ;
- Les bâtiments agricoles récents issus d'une sortie d'exploitation ont une volumétrie importante, dispersé sur le territoire et très visible ;
- Problèmes de stationnement recensés dans la rue de la Gare et le centre ancien.

5.1.2. Tendances

- Maintien des formes urbaines traditionnelles cohérentes d'un point de vue urbain et architectural ;
- Constructibilité des fonds de parcelles ;
- Constructibilité des îlots verts et des jardins ;
- Développement de tout type d'activité dans le tissu urbain existant ;
- Développement des commerces en RdC des locaux d'habitation ;
- Démolition des hangars agricoles sans caractère dans le tissu urbain ;
- Vieillessement de quartier en fonction de l'époque de construction ;
- Conflit d'usage des voies sans aménagement cohérent ;
- Disparition des anciennes fermes ;
- Destruction des dépendances dans le bâti traditionnel au profit de constructions actuelles sans lien architectural ;

**Principales conclusions du diagnostic**

- Développement au coup par coup sans réflexion d'ensemble au gré des opportunités foncières ;
- Multiplication des bâtiments agricoles aux imposants volumes mitant les paysages ;
- Maintien du développement de la maison individuelle de type pavillonnaire.

5.2. Les enjeux identifiés

- Préserver la qualité du bâti traditionnel dans ses formes urbaines et architecturales ;
- Limiter l'impact visuel du bâti isolé ;
- Conserver une homogénéité dans les formes et les volumes pour les futurs lotissements ;
- Prendre en compte les besoins en stationnement ;
- Conserver les ilots verts dans le centre ancien ;
- Préserver les vergers et les jardins familiaux en limite de zone urbaine.

6. Equipements et services

6.1. Synthèse du diagnostic

6.1.1. Constats

- Deux écoles (primaire et maternelle) et un collège ;
- Un accueil périscolaire et extrascolaire ;
- Des professionnels de la santé présents sur le territoire : médecins, dentistes, infirmière, kinésithérapeutes, orthophonistes, psychologue et pharmacie ;
- De nombreux équipements culturels et sportifs : bibliothèque, école de musique, centre sportif, stade de football etc...
- Plusieurs aires de jeux ;
- De nombreuses associations recensées ;
- Pas de structure d'accueil de la petite enfance (crèche, garderie...) ;
- Hébergement touristique limité et dominé par les initiatives privées (gîtes).



6.1.2. Tendances

- Création d'un accueil petite enfance (crèche, garderie...) ;
- Maintien du collège ;
- Maintien ou développement des équipements sanitaires et sociaux ;
- Maintien des équipements sportifs et culturels ;
- Maintien des loisirs présents ;
- Perte des services publics et administratifs.

6.2. Les enjeux identifiés

- Evolution des équipements en lien avec les évolutions démographiques ;
- Pérenniser les écoles et le collège ;
- Adapter l'offre des services aux besoins de habitants ;
- Poursuivre la création des espaces de rencontre.

7. Desserte de la commune

7.1. Synthèse du diagnostic

7.1.1. Constats

- Des accès aisés depuis l'autoroute ;
- Des lignes de bus assurant également le transport scolaire vers les lycées de Molsheim et Obernai ;
- Des accès en train depuis/vers Molsheim et Strasbourg rapides et peu chers ;
- Des chemins partagés très développés dans les zones d'équipements et d'habitats récents ;
- Plus de 500 places de stationnement recensées sur l'ensemble du territoire communal ;
- Une excellente desserte numérique ;
- Une gare excentrée située sur le ban communal de Dachstein ;
- Un bouclage de la voirie difficile ;
- Plusieurs impasses recensées sans aire de retournement dans le centre ancien ;
- Un réseau de cheminement doux peu développé dans le centre ancien ;
- Le stationnement est surtout développé dans les zones d'habitats et d'équipements récents.



7.1.2. Tendances

- Maintien de la fréquentation de la gare ;
- Développement de parc de stationnement mutualisé ;
- Développement de parc de stationnement pour les vélos ;
- Développement des transports en commun par autobus ;
- Développement du transport en commun à la demande ;
- Développement des cheminements doux ;
- Maintien du développement des communications numériques ;
- Nouvel accès prévu depuis le Contournement Ouest de Strasbourg au niveau du Parc d'Activités Economiques de la Plaine de la Bruche.

7.2. Les enjeux identifiés

- Encourager la mobilité alternative ;
- Prendre en compte les besoins en stationnement ;
- Maintenir le bon niveau d'équipement de la commune ;
- Poursuivre le développement des communications numériques ;
- Réaménager certains carrefours ou voiries.

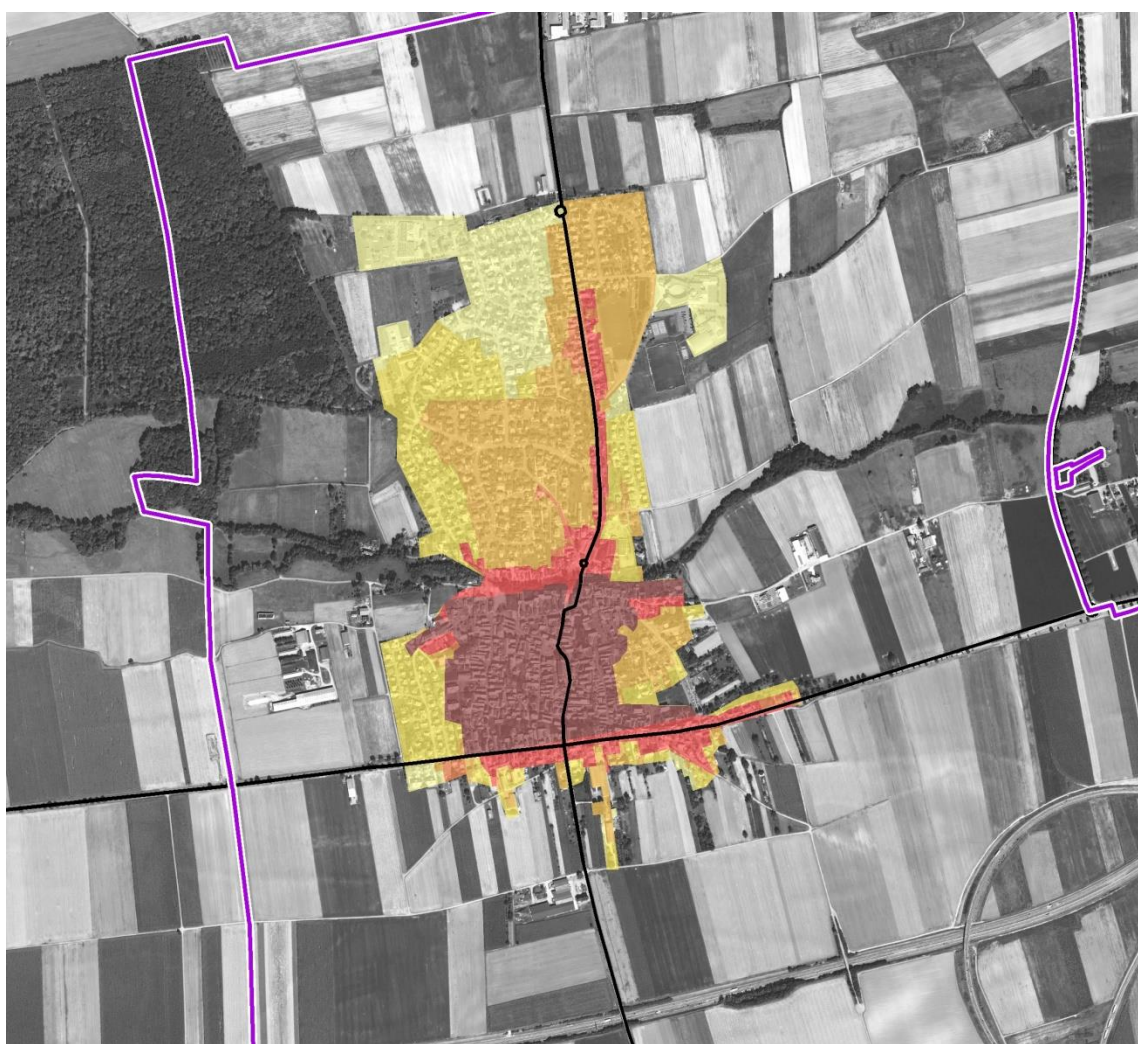


C Consommation foncière et capacités de densification et de mutation



1. Analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

1.1. Evolution de la tâche urbaine



EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE

- situation en 1866
- entre 1866 et 1932
- entre 1932 et 1950
- entre 1950 et 1982
- entre 1982 et 2002
- entre 2002 et 2018

SOURCE : ESRI WORLD IMAGERY, 2018.

AOÛT 2020



Progression du tissu bâti sur le ban communal de Duttlenheim de la fin du 19^{ème} siècle à 2018



Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

L'analyse de la carte du service vicinal datant du début du 20^{ème} siècle et des photos aériennes permet d'appréhender le développement de l'urbanisation de la commune de Duttlenheim.

Jusqu'en 1950, Duttlenheim reste relativement compact et correspond au centre ancien actuel. On observe également le début de l'urbanisation rue de la Gare.

A partir de 1950, Duttlenheim connaît une phase d'urbanisation très importante : la superficie de la tâche urbaine est multipliée par plus de 3 entre 1932 et 2018.

Période	Surfaces en [ha]	Evolution entre deux périodes en [ha]	Evolution entre deux périodes en [%]	Evolution annuelle entre deux périodes en [%]
1866	18,6	/	/	/
1932	28,4	+9,8	+52,7	+0,80
1950	30,4	+2,0	+7,0	+0,39
1982	59,8	+29,4	+96,7	+3,02
2002	78,2	+18,4	+30,8	+1,54
2018	94,2	+15,3	+19,6	+1,28

Evolution de l'urbanisation (surfaces d'après la carte précédente)

La phase d'urbanisation la plus importante se situe entre 1950 et 1982 correspondant à la poursuite de l'aménagement de la rue de la Gare et de la création de 3 lotissements communaux : la Forêt (phases 1 et 2) et les Faisans.

Période	Population	Evolution annuelle entre deux périodes en nombre d'habitants	Ratio habitants par hectare
1866	1 548	/	83,2
1932	1 377	-2,6	48,5
1950	1 380	+0,2	45,4
1982	2 036	+20,5	34,0
2002	2 448	+20,6	31,3
2018	2 890 ⁴	+29,5	30,7

Evolution de l'urbanisation en fonction de la population

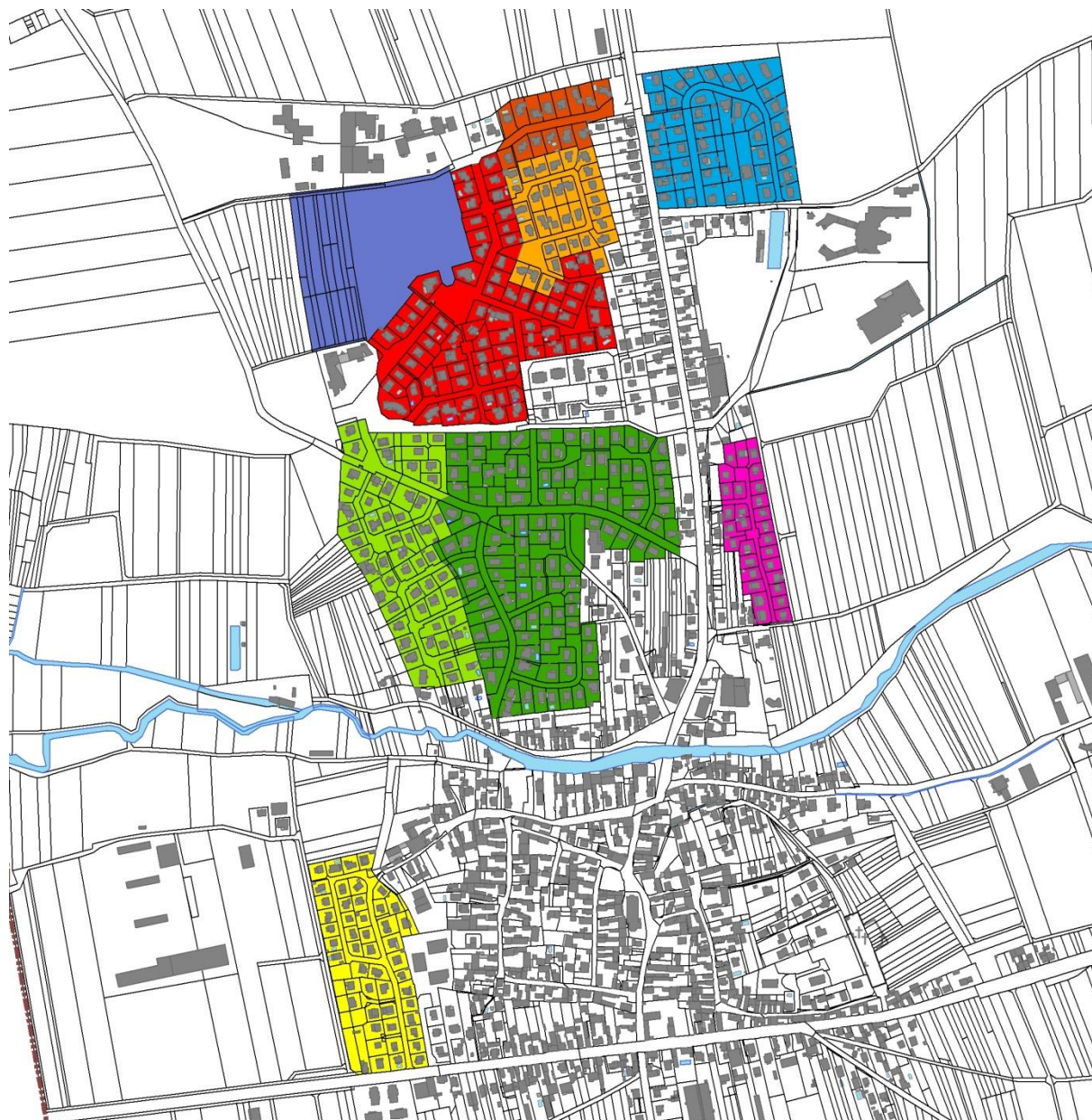
⁴ Population en 2017 (données INSEE)



Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

La consommation d'espaces par habitant a considérablement augmenté entre 1866 et 2002 (un habitant consomme 3 fois plus d'espace en 2002 qu'en 1866). Cette augmentation tend toutefois à se stabiliser entre 1982 et 2002.

La diversification des opérations engagée par la commune n'est en 2002 pas encore « visible ».



- | | |
|---|--|
| ■ la Forêt 1 | ■ les Chevreuils 1 |
| ■ la Forêt 2 | ■ les Chevreuils 2 |
| ■ la Peupleraie | ■ les Chevreuils 3 |
| ■ la Roseaie | ■ les Faisans |
| ■ le Birkenwald | |

SOURCE : PLAN CADASTRAL.

AOÛT 2020



Localisation des lotissements



Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

Parallèlement aux projets individuels, la commune a favorisé, dès le début des années 1970, la création de plusieurs lotissements communaux ou privés dont :

- La Forêt 1 en 1968 ;
- La Forêt 2 en 1970 ;
- Les Faisans en 1978-1979 – environ 38 maisons individuelles et 6 appartements ;
- La Roseraie en 1987-1989 – environ 49 maisons individuelles ;
- La Peupleraie en 1988 – environ 34 logements ;
- Les Chevreuils 1 en 1995-1997 – environ 34 logements ;
- Les Chevreuils 2 en 2005 – environ 14 logements ;
- Les Chevreuils 3 en 2010 – environ 32 logements.

Seuls les lotissements la Roseraie et la Peupleraie sont des opérations privées.

Le lotissement « Le Birkenwald » est actuellement en cours de construction. Il comprend 49 lots (exclusivement des maisons individuelles) sur 4,5 hectares.

Les premiers habitants s'installeront à l'automne 2020. La fin des travaux est envisagée courant 2021.





1.2. Analyse de la consommation foncière entre 2000 et 2012

La base de données BDOC CIGAL constitue à l'échelle de l'Alsace un outil de connaissance de l'occupation du sol. Etablie à partir d'une interprétation d'images satellitaires, elle répartit l'espace en 55 classes.

Trois versions sont aujourd'hui disponibles et permettent de mesurer les évolutions entre 2000, 2008 et 2011/2012.

	Espaces artificialisés	Territoires agricoles	Espaces forestiers et semi-naturels	Hydrographie
2000	146,6 ha	663,2 ha	47,5 ha	2,8 ha
2008	158,6 ha	651,3 ha	47,5 ha	2,9 ha
2011/2012	176,4 ha	636,4 ha	44,6 ha	2,9 ha

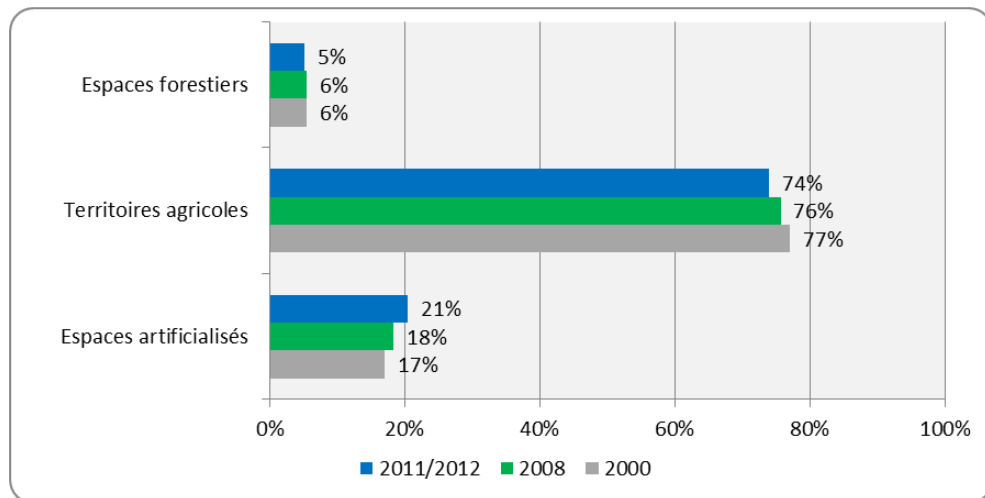
Evolution de la consommation foncière

Au niveau de Duttlenheim, on mesure les évolutions suivantes :

- Entre 2000 et 2008 :
 - une progression de 8,1% des espaces artificialisés (+11,9 ha) soit une progression annuelle de +0,98% ;
 - la consommation d'espace s'est effectuée au détriment des terres agricoles.
- Entre 2008 et 2011/2012 :
 - une progression de 11,3% des espaces artificialisés (+17,9 ha) soit une progression annuelle de +2,7% ;
 - la consommation d'espace s'est effectuée également au détriment des terres agricoles mais également des espaces forestiers.

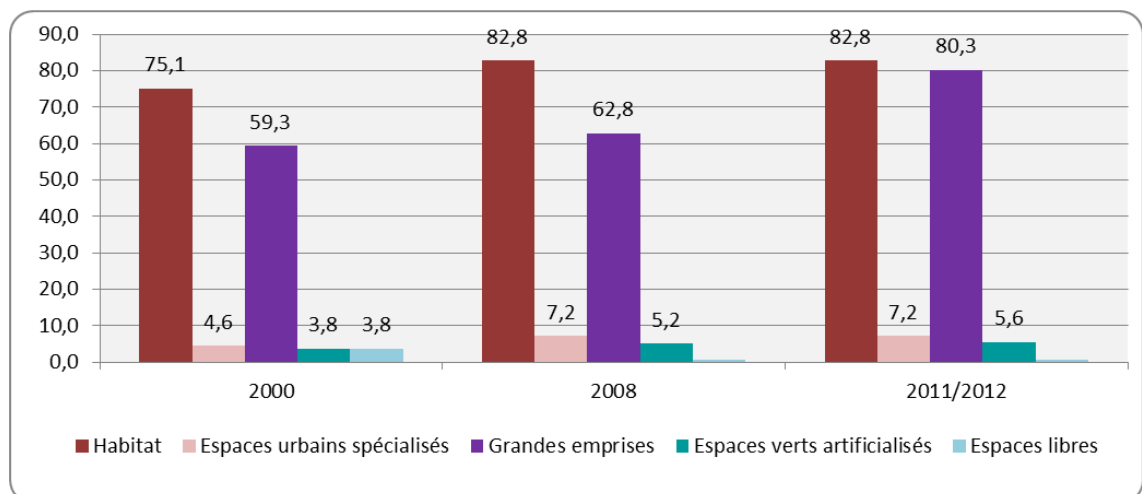


Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

*Pourcentage d'occupation des sols sur le ban communal*

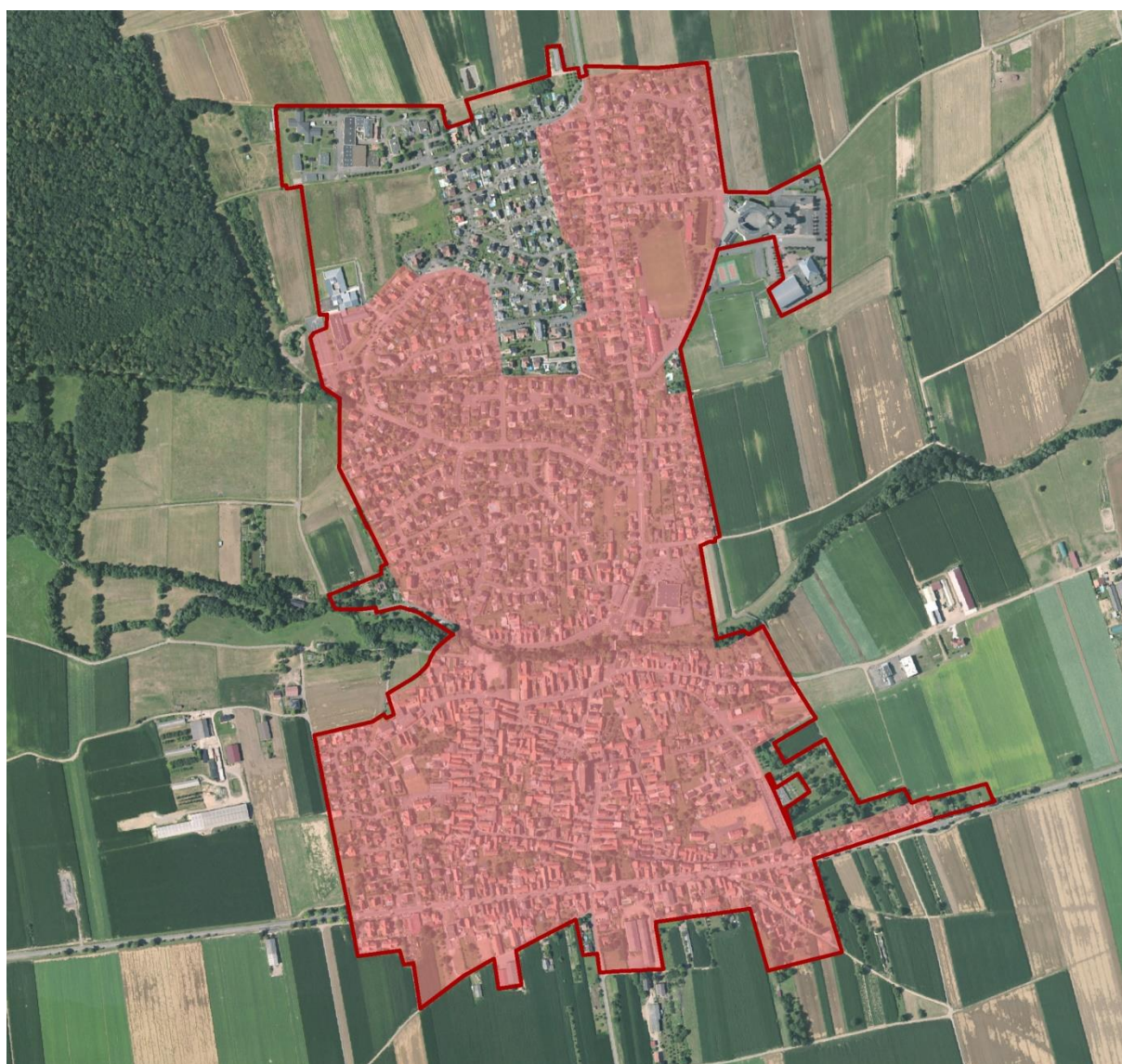
On constate que la répartition générale de l'occupation du sol à Duttlenheim n'est que peu modifiée entre 2000 et 2011/2012.



Toutefois, le graphique montre très clairement l'augmentation des espaces artificialisés au détriment des territoires agricoles.

*Evolution des types d'espaces artificialisés*

L'augmentation des espaces artificialisés est due :

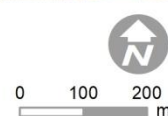
- à l'habitat, en extension urbaine, majoritairement individuel entre 2000 et 2008. Cette part reste stable entre 2008 et 2011/2012.
- aux grandes emprises en augmentation de près de 28% entre 2008 et 2011/2012. Cette augmentation est due à l'augmentation du réseau routier et plus particulièrement à l'emprise du GCO.
- aux espaces verts artificialisés et notamment les équipements sportifs et de loisirs.



-  enveloppe urbaine de 1998
-  enveloppe urbaine de 2020



SOURCE : BD ORTHO, 2018.

AOÛT 2020



Enveloppe urbaine en 1998 et en 2020

La représentation de l'enveloppe urbaine en 1997/1998 sur la photo aérienne de 2015 met en évidence :

-  les extensions en termes d'habitat au Nord du territoire avec les différentes phases du lotissement les Chevreuils et le lotissement « Le Birkenwald » en cours ;
-  les extensions en termes d'équipements à l'Est du territoire avec le collège et les équipements sportifs autour.



Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

	Population	Espaces artificialisés	Densité par rapport aux espaces artificialisés	Emprise habitat	Densité par rapport à l'emprise de l'habitat
2000	2 396 hab	146,6 ha	16,3 hab/ha	75,1 ha	31,9 hab/ha
2008	2 902 hab	158,6 ha	18,3 hab/ha	82,8 ha	35,1 hab/ha
2011/2012⁵	2 825 hab	176,4 ha	16,0 hab/ha	82,8 ha	34,1 hab/ha

Densités moyennes

Entre 2000 et 2008, on mesure une augmentation de 8,1% des espaces artificialisés pour une augmentation de la densité de 12,2% passant de 16,3 à 18,3 habitants par hectare.

Les espaces artificialisés comprennent les espaces pour l'habitat, les grandes emprises (emprises industrielles, emprise réseau routier et ferré, exploitations agricoles, chantiers et remblais), les espaces urbains spécialisés (école, centre sportif etc...), les espaces verts artificialisés et les espaces libres.

En comparant, l'augmentation des espaces artificialisés uniquement due à l'emprise des habitations et l'évolution de la population, on constate :

- qu'entre 2000 et 2008, l'emprise pour l'habitat a augmenté de 10,1% (+7,6 ha) pour une augmentation de la densité de 10,0% passant de 31,9 à 35,1 habitants par hectare ;
- qu'entre 2008 et 2011/2012, l'emprise pour l'habitat est restée stable mais la population ayant diminué, la densité diminue également passant de 35,1 à 34,1 habitants par hectare.

Ainsi, l'augmentation de l'emprise pour l'habitat a clairement permis une augmentation de la densité. On constate également que malgré une baisse de la population, la densité reste importante. De plus, en 2013, l'évolution de la population augmente à nouveau et s'établit à 2 849 habitants ce qui donne une densité de 34,4 habitants par hectare uniquement pour l'emprise habitat.

On peut également conclure :

- que l'augmentation des emprises industrielles entre 2000 et 2011/2012 a rendu la commune encore plus attractive en termes d'emplois ;
- qu'en même temps que l'augmentation des espaces pour l'habitat, la consommation d'espaces pour les équipements scolaires et les équipements sportifs et culturels (dits espaces urbains spécialisés) a augmenté offrant aux habitants un bon niveau d'équipement adapté à la population ;
- que la principale cause d'artificialisation des sols entre 2008 et 2011/2012 est liée aux grandes emprises.

⁵ La population 2011/2012 indiquée est la moyenne de la population en 2011 et celle de 2012 d'après les données INSEE.



1.3. Analyse du rythme des autorisations d'urbanisme des dix dernières années

L'analyse des données Sit@del des dix dernières années des constructions commencées à Duttlenheim montre que les logements réalisés sont majoritairement neufs. Il y a peu de réhabilitations et de rénovations.

	TOTAL	Nombre de logements commencés individuels purs		Nombre de logements commencés individuels groupés		Nombre de logements commencés collectifs	
		Construction Nouvelle	Construction sur bâtiment existant	Construction Nouvelle	Construction sur bâtiment existant	Construction Nouvelle	Construction sur bâtiment existant
2009	3	1	0	0	0	2	0
2010	3	1	0	2	0	0	0
2011	26	16	0	0	0	10	0
2012	21	3	1	0	0	13	4
2013	3	3	0	0	0	0	0
2014	7	1	0	0	0	6	0
2015 ⁶	-	-	-	-	-	-	-
2016	3	1	0	2	0	0	0
2017	5	1	1	3	0	0	0
2018	5	2	0	2	1	0	0
TOTAL	76	29	2	9	1	31	4

Nombre de logements commencés entre 2009 et 2018 (source : Sit@del)

On observe qu'entre 2009 et 2018, 46% des logements commencés sont des logements collectifs montrant ainsi la volonté de la commune pour offrir un habitat diversifié sur le territoire. Les constructions sont quasiment exclusivement des constructions neuves.

⁶ Données non disponibles



2. Evolution du potentiel de renouvellement urbain

L'évaluation du potentiel de renouvellement urbain et de densification existant dans l'enveloppe urbaine actuelle se base sur plusieurs paramètres :




- le bâti disponible :
 - la localisation des logements vacants et le relevé des logements occupés par des personnes âgées de plus de 80 ans vivant seules,
 - la réhabilitation des granges et dépendances agricoles ayant perdu cette vocation.
- les dents creuses :
 - l'identification des parcelles constructibles desservies par les réseaux mais non bâties, entourées de parcelles bâties.



2.1. Le bâti « disponible »



Potentiel de renouvellement urbain

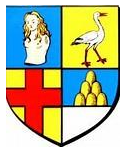
-  dépendance disponible
-  logement vacant
-  personne de plus de 80 ans, vivant seule

SOURCE : PLAN CADASTRAL.

JUILLET 2020



Carte du bâti potentiellement disponible à moyen et long terme



2.1.1. Les logements vacants et ceux occupés par les personnes de plus de 80 ans

Cette catégorie constitue une « réserve » de logements, en mutation prochaine, pouvant s'étaler sur une vingtaine d'années.

En croisant les données de l'INSEE avec un inventaire réalisé sur le terrain, il est possible d'identifier ces logements :

- 33 logements vacants ;
- 46 logements occupés par une personne de plus de 80 ans vivant seule.

On peut souligner qu'en majorité, ces logements ne sont pas situés dans les quartiers les plus récents de Duttlenheim.

Ainsi, la question de la rénovation, notamment énergétique, est à prendre en compte pour l'arrivée de nouveaux ménages dans la commune.

2.1.2. Les corps de ferme pouvant être réhabilités

La plupart des villages alsaciens sont marqués par une forte identité agricole, de laquelle résulte la présence de nombreux corps de fermes et notamment de nombreuses dépendances de tailles très variables (remises, garages etc...).

Toutes ces dépendances représentent un fort potentiel de transformation en nouveaux logements individuels ou collectifs.

Le centre ancien de Duttlenheim correspond à cette description. Certaines dépendances ont déjà été réhabilitées en logements, et contribuent à la forte densité du centre ancien.

On dénombre encore 71 dépendances inoccupées de tailles et de volumes divers. La possibilité de les réhabiliter en logement représente un très fort potentiel de densification.

En revanche, dans un tissu urbain déjà dense, les espaces de stationnement, les accès, les capacités disponibles des réseaux existants sont des éléments non négligeables à prendre en compte dans l'urbanisation future.

Ces corps de ferme sont uniquement situés dans le centre ancien.

2.2. Les dents creuses potentielles

Pour limiter la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et donc éviter l'étalement urbain, il est préférable de privilégier la densification du tissu urbain existant.

Est considérée comme une dent creuse, une parcelle dépourvue de construction, bordée par des unités foncières bâties et desservie par les réseaux et la voirie.

La surface cumulée des dents creuses relevées à Duttlenheim représente environ 4,6 ha.



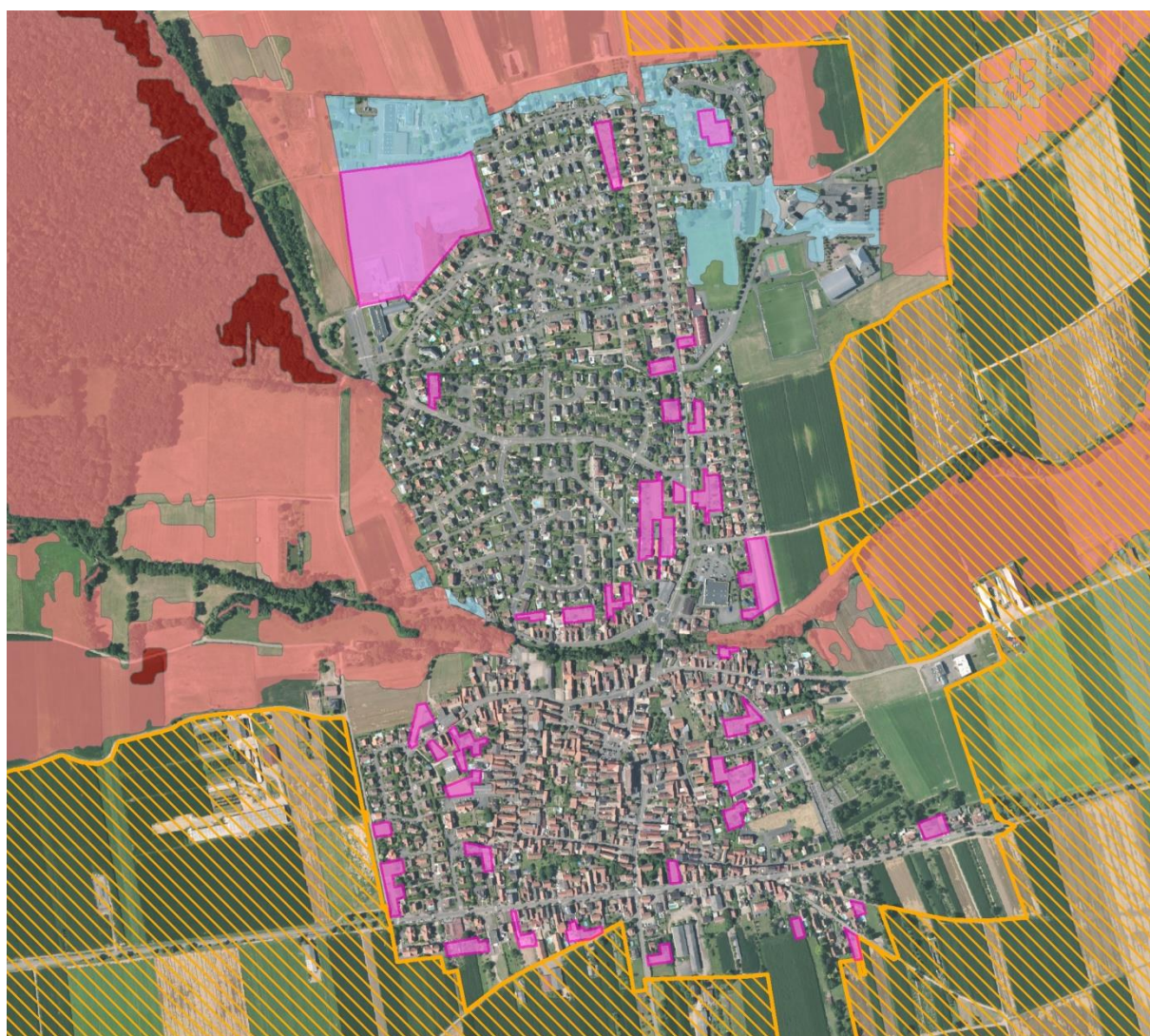
Consommation foncière et capacités de densification et de mutation

Cette surface est à minorer puisque :

- une partie des terrains est située en fond de parcelles et présente des difficultés d'accessibilité (nécessité de créer des accès privés) ;
- les dents creuses présentent également un découpage foncier très morcelé (problématique de maîtrise foncière).

Ces éléments conduisent à un pourcentage d'environ 30% de surfaces mobilisables au cours des 15 prochaines années soit 1,4 ha.

En prenant une densité moyenne de 30 logements par hectare (densité imposée par le SCoT de la Bruche pour les pôles relais), on peut envisager la création de 42 logements en utilisation des dents creuses.



 dents creuses

 zone de protection statique du Grand Hamster d'Alsace

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

Zones d'interdiction

 rouge clair

 rouge foncé

Zones d'autorisation sous conditions

 bleu clair

SOURCES : BD ORTHO 2018 ; DREAL ALSACE ; PPRI DE LA VALLÉE DE LA BRUCHE

AOÛT 2020

0 100 200
m



Localisation des dents creuses



2.3. Synthèse

En considérant, pour les 15 prochaines années :

- que la moitié des logements vacants est mobilisable, soit **16 logements**, en sachant que ce nombre de logements vacants seraient en-dessous du seuil de fluidité ;
- que la moitié des logements occupés par des personnes de plus de 80 ans vivant seule est mobilisable, soit **23 logements** ;
- que 20% des dépendances inoccupées est mobilisable avec la création entre 1 et 4 logements par dépendance, soit entre **14 et 57 logements** ;
- que la possibilité en utilisation de dents creuses est de **42 logements** ;
- que le lotissement « Le Birkenwald » propose **49 logements** ;

entre 144 et 177 logements pourraient être créés dans le tissu urbain existant à Duttlenheim.

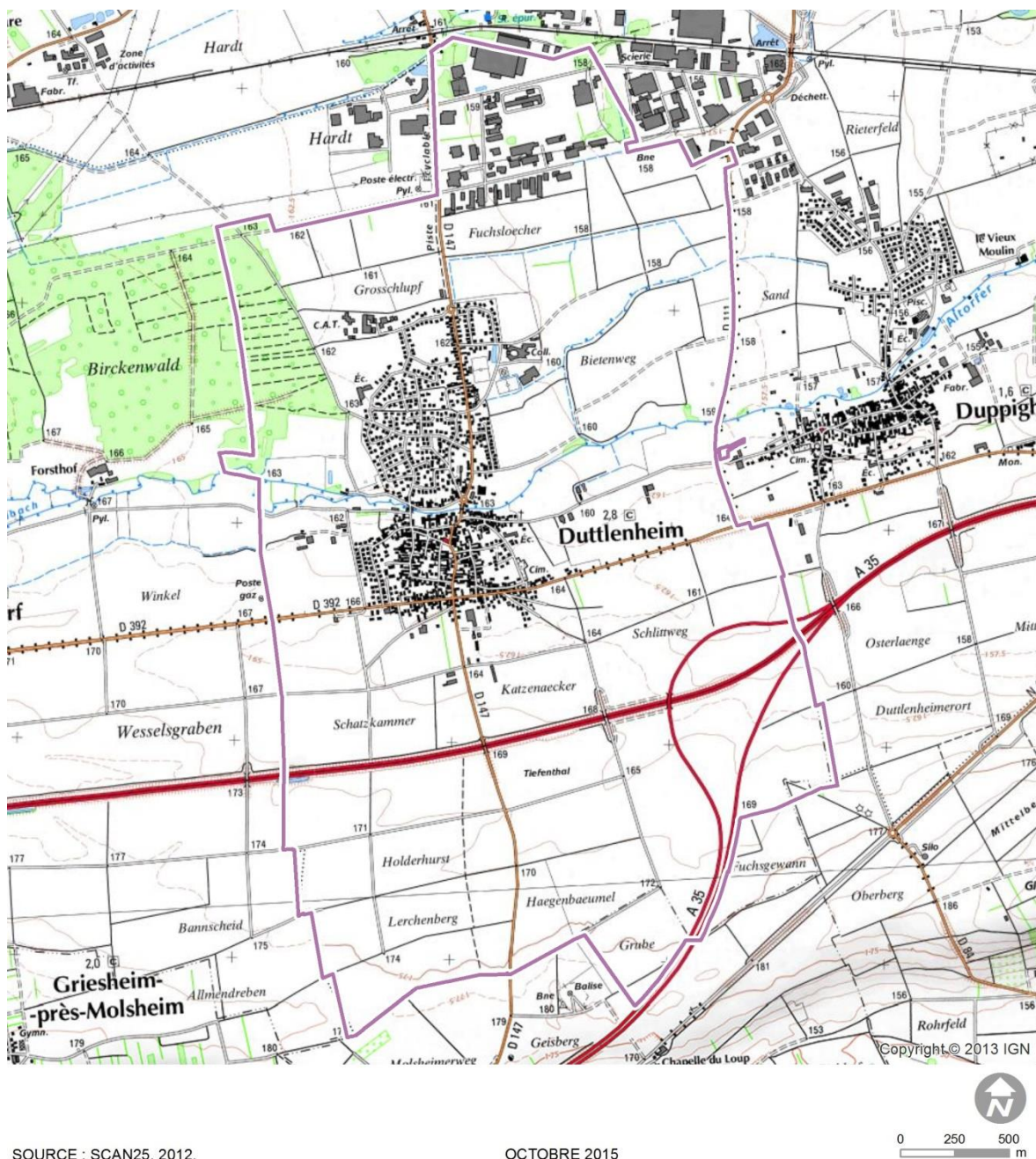
D Etat initial de l'environnement



1. Contexte physique

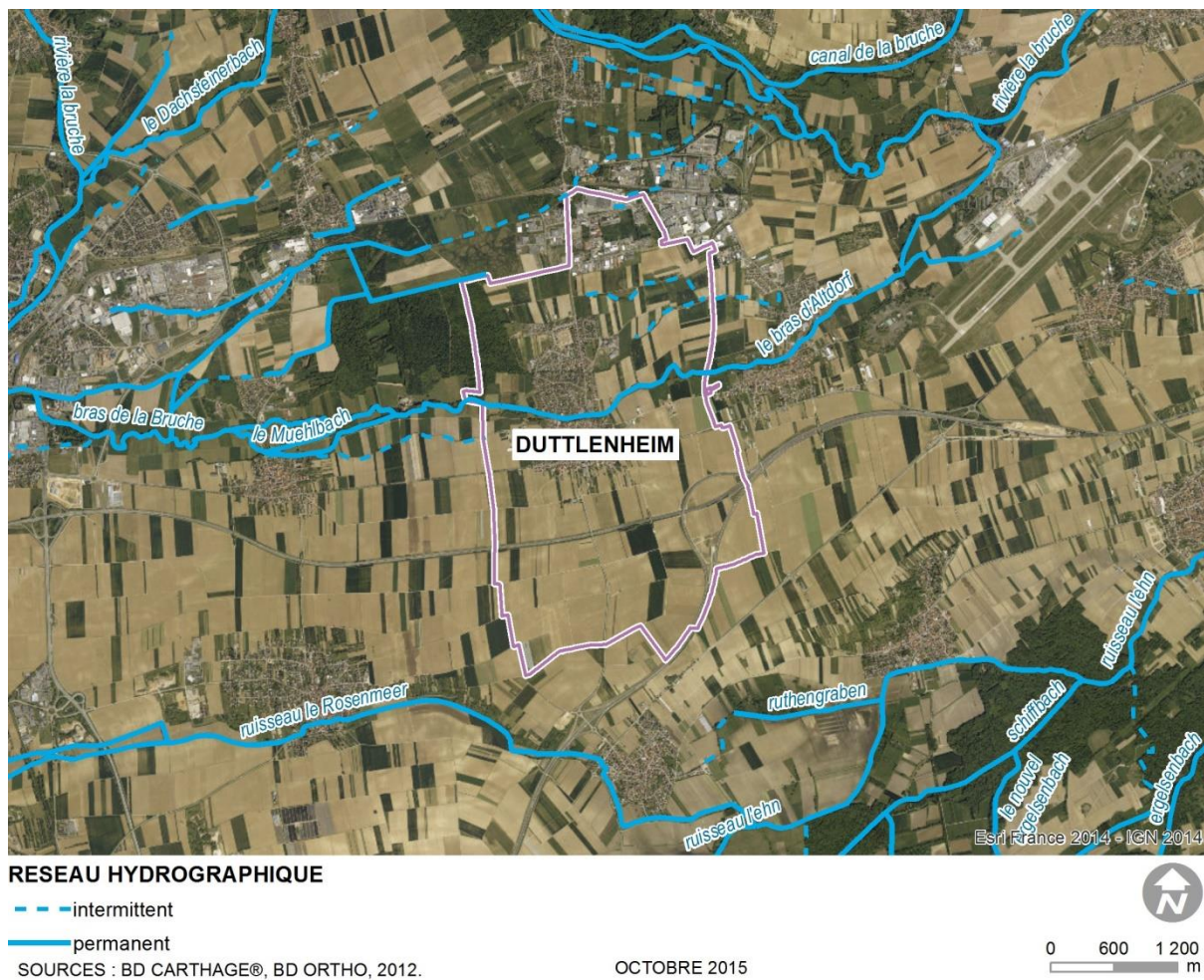
1.1. Topographie

La commune de Duttlenheim se situe en plaine d'Alsace dans le Ried de la Bruche. Le relief est extrêmement plat, l'altitude varie entre 157 et 178m.



Situation locale

1.2. Réseau hydrographique



Réseau hydrographique

Le bras d'Altorf est un affluent de la Bruche. Il traverse d'Ouest en Est le territoire.



Etat initial de l'environnement

Des données concernant la qualité des eaux du Bras d'Altorf sont disponibles à Duppigheim, commune voisine située à l'Est de Duttlenheim. Elles révèlent une qualité des eaux moyenne à très bonne.

Paramètres	Année(s)										Etat écologique 2016-2018	
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2016-2018	Classes d'état
Invertébrés (IBGN ou IBGN équivalent)	10	13	15	11		10			9		9	Biologie
Diatomées (IBD 2007)	11.8	14.2		14.9					12.6		12.6	
Poissons (IPR)				19.6								
Macrophytes (IBMR)												
Température (P90, °C)	18.5	18.5	18.5	18.3	20.2	16.8	19.2	18.3	19	20.4	19.8	Température
pH (min)	7.35	7.2	7.3	7.4	6.8	7.5	7	6.7	6.8	6.6	6.7	Acidification
pH (max)	7.8	8.4	8.5	8.2	8.3	8.8	8.6	7.9	7.7	7.4	7.7	
Conductivité (P90, µS/cm)	266	264	259	200	237	220	241	198	220	286	240	salinité
Chlorures P90 (mg Cl/l)	18	23	18	13	16.9	13.7	21.7	16.8	15.3	24.9	16.8	
Sulfates P90 (mg SO4/l)	22	30.4	24.9	13.5	29.2	20.1	22.4	18.5	16.5	20.4	18.5	
O ₂ dissous (P10, mgO ₂ /l)	7.5	8	8.3	9.1	8	9.5	7.6	8.2	8.2	6.7	7.8	Bilan de l'oxygène
Tx Sat, O ₂ (P10, %)	84	84	80	86	79	91	83	87	84	73	78	
DBO5 (P90, mg O ₂ /l)	3.4	2.4	2.9	3.4	2.7	3	2.6	2.5	3	2.7	2.8	
Carb. Org. (P90, mg C/l)	3.34	3.02	3.94	3.27	4.21	3.3	2.79	3.73	3.61	3.63	3.63	
Phosphates (P90, mg PO ₄ ³⁻ /l)	0.22	0.28	0.2	0.2	0.22	0.22	0.22	0.16	0.19	0.16	0.18	Nutriments
Phosphore total (P90, mg P/l)	0.129	0.175	0.125	0.112	0.095	0.12	0.117	0.114	0.118	0.108	0.118	
Ammonium (P90, mg NH ₄ ⁺ /l)	0.05	0.1	0.09	0.08	0.12	0.04	0.11	0.07	0.1	0.07	0.08	
Nitrites (P90, mg NO ₂ ⁻ /l)	0.07	0.12	0.07	0.07	0.06	0.06	0.06	0.04	0.06	0.06	0.06	
Nitrates (P90, mg NO ₃ ⁻ /l)	6.2	9.1	6.4	5	5.8	5.4	8.4	5.2	7	4.6	5.6	

Qualité des eaux du Bras d'Altorf à Duppigheim (source : SIERM)

Légende :

Etat/Potentiel écologique

	Très bon
	Bon
	Moyen
	Médiocre
	Mauvais
	Non déterminé / Inconnu

D'une manière générale, la biologie et l'état écologique sont « moyen ».

En revanche, le bilan de l'oxygène est « bon ».

La présence d'O₂ dissous garantit la qualité de l'eau. C'est un élément nécessaire au développement de toute forme de vie. A Duttlenheim, la qualité d'O₂ est « bonne » voire « très bonne ».

La DBO (Demande Biochimique en Oxygène) est un indicateur de la quantité de matière organique présente dans l'eau. Ici, l'indicateur est « très bon ». Il est calculé au bout de 5 jours à 20°C dans le noir et met en exergue la quantité d'oxygène nécessaire pour oxyder les matières organiques par voies biologiques. Il permet d'évaluer la fraction biodégradable.

Pour les nutriments, on peut souligner que la quantité d'ammonium présente est jugée « très bonne ». L'ammonium dans l'eau traduit habituellement un processus de dégradation incomplet de la matière organique ? C'est donc un excellent indicateur de la pollution de l'eau par des rejets organiques d'origine agricole, domestique ou industriel.

L'ammonium n'est pas très toxique et n'est pas réellement dangereuse pour la santé même si elle peut provoquer certains troubles.

Sur l'environnement, l'ammonium peut provoquer :

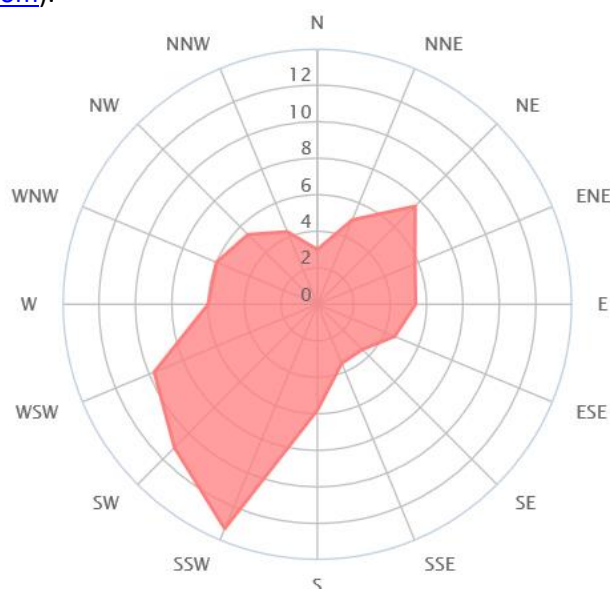
- une corrosion plus rapide des conduites ;
- la diminution de l'efficacité du traitement au chlore ;
- le développement de microorganismes responsables d'odeurs désagréables ;
- une fragilité des plantes car l'ammonium peut créer un déséquilibre sur leurs alimentations ;
- éventuellement, un enrichissement en azote des sols et des eaux.

1.3. Contexte climatique

Les caractéristiques climatiques sur le territoire de Duttlenheim correspondent à un climat à forte tendance continentale avec une amplitude assez forte entre le mois le plus chaud et le mois le plus froid.

a) Les vents

Les données sont fournies par le site internet Windfinder pour la commune de Molsheim (<http://fr.windfinder.com>).



Direction des vents dominants en 2016 à Molsheim (source : Windfinder)

Sur l'année, le régime des vents est caractérisé par des vents dominants de secteurs Sud/Sud-Ouest.

En été (juillet et août), les vents dominants sont essentiellement de secteurs Sud-Ouest. En hiver (et plus particulièrement en mars), ils sont de secteurs Nord-Est.



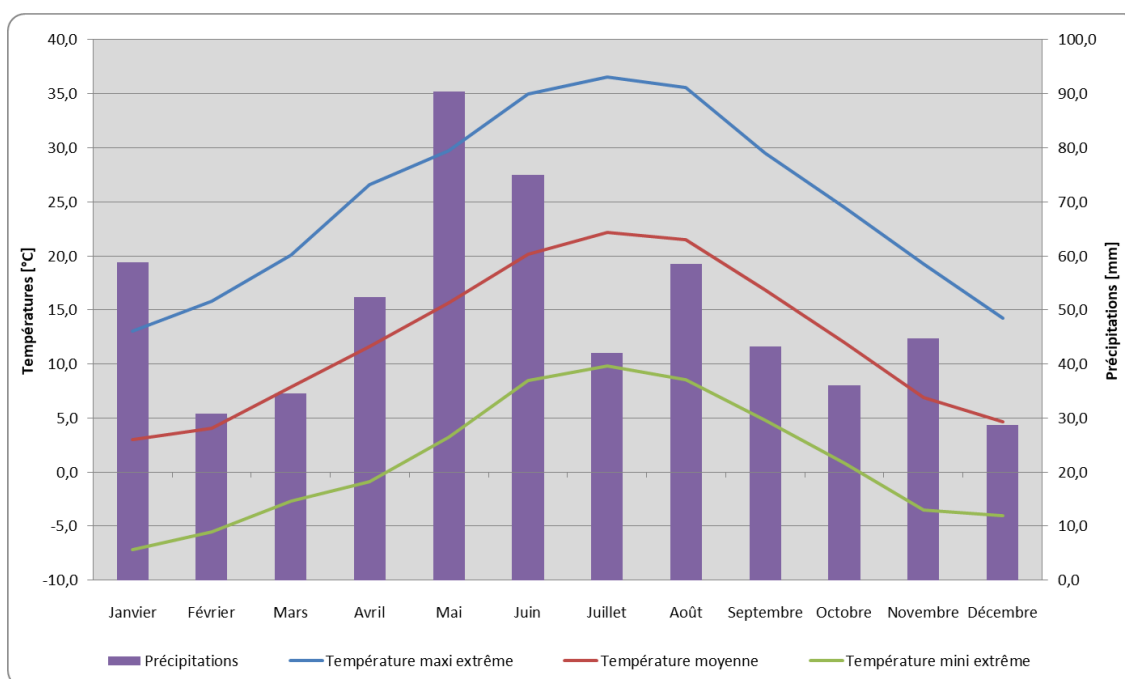
b) Les précipitations et températures

Les données sont fournies par le site Infoclimat pour la station météo de Strasbourg-Entzheim (www.infoclimat.fr) pour la période 2015-2019.

Les précipitations sont d'une manière générale réparties tout au long de l'année. Sur la période 2015-2019, deux mois étaient particulièrement pluvieux : mai et juin. La valeur annuelle se situe entre 476 et 731 mm/an.

La valeur moyenne annuelle des températures sur cette période est de 12,2°C.

La valeur la plus haute a été enregistrée le 25 juillet 2019 (38,9°C) et la valeur la plus basse a été enregistrée le 22 janvier 2017 (-11,6°C).



2. Paysages

2.1. Unités paysagères

La commune de Duttlenheim est intégrée dans l'unité paysagère « Plaines et Rieds » de l'Atlas des Paysages d'Alsace.

Cette unité offre un paysage de vastes étendues plates de grandes cultures ou de prairies, habité de villages répartis régulièrement.



Spécificités des paysages « Plaines et Rieds » (source : Atlas des paysages d'Alsace)

Les enjeux mis en évidence dans l'Atlas des Paysages sont de :

- Maintenir une diversité dans les paysages de grandes cultures
- Valoriser la présence de l'eau et les canaux
- Soigner la qualité des bâtiments agricoles et de leurs abords
- Mettre en valeur les espaces publics et affirmer les entrées de villages
- Maitriser les extensions villageoises et soigner le tour des villages
- Mettre en valeurs les axes routiers
- Préserver l'ambiance et la diversité des Rieds

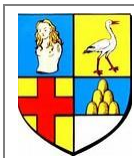


Etat initial de l'environnement

La commune de Duttlenheim est intégrée dans l'entité paysagère « Vallée de la Bruche » dans le cadre du référentiel paysager du Bas-Rhin (réalisation ADEUS 2009), débutant aux sources de la Bruche au cœur du massif vosgien et se terminant aux portes de l'agglomération strasbourgeoise.



Entités paysagères du Bas-Rhin (source : ADEUS)



2.2. Les paysages naturels



Vue aérienne de la commune de Duttlenheim

Il y a peu de relief dans la commune. Des prairies mais essentiellement des terrains agricoles entourent la zone urbaine.

La ripisylve permet la lisibilité du Bras d'Altorf sur le territoire.

En arrière-plan, le piémont des Vosges vient donner du relief au paysage.

2.2.1. Les terres agricoles

Les espaces agricoles représentent près de 75% du ban communal. Il s'agit en grande majorité de céréales (blé, maïs, orge) mais également de prairies permanentes et temporaires, de chou à choucroute, de betterave, de pommes de terre et de tabac.

Les terres agricoles offrent un paysage qui varie au fil des saisons.

Pour la culture du maïs par exemple, le paysage est très ouvert au printemps et en hiver, puis il se referme, au fur et à mesure de la croissance des céréales, en été et en automne.



Etat initial de l'environnement



Les terres agricoles

Les milieux ouverts permettent une vision lointaine du paysage mais dans ces vastes étendues, le moindre élément forme par contraste un impact visuel non négligeable. Ainsi, les constructions agricoles en limite de zones urbaines sont très visibles dans le paysage.



Bâtiments agricoles visibles dans le paysage

2.2.2. La ripisylve

Les lignes de végétation, formant la ripisylve, signalent la présence du passage de l'eau. Cette végétation suit le tracé du Bras d'Altorf et vient rompre la monotonie des plaines. En zone urbaine, elle crée un poumon vert.



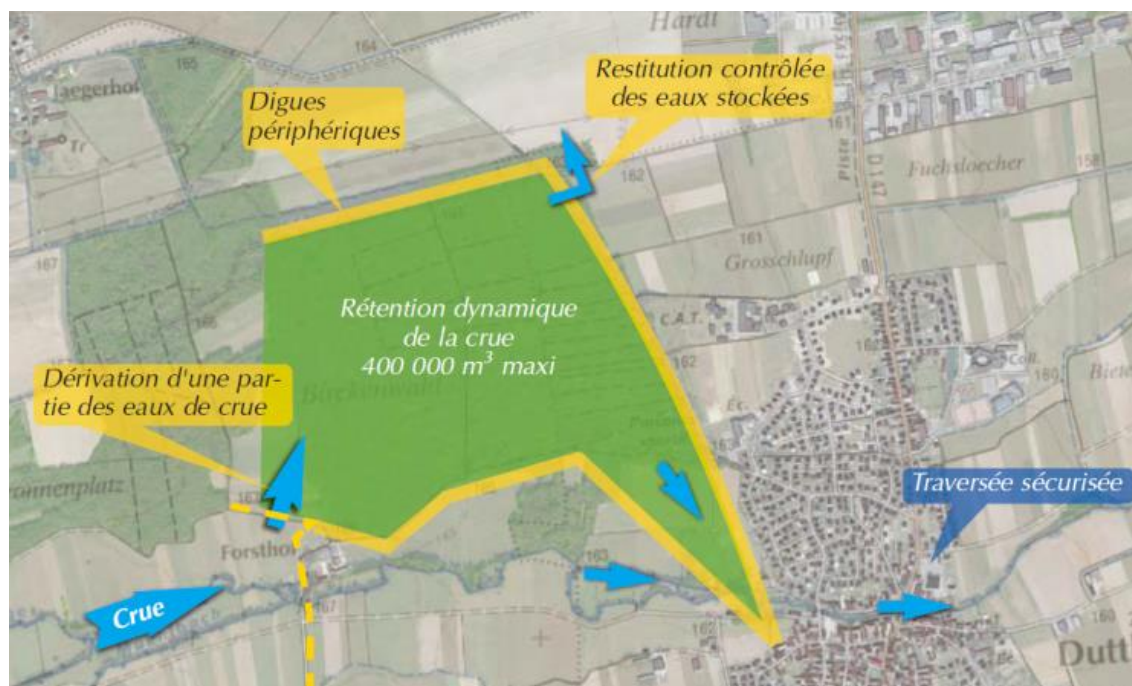
La ripisylve, le long du Bras d'Altorf, en zone urbaine et en zone agricole

2.2.3. Le bois du Birkenwald

Une petite partie seulement du Bois de Birkenwald, forêt fermée composée d'un mélange de feuillus, est implantée sur le ban communal de Duttlenheim, mais l'intégralité de l'espace boisé n'en est pas moins importante pour la commune.

Il permet la déviation et le stockage d'une partie des eaux en période de crue décennale. Il évite le débordement du Bras d'Altorf dans Duttlenheim.

Des digues et des ouvrages hydrauliques installés sur le pourtour de l'espace boisé contiennent le volume d'eau excédentaire pendant quelques jours. Il est ensuite restitué progressivement au milieu naturel.



Bois de Birkenwald

2.2.4. Les jardins et vergers en limite en zone urbaine

Les jardins, potagers et vergers en limite de zone urbaine situés à proximité du cimetière jouent un rôle essentiel pour la commune.

D'une part, ils préservent la qualité de vie des habitants en leur proposant ces espaces naturels et apaisés. L'agriculture familiale est également recherchée par les habitants afin de s'engager vers une consommation plus responsable.

D'autre part, d'un point de vue environnemental et écologique, la présence de végétaux permet de limiter la pollution de l'air et de préserver la faune sauvage. Il est effectivement constaté que ces espaces naturels en limite de zone urbaine permettent un développement de la biodiversité en général plus important grâce à la diversité des plantations (arbres pour nidification, haies...) que dans les grands espaces agricoles en monoculture.





2.3. Les paysages urbains

2.3.1. La rue de la Chapelle

La rue de la Chapelle est une rue piétonne bordée par des constructions harmonieuses et rénovées dans la partie ancienne. On trouve des espaces de jardins. La problématique du stationnement a été prise en compte dans la partie la plus récente.

La voie romaine passait par cette rue et il est regrettable que les pavés n'aient pas été conservés.



La rue de la Chapelle

2.3.2. La rue du Général de Gaulle



Rue du Général de Gaulle

La rue du Général de Gaulle est une artère principale et elle est d'ailleurs classée à grande circulation (voir chapitre 6.2). Elle est aménagée avec des places de stationnement permettant un accès aisé aux commerces, ainsi qu'avec des arbres et des fleurs. Elle dispose d'éléments permettant le contrôle de la vitesse des véhicules tels que feu tricolore, priorités à droite, et indicateur de vitesse. Elle est également aménagée pour un accès PMR. Cette rue est bordée en majorité de constructions anciennes implantées à l'alignement permettant de donner un peu de volume à cet axe routier très large.

2.3.3. La rue de la Gare



Rue de la Gare

La partie Nord de la rue de la Gare est une artère principale. Elle dispose, tout comme la rue du Général de Gaulle, d'éléments permettant le contrôle de la vitesse des véhicules.

Le stationnement s'effectue en hors cases.

La rue de la Gare présente un intérêt architectural certain : les constructions d'après-guerre sont homogènes, de tailles et de volumétrie identique orientées pignons sur rue. Elles sont implantées en léger recul de l'espace public et la plupart des clôtures présentent le même aspect.



2.4. Entrées de la commune

Les entrées de village sont des éléments indispensables du paysage et leurs qualités sont déterminantes pour l'image de la commune.

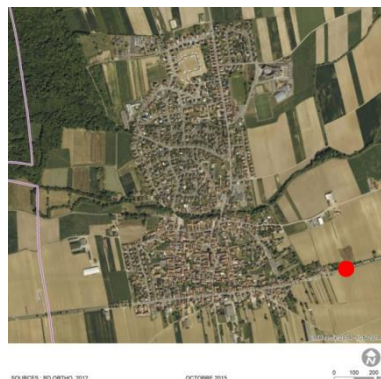


Entrées de ville

Elles sont au nombre 4 sur le territoire :

- par la D 392 depuis Strasbourg
- par la D392 depuis Altorf
- par la rue d'Innenheim
- par la rue de la Gare

2.4.1. Entrée de ville par la D 392 depuis Strasbourg



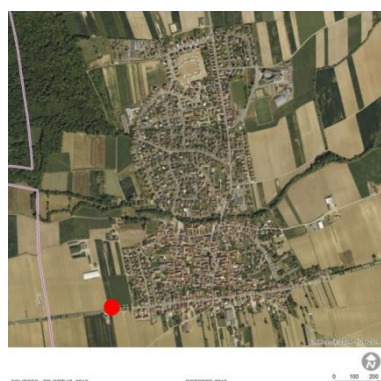
L'entrée de ville est entièrement végétale, lisible, soignée et entretenue. On note une rupture paysagère. Les arbres le long de la route départementale permettent de donner une dimension verticale au paysage.

Elle est également aménagée. On constate la présence d'équipements urbains et d'un dispositif de sécurité permettant le ralentissement des véhicules.



Entrée de ville depuis Strasbourg

2.4.2. Entrée de ville par la D 392 depuis Altorf



Cette entrée de ville est soignée, lisible et entretenue. Elle présente également une rupture paysagère. A gauche se trouve la zone agricole, puis une haie et enfin les pavillons. A droite, la rupture paysagère est beaucoup plus brutale puisque la zone agricole est juxtaposée à du bâti collectif très visible et aux volumes imposants.

L'entrée de ville est aménagée avec des équipements urbains et un dispositif de sécurité permettant le ralentissement des véhicules.



Entrée de ville depuis Altorf

2.4.3. Entrée de ville par la rue d'Innenheim



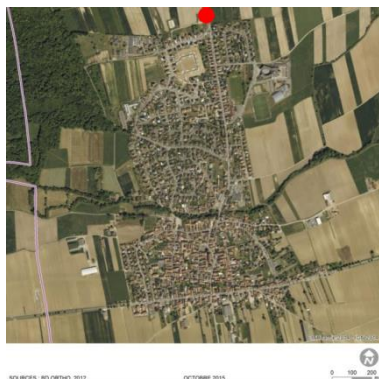
L'entrée de ville par la rue d'Innenheim est lisible. Elle offre une rupture paysagère, marquée par les bâtiments agricoles. On note les réseaux aériens visibles. Ils existent aussi rue du Général de Gaulle, mais ils sont toutefois moins visibles car le front bâti est plus important et peu traversant.

L'entrée du village est aménagée avec des équipements urbains.



Entrée de ville depuis Innenheim

2.4.4. Entrée de ville par la rue de la Gare



L'entrée de ville est lisible et soignée. Elle offre une rupture paysagère marquée par le front bâti et les bâtiments agricoles.

Elle est aménagée et dispose d'équipements urbains ainsi que d'une piste cyclable.



Entrée de ville rue de la Gare



3. Milieux naturels et biodiversité

3.1. Occupation du sol et habitats naturels

3.1.1. Occupation du sol

Les données issues de la BD ORTHO IGN 2012, correspondant à des observations de photographies aériennes permettent de connaître la répartition de l'occupation du sol sur le territoire communal.

Occupation du sol	Surface en hectare
Zone artificialisée	99,0
<i>Habitat</i>	82,8
<i>Equipements</i>	10,0
<i>Exploitations agricoles</i>	3,1
<i>Autres⁷</i>	3,1
Grandes emprises	74,1
<i>Réseaux ferré et routier</i>	30,6
<i>Commerces et artisanats</i>	0,8
<i>Industries</i>	42,7
Espaces agricoles	646,8
<i>Cultures annuelles</i>	522,9
<i>Cultures permanentes</i>	123,9
Espaces boisés	45,5
Autres⁸	2,7

Répartition de l'occupation des sols sur le territoire communal

Le ban communal de Duttlenheim est à près de 75% occupé par les espaces agricoles (80% de cultures annuelles et 20% de cultures permanentes type prairies).

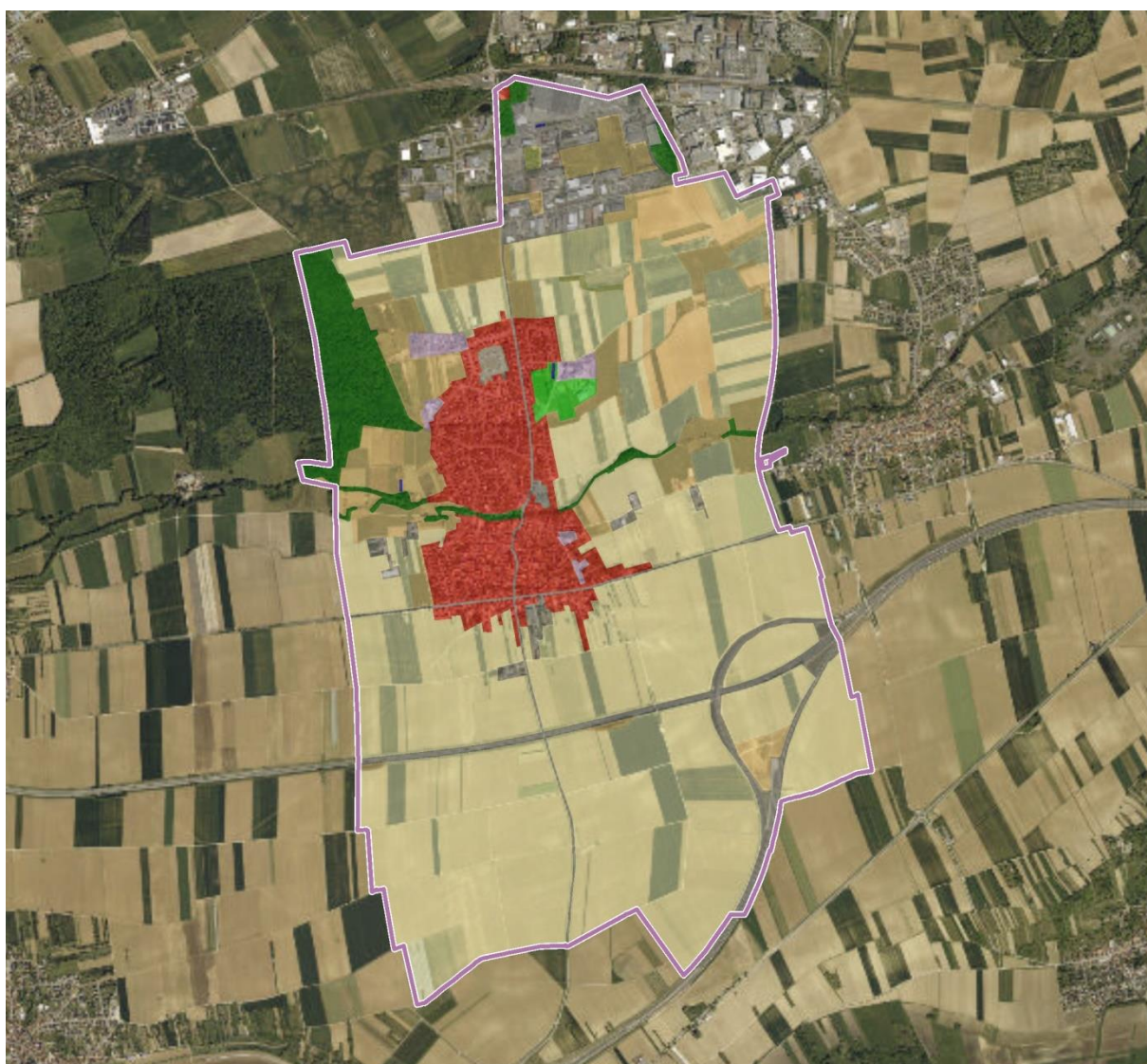
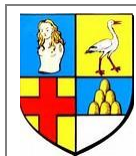
La zone artificialisée est localisée au centre du territoire. Le Parc Economique de la Plaine de la Bruche occupe l'extrémité Nord du territoire. La zone artificialisée et l'emprise des industries représentent seulement 16,3% du ban communal.

Les axes routiers traversant la commune et les autoroutes dans la partie Sud occupent une surface non négligeable : plus de 3%.











De petits boisements sont présents au centre de la commune (ripisylve du Bras de l'Altorf), au Nord-Ouest (massif du Birkenwald) et dans la zone industrielle au Nord. Les espaces boisés représentent 5,2% du ban communal.

⁷ Autres espèces urbains spécialisés : services d'utilité publique type parking public, place publique etc...

⁸ Comprend les chantiers et remblais et les autres espaces publics (sols nus ou à couverture végétale non entretenue et espaces associés).



OCCUPATION DU SOL (2012)

 Habitat	 Espaces verts artificialisés	 Cultures permanentes
 Espaces urbains spécialisés	 Espaces libres	 Forêts
 Grandes emprises	 Cultures annuelles	 Formations pré-forestières
 Surfaces en eau		

SOURCES : BD OCS, CIGAL, 2012 - BD ORTHO, 2012.

OCTOBRE 2015

0 375 750
m



Occupation du sol



3.1.2. Les habitats herbacés ou peu boisés

a) Les milieux cultivés

En 2012, 60 % du ban communal est occupée par des milieux ouverts cultivés. Ces parcelles sont très présentes dans la moitié Sud du territoire.

La plus grande partie de ces milieux est composée de cultures annuelles, en particulier par du maïs et en moindre mesure du blé et des légumes-fleurs.

En dehors d'un cadre de gestion extensif, les cultures sont peu susceptibles d'accueillir une faune et une flore très variées. La richesse en nutriments du sol, apportée par les engrais synthétiques (minéraux NPK) ou naturels (lisier, composte, fertilisation par les légumineuses...) favorise une flore des milieux riches en azote, dont des espèces rudérales.

b) Les milieux prairiaux

En 15 % de prairies permanentes et temporaires sont présentes sur le ban communal, principalement dans la partie Nord de la commune, dans les secteurs concernés par les zones inondables.

Bien que peu représentées, les prairies peuvent être utilisées pour le pâturage, ou en tant que prairie de fauche.

Les prairies de fauche font partie des habitats en régression en Alsace, comme sur la majorité du territoire. Les prairies gérées de façon extensives sont celles qui représentent les enjeux les plus importants, en comparaison des prairies améliorées qui sont régulièrement réensemencées, fertilisées, ou fauchées intensivement. Avec une gestion adaptée, les prairies (tout comme la strate herbeuse des vergers) accueillent une faune et une flore variées et relativement stable dans le temps.

Ces habitats semi-naturels sont considérés comme d'intérêt communautaire au titre de la Directive européenne « Habitats » (code Natura 2000 : 6510 Prairies maigres de fauche de basse altitude).

3.1.3. Les milieux humides et aquatiques

a) Les ripisylves

Une ripisylve est constituée par l'ensemble des formations boisées, buissonnantes et herbacées présentes sur les rives d'un cours d'eau.

Les ripisylves des cours d'eau jouent un rôle écologique important. En particulier, elles offrent des habitats naturels spécifiques, variant selon l'altitude et l'importance du cours d'eau. Pour les habitants de la rivière (poissons, insectes), cavités, racines et radicules offrent de nombreux abris (vis-à-vis du courant et des prédateurs) et parfois de support de ponte. Elles forment des corridors biologiques qui ont d'importantes fonctions d'abri et de source de nourriture pour un grand nombre d'animaux (reptiles, oiseaux, mammifères, poissons, crustacés, insectes et autres invertébrés associés aux berges).

D'autre part, elles augmentent la connectivité écologique des paysages et jouent pour ces raisons un rôle majeur pour le maintien de la biodiversité à l'échelle régionale. Enfin, véritables filtres, elles protègent la qualité de l'eau et d'une partie des zones humides du bassin versant, les berges et les sols riverains.

Dans la commune de Duttlenheim, une seule ripisylve est présente et borde le bras d'Altorf.
 Dans la traversée du village, la ripisylve est réduite mais a été maintenue.

b) Les zones humides

Définition des zones humides

Une zone humide, au sens juridique de l'article L211-1 du Code de l'environnement, se définit comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. »

Ces milieux présentent une diversité écologique remarquable tant d'un point de vue faunistique que floristique. En effet, près de 50% des espèces d'oiseaux en dépendent, elles sont indispensables à la reproduction des amphibiens et de certaines espèces de poissons, et environ 30% des espèces végétales remarquables et menacées en France y sont inféodées.

Une zone est considérée comme humide si elle présente l'un des deux critères suivants (définis par l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009) :

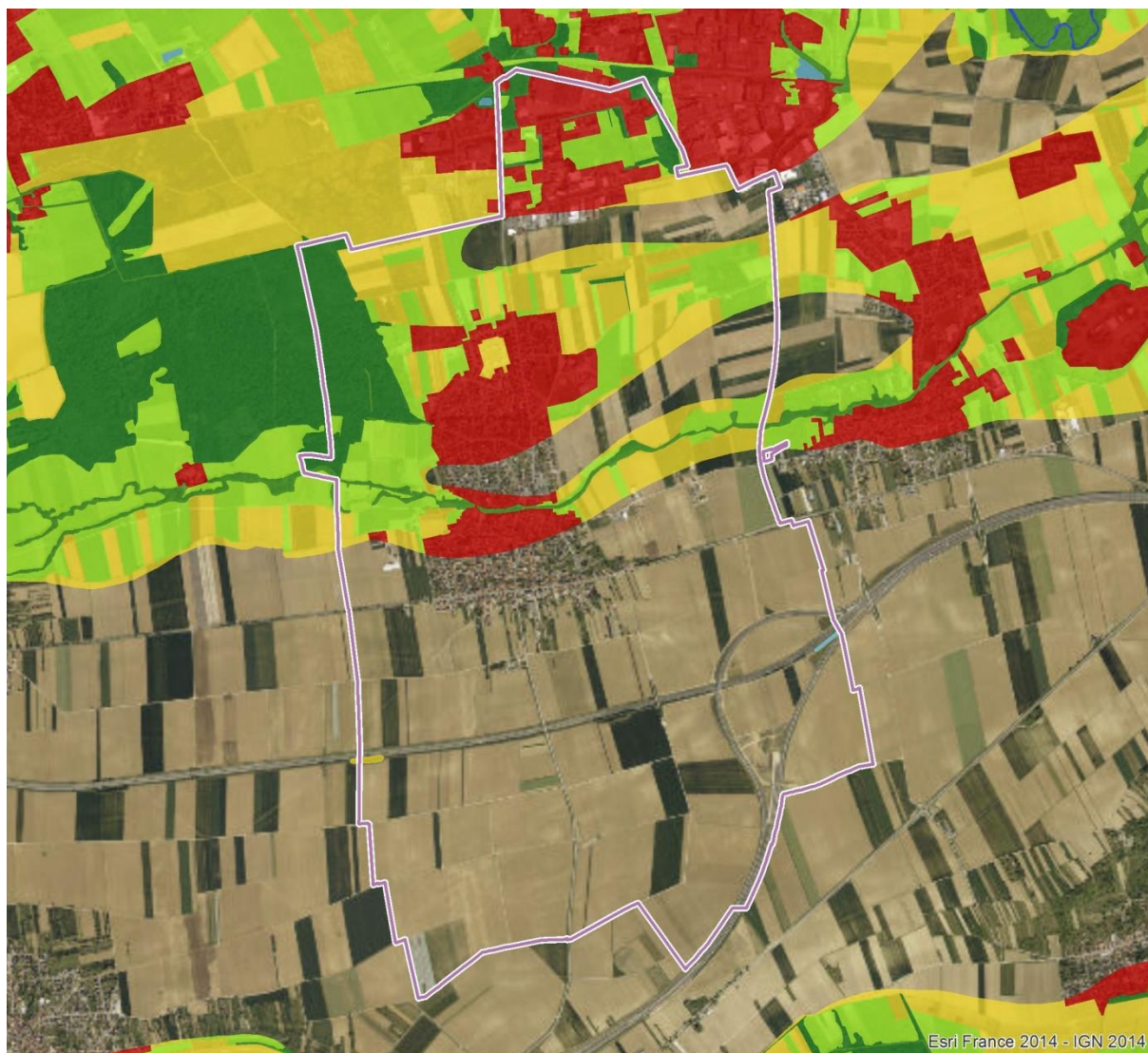
- *les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 [...]*
- *sa végétation, si elle existe, est caractérisée par:*
 - ✓ *soit des espèces identifiées et quantifiées selon la méthode et la liste des espèces figurant à l'annexe 2.1 au présent arrêté complétée en tant que de besoin par une liste additionnelle d'espèces arrêtées par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, le cas échéant, adaptée par territoire biogéographique ;*
 - ✓ *soit des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2. au présent arrêté .*

Zones à dominante humide

La Région Alsace, dans le cadre du partenariat public de Coopération pour l'Information Géographique en Alsace (CIGAL), a élaboré une Base de Données des Zones à Dominante Humide exploitable à l'échelle du 1/10 000^{ème} sur les territoires de la Région Alsace et des Parcs Naturels Régionaux des Ballons des Vosges et des Vosges du Nord.

Cette base de données est réalisée par l'interprétation d'images satellitaires et de photographies aériennes de l'IGN de 2007. Des données exogènes d'inventaires de terrain réalisés par différentes partenaires ont également été mobilisées pour aider la photo-interprétation (y compris les zones potentiellement humides).

Les zones à dominante humide localisées sur la commune de Duttlenheim sont délimitées sur l'illustration ci-après.



ZONES A DOMINANTE HUMIDE

Forêts et fourrés humides	Plan d'eau
Boisements linéaires humides	Terres arables
Prairies humides	Territoires artificialisés
Eaux courantes	

SOURCES : REGION ALSACE, CIGAL - BD ORTHO, IGN, 2012.

OCTOBRE 2015

0 280 560
m



Zones à dominante humide

Les zones à dominante humide concernent uniquement la moitié Nord du ban communal de Duttlenheim et sont notamment localisé le long du bras d'Altorf et de fossé temporairement en eau.

c) Cours d'eau

Un unique cours d'eau traverse la commune. Il s'agit du bras d'Altorf, affluent de la Bruche et sous-affluent de l'Ill et traverse le centre du village.

Plusieurs cours d'eau, dont certains sont temporaires, s'écoulent dans le Nord du ban communal.

3.1.4. Les habitats forestiers

Un seul boisement est présent à Duttlenheim et occupe 35 ha soit 4 % du territoire communal. La forêt du Birkenwald est composée de différents feuillus en mélange.

3.2. Milieux naturels protégés et/ou inventoriés

3.2.1. Site Natura 2000

La commune de Duttlenheim est concernée par le plan de zonage du Grand hamster. Une grande partie de la commune est placée en Zone de Protection Statique de cette espèce (cf. chapitre Faune et flore locales).

Le site Natura 2000 le plus proche de la commune est localisé à 1,8 km au Sud-Est. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) du Secteur Alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin (FR4201797).

Soulignons également la présence de plusieurs sites inventoriés Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) à Duttlenheim ainsi que des zones humides remarquables et un Arrêté de Protection du Biotope dans les communes adjacentes.

a) Présentation du réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 regroupe les sites désignés en application de deux directives européennes :

- la directive 2009/147/CE, dite directive "Oiseaux" qui prévoit la création de zones de protection spéciale (ZPS) ayant pour objectif de protéger les habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'oiseaux considérés comme rares ou menacés à l'échelle de l'Europe,
- la directive 92/43/CEE dite directive "Habitats" qui prévoit la création de zones spéciales de conservation (ZSC) ayant pour objectif d'établir un réseau écologique. Lorsqu'ils ne sont pas encore validés par la Commission Européenne, ces périmètres sont dénommés "sites d'intérêt communautaire".

Pour chaque site Natura 2000, le document d'objectifs (DOCOB) définit les mesures de gestion à mettre en œuvre. C'est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000

Le DOCOB contient :

- une analyse décrivant l'état initial de conservation des habitats naturels et des espèces ;
- les objectifs de développement durable destinés à assurer leur conservation ainsi que la sauvegarde des activités économiques, sociales et culturelles ;
- des propositions de mesures de toute nature permettant d'atteindre ces objectifs ;
- des cahiers des charges types applicables aux contrats Natura 2000 ;



- l'indication des dispositions financières pour la réalisation des objectifs ;
- les procédures de suivi et d'évaluation des mesures proposées.

b) Le site Natura 2000 du Secteur Alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin (FR4201797)

La ZCS du « Secteur Alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin » à une superficie de 20 144 ha et est situé à 1,8 km au Sud-Est de la limite du ban communal de Duttlenheim.

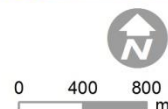


NATURA 2000

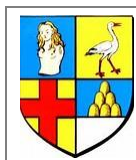
 Directive Habitat (Zone Spéciale de Conservation (ZSC))

SOURCES : INPN ; BD ORTHO, 2015.

MARS 2017



Localisation du site Natura 2000



Le site comporte trois grands ensembles, la bande rhénane, le Ried de l'Ill et celui du Bruch de l'Andlau.

La vallée du Rhin est un site alluvial d'importance internationale, comme peut l'être, en Europe, la vallée du Danube. L'enjeu patrimonial majeur de la bande rhénane réside dans la conservation des dernières forêts alluviales qui sont à la fois très productives et de grande complexité structurelle. Ces forêts figurent parmi les boisements européens les plus riches en espèces ligneuses.

Le Rhin lui-même, les bras morts du fleuve, alimentés par les eaux phréatiques, les dépressions occupées de mares, constituent autant de milieux de vie de grand intérêt où se développent une flore et une faune variée, aujourd'hui rares.

Il subsiste quelques prairies tourbeuses à Molinie bleues, marais calcaires à laiches et prés plus secs à Brome érigé.

Le Ried central était l'un des plus grands marais européens et le plus grand des marais continentaux français. Il doit son existence à l'affleurement de la nappe phréatique rhénane et une partie de ses caractéristiques aux débordements de l'Ill

Le Bruch de l'Andlau, développé dans une cuvette, présente beaucoup d'affinités avec le Ried centre Alsace. Ces deux ensembles possèdent un remarquable réseau de rivières phréatiques, propices, notamment, à la présence de nombreuses espèces de poissons de l'annexe II de la directive Habitats.

Sa désignation est justifiée pour la préservation des forêts alluviales, en particulier l'aulnaie-frênaie, qui connaît là un développement spatial très important, les végétations aquatiques des Giessen, mais également la grande diversité de prairies maigres, qui abritent une faune diversifiée d'insectes parmi lesquels figurent divers papillons de l'annexe II de la directive Habitats (par ex. *Maculinea teleius*, *M. nausithous*, etc...).

Ce secteur alluvial présente également un intérêt ornithologique remarquable (reproduction, hivernage et migration de nombreuses espèces) et est désigné sur la plus grande partie de sa surface en zone de protection spéciale.

L'installation d'espaces protégés tout le long du cours du Rhin a permis d'enrayer la destruction du patrimoine naturel alluvial engagée depuis le XIXème siècle. Fortement dépendant des fluctuations de la nappe phréatique, le secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch est très sensible à tout aménagement hydraulique visant à stabiliser le cours du fleuve.

La plaine du Rhin est d'une grande vitalité économique : zones industrielles, commerciales et villages se succèdent. Les pressions foncières sont en conséquence très importantes ; outre les effets directs sur les milieux, elles ont pour effet le cloisonnement du site.

Les espèces aquatiques et subaquatiques sont tributaires de la qualité des eaux. La préservation optimale des prairies oligotrophes, du milieu de vie des papillons, et plus spécifiquement de *Maculinea teleius*, nécessite :

- le maintien d'un maillage suffisant de zones humides,
- une gestion attentive des prairies à grande Pimprenelle,



Etat initial de l'environnement

- d'éviter l'enfrichement qui désavantagerait l'espèce de fourmis qui accueille les chenilles des papillons d'intérêt communautaire par rapport à d'autres espèces de fourmis,
- le maintien d'une gestion extensive à faibles apports d'amendements organiques en phosphore et en nitrates. La gestion actuelle de ces espaces, sous la forme d'une agriculture extensive, d'occupation des sols en prairies et pâturages, d'entretiens très légers des parties les plus humides, a créé les conditions favorables à la préservation de ces deux espèces. Elle constituera les bonnes pratiques en la matière. Il en est de même des parcelles cultivées environnantes dont la fertilisation est en équilibre avec la présence de l'habitat de ces espèces.

La présence de 34 espèces animales et de 14 habitats d'intérêt communautaire justifie la proposition d'inscription de ce site au réseau Natura 2000.

Les habitats ayant contribué à l'inscription de ce site au réseau Natura 2000 figurent dans le tableau suivant.

Code N2000	Habitat	Couv. (%)	Superficie (ha)	Représentativité	Globale
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i>	1%	20,44	Significative	Significative
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	3%	604,32	Bonne	Significative
3240	Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à <i>Salix elaeagnos</i>	1%	201,44	Non-significative	-
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitriche-Batrachion</i>	1%	201,44	Significative	Bonne
3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri p.p.</i> et du <i>Bidention p.p.</i>	1%	201,44	Significative	Significative
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	2%	402,88	Significative	Significative
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	3%	604,32	Significative	Bonne
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	3%	604,32	Significative	Bonne
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	5%	1007,2	Bonne	Bonne
7230	Tourbière basse alcalines	1%	201,44	Significative	Bonne
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>	5%	1007,2	Bonne	Bonne
9170	Chênaies-charmaies du <i>Galio-Carpinetum</i>	2%	402,88	Significative	Bonne
91E0 *	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	7%	1410,08	Bonne	Bonne

Code N2000	Habitat	Couv. (%)	Superficie (ha)	Représentativité	Globale
91F0	Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i> , <i>Ulmus laevis</i> , <i>Ulmus minor</i> , <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i> , riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>)	15%	3021,6	Excellente	Bonne

* : Habitats prioritaires

Source : Muséum national d'Histoire naturelle [Ed]. 2003-2014. *Inventaire National du Patrimoine Naturel*, site Web : <http://inpn.mnhn.fr>. Le 13 février 2015

Habitats ayant contribué à l'inscription du site Natura 2000 « Secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin »

Les espèces ayant contribué à l'inscription de ce site au réseau Natura 2000 figurent dans le tableau suivant.

ESPECES					EVALUATION			
Nom commun	Nom scientifique	Statut	Taille	Abondance	Population	Conservation	Isolément	Globale
Mammifères (4 espèces)								
Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>	Résidence	140 individus	Présente	2%≥p>0%	Bonne	isolée	Bonne
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>	Reproduction	-	rare	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Vespertilion de Bechstein	<i>Myotis bechsteinii</i>	Reproduction	-	Présente	Non significative	-		
Vespertilion à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	Reproduction		Présente	Non significative	-		
Amphibiens (2 espèces)								
Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	Résidence	-	Commune	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Poissons (10 espèces)								
Grande Alose	<i>Alosa alosa</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Loche épineuse	<i>Cobitis taenia</i>	Résidence		Présente	-			
Chabot	<i>Cottus gobio</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Lamproie de rivière	<i>Lampetra fluviatilis</i>	Reproduction	-	Très rare	Non significative	-		
Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i>	Reproduction	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Loche d'étang	<i>Misgurnus fossilis</i>	Reproduction	11 à 50 individus	Présente	15%≥p>2%	Bonne	Isolée	Bonne
		Résidence		Rare				
Lamproie marine	<i>Petromyzon marinus</i>	Reproduction	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Isolée	Moyenne
		Résidence		Très rare				



Etat initial de l'environnement

ESPECES					EVALUATION			
Nom commun	Nom scientifique	Statut	Taille	Abondance	Population	Conservation	Isolément	Globale
Bouvière	<i>Rhodeus amarus</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Saumon atlantique	<i>Salmo salar</i>	Reproduction	-	Rare	2%≥p>0%	Moyenne	Non isolée	Moyenne
Blageon	<i>Telestes souffia</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Invertébrés (17 espèces)								
Écrevisse à pattes blanches	<i>Austropotamobius pallipes</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Grand Capricorne	<i>Cerambyx cerdo</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Résidence	-	Très rare	2%≥p>0%	Moyenne	Isolée	Moyenne
Leucorrhine à gros thorax	<i>Leucorrhinia pectoralis</i>	Reproduction		Rare	2%≥p>0%	Bonne	Marginale	Moyenne
		Résidence		Très rare				
Lucane Cerf-volant	<i>Lucanus cervus</i>	Résidence		Commune	15%≥p>2%	Bonne	Non isolée	Bonne
Cuivré des marais	<i>Lycaena dispar</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Non isolée	Bonne
Gomphe serpent	<i>Ophiogomphus cecilia</i>	Résidence		Très rare	Non significative	-		
Pique-prune	<i>Osmoderma eremita</i>	Résidence		Très rare	2%≥p>0%	Moyenne	Isolée	Bonne
Oxycordulie à corps fin	<i>Oxygastra curtisii</i>	Résidence		Très rare	Non significative	-		
Azuré de la Sanguisorbe	<i>Phengaris teleius</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Marginale	Bonne
Azuré des paluds	<i>Phengaris nausithous</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Marginale	Bonne
Mulette épaisse	<i>Unio crassus</i>	Résidence	-	Rare	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
Vertigo de Des Moulins	<i>Vertigo moulinsiana</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Vertigo étroit	<i>Vertigo angustior</i>	Résidence	-	Très rare	Non significative	-		
Cucujus vermillon	<i>Cucujus cinnaberinus</i>	Résidence	-	Présente	100% ≥ p > 15%	Bonne	Marginale	Bonne
Noctuelle des Peucédans	<i>Gortyna borelii lunata</i>	Résidence	-	Très rare	Non-significative	-		
Ecaille chinée	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Résidence	-	Présente	Non-significative	-		
Plantes (2 espèces)								
Ache rampante	<i>Helosciadium repens</i>	Résidence	-	Très rare	15%≥p>2%	Moyenne	Isolée	Moyenne
Dicrane vert	<i>Dicranum viride</i>	Résidence	-	Rare	15%≥p>2%	Moyenne	Isolée	Moyenne

3.2.2. ZNIEFF

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a été initié en 1982 par le ministère chargé de l'environnement en coopération avec le muséum national d'histoire naturelle (article L411-5 du Code de l'Environnement). Une modernisation nationale (mise à jour et harmonisation de la méthode de réalisation de cet inventaire) a été lancée en 1996 afin d'améliorer l'état des connaissances, d'homogénéiser les critères d'identification des ZNIEFF et de faciliter la diffusion de leur contenu.

En Alsace, la réactualisation de l'inventaire ZNIEFF, dit ZNIEFF de deuxième génération, a été réalisé progressivement de 2009 à 2014. Le nouveau zonage est disponible depuis juin 2015.

L'inventaire ZNIEFF constitue une base de connaissance permanente des espaces naturels aux caractéristiques écologiques remarquables. Elle constitue un instrument d'aide à la décision, de sensibilisation et contribue à une meilleure prise en compte du patrimoine naturel. Deux types de ZNIEFF ont été définis :

- ZNIEFF de type 1 : homogènes écologiquement, dont les limites épousent les contours des milieux naturels comme une dune, une prairie, un marais, etc.. ; correspondent aux cœurs où se trouvent les espèces et les habitats patrimoniaux,
- ZNIEFF de type 2 : intègrent les ensembles fonctionnels et paysagers comme une vallée, un grand massif forestier, un estuaire, etc... ; peuvent englober une ZNIEFF de type 1 et ses espaces environnant indispensables à la cohésion globale de l'écosystème de cette ZNIEFF 1.



Plusieurs ZNIEFF sont localisées au sein du ban communal de Duttlenheim ou à proximité :

- de type 1 :
 - Cours et annexes de la Bruche, de Mutzig à sa confluence avec l'Ill (420030286),
 - Bruch de l'Andlau (420007114),
 - Ried de la Bruche de Dachstein-gare (420030278),
- de type 2 :
 - Ried de la Bruche de Molsheim à Strasbourg (420007117),
 - Milieux agricoles à Grand hamster et à Crapaud vert au Sud de la Bruche (420030445).

Seules les deux ZNIEFF de type 2 sont localisées à Duttlenheim. Celles-ci font l'objet d'une description ci-après.

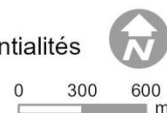


ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

-  ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique
-  ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes

SOURCES : INPN ; ESRI WORLD IMAGERY, 2014.

AOÛT 2019



Inventaires des ZNIEFF

Principales caractéristiques des ZNIEFF sur le territoire communal

Nom	Milieux agricoles à Grand hamster et à Crapaud vert au Sud de la Bruche	Ried de la Bruche de Molsheim à Strasbourg
Identifiant	420030445	420007117
Type de zone	II	II
Localisation	Quasi-totalité du ban communal	Secteur Nord-Ouest du ban communal
Superficie	5 451 ha	2 737 ha
Habitats déterminants	37.2 - Prairies humides eutrophes 38.1 - Pâtures mésophiles 82 - Cultures 84.1 - Alignements d'arbres 84.2 - Bordures de haies 86.3 - Sites industriels en activité	22.1 - Eaux douces 24.1 - Lit des rivières 37.2 - Prairies humides eutrophes 38.22 - Prairies de fauche mésophiles 41.2 - Chênaies-charmaies 41.3 - Frênaies 44.1 - Formations riveraines de Saules 44.3 - Forêt de Frênes et d'Aulnes des fleuves 82 - Cultures 84.1 - Alignements d'arbres
Espèces déterminantes	82 espèces (amphibiens, mammifères, insectes, oiseaux, plantes, poissons...), notamment le Crapaud vert et le Grand Hamster	56 espèces (amphibiens, insectes, mammifères, oiseaux, poissons, reptiles, plantes)

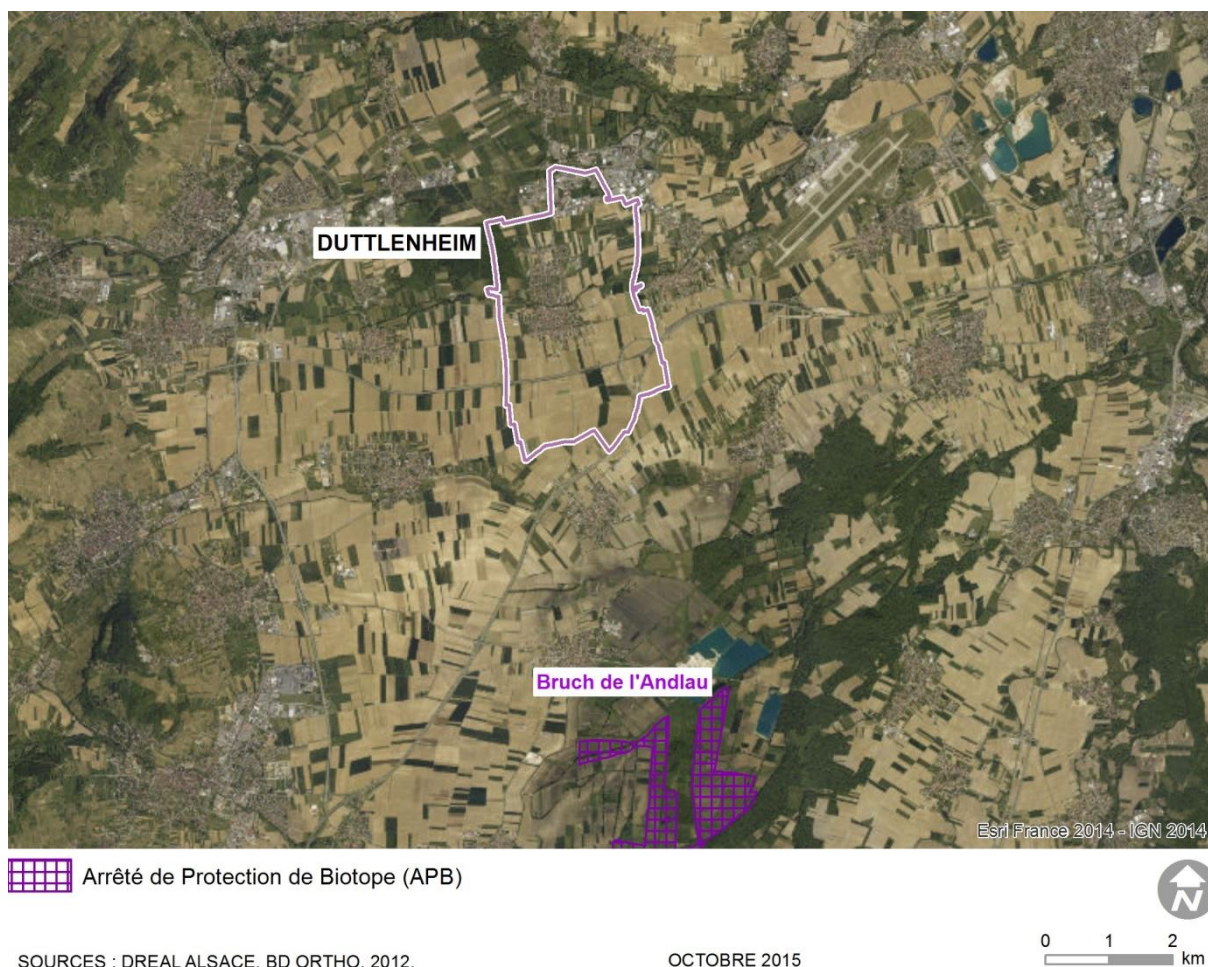


Nom	Milieux agricoles à Grand hamster et à Crapaud vert au Sud de la Bruche	Ried de la Bruche de Molsheim à Strasbourg
Descriptif général	<p>Cette ZNIEFF de type 2 appartient à un ensemble de ZNIEFF de type 2 regroupant des terrains agricoles dominés par la grande culture et principalement la maïsiculture. Les terrains concernés sont caractérisés par un sol loessique, particulièrement fertile. Cet ensemble a été désigné pour son importance dans le maintien de deux espèces protégées en limite d'aire : le Grand hamster (<i>Cricetus cricetus</i>) ainsi que, localement, le Crapaud vert (<i>Bufo viridis</i>).</p> <p>Spécifiquement, le Grand Hamster affectionne tous les secteurs de sols loessiques profonds et non inondables. Pour le Crapaud vert, les lieux de reproduction sont souvent des sites artificiels (gravières).</p> <p>Ces secteurs ne sont pas indicateurs de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique. Cependant, la France a une responsabilité particulière pour ces espèces.</p> <p>En Alsace, le Grand Hamster vit principalement en plaine agricole. Il a besoin de sols secs et profonds pour creuser son terrier. On le trouve principalement dans les champs de céréales à paille d'hiver (blé, orge) et de luzerne et, dans une moindre mesure, dans les champs de betterave et de chou.</p> <p>Le Crapaud vert affectionne plus particulièrement les milieux rudéraux et cultivés sous forme de jachères arides, de jardins, de parcs, de gravières et d'anciens sites miniers, voire certaines zones urbaines. Il se reproduit dans des points d'eau relativement profonds et permanents, dépourvus de végétation aquatique ou faiblement végétalisés avec une faible lame d'eau sur les berges.</p> <p>D'autres espèces patrimoniales sont favorisées par les actions menées pour la sauvegarde du Grand Hamster, comme le lièvre (<i>Lepus europaea</i>) ou la Bergeronnette printanière (<i>Motacilla flava</i>).</p>	<p>La ZNIEFF de la basse vallée de la Bruche s'étend l'Ill (au niveau du Gliesberg) au piémont des Vosges.</p> <p>Elle est encadrée au sud par le plateau du Gloeckelsberg et au nord par celui du Kochersberg.</p> <p>Cette zone comprend l'ensemble du lit majeur englobant le cours d'eau, les prairies inondables attenantes ainsi que le canal de la Bruche et ses canaux de dérivation (Mühlbaeher).</p> <p>Ce ried constamment grignoté par la grande culture et l'urbanisation présente encore des espaces régulièrement inondés : forêts galeries de Saules blancs, Aulnaies mésotrophes et prairies hygrophiles.</p> <p>Par ailleurs, 48 espèces déterminantes ont été recensées sur la zone.</p>

3.2.3. Arrêté de Protection de Biotope

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) ont pour objectif de prévenir la disparition d'espèces protégées sur un site de taille restreinte. Ils permettent la mise en place d'un règlement spécifique, qui consiste essentiellement en l'interdiction d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du biotope.

Le Bruch de l'Andlau (FR3800123) est localisé à 4,3 km au Sud de Duttlenheim.



Localisation de l'APPB

3.2.4. Zone humide remarquable

D'après le SDAGE Rhin-Meuse, les zones humides remarquables sont les zones humides qui abritent une biodiversité exceptionnelle. Elles correspondent aux zones humides intégrées dans les inventaires des espaces naturels sensibles d'intérêt au moins départemental, ou à défaut, aux Zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique (ZNIEFF), aux zones Natura 2000 ou aux zones concernées par un arrêté de protection de biotope et présentent encore un état et un fonctionnement biologique préservé à minima.

Des zones dites remarquables ont été identifiées dans le bassin Rhin-Meuse et constituent autant de priorités d'actions pour la préservation. Elles représentent 35 000 ha, soit de l'ordre de 4,2 % de la surface du bassin.

Aucune zone humide remarquable n'est située à Duttlenheim. Cependant deux zones ont été identifiées dans les bans communaux adjacents :

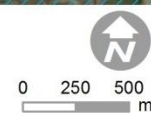
- Basse vallée de la Bruche – Hangenbieten, Dupigheim,
- Bruch de l'Andlau – Zone périphérique – Hindisheim, Valff.



 zone humide remarquable

SOURCES : A.E.R.M. ; BD CARTHAGE® ; BD ORTHO, 2012.

OCTOBRE 2015



Localisation des zones humides remarquables

3.3. Faune et flore locales

Les données présentées ci-après sont issues de recherches bibliographiques à partir des bases de données en ligne suivantes :

- <http://www.atlasflorealsace.com/>, l'atlas en ligne de la Société Botanique d'Alsace (SBA) pour la flore,
- <http://www.faune-alsace.org/>, la base de données en ligne de l'Office des DONnées NATuralistes d'Alsace (ODONAT) qui présente les données relatives à la faune,
- <https://inpn.mnhn.fr/>, la base de données en ligne de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) et du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) pour les compléments faunistiques et floristiques.

3.3.1. La flore locale

D'après l'atlas en ligne de la SBA listant les espèces végétales inventoriées sur le ban communal de Duttlenheim et le site de l'INPN, 213 taxons ont été identifiés dans cette commune. Seules les 6 espèces visées par une protection règlementaire régionale, nationale ou européenne ou citées dans la Liste Rouge Alsace, sont présentées dans le tableau ci-après.

Les données écologiques (« habitat type ») sont présentées pour chaque espèce afin de permettre une analyse de potentialité de présence. Ces données sont issues de la Nouvelle flore de la Belgique (5^{ème} édition, J. LAMBINON, L. DELVOSALLE, J. DUVIGNEAUD).

Nom scientifique	Nom commun	DH	Lg Fr	Lg Als	LR Als	Observation	Habitat
<i>Ajuga chamaepitys</i>	Bugle jaune	-	-	-	EN	1940	Friches, pelouses calcaires
<i>Buxus sempervirens</i>	Buis commun	-	-	-	EN	2007	Roches, fourrés
<i>Gratiola officinalis</i>	Gratiolle officinale	-	II	-	EN	1936	Berges des cours d'eau, prairies humides
<i>Misopates orontium</i>	Muflier des champs	-	-	-	EN	1940	Cultures, friches
<i>Myosurus minimus</i>	Queue de souris	-		1	EN	2012	Champs humides à inondables
<i>Stachys arvensis</i>	Épiaire des champs	-	-	-	EN	1940	Cultures

DH : Directive Habitats-Faune-Flore : Union européenne, directive 92/43/CEE, 1992, Annexes II, IV et V.

Lg Fr : Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire, Arrêté du 20 janvier 1982. (annexe II)

Lg Als : Liste des espèces végétales protégées en Alsace complétant la liste nationale, Arrêté du 21 juin 1993. (article 1)

LR Als : VANGENDT J., BERCHTOLD J.-P., JACOB J.-C., HOLVECK P., HOFF M., PIERNE A., REDURON J.-P., BOEUF R., COMBROUX I., HEITZLER P., TREIBER R., 2014. La Liste rouge de la Flore vasculaire menacée en Alsace. CBA, SBA, ODONAT, 96 p. Document numérique. **EN** = en danger.



Flore patrimoniale recensée sur la commune

Parmi les espèces répertoriées dans la bibliographie, une seule est protégée au niveau national ; il s'agit de la Gratiole officinale.

C'est une plante des prairies humides, inondées l'hiver, fauchées ou pacagées. On l'a retrouve également dans les marécages, les queues d'étangs, parfois les berges des rivières à cours lent, voire même les fossés, de la plaine jusqu'aux basses montagnes.



Gratiole officinale

La Queue de souris (*Myosurus minimus*) est quant à elle protégée au niveau régional. Il s'agit d'une espèce caractéristique des cultures humides à inondables et l'une des rares messicoles potentielles dans les cultures de maïs.



Queue de souris

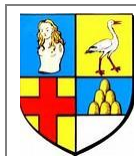
3.3.2. La faune locale

Les données concernant la faune ont été appréhendées à partir de la base de données en ligne de l'association ODONAT qui présente les données relatives à la faune (<http://www.faune-alsace.org/>).

a) Avifaune

Les oiseaux recensés à l'échelle de la commune de Duttlenheim sont listés dans le tableau ci-après. Au total, plus de 80 espèces d'oiseaux ont été recensées sur le ban communal (données de 2008 à 2017). Ces espèces sont listées dans le tableau suivant.

OISEAU		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DO	Lg. F	LRF	LRA
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>		3	LC	LC
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>	II/2		NT	NT
Bécassine des marais	<i>Gallinago gallinago</i>	II/1 – III/2		CR	RE

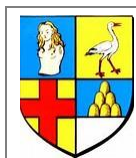


OISEAU		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DO	Lg. F	LRF	LRA
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>		3	LC	LC
Bergeronnette printanière	<i>Motacilla flava</i>		3	LC	VU
Bruant des roseaux	<i>Emberiza schoeniclus</i>		3	EN	LC
Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>		3	VU	VU
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>	I	3	EN	NAo
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	I	3	NT	CR
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	I	3	LC	RE
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>		3	LC	LC
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i>	II/1 - III/1		LC	LC
Choucas des tours	<i>Corvus monedula</i>	II/2	3	LC	NT
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	I	3	LC	LC
Corbeau freux	<i>Corvus frugilegus</i>	II/2		LC	LC
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	II/2		LC	LC
Cygne chanteur	<i>Cygnus cygnus</i>	I	3	NA	
Effraie des clochers	<i>Tyto alba</i>		3	LC	LC
Epervier d'Europe	<i>Accipiter nisus</i>		3 - 6	LC	LC
Etourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>	II/2		LC	LC
Faisan de Colchide	<i>Phasianus colchicus</i>	II/1 - III/1		LC	LC
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>		3	NT	LC
Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>	I	3	-	
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>		3	LC	VU
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>		3	LC	LC
Fauvette babillarde	<i>Sylvia curruca</i>		3	LC	NT
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>		3	LC	LC
Gallinule poule-d'eau	<i>Gallinula chloropus</i>	II/2		LC	LC
Geai des chênes	<i>Garrulus glandarius</i>	II/2		LC	LC
Gobemouche noir	<i>Ficedula hypoleuca</i>		3	VU	NT
Goéland leucopnée	<i>Larus michahellis</i>	II/2	3	LC	VU
Grande Aigrette	<i>Casmerodius albus</i>	I	3	NT	
Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>		3	LC	LC
Grive litorne	<i>Turdus pilaris</i>	II/2		LC	VU
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>	II/2		LC	LC
Grue cendrée	<i>Grus grus</i>	I	3	CR	
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>		3	LC	LC



Etat initial de l'environnement

OISEAU		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DO	Lg. F	LRF	LRA
Hibou moyen-duc	<i>Asio otus</i>		3	LC	LC
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>		3	NT	LC
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>		3	NT	LC
Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina</i>		3	VU	VU
Loriot d'Europe	<i>Oriolus oriolus</i>		3	LC	LC
Martinet noir	<i>Apus apus</i>		3	LC	LC
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	II/2		LC	LC
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>		3	LC	LC
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>		3	LC	LC
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>		3	LC	LC
Mésange nonnette	<i>Poecile palustris</i>		3	LC	LC
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	I	3	LC	VU
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>		3	LC	LC
Mouette rieuse	<i>Chroicocephalus ridibundus</i>	II/2	3	NT	EN
Perdrix grise	<i>Perdix perdix</i>	II/1 - III/1		NT	EN
Pic épeiche	<i>Dendrocops major</i>		3	LC	LC
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	I	3	LC	LC
Pic vert	<i>Picus viridis</i>		3	LC	LC
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>	II/2		LC	LC
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	I	3	NT	VU
Pigeon biset	<i>Columba livia</i>	(II/1)		DD	LC
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	II/1 - III/1		LC	LC
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>		3	LC	LC
Pinson du Nord	<i>Fringilla montifringilla</i>		3		
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>		3	VU	VU
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>		3	LC	LC
Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapillus</i>		3	LC	LC
Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>		3	LC	LC
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>		3	LC	LC
Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>		3	LC	LC
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>		3	LC	LC
Serin cini	<i>Serinus serinus</i>		3	VU	LC
Sitelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>		3	LC	LC
Tarier des prés	<i>Saxicola rubetra</i>		3	VU	



OISEAU		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DO	Lg. F	LRF	LRA
Tarier pâtre	<i>Saxicola rubicola</i>		3	NT	LC
Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>	II/2		VU	NT
Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto</i>	II/2		LC	LC
Traquet motteux	<i>Oenanthe oenanthe</i>		3	NT	CR
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>		3	LC	LC
Vanneau huppé	<i>Vanellus vanellus</i>	II/2		NT	EN
Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris</i>		3	VU	LC

DO : Directive Oiseaux : Union européenne, directive 2009/147/CE, 2009, annexes I et II.

Lg. Fr : 3 : Article 3 de l'Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des Oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national

LR Fr : UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France. : **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée ; **VU** = vulnérable ; **EN** = en danger ; **CR** = en danger critique d'extinction.

LR Als : LPO Alsace, 2014. La Liste rouge des Oiseaux nicheurs menacés en Alsace. LPO Alsace, ODONAT. Document numérique. **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée ; **VU** = vulnérable ; **EN** = en danger ; **CR** = en danger critique d'extinction ; **RE** = disparu récemment ; **NAo** = espèce nicheuse occasionnelle non implantée en Alsace.

Liste des oiseaux recensés sur la commune

Les espèces d'intérêt communautaire (annexe I de la Directive Oiseaux) sont décrites ci-après.

Le **Bruant ortolan** (*Emberiza hortulana*) vit dans une grande variété d'habitats, mais en général, fréquente les zones ouvertes, parsemées d'arbres, les prairies et les cultures céréalières. Cette espèce construit son nid à même le sol à partir d'éléments végétaux (feuilles...).

Le **Busard cendré** (*Circus pygargus*) est le plus petit des busards européens. Il fréquente différents types d'habitats assez différents : les marais, tourbières, zones humides, mais plus encore les paysages découverts comme les steppes, landes, cultures céréalières et prairies. Son nid est généralement posé à même le sol, dans la végétation herbacée, notamment dans les cultures céréalières. Cette habitude de nidification explique que les couvées soient souvent menacées par les moissons ; les oisillons n'étant pas toujours déjà aptes à s'envoler à cette période.

Le **Busard Saint-Martin** (*Circus cyaneus*) s'observe en Alsace principalement en hiver et lors des migrations. En hiver, il fréquente les terrains découverts pour chasser (prairies, landes, jachères, friches...). Cet oiseau est aujourd'hui considéré comme éteint en tant que nicheur dans la région, mais auparavant, la population reproductrice a toujours été faible. Pour l'hivernage, la préservation des zones prairiales extensives lui garantit des terrains de chasse optimum. Les terrains présents sur la commune, constitués en partie de parcelles agricoles et prairiales, sont potentiellement favorables à l'espèce en période d'hivernage, pour la recherche de nourriture.



La **Cigogne blanche** (*Ciconia ciconia*) est un oiseau des milieux ouverts et une grande migratrice. Les adultes cherchent majoritairement la nourriture dans les plaines humides (batraciens, petits rongeurs, vers, sauterelles, etc.) Ainsi, on peut assez facilement observer des Cigognes blanches parcourir les herbes hautes des prairies. Mais elles sont malheureusement aussi attirées par les décharges (tas d'ordures) où elles trouvent une nourriture facilement accessible, mais de qualité douteuse. Ainsi, certaines Cigognes blanches meurent en avalant des déchets (plastiques, débris en tout genre, etc.) ou de la nourriture polluée.

Le **Cygne chanteur** (*Cygnus cygnus*) niche principalement dans la toundra arctique où il fréquente les plans d'eau comme les lacs ou les étangs. En hiver, on le retrouve plutôt dans les paysages agricoles de plaine, soit directement à proximité du littoral, soit à l'intérieur des terres dans des prairies inondables. C'est une espèce qui est observée quasiment chaque hiver en Alsace. Le Nord du Bas-Rhin (dans un secteur s'étendant de Drusenheim à Lauterbourg), est le fief traditionnel du cygne chanteur en Alsace depuis bon nombre d'années, ainsi qu'un secteur du côté d'Ensisheim dans le Haut-Rhin.

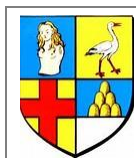
Le **Faucon émerillon** (*Falco columbarius*) est un petit oiseau de proie qui dépasse rarement une trentaine de centimètres. Cette espèce, comme beaucoup de faucons, fréquente les milieux ouverts (prairies, pâtures, landes, cultures extensives) où ses proies principales, les passereaux, sont nombreux. Le Faucon émerillon est un migrateur partiel. Il transite notamment par la France lors de sa migration entre les pays nordiques et la Méditerranée.

La **Grande Aigrette** (*Casmerodius albus*) est un échassier très proche du Héron (*Ardea* sp.) nichant dans les roselières ou dans des arbres à proximité directe des étendues d'eau : lacs, grands étangs, rivières... La Grande aigrette se nourrit d'insectes, aquatiques ou non, de petits mammifères, ou encore de poissons.

La **Grue cendrée** (*Grus grus*) est un grand échassier qui apprécie les milieux humides tels que les marécages ouverts ou les forêts marécageuses. La Grue cendrée est omnivore et peut notamment se nourrir de grains dans les cultures pendant la mauvaise saison.

Le **Milan noir** (*Milvus migrans*) est un rapace dépendant des milieux forestiers alimentés en cours d'eau, d'où il tire sa principale nourriture. Le Milan noir est un charognard quasi-exclusif : il traque rarement ses proies et se nourrit le plus souvent d'animaux morts (poissons, oiseaux ou petits mammifères). Il fréquente régulièrement les décharges, ce qui le rend vulnérable à diverses pollutions.

Le **Pic noir** (*Dryocopus martius*) fréquente la taïga, les bois de toutes tailles, les forêts humides ou non, que ce soit en plaine ou en altitude. Il affectionne indifféremment les grands massifs de conifères ou de feuillus, pourvus qu'ils possèdent de grands arbres espacés. Le Pic noir a un régime alimentaire particulier : essentiellement carnivore – il se nourrit majoritairement de fourmis ou de larves pendant la belle saison – mais également végétarien quand la petite faune se fait rare.



La **Pie-grièche écorcheur** (*Lanius collurio*) est un passereau de taille moyenne dont les mœurs se rapprochent de ceux des rapaces. C'est une espèce carnivore, dont le régime alimentaire est spécialisé pour les coléoptères de grosse taille. Toutefois, les petits oiseaux, les œufs, les batraciens ou les petits reptiles sont également des proies régulières de la Pie-grièche.

Cette espèce niche typiquement dans les milieux semi-ouverts, et particulièrement dans les bosquets épineux denses (Prunellier épineux, Aubépines, Epine-vinette...) où elle empale ses proies en attente de consommation.

b) Mammifères

L'analyse des données en ligne du site www.faune-alsace.org a permis de mettre en évidence la présence de 14 mammifères sur le ban communal de Duttlenheim, répertoriées entre 2011 et 2017. Il s'agit d'espèces pour la plupart banales. Ces espèces sont présentées dans le tableau suivant.

MAMMIFERES		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DH	Lg Fr	LR Fr	LR Als
Belette d'Europe	<i>Mustela nivalis</i>			LC	DD
Blaireau européen	<i>Meles meles</i>			LC	LC
Campagnol fouisseur	<i>Arvicola scherman</i>			LC	LC
Chevreuil européen	<i>Capreolus capreolus</i>			LC	LC
Grand Hamster	<i>Cricetus cricetus</i>	IV	Pr	EN	EN
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>		Pr	LC	LC
Hermine	<i>Mustela erminea</i>			LC	DD
Lapin de Garenne	<i>Oryctolagus cuniculus</i>			NT	NT
Lièvre d'Europe	<i>Lepus europaeus</i>			LC	NT
Marmotte des Alpes	<i>Marmota marmota</i>			LC	NAi
Martre des pins	<i>Martes martes</i>	V		LC	LC
Renard roux	<i>Vulpes vulpes</i>			LC	LC
Sanglier	<i>Sus scrofa</i>			LC	LC
Taupe d'Europe	<i>Talpa europaea</i>			LC	LC

DH : Directive Habitats-Faune-Flore : Union européenne, directive 92/43/CEE, 1992, Annexes II, IV et V.

Lg Fr : **Pr** : Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

LR Fr : Liste Rouge France, 2009 : **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée ; **EN** = en danger

LR Als : GEPMA, 2014. La Liste rouge des Mammifères menacés en Alsace. GEPMA, ODONAT. Document numérique. **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée ; **VU** = vulnérable ; **NA(i)** = non applicable, introduit ; **EN** = en danger.

Liste des mammifères recensés sur la commune



Une espèce est protégée au titre de la Directive Habitat-Faune-Flore : le Grand Hamster. Cette espèce fait également l'objet d'un Plan National d'Action (PNA). Les caractéristiques et enjeux liés au Grand Hamster sont présentés dans le chapitre relatif au PNA.

c) Reptiles et amphibiens

L'analyse de la base de données en ligne www.faune-alsace.org a permis de mettre en évidence la présence de plusieurs espèces d'amphibiens et de reptiles sur le ban communal de Duttlenheim répertoriées entre 2013 et 2017. Le tableau suivant présente ces espèces.

Liste des reptiles et amphibiens recensés sur la commune

REPTILES ET AMPHIBIENS		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DH	Lg Fr	LR Fr	LR Als
Reptiles					
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	IV	2	LC	LC
Lézard des souches	<i>Lacerta agilis</i>	IV	2	NT	LC
Amphibiens					
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>	IV	2	LC	NT
Grenouille rousse	<i>Rana temporaria</i>	V	5	LC	LC
Grenouille rieuse	<i>Pelophylax ridibunda</i>	V	3	LC	LC

DH : Directive Habitats-Faune-Flore : Union européenne, directive 92/43/CEE, 1992, Annexes II, IV et V.

Lg Fr : Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (Articles 2, 3, 5).

LR Fr : Liste Rouge France, 2008. **LC** = préoccupation mineure.

LR Als : BUFO, 2014. La Liste rouge des Amphibiens menacés en Alsace. BUFO, ODONAT. Document numérique. **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée.

Ces espèces d'amphibiens et de reptiles identifiés sont des espèces relativement communes, mais néanmoins protégées pour leur grande majorité.

Le **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis*) est une espèce très ubiquiste qui fréquente aussi bien les milieux naturels que les zones anthropiques. Néanmoins, l'espèce reste avant tout liée à l'élément minéral qu'il soit naturel ou artificiel. Ainsi, il occupe les pierriers, les murets de pierres du vignoble, les ruines, les enrochements, les carrières, les talus de voies ferrées, diverses constructions, des bordures de chemins, des jardins ou encore des terrasses.

Le **Lézard des souches** (*Lacerta agilis*) est considéré comme une espèce peu spécialisée dans le centre de son aire de répartition : landes à genêts, landes à callunes, zones de reboisement, landes forestières, bordure de chemins forestiers, digues enrochées, sous-bois de forêts fluviales (ex : vallée du Rhin), collines sèches sur sol calcaire. Les micro-habitats utilisés pour la thermorégulation sont généralement des bandes herbeuses proches de buissons, de souches, de bordures de chemins, de talus de pierre et de zones sableuses dégagées.

Le **Crapaud calamite** (*Bufo calamita*) vit dans les habitats sablonneux et ensoleillés tant sur les côtes qu'en montagne. On le trouve dans une végétation ouverte assez rase, alternant avec des sols nus. Il vit aussi dans les milieux créés par l'Homme : carrières, gravières, parcs urbains, friches, ruines, murets etc. Les sites de reproduction sont des points d'eau peu profonds, ensoleillés, sans prédateurs de têtards tels que des insectes aquatiques et des poissons. Ce sont donc des mares temporaires, des bassins de carrière, des pannes dunaires, des fossés peu profonds, des flaques et ornières inondées. Il rentre en hibernation dès les premiers froids de septembre-octobre et ne retrouve son activité qu'en mars.



Crapaud calamite

d) Insectes

La base de données en ligne Faune-Alsace met en évidence la présence de quelques espèces d'odonates (9), de lépidoptères (10) et d'orthoptères (3). Ces espèces sont listées dans le tableau suivant.

Liste des insectes recensés sur la commune

INSECTES		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DH	Lg Fr	LR Fr	LR Als
Odonates					
Aeschne bleue	<i>Aeshna cyanea</i>			LC	LC
Aeschne mixte	<i>Aeshna mixta</i>			LC	LC
Agrion jouvencelle	<i>Coenagrion puella</i>			LC	LC
Calopteryx éclatant	<i>Calopteryx splendens</i>			LC	LC
Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>	II	3	NT	VU
Leste vert	<i>Chalcolestes viridis</i>			LC	LC
Petite nymphe au corps de feu	<i>Pyrrhosoma nymphula</i>			LC	LC



Etat initial de l'environnement

INSECTES		STATUT			
Nom commun	Nom scientifique	DH	Lg Fr	LR Fr	LR Als
Sympétrum sanguin	<i>Sympetrum sanguineum</i>			LC	LC
Sympétrum vulgaire	<i>Sympetrum vulgatum</i>			NT	LC
Papillons					
Amaryllis	<i>Pyronia tithonus</i>			LC	LC
Azuré de la bugrane	<i>Polyommatus icarus</i>			LC	LC
Azuré du trèfle	<i>Cupido argiades</i>			LC	LC
Demi-Argus	<i>Cyaniris semiargus</i>			LC	LC
Demi-deuil	<i>Melanargia galathea</i>			LC	LC
Fadet commun - Procris	<i>Coenonympha pamphilus</i>			LC	LC
Myrtil	<i>Maniola jurtina</i>			LC	LC
Petit tortue	<i>Aglais urticae</i>			LC	LC
Piérade du navet	<i>Pieris napi</i>			LC	LC
Vulcain	<i>Vanessa atalanta</i>			LC	LC
Orthoptères					
Criquet des roseaux	<i>Mecostethus parapleurus</i>			4	NT
Criquet verte-échine	<i>Chorthippus dorsatus</i>			4	NT
Grillon des champs	<i>Gryllus campestris</i>			4	LC

DH : Directive Habitats-Faune-Flore : Union européenne, directive 92/43/CEE, 1992, Annexes II, IV et V.

Lg Fr : Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire (Articles 2 et 3).

LR Fr : UICN France, MNHN, OPIE & SEF (2014). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Paris, France : **LC** = préoccupation mineure ; Les Orthoptères menacés en France, Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques, 2004 (HS = espèces hors sujet, 1 = espèces proche de l'extinction ou déjà éteinte, 2 = espèce fortement menacée d'extinction, 3 = espèce menacée à surveiller, 4 = espèces non menacées en l'état actuel des connaissances). Liste Rouge Française (non officielle, cf. note de bas de page) des Odonates menacés en France⁹ (cf. note de bas de page).

LR Als : MORATIN R., 2014. La Liste rouge des Odonates menacés en Alsace. IMAGO, ODONAT. Document Numérique ; IMAGO, 2014. La Liste rouge des Rhopalocères et Zygènes menacés en Alsace. IMAGO, ODONAT. Document numérique. IMAGO, 2014. La Liste rouge des Orthoptères menacés en Alsace. IMAGO, ODONAT. Document numérique. **LC** = préoccupation mineure ; **NT** = quasi-menacée.

⁹ DOMMANGET J.L., PRIOUL B., GAJDOS A., BOUDOT J.-P., 2008. Document préparatoire à une Liste Rouge des Odonates de France métropolitaine complétée par la liste des espèces à suivi prioritaire. Société française d'odonatologie (Sfonat). Rapport non publié, 47 pp.

La plupart des insectes (odonates, rhopalocères et orthoptères) identifiés sur le ban communal sont des espèces communes, ne présentant pas de statut particulier.

Seul l'**Agrion de Mercure** (*Coenagrion mercuriale*) est protégé au titre de la Directive Habitat-Faune-Flore (annexe II) et à l'échelle nationale.

Cette espèce colonise les milieux lotiques permanents de faible importance. Les eaux claires bien oxygénées et à minéralisation variable, situées dans les zones bien ensoleillées sur terrains calcaires sont les plus favorables. Toutefois, il n'est pas rare de l'observer dans des milieux moins typiques comme des ruisselets ombragés, des sections de cours d'eau récemment curées ou parfois dans des eaux nettement saumâtres.

Comme la majorité des odonates, l'Agrion de Mercure est sensible aux perturbations liées à la structure de son habitat (fauchage, curage des fossés, piétinement...), à la qualité de l'eau et à la durée d'ensoleillement.



Agrion de Mercure (© L. Meyer Villoncourt, 2011)

3.3.3. Espèces faisant l'objet de PNA ou PRA

Parmi les outils de la politique de lutte contre la perte de biodiversité figurent les plans nationaux d'actions (PNA) qui sont des outils stratégiques visant à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des espèces les plus menacées en France. Un PNA peut être décliné à deux échelles : nationale ou régionale, lorsque les régions possèdent de forts enjeux de conservations de l'espèce concernée. En Alsace, les documents devant être pris en compte sont :

- Plan National d'Actions (PNA) 2019-2028 en faveur du Hamster commun,
- Plan Régional d'Actions Alsace 2012 – 2016 en faveur des Amphibiens :
 - Crapaud vert,
 - Sonneur à ventre jaune,
 - Pélobate brun,



- Plan Régional d'Actions Alsace 2012 – 2016 en faveur des Oiseaux :

- Milan royal,
- Pies-grièches grise et à tête rousse,
- Rôle des genêts

- Plan Régional d'Actions Alsace 2014 – 2018 en faveur des Chiroptères.

Les espèces présentant un enjeu sur le territoire communal de Duttlenheim sont décrites dans les chapitres suivants.

a) Grand hamster

Présentation de l'espèce et menaces

Le Grand hamster (*Cricetus cricetus*) fait partie des espèces emblématiques de l'Alsace.

Il est inféodé aux cultures et plus particulièrement aux cultures fourragères pluriannuelles telles que la luzerne. En effet, ce type de culture est très prisé puisqu'il garantit un couvert végétal ainsi qu'une source alimentaire de grande qualité, durant la majeure partie de l'année.

Les céréales d'hiver (blé, orge) sont également prisées, ainsi que les céréales de printemps (avoine, seigle...). Elles permettent aux animaux de constituer des réserves hivernales dès le mois de juillet et offrent un couvert végétal précoce.



Les friches, les jachères et les bordures de chemin constituent des habitats refuge.

Son aire de répartition s'étend de l'Asie mineure jusqu'à la Hollande, la Belgique et l'extrême Est de la France, en passant par l'Europe orientale et centrale.

Il est présent en France uniquement dans la plaine rhénane, les Vosges constituant la limite occidentale de son aire de répartition européenne.

Dans la partie Ouest de son aire de répartition, les populations de Grand Hamster sont devenues si petites et si fragmentées qu'elles sont menacées d'extinction à court terme.

De nombreux facteurs anthropiques sont en cause :

- la diminution de la diversité des espèces végétales cultivées avec l'extension de la monoculture de maïs au détriment de la luzerne, du blé... Cette modification des pratiques agricoles est la principale cause du déclin des populations en Alsace. En effet, seulement 10 à 15% de la surface agricole de la région présentent des cultures favorables au Grand Hamster (luzerne, cultures céréalières),
- les labours précoces,
- l'irrigation continue,

- l'utilisation de pesticides,
- la diminution des surfaces toujours en herbe,
- les remembrements.

D'autres causes du déclin du Grand Hamster en Alsace peuvent être avancées :

- les campagnes de destruction volontaires, légitimées par arrêté préfectoral, menées de 1964 à 1990 dans près de 120 communes alsaciennes,
- la perte et le morcellement des habitats en raison de la densification du réseau routier et de l'accroissement de l'urbanisation,
- la mortalité routière,
- la prédation qui reste cependant un facteur naturel de mortalité pour l'espèce.

La perte et le morcellement d'habitat est le facteur ayant le plus d'impact sur la réduction de la taille des populations.

Statut de l'espèce

Le Grand Hamster (*Cricetus cricetus*) est une espèce protégée aussi bien au niveau national qu'au niveau international (directives et conventions).

- Au niveau national :

L'espèce a acquis en France le statut d'espèce protégée en 1993 et sa préservation fait l'objet d'un plan de conservation national spécifique depuis 2000.

Il fait partie de la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire métropolitain fixé par l'article 2 de l'arrêté du 23 avril 2007 (JO du 10 mai 2007). Cet arrêté interdit *la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle des animaux dans le milieu naturel*. Il est également interdit, *sur les parties du territoire où l'espèce est présente, ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de population existants, la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques*.

L'arrêté ministériel du 9 décembre 2016 encadre la protection des biotopes du Grand Hamster d'Alsace grâce à la création de :

- ✓ **Zones de Protection Statiques** (listées à l'annexe I de l'arrêté) au sein desquelles sont interdites toute destruction d'habitats favorables à l'espèce sauf dérogations devant faire l'objet de mesures compensatoires définies dans ledit arrêté ;
- ✓ **Zones d'Accompagnement** (listées à l'annexe II) au sein desquelles les mêmes restrictions s'appliquent à partir du moment où des terriers de Grand Hamster de moins de deux ans sont répertoriés dans un rayon de 300 m autour du projet.

D'autre part, l'espèce est inscrite sur la liste rouge des espèces menacées en France (UICN, février 2009) comme espèce « En Danger ».



● Au niveau international :

Dans la législation communautaire, le Grand Hamster est inscrit à l'annexe IV de la Directive 92/43 du Conseil de l'Europe du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, dites **Directive Habitats**. L'annexe IV de cette directive classe le Grand Hamster parmi les *espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte*.

La directive impose aux Etats membres de *prendre les mesures nécessaires pour instaurer un système de protection stricte des espèces animales figurant à l'annexe IV, dans leur aire de répartition naturelle, interdisant la détérioration ou la destruction des sites de reproduction ou des aires de repos* (article 12).

Notons également que l'espèce figure à l'annexe II de la **Convention de Berne** du 19 septembre 1979, relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe. Le Grand Hamster est classé parmi les espèces qui sont strictement protégées.

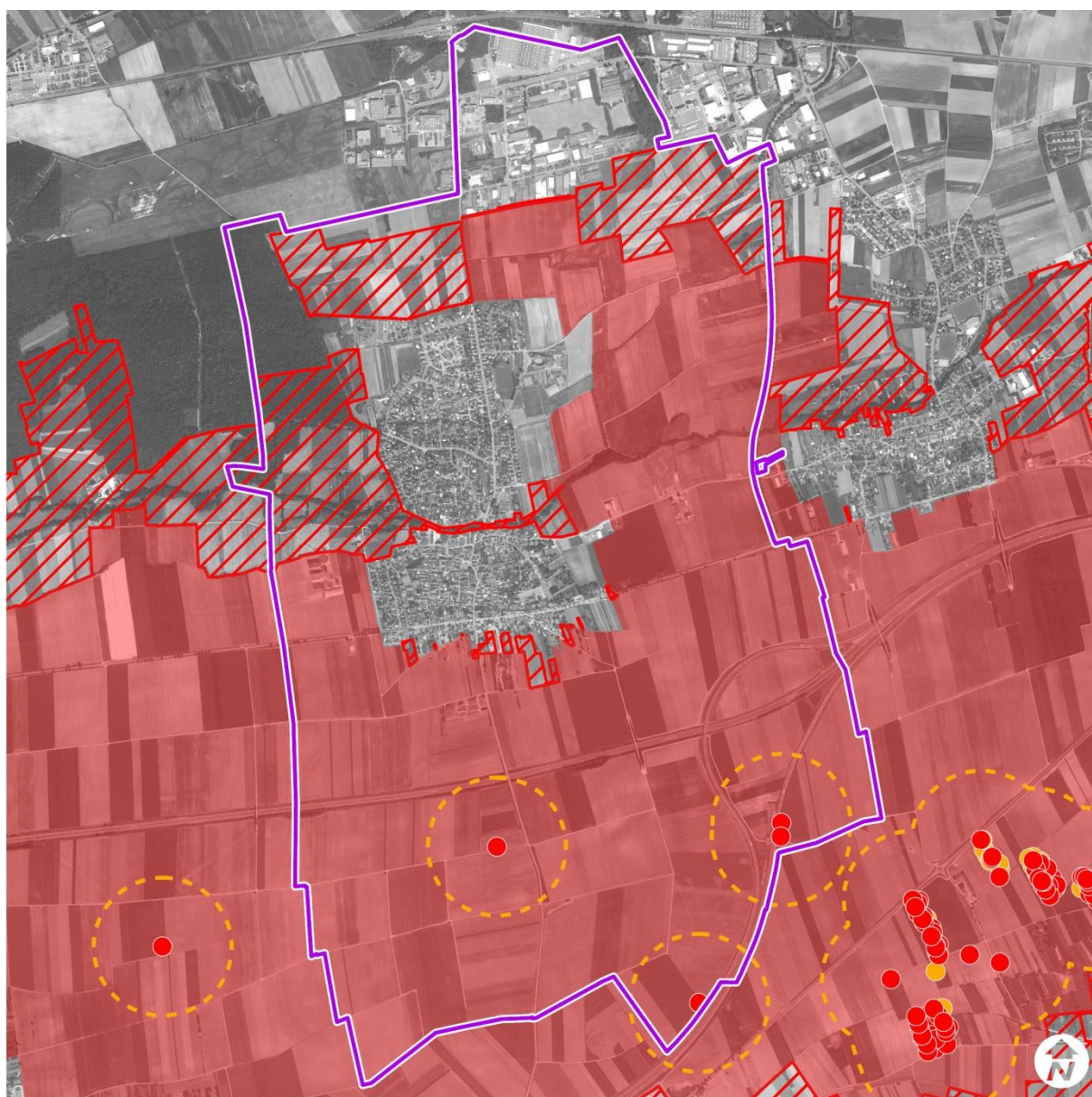
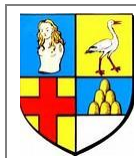
Localisation et quantification de l'habitat du hamster

La Zone de Protection Statique occupe près de 70 % du ban communal, en particulier en parties Sud et Est du territoire.

La zone d'accompagnement est quant à elle identifiée en parties Nord et Ouest du ban communal.

Enfin, plusieurs terriers ont été recensés à Duttlenheim depuis 2 ans : 4 terriers en 2019, tous situés dans le Sud du ban communal.

Ces données relatives à l'habitat du Grand Hamster et à ses terriers sont présentées sur l'illustration ci-après.



GRAND HAMSTER D'ALSACE

● terrier recensé en 2019

● terrier recensé en 2018

○ périmètre de 300 mètres autour des terriers recensés en 2018 et 2019

■ Zone de Protection Statique

▨ Zone d'Accompagnement

SOURCES : DREAL ALSACE ; ESRI WORLD IMAGERY, 2014.

AOÛT 2019

0 280 560
m

Localisation de la ZPS, de la zone d'accompagnement et des terriers recensés en 2018-2019

Prise en compte des enjeux du hamster dans le PLU

Dans le cadre de la préservation et de la restauration des habitats du Hamster commun, tout porteur de projet d'aménagement du territoire doit prendre en compte et anticiper l'impact potentiel de son projet sur le hamster et son habitat.



Il se met ainsi en capacité d'étudier et de prendre parti sur les options d'évitement ou de suppression de cet impact et conclure sur la nécessité ou non de réaliser une étude de l'impact résiduel du projet sur l'espèce.

b) Crapaud vert

Présentation de l'espèce et menaces

En Alsace, le Crapaud vert fait l'objet d'un Plan Régional d'Actions 2012-2016. Les objectifs de ce plan sont les suivants :

- protéger et conserver les populations actuellement connues,
- mise en connexion de ces "réservoirs",
- restauration des hydrosystèmes.

Chaque axe a été décliné en plusieurs actions. Au total, 22 fiches actions ont été élaborées. La fiche action n°8, « Prendre en compte l'espèce dans les documents de planification territoriale, les études d'impact et d'incidence », doit assurer la prise en compte de l'espèce dans les documents de planification, notamment les Plans Locaux d'Urbanisme.

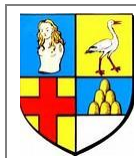
Le Crapaud vert est une espèce qui colonise préférentiellement les milieux rudéraux, tels que les friches par exemple, et les milieux agricoles. Les habitats boisés (mais *a priori* jamais les grands massifs forestiers, Stöck et al., 2008) figurent également parmi les habitats terrestres de cette espèce. Le Crapaud vert évite en général les végétations herbacées et arbustives denses.



Crapaud vert (OTE, hors zone d'étude)

Statut de l'espèce

Le Crapaud vert est une espèce menacée au niveau européen. A ce titre il est inscrit à l'annexe IV de la Directive européenne « Habitats – Faune – Flore » ainsi qu'à l'annexe II de la convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe du 19 septembre 1979.

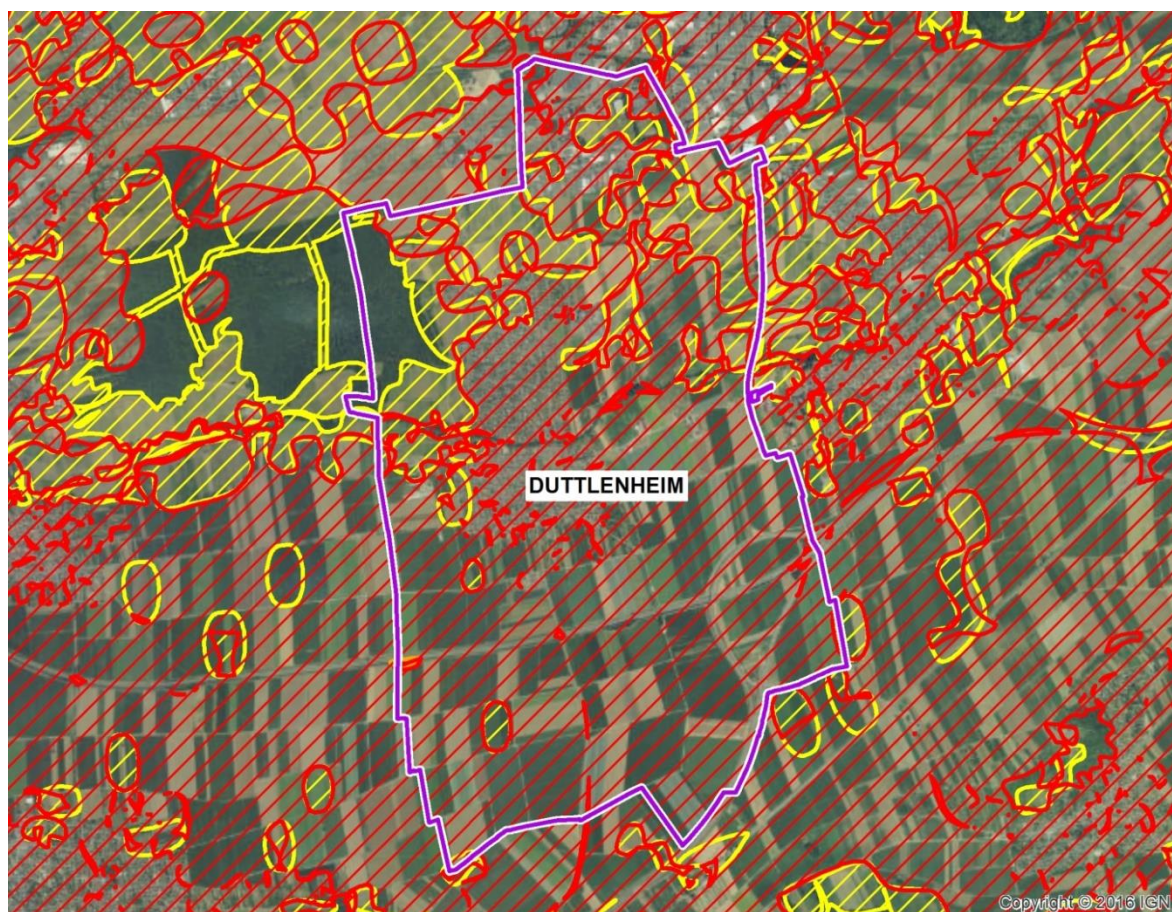


En France, le Crapaud est protégé par l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. La protection concerne les spécimens mais aussi leurs habitats.

Le Crapaud vert fait partie de la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département, pour lesquelles est prévu que les dérogations à certaines interdictions d'activités soient octroyées par le ministre chargé de l'environnement et non par les préfets, figurant dans l'arrêté du 9 juillet 1999. Enfin, l'espèce est inscrite sur la Liste Rouge Alsace 2014 : « En Danger » (EN).

Localisation et quantification de l'habitat

Le territoire communal étant essentiellement composé de terrains agricoles dédiés aux cultures annuelles, la quasi-totalité du territoire est concernée par un « enjeu fort » pour le Crapaud vert.



PLAN NATIONAL D'ACTION - DÉCLINAISON RÉGIONALE CRAPAUD VERT

-  enjeux forts
-  enjeux moyens
-  enjeux faibles

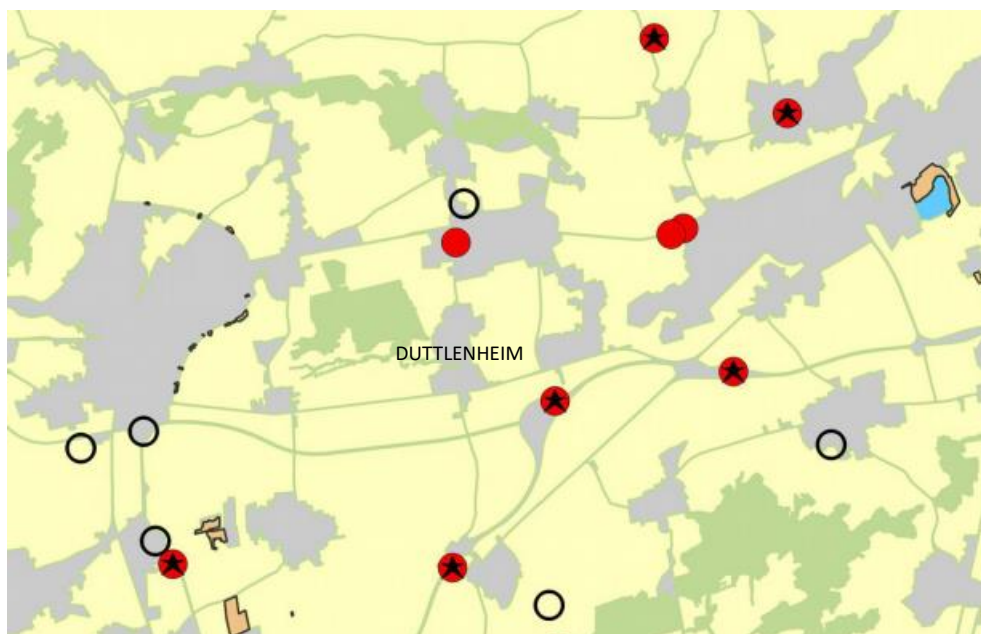
SOURCES : DREAL ALSACE ; BD ORTHO, 2015.

MARS 2017

*Enjeux Crapaud vert sur le territoire communal*



De plus, différentes stations de l'espèce sont présentes dans les environs de la commune de Duttlenheim.



Sites prospectés

- Absence
- ★ Reproduction
- Présence

■ Principaux sites de reproduction suivis

Source : BUFO, COPIL Plans Régionaux d'Actions Amphibiens d'Alsace, présentation du 5 avril 2016

Suivi des populations de Crapaud vert en 2015

Prise en compte des enjeux dans le PLU

Dans le cadre de projet, notamment de l'ouverture de certains secteurs à l'urbanisation, des prospections sont à mener au préalable aux abords des zones humides.

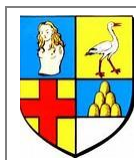
De manière générale, des mesures pourront être prises pour éviter ou réduire les impacts des projets.

c) Pie-grièche grise

Présentation de l'espèce et menace

En Alsace, la Pie-grièche grise, fait, avec la Pie-grièche à tête rousse, l'objet d'un Plan Régional d'Actions 2012-2016. Les objectifs de ce plan sont les suivants :

- l'amélioration des connaissances (répartition et effectifs, états de conservation des biotopes, causes de dégradation...),
- la conservation et la restauration des biotopes,
- la sensibilisation des acteurs concernés et du grand public (promouvoir l'agriculture extensive...).



Chaque axe a été décliné en différentes actions sous la forme de fiches. 20 fiches-actions ont été définies, dont la fiche n°15 intitulée « Prendre en compte l'espèce dans les documents de planification territoriale, les études d'impact et d'incidence ». Un des objectifs de l'action est d'assurer la prise en compte de l'espèce dans les documents de planification, notamment les PLU.

Cette espèce niche dans les milieux semi-ouverts, composés de prairies, pâtures, haies, bosquets, vergers et arbres isolés. La Pie-grièche grise est dépendante de ce type de milieux ; elle est nettement défavorisée par l'agriculture intensive ou les grandes emprises boisées ou artificialisées. De même, la fermeture des milieux favorables (les vergers notamment) par défaut d'entretien tend à repousser la Pie-grièche grise et à limiter son expansion. Il semblerait enfin que l'espèce soit sensible aux molécules chimiques utilisées dans le cadre des traitements phytosanitaires sur les cultures.



Pie-grièche grise (PRA Pie-grièche grise, ODONAT, LPO Alsace, DREAL Grand-Est)

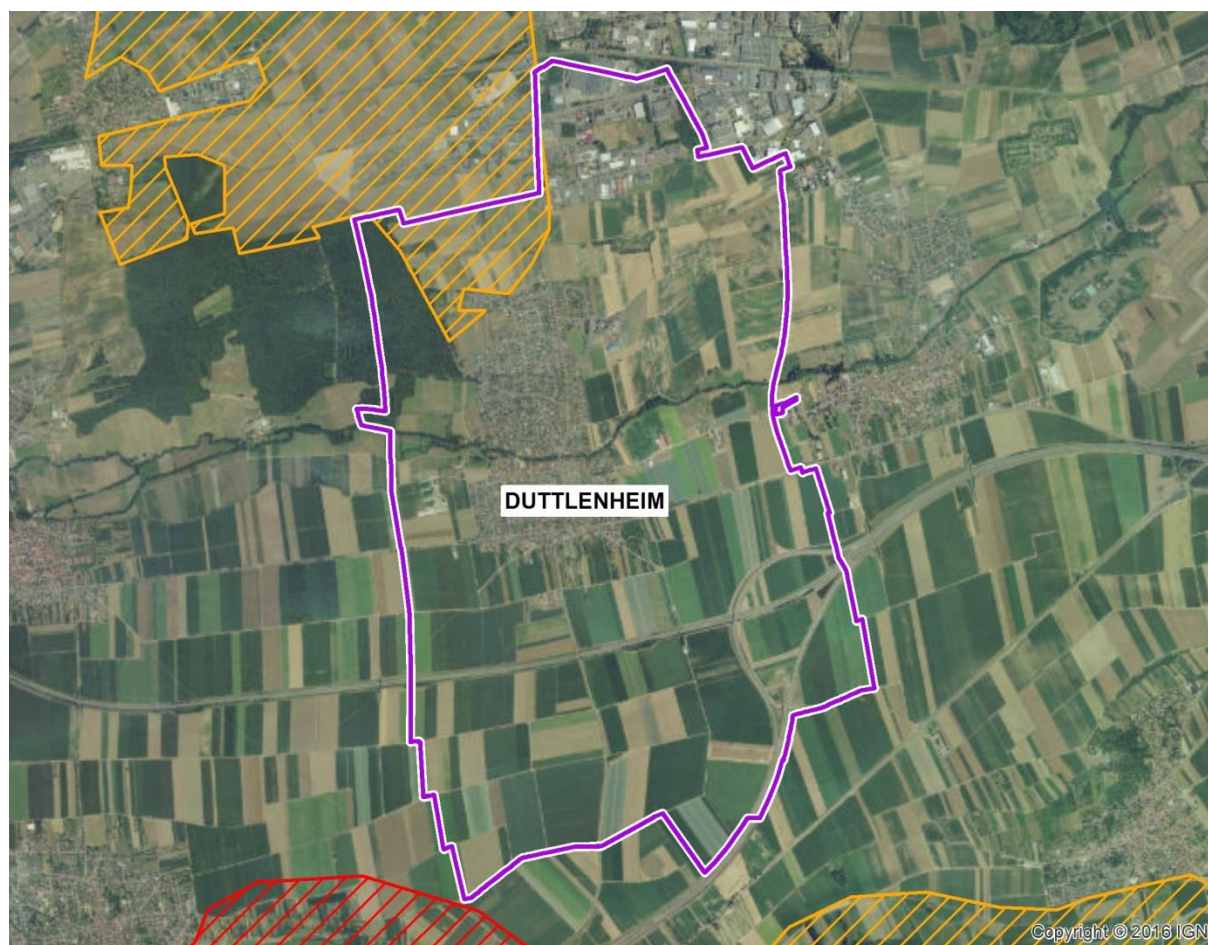
Statut de l'espèce

La Pie-grièche grise est protégée sur l'ensemble du territoire national au titre de l'arrêté du 29/10/2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

De plus, l'espèce est inscrite sur la Liste Rouge Alsace : CR « En danger critique d'extinction ».

Localisation et quantification de l'habitat de la Pie-grièche grise

D'après le PRA, les enjeux de Pie-grièche grise sont considérés comme « moyens » dans l'extrémité Nord-Ouest de la commune de Duttlenheim.

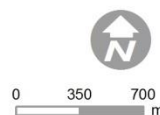


PLAN NATIONAL D'ACTION - DÉCLINAISON RÉGIONALE PIE GRIÈCHE GRISE

-  enjeux forts
-  enjeux moyens

SOURCES : DREAL ALSACE ; BD ORTHO, 2015.

MARS 2017



Localisation des zones à enjeux pour la Pie-grièche grise

Prise en compte des enjeux dans le PLU

Dans le cadre de projet, notamment de l'ouverture de certains secteurs à l'urbanisation, des prospections sont à mener au préalable sur le ban communal.

De manière générale, des mesures pourront être prises pour éviter ou réduire les impacts des projets.



4. Fonctionnement écologique

4.1. Concept de Trame Verte et Bleue

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques qui ont été détériorées suite au développement d'infrastructures humaines. Cet outil d'aménagement du territoire vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, qui permette aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, etc.

Le réseau écologique est constitué de deux trames et de deux éléments de base :

TRAME VERTE

Réseau formé de continuités écologiques terrestres : forêt, prairie...

TRAME BLEUE

Réseau formé de continuités écologiques aquatiques : cours d'eau, zone humide...

Réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement

Corridors écologiques

Connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie

Les objectifs de la trame verte et bleue sont :

- diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces,
- identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques,
- atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface,
- prendre en compte la biologie des espèces migratrices,
- faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- améliorer la qualité et la diversité des paysages,
- permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.



D'un point de vue réglementaire, le Grenelle de l'Environnement a mis en place des outils permettant de construire la trame verte et bleue. A l'échelle régionale, ce sont les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui permettront de construire la trame verte et bleue.

4.2. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Alsace a été adopté le 21 novembre 2014 par la Région et par arrêté préfectoral n°2014/92 du 22 décembre 2014.

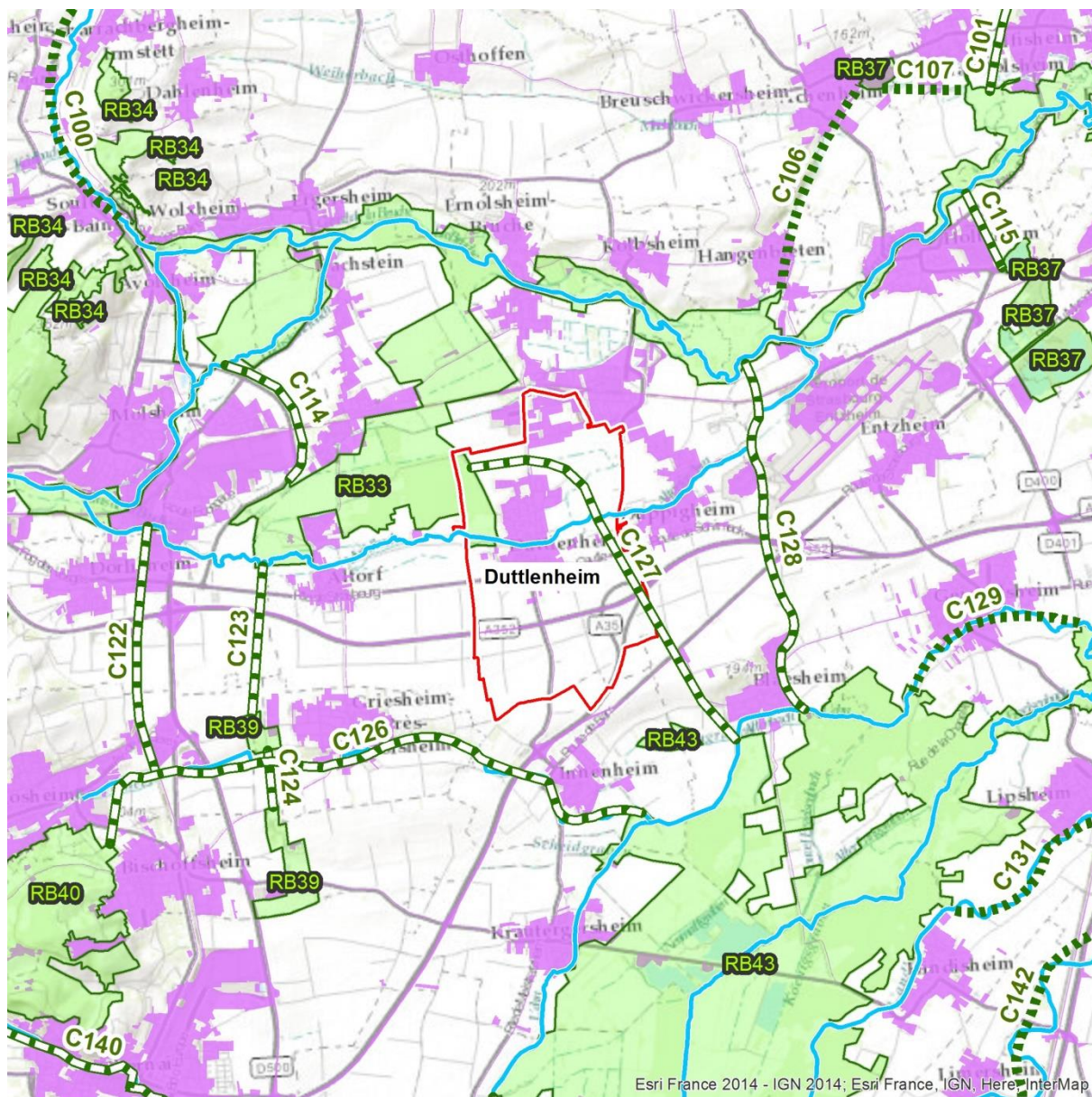
Ce Schéma, élaboré conjointement par l'Etat et la Région Alsace dans le cadre des lois Grenelle de l'Environnement, vise à concilier la biodiversité avec les besoins d'aménagement du territoire au niveau régional.

Le SRCE définit une trame verte et bleue, dont l'objectif est de garantir des paysages diversifiés et vivants dans toute la France, en favorisant le déplacement des espèces (identification des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques).

Ce document constitue désormais une annexe du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) du Grand Est, approuvé le 22 novembre 2019.



4.2.1. Les continuités écologiques du SRCE



Corridors écologiques d'intérêt régional

■■■■■ à préserver

■■■■■ à remettre en bon état

— cours d'eau classés au titre de l'art. 214-17 du code de l'environnement, listes 1 et 2

■ réservoir de biodiversité

■ zones urbanisées

SOURCES : DREAL ALSACE ; REGION ALSACE ; TOPOMAP.

OCTOBRE 2015

0 0.8 1.6 km



Extrait du SRCE d'Alsace : Eléments de la Trame Verte et Bleue



Etat initial de l'environnement

Le ban communal de Duttlenheim est concerné par plusieurs éléments identifiés dans la Trame verte et bleue du SRCE d'Alsace :

- le corridor écologique C127,
- le réservoir de biodiversité RB33 « Vallée de la Bruche et Ried d'Altorf »,
- le bras d'Altorf, cours d'eau classé au titre de l'article 214-17 du code de l'environnement.

Les sous-trames écologiques du réservoir RB33 sont très variées et comportent à la fois des milieux forestiers mésophiles et hygrophiles, mais également plusieurs types de milieux ouverts et semi-ouverts. Les principaux milieux et leurs superficies sont les suivants :

	Superficie indicative	Proportion
Superficie totale	2 381 ha	
Détail par type de milieu		
Linéaire de cours d'eau	94 km	-
Milieux aquatiques	112 ha	5 %
Forêts alluviales et boisements humides	783 ha	32 %
Milieux ouverts humides	893 ha	38 %
Autres Milieux forestiers	149 ha	6 %
Prairies	126 ha	5 %
Vergers et prés-vergers	7 ha	0 %
Milieux anthropisés	6 ha	0 %
Cultures annuelles et vignes	269 ha	11 %
Zones urbanisées et bâties	81 ha	4 %

Extrait du tableau récapitulatif du Tome 1 du SRCE pour le RB33

Les différents intérêts écologiques de ce réservoir sont liés à la présence des espèces et des habitats suivants :

- espèces des cours d'eau et des milieux forestiers et ouverts,
- espèces sensibles à la fragmentation recensées : Crapaud vert, Crapaud calamite, Hypolaïs icterine, Tarier des prés, Agrion de Mercure, Azuré des paluds, Azuré de la sanguisorbe,
- autres espèces et habitats identifiés : Courlis cendré, Pique prune/Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies sub-atlantiques et médio-européennes (9160), Chênaies-charmaies du *Galio-Carpinetum* (9170), Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à *Quercus robur* (9190)

Les différents axes d'analyse spécifiques à ce réservoir sont :

- le maintien de milieux pionniers pour le Crapaud vert,
- la préservation et/ou restauration de la fonctionnalité des zones humides, la préservation du réservoir avec une gestion forestière multifonctionnelle et une gestion extensive des milieux prairiaux,
- la préservation des vergers et des prés-vergers,



- la préservation et/ou restauration du réservoir avec une gestion extensive des milieux agricoles,
- la possibilité de franchissement des infrastructures fragmentantes,
- la maîtrise et adaptation de l'urbanisation permettant le maintien ou la restauration de la fonctionnalité écologique.

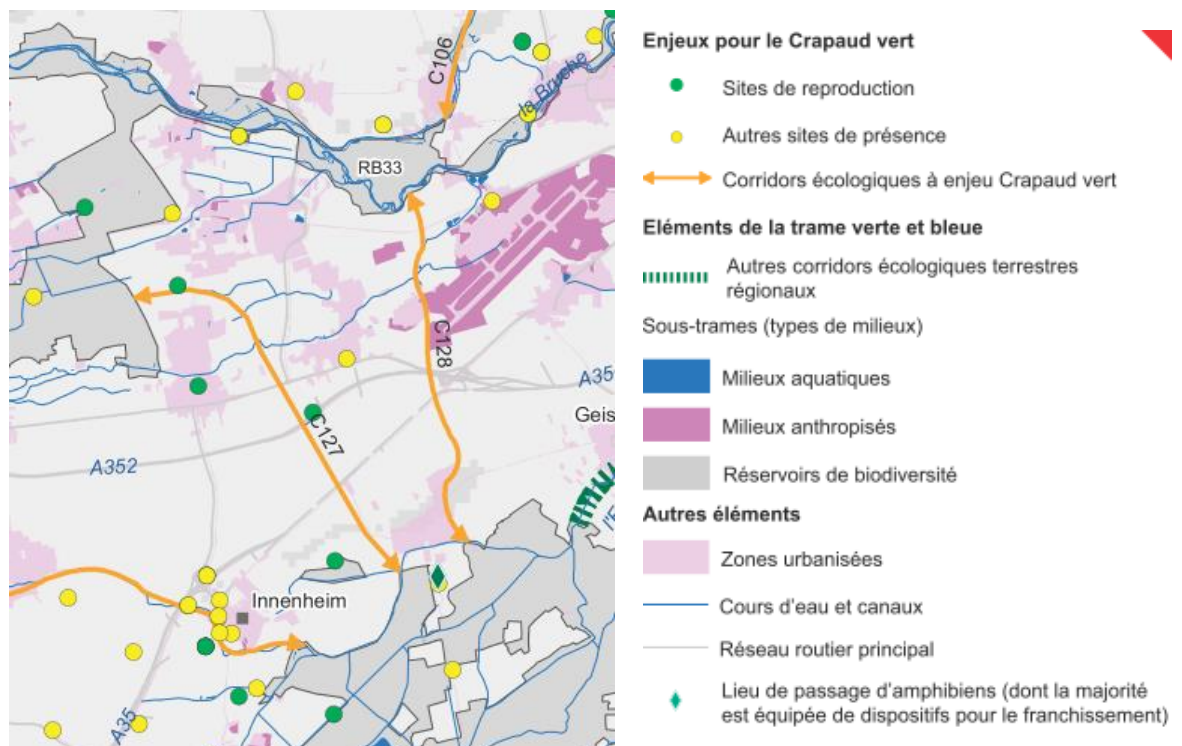
Les caractéristiques du corridor C127 reliant le réservoir RB33 au réservoir RB43 localisé au Sud-Est de la commune de Duttlenheim, sont résumées dans le tableau suivant.

Id. SRCE	Sous-trame(s)	Support	Espèce(s) cible(s)	Etat fonctionnel	Enjeu
C127	Milieu ouvert humide, Prairie	Néant	Crapaud vert	Non satisfait	À remettre en bon état

Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques du SRCE d'Alsace sur le ban communal de Duttlenheim

Le bras d'Altorf, cours d'eau traversant le ban communal de Duttlenheim, est classé au titre de l'article 214-17 du code de l'environnement. Il est également considéré comme potentiellement mobile. L'objectif lié à ce cours d'eau est la remise en bon état écologique.

4.2.2. Enjeux spécifiques pour le crapaud vert



Extrait de la carte d'information n°12 du SRCE : Le Crapaud vert et la sous-trame des milieux aquatiques et des milieux anthropisés



Etat initial de l'environnement

Deux sites de reproduction du Crapaud vert sont identifiés sur la ban communal de Duttlenheim :

- au Nord, au milieu de parcelles agricoles,
- au centre de la zone urbanisée.

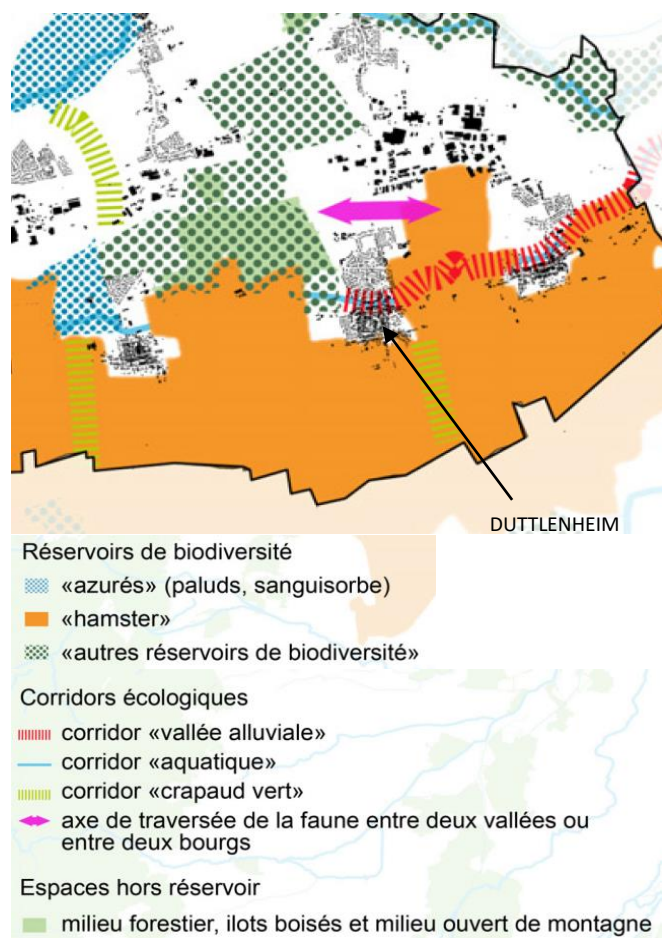
4.3. La Trame verte et bleue du SCoT de la Bruche

La commune de Duttlenheim est incluse dans le périmètre du SCoT de la Bruche. Le SCoT de la Bruche a été approuvé le 08 décembre 2016.

La commune de Duttlenheim est concernée par :

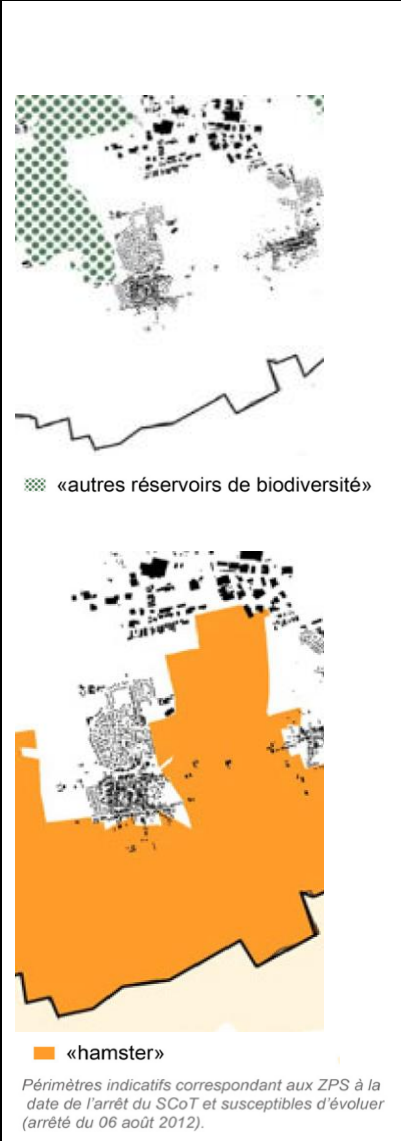
- un réservoir de biodiversité « hamster », en partie Sud et Est ;
- un réservoir de biodiversité « autre réservoir de biodiversité » en partie Ouest ;
- un « axe de traversée de la faune entre deux vallées ou deux bourgs » entre la zone urbanisée et la zone d'activités ;
- un « corridor vallée alluviale » et un « corridor aquatique » le long du bras d'Altorf ;
- un « corridor crapaud vert » en direction du Sud.

Trame Verte et Bleue du SCoT de la Bruche









Des orientations relatives au maintien des continuités écologiques ont été inscrites dans le chapitre 6 du Document d'Orientation et d'Objectifs du SCoT de la Bruche :

 <p>«autres réservoirs de biodiversité»</p> <p>«hamster»</p> <p>Périmètres indicatifs correspondant aux ZPS à la date de l'arrêt du SCoT et susceptibles d'évoluer (arrêté du 06 août 2012).</p>	<p>PRINCIPES GENERAUX DE PRESERVATION DES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE</p> <p>Les réservoirs de biodiversité sont les milieux écologiques majeurs du territoire de la Bruche ; les documents locaux d'urbanisme doivent ainsi les préserver de l'urbanisation et des dégradations dès lors qu'elles remettent en cause leur fonctionnalité et leur rôle environnemental.</p> <p>Les documents locaux d'urbanisme protègent de toute nouvelle construction ou aménagement ces réservoirs. Dès lors que les conditions de conservation globale des espèces dans les périmètres identifiés restent assurées, cette disposition ne fait toutefois pas obstacle :</p> <ul style="list-style-type: none">- à l'extension d'exploitations agricoles ou sylvicoles existantes (<i>transformation et création de bâtiments</i>) ;- à l'aménagement d'équipements et d'installations d'intérêt général et, notamment, ceux liés à l'alimentation en énergie électrique, à la ressource en eau potable et au développement des énergies renouvelables ;- aux adaptations et extensions mineures de bâtiments existants ;- à l'aménagement des infrastructures de déplacement doux ainsi qu'aux sites de sports et de loisirs de plein air sous réserve de satisfaire aux conditions complémentaires détaillées dans le chapitre 10 ;- au réaménagement des routes et des dépendances routières et aux travaux d'entretien des routes existantes ;- à l'aménagement de nouveaux chemins d'exploitation ou de nouveaux chemins ruraux. <p>Les documents locaux d'urbanisme identifient, de manière plus fine, les limites de ces réservoirs de biodiversité, pour en assurer la préservation et l'inconstructibilité générale. Ils précisent également les conditions d'une éventuelle urbanisation limitée (<i>dans le cadre des exceptions indiquées ci-dessus</i>), en continuité de tissu urbain existant, sous réserve que les nouvelles constructions s'intègrent dans le paysage et ne portent pas atteinte à la fonctionnalité des milieux écologiques dans lesquels elles s'inscrivent.</p>
	<p>PRINCIPES GENERAUX DE PRESERVATION ET DE REMISE EN BON ETAT DES CORRIDORS ECOLOGIQUES</p> <p>Les documents locaux d'urbanisme s'assurent par leurs dispositions que les projets préservent le caractère naturel, la continuité et la fonctionnalité des corridors identifiés. Dès lors qu'un projet se superpose à ces corridors, les documents d'urbanisme locaux doivent déterminer et imposer des performances environnementales renforcées par rapport aux règles et aux usages existants permettant d'assurer la compensation des effets qu'ils génèrent.</p> <p>Les dispositions des documents d'urbanisme locaux facilitent la préservation et la remise en bon état des corridors, en fonction des enjeux de milieux et des espèces qu'ils abritent. Dans la traversée des zones urbanisées, leur continuité est recherchée et rétablie, notamment lors d'un réaménagement de voie leur faisant obstacle.</p>



Etat initial de l'environnement

 <p>— axe de traversée de la faune entre deux vallées ou entre deux bourgs</p>	<p>Axes de traversée de la faune entre deux vallées ou entre deux bourgs</p> <p>Les documents locaux d'urbanisme préservent ces corridors intervallées de l'urbanisation, afin d'assurer la libre circulation des espèces. Les politiques publiques d'urbanisme et d'aménagement envisagent des dispositifs permettant le passage de la grande faune, lorsque des infrastructures leur font obstacle, et mettent en place des dispositions pour la préservation et la remise en bon état d'éléments végétalisés permettant d'assurer à la faune des couverts et des caches.</p> <p>Les documents d'urbanisme renforcent les lisières urbaines, particulièrement en bordure des zones urbaines, afin d'améliorer et de restaurer la fonctionnalité écologique de ces espaces (<i>zones de recul ou zone tampon non urbanisées, intégration d'espaces de nature dans les nouvelles opérations, etc.</i>).</p>
 <p>— corridor «vallée alluviale»</p>	<p>Corridors de la vallée alluviale (espèces aquatiques et terrestres)</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux précisent et délimitent en fonction des circonstances locales l'épaisseur minimum en deçà de laquelle la fonctionnalité du corridor n'est plus assurée. En milieu urbain, un objectif de recul de l'ordre de 15 m à compter de la berge doit être traduit par les politiques locales, tout en tenant compte des alignements bâtis, des constructions existantes et de leurs possibilités d'évolution¹.</p> <p>Les documents d'urbanisme locaux préservent la ripisylve, ou à défaut un linéaire végétalisé sur une largeur minimale de part et d'autre des cours d'eau et des canaux permettant d'assurer cet objectif. Les nouvelles constructions respectent des reculs permettant le maintien et le développement de ces ripisylves afin de maintenir un linéaire végétal.</p>
 <p>— corridor à dominante aquatique</p>	<p>Corridors à dominante aquatique (espèces uniquement aquatiques)</p> <p>Les documents locaux d'urbanisme préservent la continuité et la fonctionnalité écologique et hydraulique des corridors aquatiques dans tout projet d'aménagement, en respectant le lit mineur et les berges des cours d'eau. Sont admis les projets ne remettant pas en cause la fonctionnalité du corridor aquatique.</p>
 <p>— corridor à enjeu «crapaud vert» autre corridor favorable au «crapaud vert» : — corridor «vallée alluviale» — corridor «aquatique»</p>	<p>Corridors pour le Crapaud vert</p> <p>Les politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme et les dispositions des documents d'urbanisme locaux qui les traduisent assurent la préservation et la remise en bon état des corridors, en fonction des besoins vitaux du Crapaud vert.</p> <p>Elles préservent les réseaux de mares, sites de reproduction de l'espèce, et prévoient des passages reliant les zones de reproduction et les corridors de dispersion lorsque les parcours sont coupés par des aménagements.</p> <p>Les autres corridors de vallée alluviale et corridors à dominante aquatique contribuent également aux échanges entre milieux et individus, nécessaires à la préservation de l'espèce.</p>



4.4. La Trame verte et bleue communale

4.4.1. Réservoirs de biodiversité

Deux grands réservoirs de biodiversité sont identifiés sur le territoire de Duttlenheim :

- le milieu loessique, favorable au hamster et correspondant à la Zone de Protection Statique définie dans l'arrêté ministériel du 9 décembre 2016 ; il occupe une grande partie du territoire communal,
- le boisement humide et ses abords prairiaux, localisé dans la partie Nord-Ouest de la commune.

4.4.2. Corridors écologiques

Dans la Trame Verte et Bleue du SCoT de la Bruche, 4 types de corridors écologiques ont été définis. Ces continuités ont été affinées pour le territoire de Duttlenheim :

- Axe de traversée de la faune

Ce passage constitué de milieux ouverts, situé entre la zone industrielle et la zone d'habitat, tend à se rétrécir. L'objectif est de maintenir les possibilités de circulation de la faune dans ce secteur.

- Corridor à dominante aquatique et de vallée alluviale

Ce corridor a pour support le cours du bras d'Altorf, traversant la commune, et intègre sa ripisylve et certaines prairies adjacentes. L'objectif est de préserver ce milieu particulier, notamment en évitant l'urbanisation à proximité du cours d'eau.

- Corridor pour le Crapaud vert

Un corridor traverse la commune depuis le centre urbanisé en direction du Sud. Au sein de ce large secteur, les aménagements en faveur de l'amphibien sont à privilégier.

4.4.3. Éléments de fragmentation

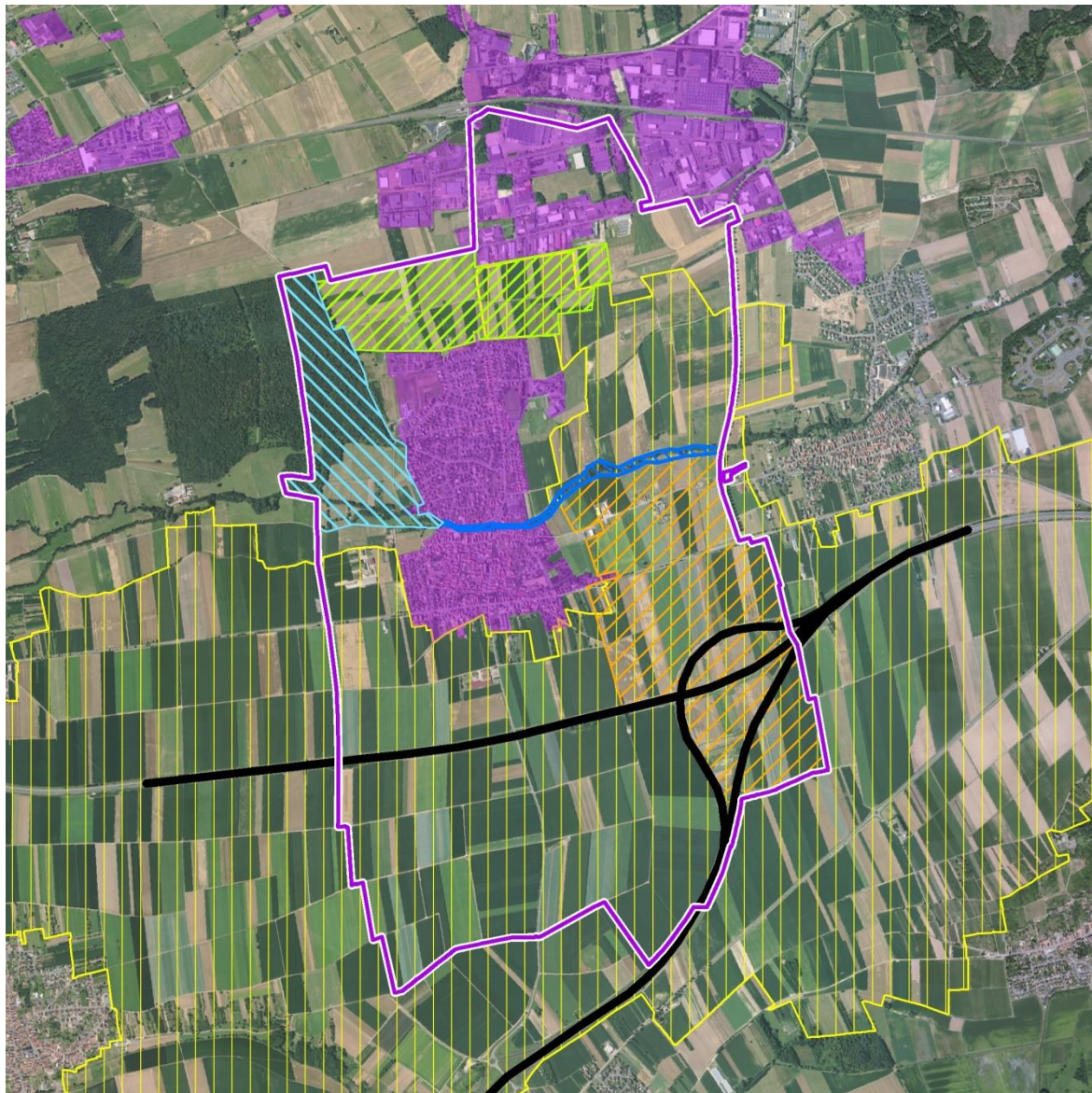
Les éléments de fragmentation comprennent diverses structures, pour la plupart d'origine humaine, parmi lesquelles peuvent figurer :

- les voies de circulation (routes, autoroutes, voies ferrées),
- les zones urbanisées,
- les canaux,
- les monocultures intensives.



La commune de Duttlenheim est concernée par les zones urbanisées et par de grands axes de déplacement : l'A35 qui relie Sélestat à Strasbourg et l'A352 en direction de Molsheim.






4.4.4. Synthèse du fonctionnement écologique





Réservoirs de biodiversité

-  milieux humides
-  milieux loessiques favorables au Hamster commun

Corridors écologiques

-  axe de traversée de la faune à préserver
-  corridor de la vallée alluviale
-  corridor Crapaud vert

Eléments de fragmentation

-  axe routier à trafic important
-  zone urbanisée

SOURCES : DREAL GRAND EST ; BD ORTHO 2018.

AOÛT 2020

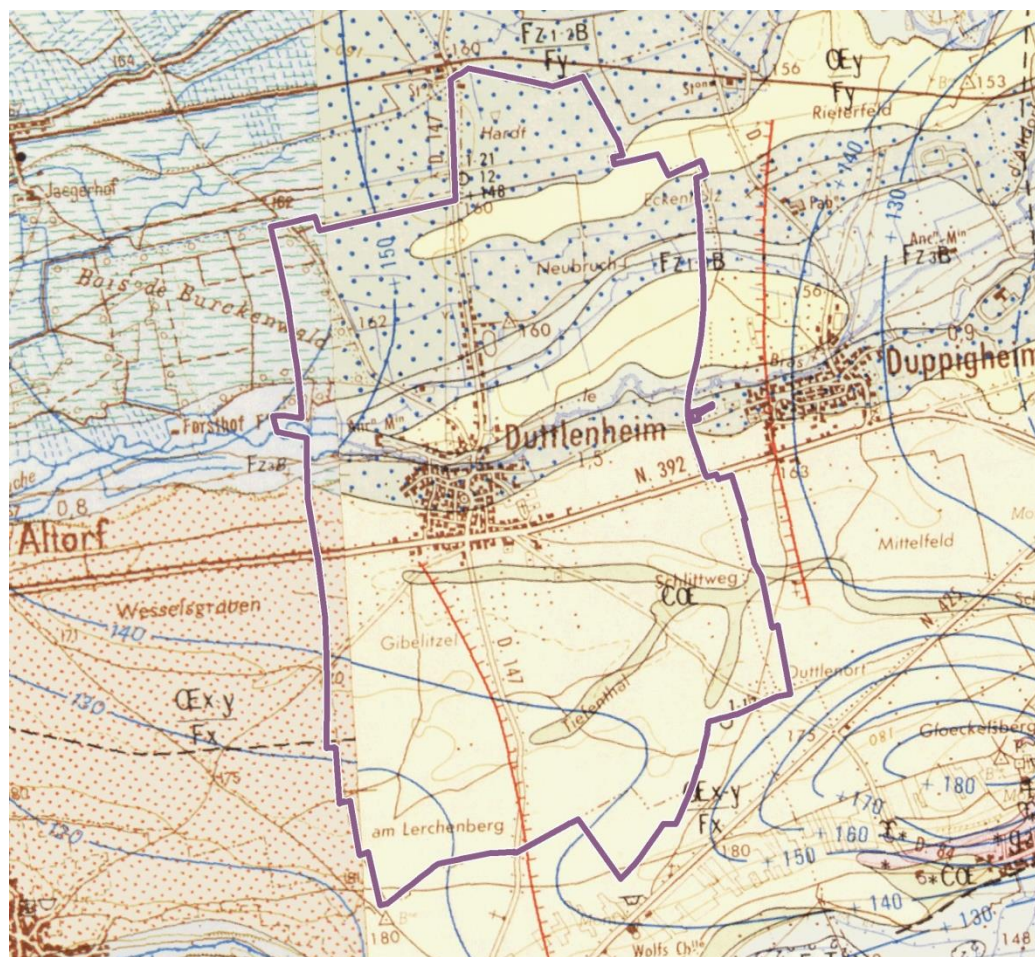


Trame Verte et Bleue de Duttlenheim

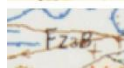


5. Gestion des ressources

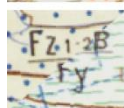
5.1. Ressources géologiques



Holocène : Remblaiement de vallées sèches : loess remaniés par ruissellement (Tardiglaciaire à Actuel)



Holocène : Alluvions sablo-caillouteuses de la Bruche, recouvertes par des limons de débordement dans la plaine



Holocène : Limons et cailloutis peu épais de la Bruche recouvrant des formations würmiennes



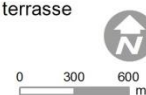
Würm : Loess würmiens recouvrant les cailloutis du Rhin et de la Bruche



Pléistocène, Würm : Loess (Riss et Würm) recouvrant les formations caillouteuses de la terrasse de la Bruche

SOURCE : INFOTERRA

OCTOBRE 2015



Contexte géologique



Etat initial de l'environnement

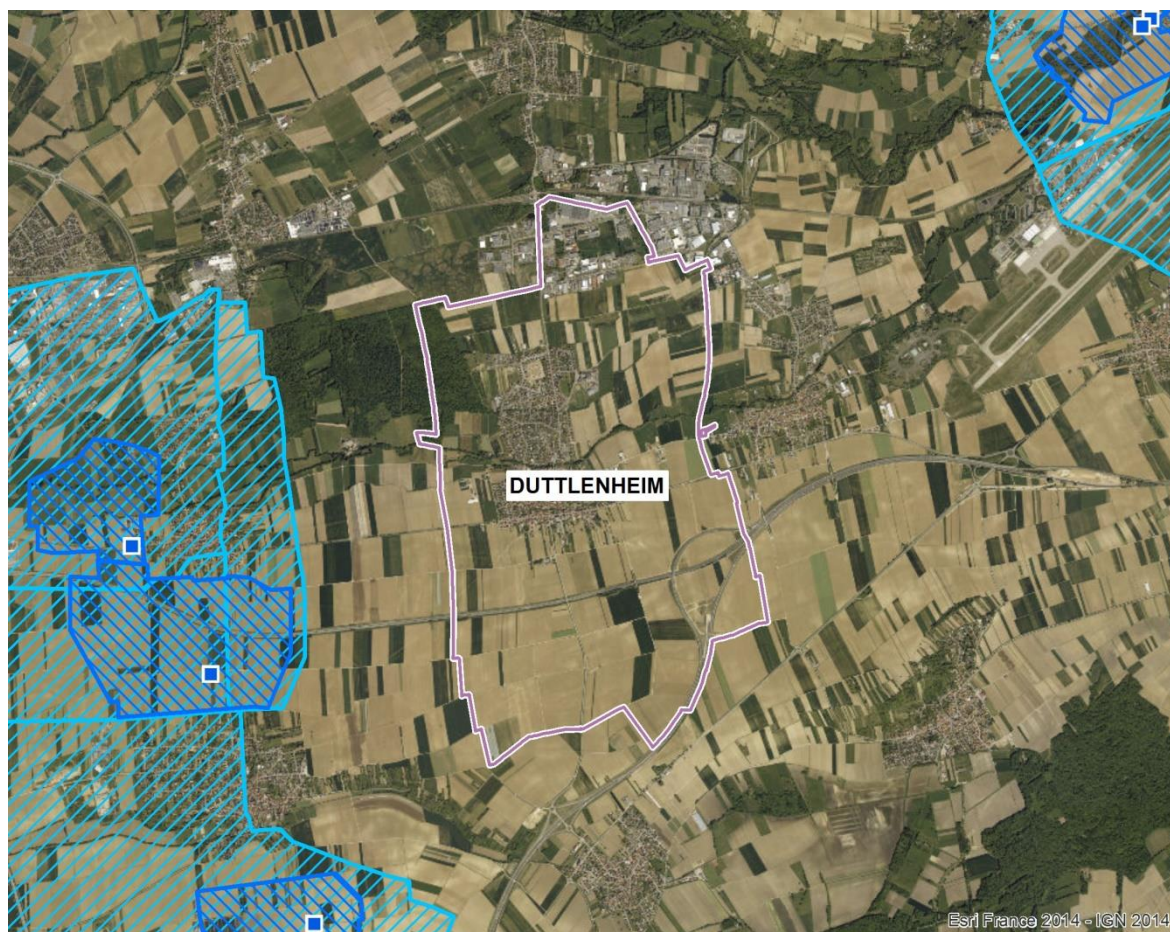
Plusieurs types de couvertures sont présents sur le ban communal de Duttlenheim. Majoritairement, il s'agit de lœss : terres fertiles en particulier grâce à leur capacité de rétention d'eau et donc favorables à l'agriculture. Ce type de couverture est également favorable à l'habitat du grand hamster.

Des alluvions se sont déposées le long du Bras d'Altorf. Il s'agit de dépôts de débris type sable, argile, galets, limons et graviers transportés par de l'eau courante.



Des limons et cailloutis peu épais sont présents au Nord du territoire. Leurs présences indiquent que les sols sont peu perméables.

5.2. Gestion du cycle de l'eau

5.2.1. Alimentation en eau potable



PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

- forage
-  périmètre de protection rapprochée
-  périmètre de protection éloignée

SOURCES : ARS ; BD ORTHO, 2012.

OCTOBRE 2015

0 500 1 000
m



Périmètres de protection des captages d'eau potable



Le Syndicat des Eaux et de l'Assainissement d'Alsace-Moselle (SDEA) assure la production, le transport et la distribution d'eau potable dans la commune.

Aucun puit de captage n'est implanté sur le ban communal, Duttlenheim n'est donc pas concerné par des périmètres de protection rapprochées ou éloignées.

Le contrôle de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en 2019 indique que l'eau est de très bonne qualité microbiologique, qu'elle est dure avec une teneur en nitrates modérée.

5.2.2. Assainissement

L'assainissement est la compétence de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig.

Le traitement des eaux domestiques est assuré à la station de Duppigheim par le Syndicat d'Assainissement de la Petite-Bruche.

5.3. Energie

5.3.1. Ressources énergétiques locales

A Duttlenheim, les seules ressources énergétiques locales disponibles sont :

- le bois énergie ;
- l'énergie solaire ;
- la géothermie.

a) La biomasse bois

Le bois est un combustible renouvelable dont le gisement se reconstitue en quelques dizaines d'années, à condition d'avoir des exploitations forestières correctement gérées. Aujourd'hui, la forêt française couvre 1/3 du territoire national.

D'un point de vue environnemental, le bois présente de nombreux avantages. Il présente un bilan neutre en émission de CO₂, puisqu'en brûlant, il ne fait que rejeter le CO₂ stocké lors de sa croissance. Il ne contient pas de soufre, ce qui nécessite un traitement moins lourd des fumées.

L'exploitation de la filière bois-énergie permet d'améliorer la gestion du patrimoine forestier et de stimuler l'économie et l'emploi local. L'utilisation de 4m³ de bois-énergie permet d'économiser 1 tonne de pétrole et d'éviter l'émission de 2,5 tonnes de CO₂ dans l'atmosphère.

Même s'il existe encore de nombreux poêles à bois ou d'inserts de cheminée, aujourd'hui les chaudières à granulés permettent un chauffage programmable et performant.

La commune dispose de ressource en bois sur le ban communal et aux alentours.



b) L'énergie solaire

Il existe deux types de mobilisation de l'énergie solaire :

- le solaire thermique ;
- le solaire photovoltaïque.

Le solaire thermique

L'objectif est de chauffer l'eau chaude sanitaire avec le rayonnement solaire. Ainsi, des panneaux solaires captent le rayonnement solaire et le transforment en chaleur grâce à un absorbeur. L'absorbeur chauffe alors un fluide caloporteur qui transfère sa chaleur au ballon d'ECS, qui accumule la chaleur produite.

Les différentes technologies de capteurs :

- Capteurs plans (facile à mettre en œuvre, meilleur rendement été)
- Capteurs à tubes sous vide (plus cher, meilleur rendement hiver)

Les panneaux solaires doivent être convenablement positionnés, orientés et dimensionnés pour que l'installation fonctionne bien.

Le chauffe-eau solaire est un système à accumulation et dispose donc de ballons de stockage. Cela permet de pallier au caractère discontinu de l'énergie solaire. Aussi, comme l'ensoleillement n'est pas constant, le chauffe-eau solaire est équipé d'un système d'appoint le plus souvent électrique.

Le solaire photovoltaïque

Les panneaux photovoltaïques génèrent de l'électricité grâce à l'énergie solaire.

Ces panneaux fonctionnent grâce à des matériaux dits semi-conducteurs comme le silicium. Ces matériaux ont pour objectif d'absorber la lumière du soleil et de la transformer en tension électrique. Cette transformation s'appelle l'effet photovoltaïque. Les photons de la lumière du soleil mettent les électrons (du silicium) en mouvement ce qui génère de l'électricité de manière continue.

Les panneaux photovoltaïques sont reliés à un dispositif électrique comprenant :

- un régulateur : pour contrôler la batterie
- une batterie : pour stocker le courant qui n'est pas utilisé directement
- un onduleur : pour transformer le courant continu généré par les panneaux en courant alternatif
- un compteur : pour mesurer la quantité d'électricité produite

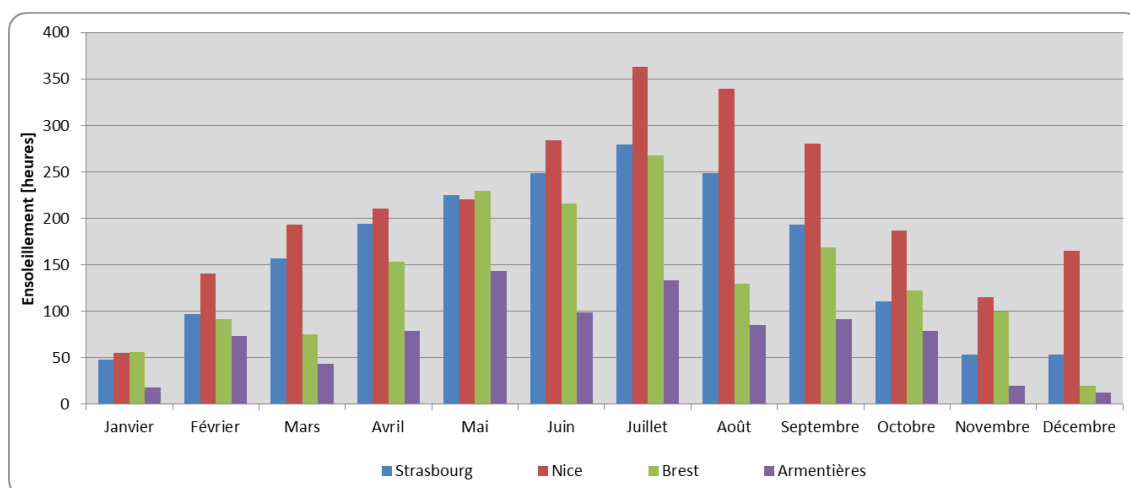
La taille (surface) et le rendement du panneau déterminent la quantité d'électricité produite. L'endroit (orientation, inclinaison) où sont positionnés les panneaux est déterminant pour optimiser le rendement.



Duttlenheim bénéficie d'un rayonnement solaire correct.

Sur la période 2015-2019, dans le Bas-Rhin, on comptait en moyenne environ 1 900 heures d'ensoleillement.

C'est moins que le Sud de la France avec plus de 2 550 heures d'ensoleillement par an mais plus que l'Ouest ou le Nord de la France, avec respectivement 1 600 et 900 heures d'ensoleillement.



Heures d'ensoleillement par an sur la période 2015-2019 (source : Infoclimat)

Ce potentiel est déjà exploité par les habitants de la commune avec des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques.



Exemples de panneaux solaires dans la commune

c) La géothermie

La pompe à chaleur géothermique puise la chaleur contenue dans une nappe phréatique ou le sol et la restitue par un circuit d'eau alimentant des émetteurs souvent à basse température (plancher chauffant, des radiateurs, panneaux rayonnants).

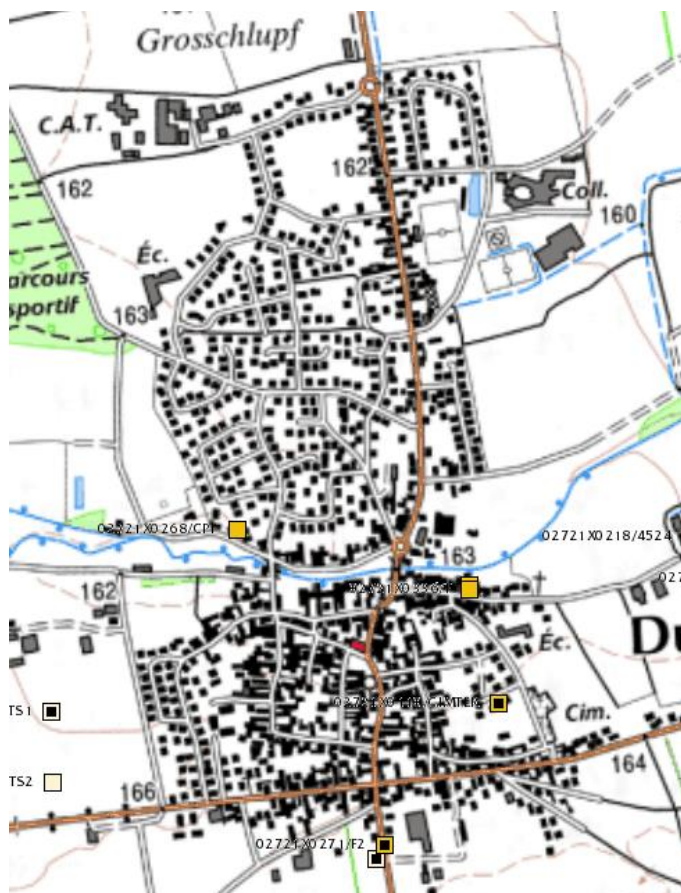
Ce système peut également être utilisé pour la production d'eau chaude sanitaire.

Cette PAC peut également être réversible pour le refroidissement des locaux.

Duttlenheim présente un potentiel en géothermie, captage vertical ou captage sur eau de nappe, vu que la nappe est sub-affleurante ou proche sur la partie Nord du territoire.



Etat initial de l'environnement



Forages existants (source : BRGM)



Localisation des zones de forages géothermiques possibles (source : Géothermie perspectives)

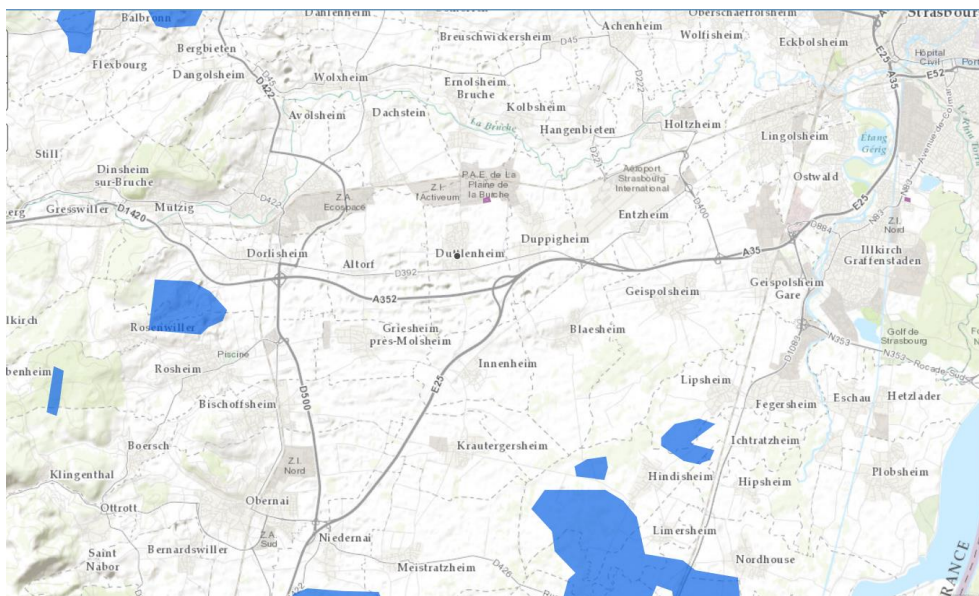
Les éléments de l'ADEME et du BRGM (Géothermie perspectives) montrent que la commune est située en zone verte c'est-à-dire que la nature du sol, l'absence de cavités, de pollution etc...permettent a priori l'installation de géothermie.

En zone verte, pour les petites installations et les installations domestiques (dont le débit est inférieur à 80 m³/h et la puissance soutirée est inférieure à 500kW), les démarches administratives sont allégées.

d) L'énergie éolienne

Une éolienne est un dispositif qui transforme l'énergie cinétique (vitesse) du vent en énergie mécanique puis en énergie électrique.

Il n'y a pas de potentiel permettant l'installation de grandes éoliennes sur le territoire communal. L'installation de petites éoliennes reste toutefois envisageable.



Localisation en bleu des zones favorables à l'installation de grandes éoliennes

e) L'énergie hydraulique

L'énergie hydraulique est l'énergie fournie par le mouvement de l'eau, sous toutes ses formes : chutes d'eau, cours d'eau, courants marins, marée, vagues etc...

Ce mouvement peut être utilisé directement, par exemple avec un moulin à eau, ou être converti par exemple en énergie électrique dans une centrale hydroélectrique.



Ancien moulin de Duttlenheim

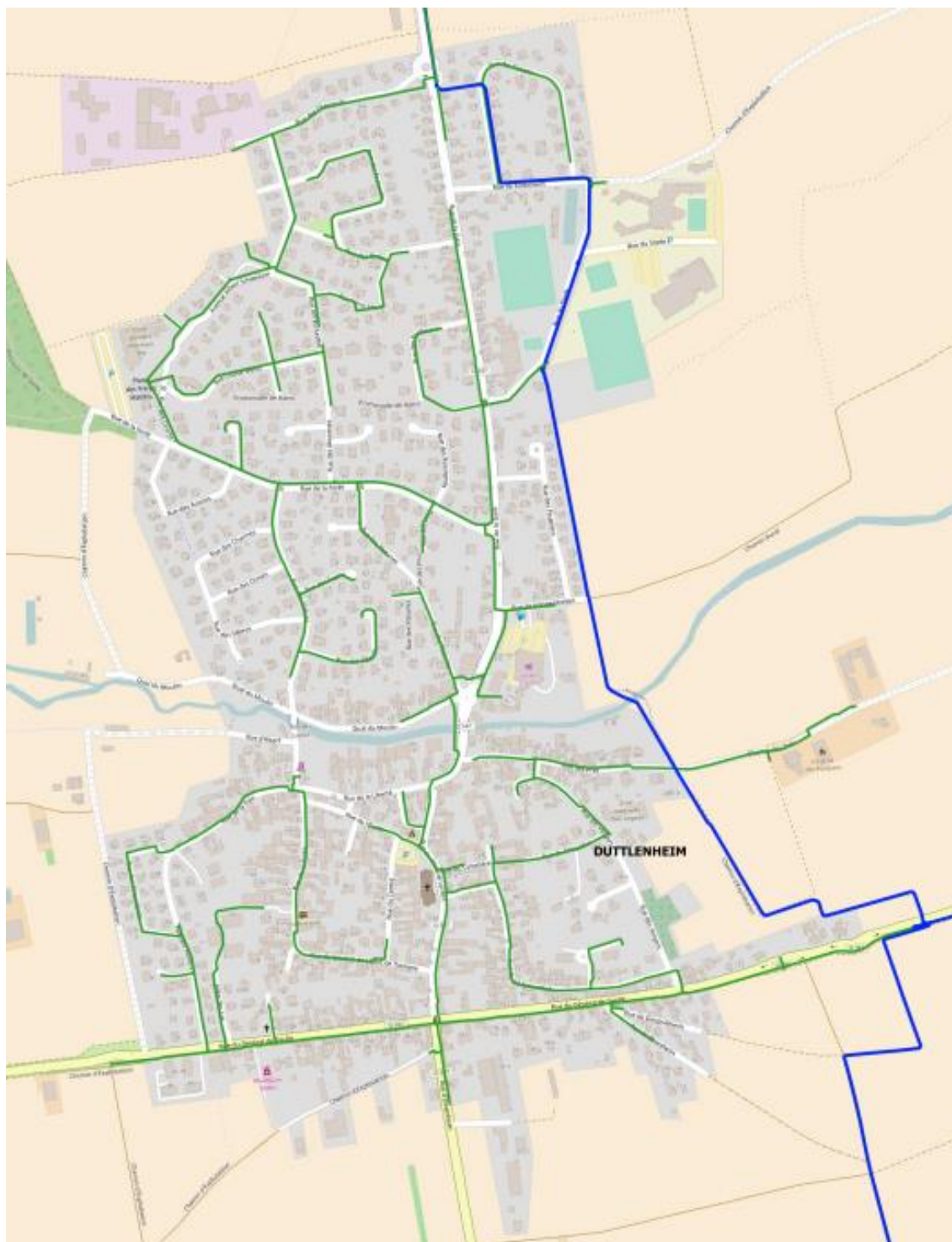
A l'Ouest du ban communal, se situe un ancien moulin qui n'est plus utilisé et qui appartient à un privé.

L'utilisation de l'énergie hydraulique n'est pas prévue.



5.3.2. Réseaux d'énergie

ESR (Electricité de Strasbourg Réseaux) gère les réseaux et assure la fourniture d'électricité.
Duttlenheim est desservie par un réseau de gaz naturel géré par GDS (Gaz Distribution Services).



Réseau gaz naturel en zone urbaine (source : Réseau GDS)



Réseau gaz naturel dans la Parc d'Activité de la Plaine de la Bruche (source : Réseau GDS)

Sont représentés sur les plans ci-dessus :

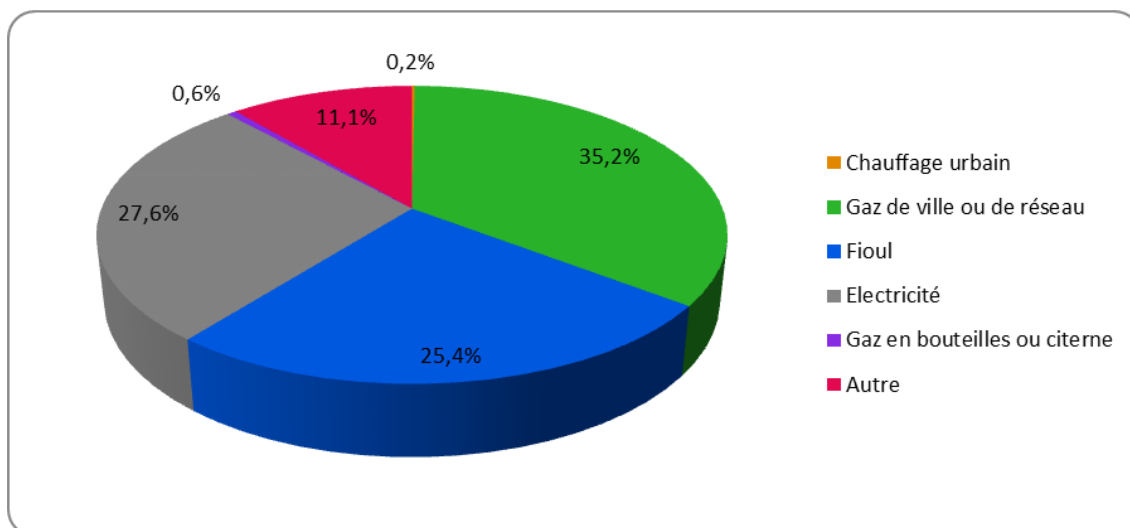
- En vert, le réseau « moyenne pression » comprise entre 4 et 16 bars. Il s'agit du réseau permettant le raccordement des bâtiments.
- En bleu, le réseau « moyenne pression » comprise entre 16 et 25 bars. Le raccordement des bâtiments à ce réseau est également possible mais plus limité car l'installation d'un détendeur plus puissant augmente considérablement le prix du raccordement au réseau gaz.

On constate que la quasi-totalité de la zone urbaine et la totalité du Parc d'Activité de la Plaine de la Bruche sont desservies par un réseau de gaz naturel.

La fourniture de gaz naturel et d'électricité est assurée par Electricité de Strasbourg (ES).



5.3.3. Consommations énergétiques, modes de chauffage et émission de gaz à effet de serre



Sources d'énergie utilisées dans la commune (source : INSEE 2017)

Le fioul et le gaz de ville constituent les principales sources d'énergie pour assurer le chauffage des logements devant l'électricité et le bois-énergie.

A noter, que si le réseau de gaz est étendu à toute la commune, la part de cette énergie pourrait augmenter.

Il existe plusieurs types de gaz à effet de serre : le dioxyde de carbone (CO_2) en est le principal.

Le type d'énergie utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire (ECS) permet d'évaluer le volume de gaz à effet de serre émis par les logements.

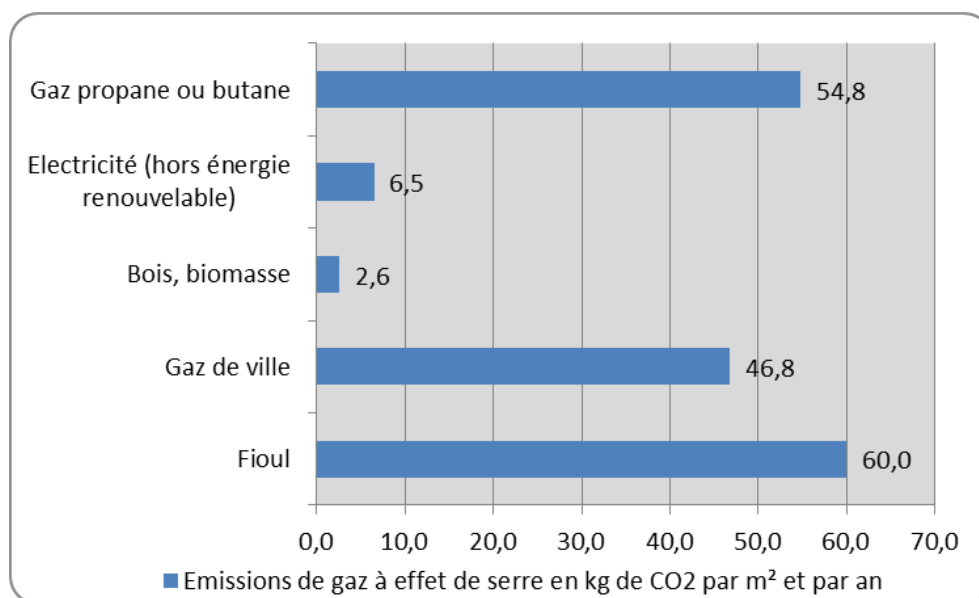
En effet, l'annexe 4 de l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants donne les facteurs de conversion entre kWh d'énergie finale¹⁰ consommée et kg de CO_2 .

1kWh _{EF} Fioul	⇒ 0,300 kg de CO_2
1kWh _{EF} Gaz de ville	⇒ 0,234 kg de CO_2
1kWh _{EF} Bois, biomasse	⇒ 0,013 kg de CO_2
1kWh _{EF} Electricité (hors électricité d'origine renouvelable)	⇒ 0,084 kg de CO_2
1kWh _{EF} Gaz propane ou butane	⇒ 0,274 kg de CO_2

¹⁰ L'énergie finale est l'énergie utilisée par le consommateur, c'est-à-dire après transformation des ressources en énergie et après le transport.



Ainsi, en prenant l'exemple d'un pavillon des années 1980 qui consommerait environ 200 kWh d'énergie primaire¹¹ par m² et par an, les émissions de gaz à effet de serre donneraient en fonction de la source d'énergie utilisée les résultats suivants :



Exemple, en fonction de la source d'énergie, du volume d'émissions de gaz à effet de serre

A noter qu'en France, le facteur de conversion d'un kWh électrique finale en kWh primaire est de 2,58 compte tenu du rendement moyen de production d'électricité. Ce facteur de conversion est de 1 pour les autres énergies.

Ainsi, l'utilisation à plus de 60% du fioul et du gaz de ville comme sources d'énergie pour le chauffage des logements indiquent que la commune de Duttlenheim est très productrice de gaz à effet de serre.

L'Agence France Energie indique que 11% des logements sont détenteurs du label BBC-Effinergie. Ce label vise à identifier les bâtiments neufs dont les très faibles besoins énergétiques contribuent à atteindre les objectifs de 2050 : réduire les émissions de gaz à effet de serre par 4.

Ce qui signifie que la quasi-totalité des habitations construites entre 2006 et 2013 sont à basse consommation. Il s'agit d'un élément extrêmement positif pour la ville de Duttlenheim, d'autant plus que le pourcentage des logements labellisés des communes voisines est de l'ordre de 1%.

Ainsi, au vu des excellentes performances énergétiques des constructions neuves, la rénovation énergétique des bâtiments existants est une priorité pour limiter les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

¹¹ L'énergie primaire correspond à des produits énergétiques bruts dans l'état (ou proches de l'état) dans lequel ils sont fournis par la nature : charbon, pétrole, gaz naturel, bois.



5.4. Qualité de l'air

5.4.1. Contexte

a) Généralités

Suite à une importante concentration des activités humaines (tissu industriel dense, regroupement des populations), la qualité de l'air des zones urbanisées s'est détériorée au cours des dernières décennies.

Les activités industrielles, les installations de chauffage publiques et privées, la circulation automobile ainsi que toute activité consommatrice d'énergie émettent des polluants atmosphériques.

La diffusion et la dispersion des polluants sont fortement déterminées par les conditions météorologiques.

Ainsi, les épisodes de forte pollution sont souvent liés à de mauvaises conditions de dispersion :

- atmosphère stable, vent faible : dispersion lente,
- inversion de température en altitude : ascension bloquée, accumulation des polluants à basse altitude.

En revanche, une atmosphère instable et de fortes turbulences conduisent à une dispersion rapide des polluants.

b) Les données disponibles

Pour surveiller la qualité de l'air, l'Alsace s'est dotée et a développé depuis 1971 un réseau de mesure de polluants atmosphériques.

L'Association pour la Surveillance et l'Etude de la Pollution Atmosphérique en Alsace (ASPA) gère 27 stations (dont 3 exclusivement météorologiques) et 78 analyseurs qui mesurent en continu 24h/24 le dioxyde de soufre, les particules, les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone, l'ozone et la radioactivité dans l'air.

c) Le Schéma Régional Climat Air-Energie

Suite aux évolutions réglementaires, le Plan Régional pour la qualité de l'air est remplacé par le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) créé par l'article 68 de la loi Grenelle II. Le SRCAE Alsace a été co-élaboré par le Préfet et le Président du Conseil Régional et approuvé le 29 juin 2012. Il présente un état des lieux de la région, les perspectives d'évolution aux horizons 2020 et 2050 et définit des orientations dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie.

Le schéma régional alsacien porte sur cinq axes stratégiques reprenant les grandes lignes du décret n° 2011-678 du 16 juin 2011 :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre et maîtriser la demande énergétique ;
- adapter les territoires et les activités socio-économiques aux effets du changement climatique ;
- prévenir et réduire la pollution atmosphérique ;
- développer la production d'énergie renouvelable ;
- favoriser les synergies du territoire en matière de climat-air-énergie.

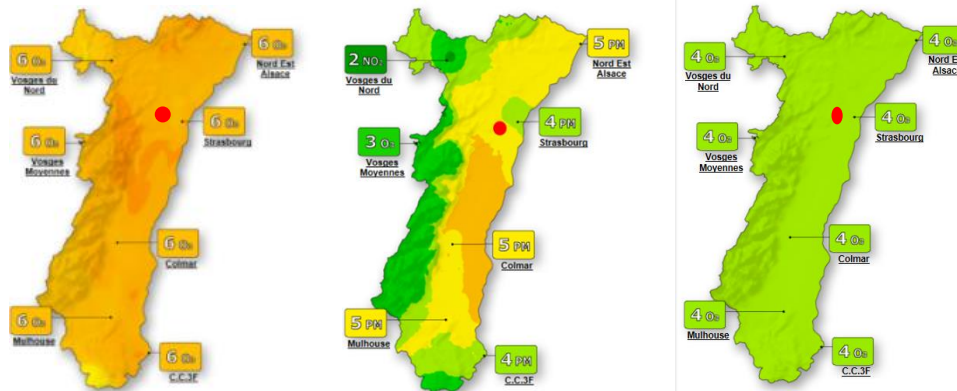


5.4.2. Principaux polluants

En 2013¹², la commune de Duttlenheim a généré des émissions de :

- 17 315 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), soit 9,2% des émissions de la Communauté de Communes ;
- 61 tonnes de dioxyde de soufre (SO₂), 10,2% des émissions de la Communauté de Communes ;
- 14 tonnes d'oxyde d'azote (NO_x), soit 8,0% des émissions de la Communauté de Communes ;
- 3,0 tonnes de particules (PM10), soit 12,2% des émissions de la Communauté de Communes.

De manière générale, la qualité de l'air de la commune de Duttlenheim varie de très bonne à médiocre suivant les conditions météorologiques.



Date : 5 juin 2015

Date : 28 octobre 2015

Date : 1^{er} mars 2017

Evolution de la qualité de l'air à Duttlenheim suivant les conditions météorologiques (source : ASPA)

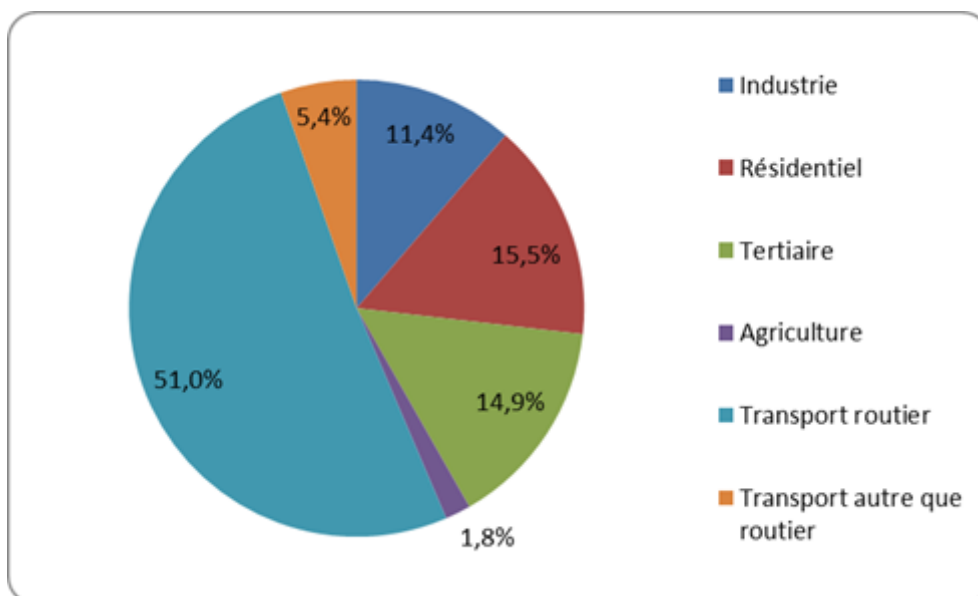
a) Le dioxyde de carbone (CO₂)

Le dioxyde de carbone (CO₂) provient principalement de la combustion d'énergie fossile (charbon, essences, fiouls, gaz...) ou du bois. Certains procédés industriels émettent également du CO₂ tels que les décarbonatations dans les cimenteries ou certains procédés de l'industrie chimique. Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre. A Duttlenheim, les émissions de CO₂ sont essentiellement générées par le transport routier.

¹² D'après les données de l'ASPA (Association pour la Surveillance et l'étude de la Pollution Atmosphérique en Alsace) disponible au 1^{er} octobre 2014.



Etat initial de l'environnement

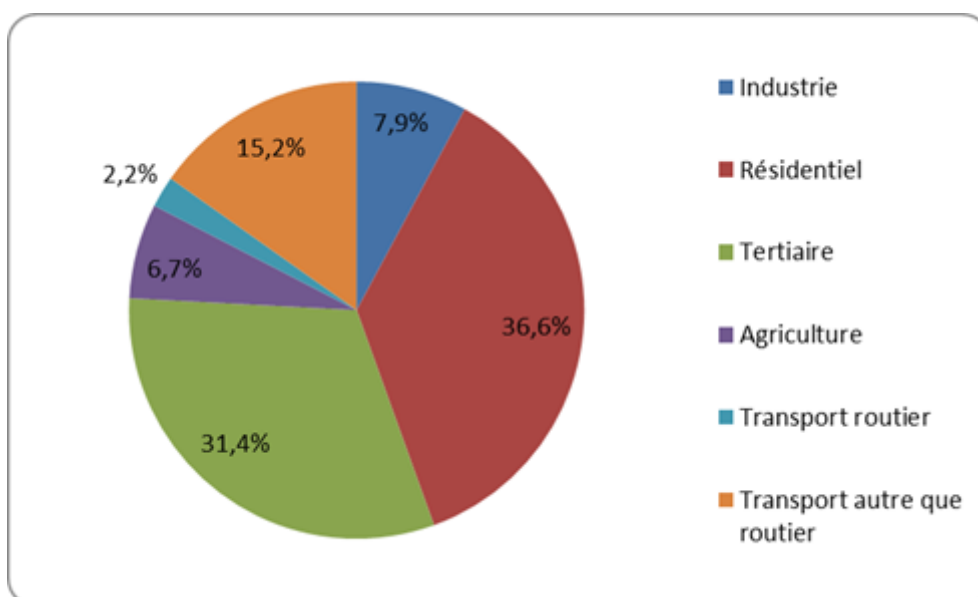


Répartition des émissions de CO₂ à Duttlenheim en 2013 (Source ASPA)

b) Le dioxyde de soufre (SO₂)

Les rejets de SO₂ sont dus majoritairement à l'incinération de combustibles fossiles soufrés tels que le charbon et les fiouls (soufre également présent dans les cokes, essence,...). Tous les secteurs utilisateurs de ces combustibles sont concernés (industrie, résidentiel/ tertiaire, transport,...).

Sur la commune, les émissions de SO₂ sont essentiellement générées par le secteur résidentiel

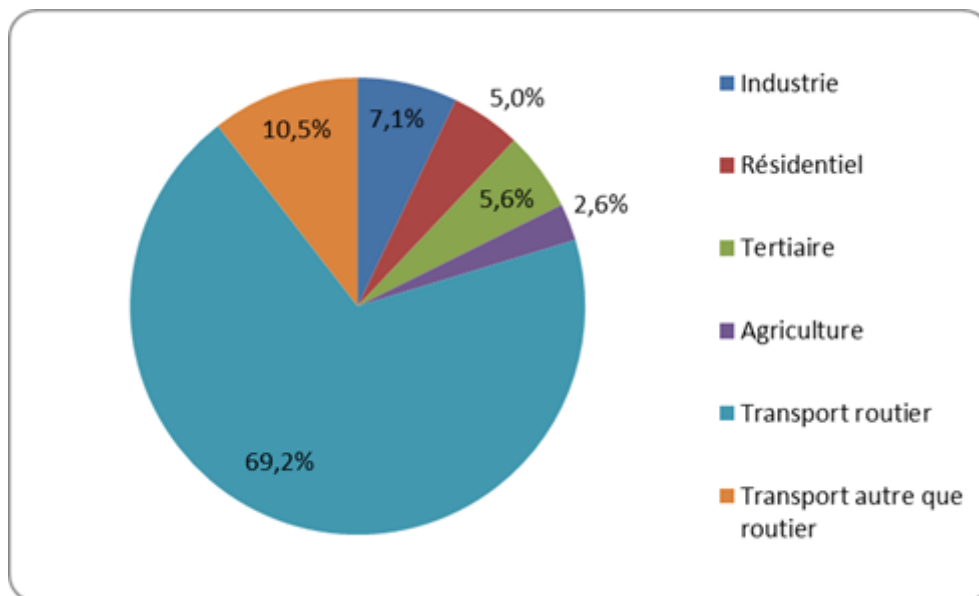


Répartition des émissions de SO₂ à Duttlenheim en 2013 (Source : ASPA)



c) Le dioxyde d'azote (NOx)

Les rejets de NOx (NO+NO₂) proviennent essentiellement de l'incinération de combustibles de tous types (gazole, essence, charbons, fiouls, GN...). Ils se forment par combinaison de l'azote (atmosphérique et contenu dans les combustibles) et de l'oxygène de l'air à hautes températures. Tous les secteurs utilisateurs de combustibles sont concernés, en particulier les transports routiers à Duttlenheim.



Répartition des émissions de NOx à Duttlenheim en 2013 (source : ASPA)

d) Les particules PM10

Les particules en suspension sont des aérosols, des cendres, des fumées particulières. Trois types sont distingués :

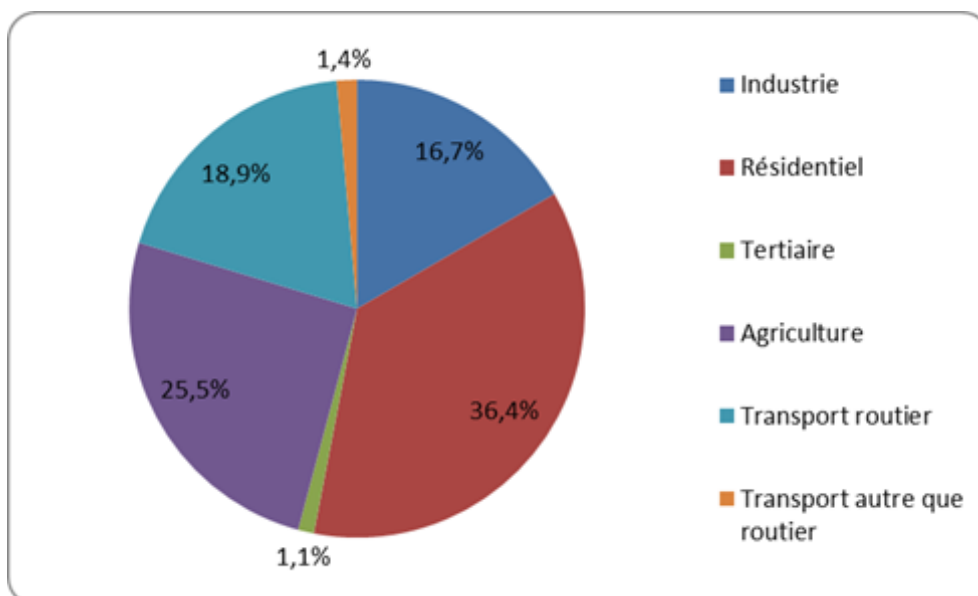
- les PM10 dont le diamètre aérodynamique est inférieur à 10 µm ;
- les PM2,5 dont le diamètre aérodynamique est inférieur à 2,5 µm ;
- les PM1 dont le diamètre aérodynamique est inférieur à 1 µm.

Les émissions de PM10 proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse et de combustibles fossiles comme le charbon et les fiouls, de certains procédés industriels et industries particulières (construction, chimie, fonderie, cimenterie,...), de l'usure de matériaux (routes, plaquettes de frein...), de l'agriculture (élevage et culture), du transport routier...

A Duttlenheim, les émissions de PM10 sont principalement générées par les secteurs résidentiel et agricole.



Etat initial de l'environnement



Répartition des émissions de PM10 à Duttlenheim en 2013 (Source : ASPA)



6. Nuisances et risques

6.1. Gestion des déchets

Le Syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des ordures ménagères de Molsheim, Mutzig et environs (Select'om) est compétent en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers. Ce service est assuré au travers de collectes des déchets ménagers en porte à porte dont l'une est spécifiquement consacrée au ramassage des déchets valorisables.

La déchetterie la plus proche sur le territoire intercommunal se situe à Duppigheim et permet aux habitants l'apport volontaire de divers matériaux recyclables ou non.

La commune est équipée de points d'apports volontaires (verres, cartons....).



Point d'apports volontaires existant



Nouvelle disposition du point d'apports volontaires (courant septembre 2020) situé à proximité de la zone de loisirs (stade de foot et étang de pêche)

6.2. Nuisances acoustiques

6.2.1. Infrastructures routières et ferroviaires

Le bruit constitue une nuisance quotidienne très souvent mentionnée par les Français dans les enquêtes portant sur l'évaluation de la qualité de l'environnement ; le bruit de la circulation représente la principale source de nuisances acoustiques.

Les infrastructures routières dont le trafic journalier moyen annuel est supérieur à 5 000 véhicules par jour font l'objet d'un classement.

Les infrastructures ferroviaires dont le trafic journalier moyen annuel est supérieur à 50 trains par jour font l'objet d'un classement.



Etat initial de l'environnement

L'arrêté préfectoral du 10 novembre 2016 portant sur le classement des infrastructures de transport terrestre du département du Bas-Rhin, détermine l'isolement acoustique nécessaire des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit à leur voisinage.

Plusieurs infrastructures routières et ferroviaires sont concernées par ce classement sonore sur le territoire communal de Duttlenheim.

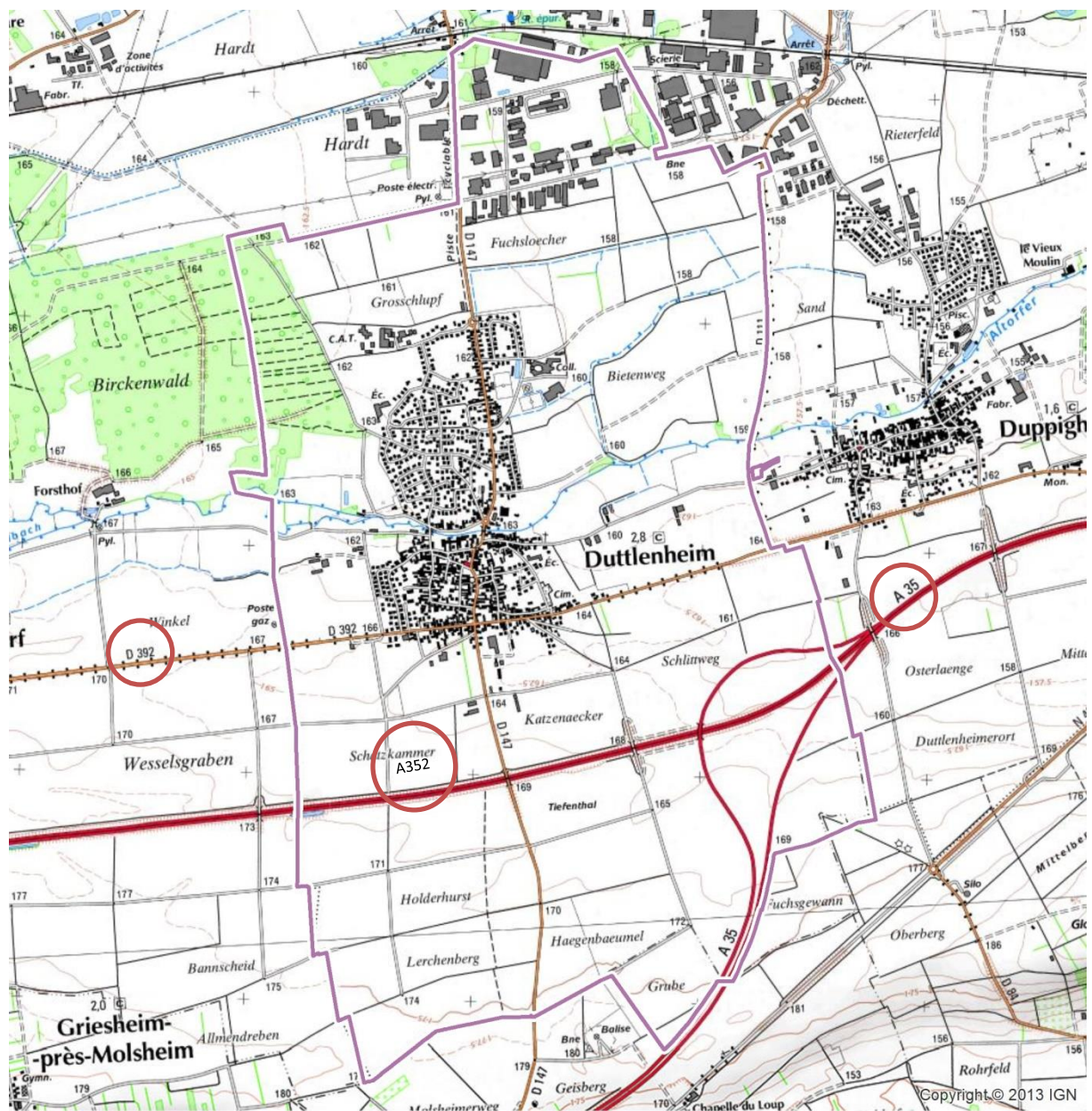
a) Infrastructures ferroviaires

Infrastructure concernée	Catégorie	Distance en mètres de part et d'autre de la voie
Ligne Strasbourg Molsheim	4	30

Cette ligne ne concerne que le Parc d'Activités de la Plaine de la Bruche.

b) Infrastructure routières

Infrastructure concernée	Catégorie	Distance en mètres de part et d'autre de la voie
A35	1	300
A352	2	250
D392	3	100
D392 - Agglomération	4	30



SOURCE : SCAN25, 2012.

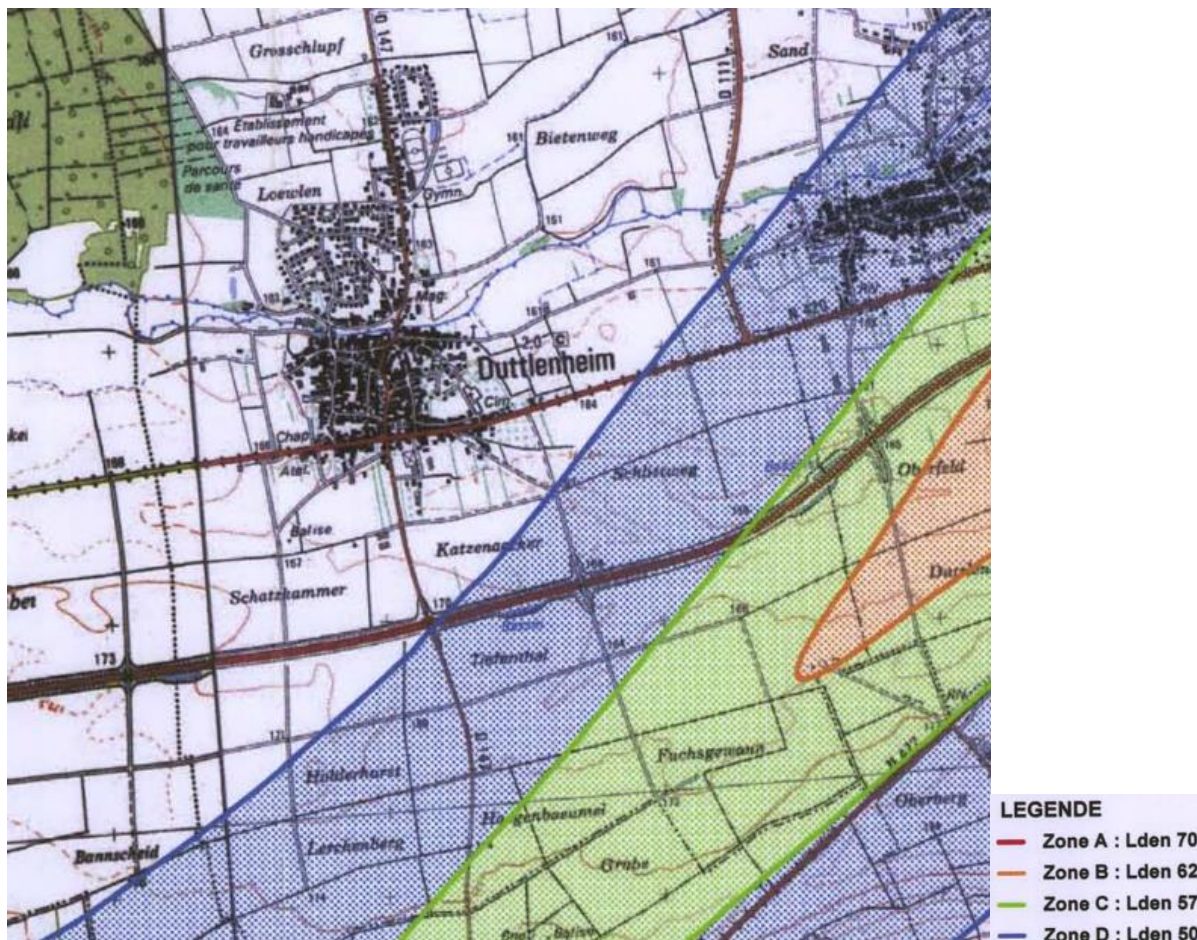
OCTOBRE 2015

0 250 500
m

Localisation de l'A35, l'A352 et la D392



6.2.2. L'aéroport de Strasbourg-Entzheim



Extrait du Plan d'Exposition au Bruit de l'Aérodrome de Strasbourg-Entzheim, Direction Générale de l'Aviation Civile, Service technique des bases aériennes – département études générales et d'aménagement, juillet 2004

Plusieurs zones de la commune de Duttlenheim sont comprises en zone B, C ou D du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim.

La commune est donc sujette aux nuisances sonores résultant des passages d'avions à proximité.

Ces différentes zones ne donnent pas lieu à des restrictions des droits à construire, mais induisent des isolements acoustiques adéquats, donnés par l'arrêté du 23 juillet 2013, pour les nouvelles constructions.

Zones	Isolement acoustique minimum en dB
B	40
C	35
D	32

Isolement acoustique minimum des nouvelles constructions vis-à-vis de l'espace extérieur



6.3. Risques naturels

6.3.1. Le risque d'inondation¹³

En dehors des parties actuellement urbanisées, toute nouvelle construction, à l'exception des constructions nécessaires aux infrastructures publiques, devra être interdite quel que soit le niveau de l'aléa, sauf dans les secteurs inondés uniquement par remontée de nappe.

Dans les parties actuellement urbanisées, soumises au risque inondation, les constructions pourront être autorisées dans les zones d'aléas moyen ou faible, sous conditions. Toutefois, quel que soit le niveau de l'aléa, les établissements particulièrement vulnérables ou sensibles (hôpital, prison, établissement pour personnes âgées dépendantes, crèche, centre de secours...), devront être interdits en zone inondable.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) a pour objectif la réduction des risques liés aux inondations. Il fixe ainsi des règles relatives à l'occupation de sols et à la construction de l'immobilier futur. Il peut également prévoir des prescriptions ou des recommandations applicables aux biens existants.

La commune de Duttlenheim est concernée par le PPRI de la Bruche approuvé le 28 novembre 2019.

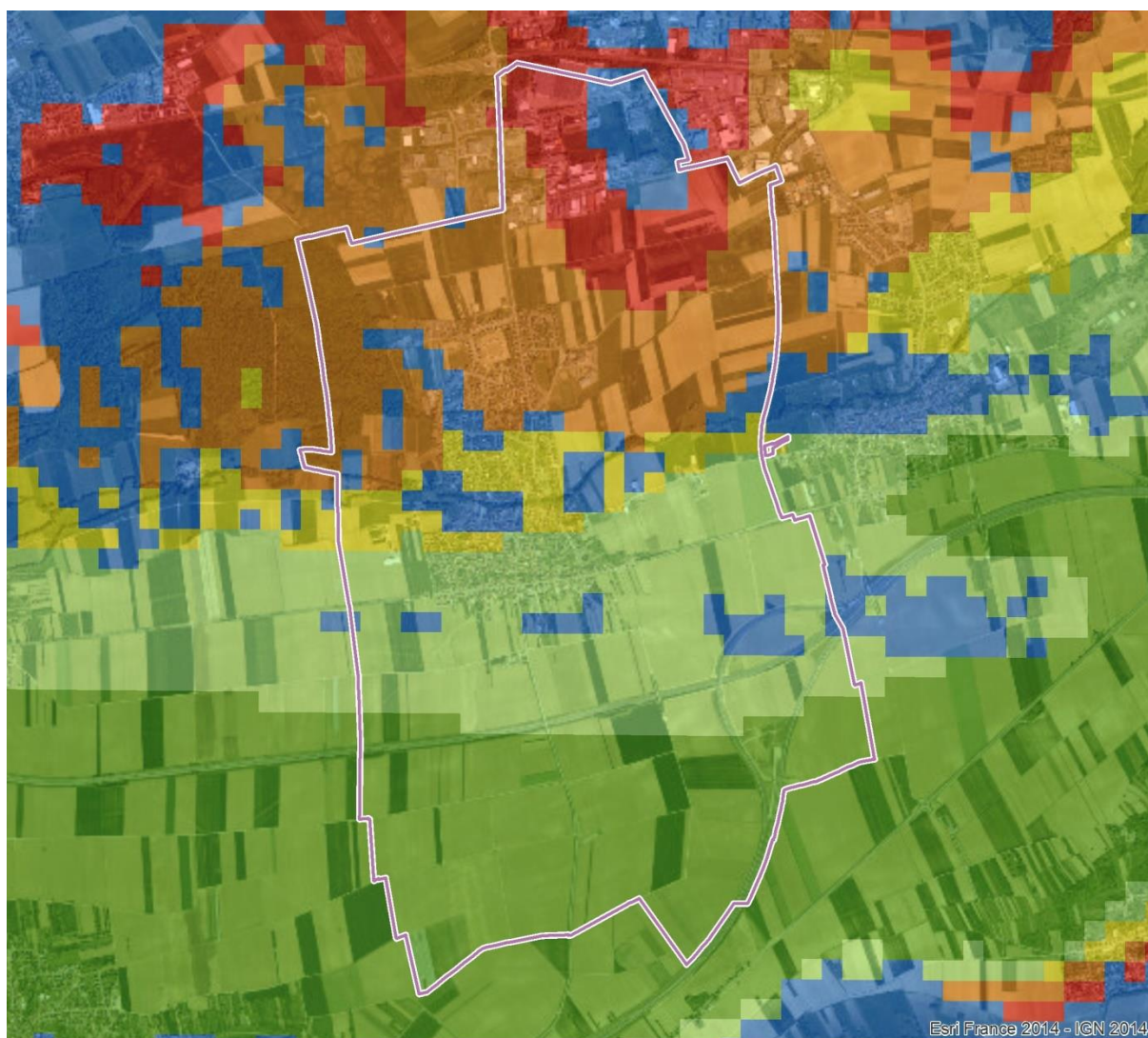
13

DEFINITIONS

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans l'espace alluvial pour y implanter toutes sortes de constructions, d'équipements et d'activités.



Etat initial de l'environnement



REMONTÉES DE NAPPE



SOURCES : WWW.INONDATIONSNAPPES.FR ; BRGM - BD ORTHO, IGN, 2012.

OCTOBRE 2015

0 250 500
m

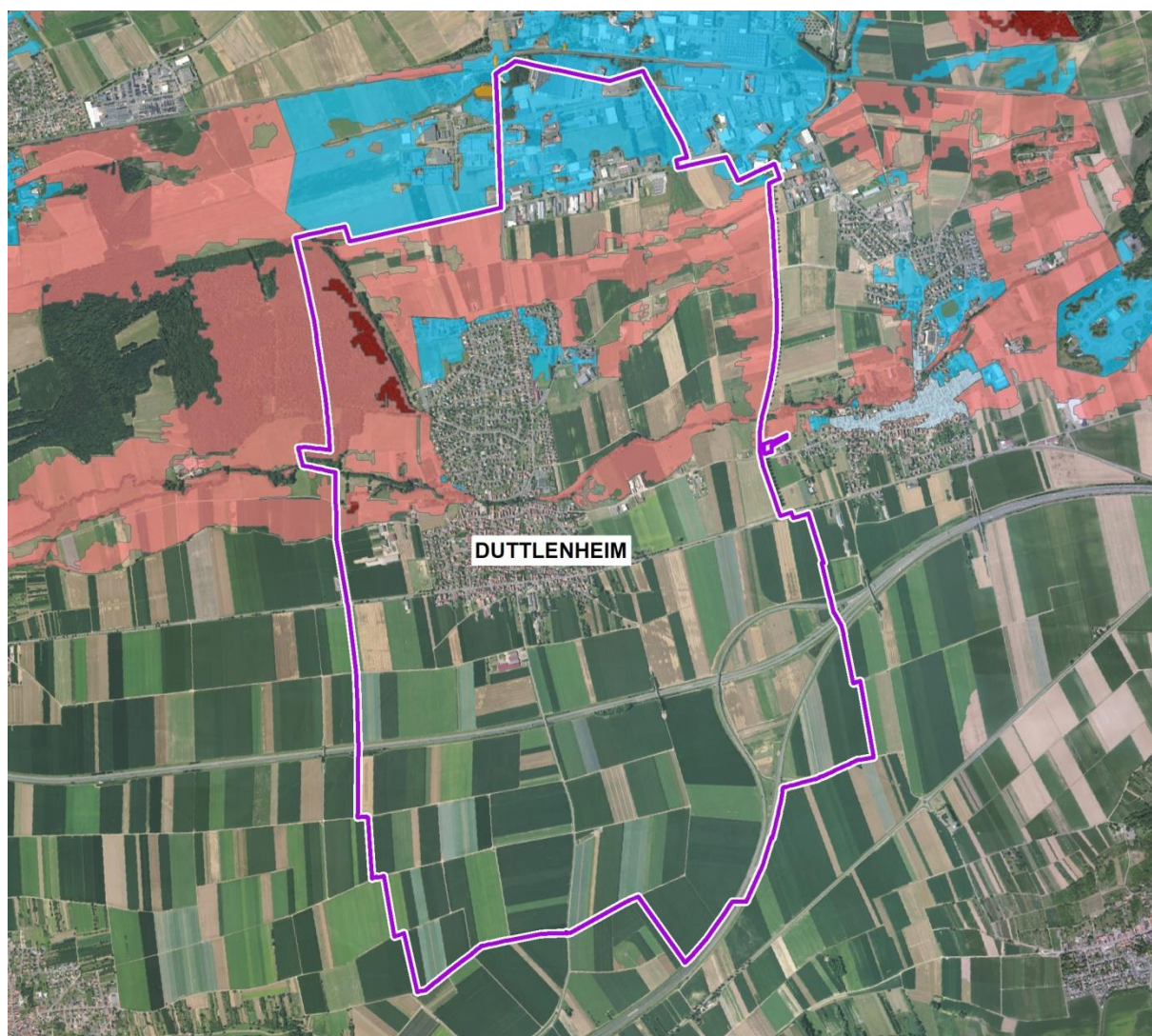
Zones sujettes à l'aléa de remontée de nappe

La commune est soumise au risque d'inondation lié aux remontées de nappe et aux crues du bras d'Altorf.

La zone soumise au risque d'inondation traverse le village d'Est en Ouest et concerne également une partie de la zone urbanisée.

La présence de digues contre les crues génère des risques particuliers : surverse par-dessus la crête de la digue, rupture de la digue en raison d'un défaut d'entretien ou de structure.

Quelques zones ont pu être ouvertes à l'urbanisation sous conditions lors de l'élaboration du PPRI : il s'agit notamment de la zone du lotissement « Le Birkenwald ».



PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

Zones d'interdiction

- rouge foncé
- rouge clair
- orange

Zones d'autorisation sous conditions

- bleu clair
- bleu très clair

SOURCES : BD ORTHO 2018 ; PPRI DE LA VALLÉE DE LA BRUCHE

AOÛT 2020



Zones inondables suivant PPRI de la Bruche



Etat initial de l'environnement

Duttlenheim a fait l'objet de 6 arrêtés de catastrophe naturelle entre 1983 et 2002 incluant le risque d'inondation.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Publié au JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	09/04/1983	11/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
Inondations et coulées de boue	22/05/1983	27/05/1983	20/07/1983	26/07/1983
Inondations et coulées de boue	14/02/1990	19/02/1990	16/03/1990	23/03/1990
Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	30/12/2001	30/12/2001	04/07/2002	24/07/2002

Liste des catastrophes naturelles

6.3.2. Les coulées de boue

L'aléa « coulée d'eaux boueuses » désigne les écoulements chargés de terres en suspension qui ont été détachées par les pluies ou le ruissellement. Le cumul de ces écoulements progresse vers l'aval et provoque des inondations.

La formation de coulées d'eaux boueuses est due à la sensibilité des sols à l'érosion et à l'intensité des orages.

Cependant, il faut retenir que pour des orages d'intensités très fortes (par exemple 50 mm tombés pendant l'orage), des coulées d'eaux boueuses peuvent se former sur des sols peu sensibles à l'érosion : il suffit d'un peu de pente, pour qu'un fort ruissellement se transforme en coulée d'eaux boueuses. Toutefois, il s'agit là de cas exceptionnels.

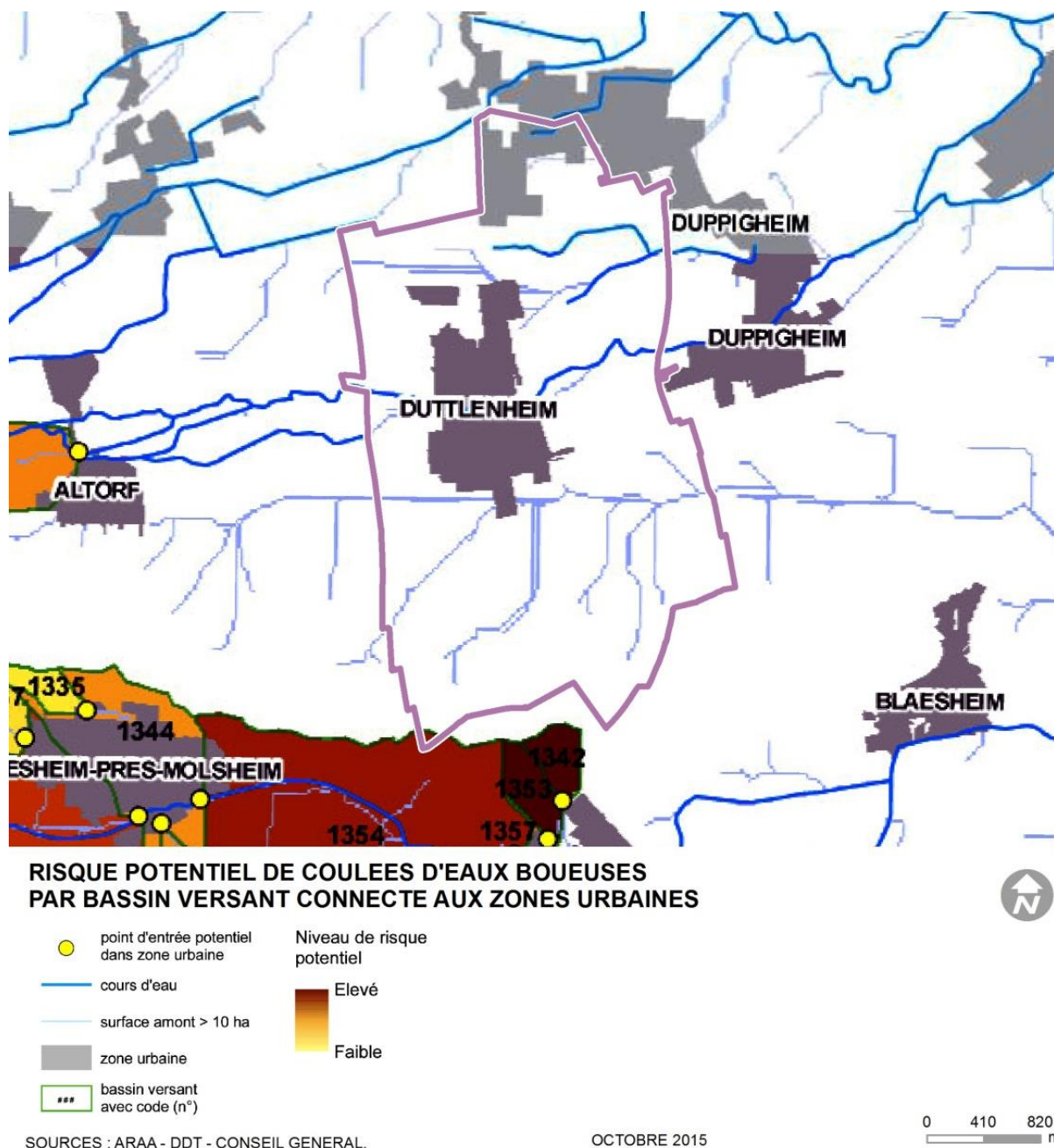
L'Association pour la Relance Agronomique en Alsace (ARAA) réalise des cartes de sensibilité des sols à l'érosion pour l'ensemble du territoire alsacien. Elle modélise également le risque de coulées d'eaux boueuses en fonction de l'inclinaison des pentes, de la végétation etc.

Selon cette modélisation, la commune est soumise à l'aléa de coulée de d'eaux boueuses. Le potentiel du risque est identifié comme élevé sur une zone très limitée au Sud-Ouest du ban communal hors zone urbaine.

Cela signifie que les caractéristiques du sol, la végétation et l'inclinaison des pentes peuvent préfigurer un risque de coulées d'eau boueuses.

Duttlenheim a fait l'objet de 6 arrêtés de catastrophes naturelles incluant le risque de coulées boueuses entre 1983 et 2002.

La liste de ces arrêtés est donnée au chapitre précédent.



Risque de coulées d'eaux boueuses

6.3.3. Le risque sismique

La sismicité de la France résulte de la convergence des plaques africaines et eurasiennes (à la vitesse de 2 cm par an). Cette sismicité est actuellement surveillée par un réseau national dont les données sont centralisées à l'Institut Physique du Globe de Strasbourg.

L'article R563-4 du Code de l'environnement détermine cinq zones de sismicité croissante (de très faible à forte).



Etat initial de l'environnement

Le territoire de Duttlenheim est classée (article D563-8-1 du Code de l'environnement) en zone de sismicité 3, soit une sismicité modérée.

Plusieurs séismes ont de plus pu être ressentis sur le territoire, le dernier datant de 1969 d'une intensité de 4,9.

6.3.4. Le risque radon¹⁴

Eu égard au contexte géologique local, la commune Duttlenheim est classée en catégorie 1 pour son potentiel radon.

Le potentiel radon fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans les habitations, celles-ci dépendant de multiples autres

14

DEFINITIONS

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches.

En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau. Le risque pour la santé résulte toutefois pour l'essentiel de sa présence dans l'air. La concentration en radon dans l'air est variable d'un lieu à l'autre. Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement faible : le plus souvent inférieure à une dizaine de Bq/m³. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³.

À partir de la connaissance de la géologie de la France, l'IRSN a établi une carte du potentiel radon des sols. Elle permet de déterminer les communes sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Elle classe les communes en 3 catégories :

- Catégorie 1

Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles.

- Catégorie 2

Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

- Catégorie 3

Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grès et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire.



facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur...).

Le fait qu'une habitation soit localisée dans une commune à potentiel radon de catégorie 3 ne signifie pas forcément qu'elle présente des concentrations en radon importantes. Elle a toutefois nettement plus de risque d'en présenter que la même maison située dans une commune à potentiel radon de catégorie 1. Les concentrations peuvent par ailleurs atteindre des niveaux très élevés pour des caractéristiques architecturales ou des conditions de ventilation défavorables. Compte-tenu du risque sur la santé associé au radon, il est dans ce cas important d'évaluer plus précisément l'exposition à laquelle est soumise chaque habitation.

Ce dépistage consiste à mesurer les concentrations du radon à l'aide de détecteurs (dosimètres radon).

Lorsque la concentration mesurée s'avère élevée, il est alors nécessaire de rechercher des solutions pour réduire l'exposition au radon. Ces solutions consistent à limiter l'entrée du radon dans le bâtiment, en renforçant l'étanchéité entre le sol et le bâtiment, et à éliminer le radon en favorisant le renouvellement de l'air intérieur (aération, ventilation).

6.4. Les mouvements de terrain

Les mouvements de terrain sont des phénomènes naturels d'origines diverses, résultant de la déformation, de la rupture et du déplacement du sol. Les principaux types de mouvements de terrains sont :

- les chutes de blocs, se manifestant par le décrochement d'éléments d'une falaise et des versant rocheux qui engendrent des chutes de pierres, de blocs ou des éboulements en masse. Le phénomène est conditionné par la nature géologique de la roche, son état d'altération et de fissuration et par le profil topographique préexistant. Il peut être accéléré par un séisme, une amplification de l'érosion, le phénomène de gel-dégel et par le terrassement de talus trop raides. Les blocs déstabilisés, dont le volume est très variable, peuvent s'accumuler au pied de l'escarpement ou dévaler un talus sur une grande distance, présentant un risque tant pour les biens que pour les personnes : non présent sur le territoire ;
- les glissements de terrain se manifestent par un déplacement des sols à une profondeur variable, de quelques décimètres à plusieurs mètres de profondeur, le long d'un plan de glissement. Le facteur favorisant ces désordres sont l'eau, la pente et la nature géologique de la roche. Le phénomène peut être également la conséquence d'un terrassement, d'un mauvais drainage, d'un séisme ou d'une forte intempérie ;
- les affaissements et effondrements, correspondant au tassement des terrains sur une cavité souterraine ;
- les phénomènes de retrait-gonflement des argiles.



6.4.1. Les affaissements et effondrements de cavités souterraines¹⁵

La commune n'est pas concernée par ce risque.

6.4.2. L'aléa retrait-gonflement d'argiles¹⁶

La commune de Duttlenheim est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles pour l'ensemble de la commune. Cet aléa est identifié comme faible.

Une toute petite partie, au Sud du territoire et hors zone urbaine, est en aléa moyen.

15

DEFINITIONS

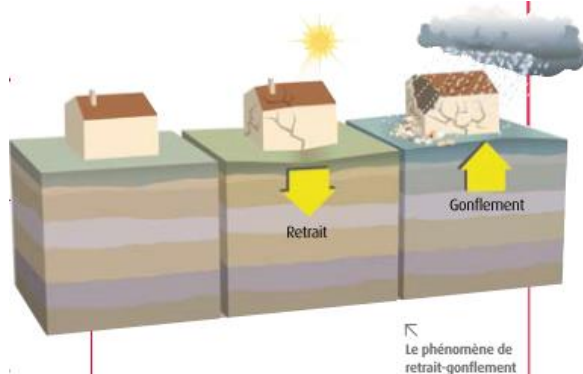
Les **affaissements** se manifestent par la formation d'une cuvette correspondant au tassement des terrains sur une cavité souterraine. Si cette dernière est assez grande et proche de la surface, l'affaissement évolue vers un **effondrement** (fontis), avec l'apparition d'un vide en surface. Ce phénomène peut avoir de lourdes conséquences sur la population, les bâtiments et sur les infrastructures.

Les **cavités souterraines** peuvent être d'origine naturelle, soit par dissolution du gypse ou du calcaire, soit par érosion souterraine. L'homme peut également être responsable des effondrements, conséquence du creusement de galeries souterraines (mines, stockage souterrain, carrières et ouvrage militaires) ou de fuites de réseaux d'eau ou d'assainissement. La remontée d'un vide peut être favorisée par les vibrations d'un séisme, la circulation des eaux souterraines, infiltration, fuite, pompage, remontée de nappe...) et l'augmentation des surcharges en surface (construction d'un bâtiment).

16

DEFINITIONS

Le **phénomène de retrait-gonflement** se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau contenue dans ces sols. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol argileux en surface : il y a retrait. À l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement.



Les bâtiments construits sur des fondations peu profondes, comme de nombreuses maisons individuelles, demeurent particulièrement sensibles à ce phénomène. Lors de périodes sèches, la différence de teneur en eau entre les façades du bâtiment (exposées à l'évaporation de l'eau dans le sol) et son centre (protégé de l'évaporation) entraîne un tassement différentiel du sol. L'hétérogénéité des tassements entre deux points du bâtiment peut conduire à une fissuration, voire à la rupture de sa structure.

La lenteur et la faible amplitude du phénomène de retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'homme.

Néanmoins, l'apparition de tassements différentiels peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles, faisant de ce risque essentiellement un risque économique.



RETRAIT ET GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

-  aléa faible
-  aléa moyen
-  aléa fort



SOURCES : BRGM, BD ORTHO, 2012.

OCTOBRE 2015

0 300 600
m

Duttlenheim a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle en 1999 incluant le risque des mouvements de terrain.



6.5. Risques technologiques

6.5.1. Canalisations de matières dangereuses¹⁷

La commune de Duttlenheim est concernée par le transport de matières dangereuses sur les voies routières.

Par ailleurs, un gazoduc est implanté en limite du ban communal. Il est susceptible d'induire des risques sur le territoire de la commune.



Tracé du gazoduc en limite de ban communal

17

DEFINITIONS

Une **canalisation de matières dangereuses** achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.



6.5.2. Installations classées pour la protection de l'environnement

Deux établissements présents sur le territoire de Duttlenheim relèvent de la réglementation des ICPE :

- AUCHAN
- QUIRI

6.5.3. Les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRt)¹⁸

La commune n'est incluse dans aucun périmètre de PPRt.

6.6. Sites et sols pollués

6.6.1. Données BASOL

La base de données BASOL a été mise en place par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Elle répertorie les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics à titre curatif ou préventif.

La base de données BASOL recense un site ou sol pollués sur le territoire communal de Duttlenheim qui appartient à la société BALZERS, société de traitement des métaux dont les sols et la nappe sont pollués par des solvants chlorés.

La pollution a été découverte en 1995 en aval des installations de dégraissage aujourd'hui démantelées.

Le dispositif mis en place permet le confinement de la pollution des eaux souterraines.

6.6.2. Données BASIAS

La base de données BASIAS est, elle-aussi, gérée par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Elle consiste en un inventaire historique de sites industriels et activités de service.

Les principaux objectifs sont de :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement ;

18

DEFINITIONS

Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ont été institués dans le but de protéger les populations présentes et futures s'installant à proximité des sites Seveso seuil haut, les PPRT peuvent définir notamment :

- des secteurs de mesures foncières pour l'existant (expropriation, délaissement) ;
- des zones de maîtrise de l'urbanisation future ;
- des zones de prescriptions sur l'existant (désormais limitées aux logements).



Etat initial de l'environnement

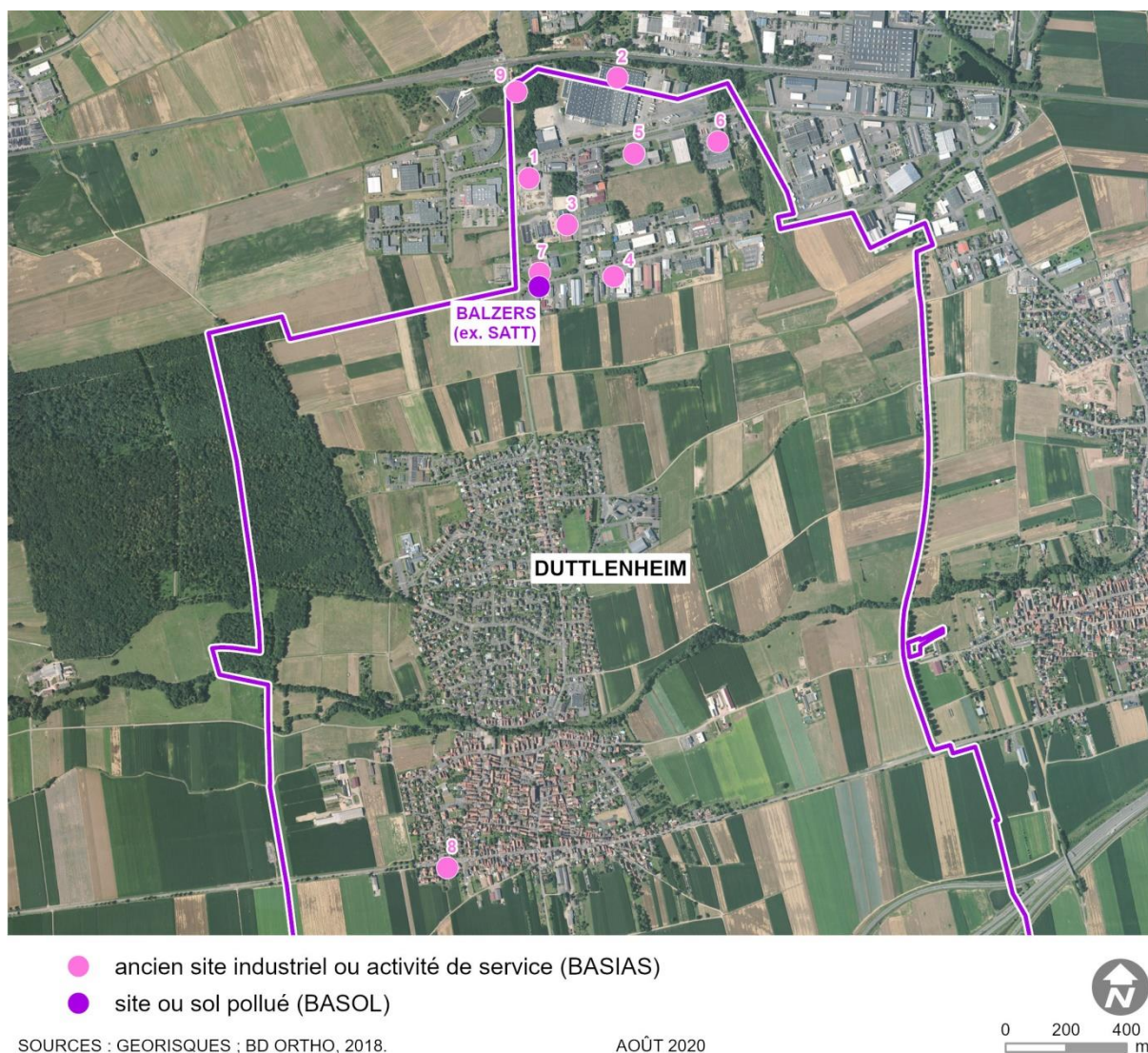
- conserver la mémoire de ces sites ;
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

A Duttlenheim, 20 sites sont recensés.

	Noms	Libellé	Etat d'occupation du site
1	KELLER Fondation (ex TRILUX Luminaire Sté)	DLI	En activité
2	AUCHAN (ex Société Alsacienne des Supermarchés)	Grande distribution, Entrepôt frigorifique	En activité
Non localisé	JPE ENGEL SARL	Chimie	Activité terminée
Non localisé	ERB S.A.	Transports, combustibles	Activité terminée
Non localisé	Auxiliaire Sidérurgie de l'EST. Ets	Dépôt d'oxygène	Activité terminée
Non localisé	C.T.T.M. Sté	Chaudronnerie, Tôlerie, Tournage, mécanique	Activité terminée
3	Emballages d'Alsace	Fabrication d'emballage plastique	En activité
4	FAUST (Théo) Ferronnerie	Serrurerie, Ferronnerie	En activité
5	QUIRI USINE et Cie	Travail des métaux	En activité
Non localisé	Charcuterie de la Vallée de la Bruche	Préparation de charcuterie	Activité terminée
Non localisé	TECHNIVERRE (ex DANNWOLF S.A)	Fabrication de miroirs, fenêtres, etc	En activité
7	BALZERS (ex SATT, ex Parisienne de cémentations Sté)	Traitement thermiques, cémentations, cyanuration, carbonitruration, nitruration	En activité
8	Garage LAUGEL (ex ROHFRITSCH Xavier SCHELL)	Garage	En activité
Non localisé	KOCHER Gilbert	Garage	Activité terminée



	Noms	Libellé	Etat d'occupation du site
Non localisé	SCHWOB Martin	Forgeron Serrurier	Activité terminée
Non localisé	FISCHER Pierre	Carrosserie	Activité terminée
Non localisé	SCHAEFFER Alphonse Ste	Choucrouterie	Activité terminée
Non localisé	MATIP Sté	Travaux publics	Activité terminée
9	Restaurant La Rivière (ex JOST (Christiane) Hôtel restaurant « Belle Vue »)	Restaurant avec gaz	En activité
Non localisé	LORENTZ Pierre	Reliure	Activité terminée



- ancien site industriel ou activité de service (BASIAS)
- site ou sol pollué (BASOL)

SOURCES : GEORISQUES ; BD ORTHO, 2018.

AOÛT 2020

0 200 400 m

Localisation des sites BASIAS et BASOL

6.7. Autres servitudes

La commune est également concernée par un certain nombre de servitudes relatives à la conservation du patrimoine naturel et culturel et à l'utilisation de certaines ressources et équipements.

Ces servitudes sont développées en annexes.

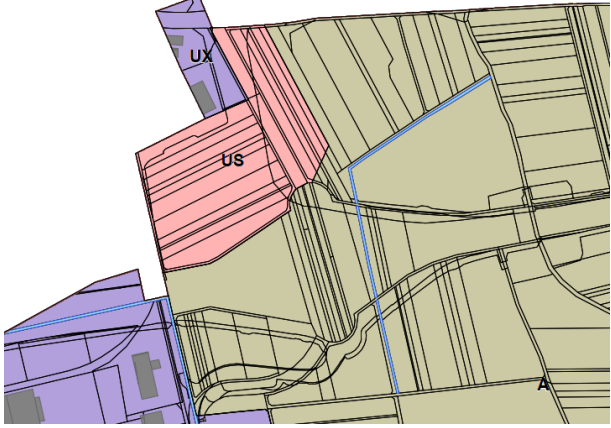



E Prise en compte de l'environnement, effets et incidences



1. Les zones ouvertes à l'urbanisation et les extensions urbaines

Les secteurs de projet identifiés ci-dessous sont pris en compte dans les chapitres suivants.

Nom	Destination	Localisation	Types de milieux naturels	Superficie	Vue aérienne
US	Aire de service pour le GCO	Dans la partie Nord-Est en limite de zone industrielle	Cultures	7,2 ha	
UB	Opération d'aménagement « Le Bois du Birkenwald »	Nord-Ouest, en bordure de zone urbaine	Cultures, prairies, vergers	4 ha	



2. Gestion économe de l'espace, diversité et mixité des fonctions urbaines

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure, le PLU encourage-t-il la densité et la diversité des fonctions de la ville, dans l'objectif, d'une part, de limiter les extensions urbaines sur des territoires nouveaux, et, d'autre part, de limiter les déplacements automobiles engendrés par des espaces mono-fonctionnels ou trop étalés ?

2.1. Gestion économe de l'espace

L'objectif de production de logements est fixé à environ 173.

Pour répondre à cet objectif, la commune souhaite favoriser exclusivement, le renouvellement urbain et la densification en mobilisant notamment les dents creuses. Ainsi, en prenant en compte, les logements vacants et ceux occupés par les personnes de plus de 80 ans vivant seules, les corps de fermes pouvant être réhabilités et les dents creuses potentielles, entre 144 et 177 logements pourraient être créés dans le tissu urbain existant soit la totalité des besoins.

Une zone d'extension urbaine n'est donc pas nécessaire.

2.2. Densité et mixité des fonctions urbaines

En dehors des exploitations agricoles et forestières, le règlement propose d'autoriser un grand nombre de type de construction à condition que les activités admises soient compatibles avec la proximité d'habitation des zones UA et UB. Ces dispositions permettent d'assurer la diversité et la mixité des fonctions urbaines.



3. Protection de la biodiversité

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure le PLU protège et met en valeur le patrimoine végétal et animal présent sur le territoire communal ?

3.1. La préservation des milieux naturels remarquables

Le territoire de Duttlenheim n'est pas concerné par la présence de milieux naturels protégés ; les sites Natura 2000 sont distants de plus de 1,8 km de la commune. La mise en œuvre du PLU n'a pas d'influence directe sur ces secteurs.

Plusieurs sites sont inventoriés ZNIEFF à Duttlenheim et occupent l'ensemble du ban communal. Il s'agit :

- du Ried de la Bruche dans la partie Nord-Ouest du ban communal, avec différents habitats humides : préservation grâce au classement en zone N-inconstructible dans le règlement graphique ;
- de grands espaces agricoles favorables au Grand hamster et au Crapaud vert dans l'ensemble de la commune : maintien des habitats favorables à ces deux espèces grâce au classement des secteurs agricoles en zone A.

Le règlement et le zonage du PLU permettent de préserver les enjeux de ces ZNIEFF.

3.2. La prise en compte des espèces et de la nature ordinaire

Les enjeux des espèces faisant l'objet de Plans Régionaux ou National d'Actions ont été pris en compte :

- Pie grièche grise : classement du secteur à enjeux moyens pour l'espèce en zones A et N ;
- Hamster :
 - Zone de Protection Statique classée en zone A, AC et N ;
 - Zone d'Accompagnement classée en zone A, Ac, N et US ; quelques petites parcelles UB et UX sont également concernées.

La majorité des zones AC sont situées dans la Zone de Protection Statique. Le règlement écrit de la zone AC y autorise toutes les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole y compris celles nécessaires à l'artisanat et aux commerces de détail permettant aux exploitations agricoles de se diversifier. Il fixe également des dispositions visant à faciliter l'intégration de nouveaux projets ou extensions de bâtiments dans le paysage : règles d'implantation et de hauteur.

Ainsi, en cas de projet portant atteinte aux habitats favorables du Hamster, une **demande de dérogation** à l'atteinte d'espèce protégée devra être réalisée incluant des mesures de compensation.



La zone US, secteur destiné à l'aire de service pour le GCO, est localisée dans la Zone d'Accompagnement. Cet emplacement entraîne la nécessité de réaliser une demande de dérogation en cas de présence de terriers de Hamster à moins de 300 mètres.

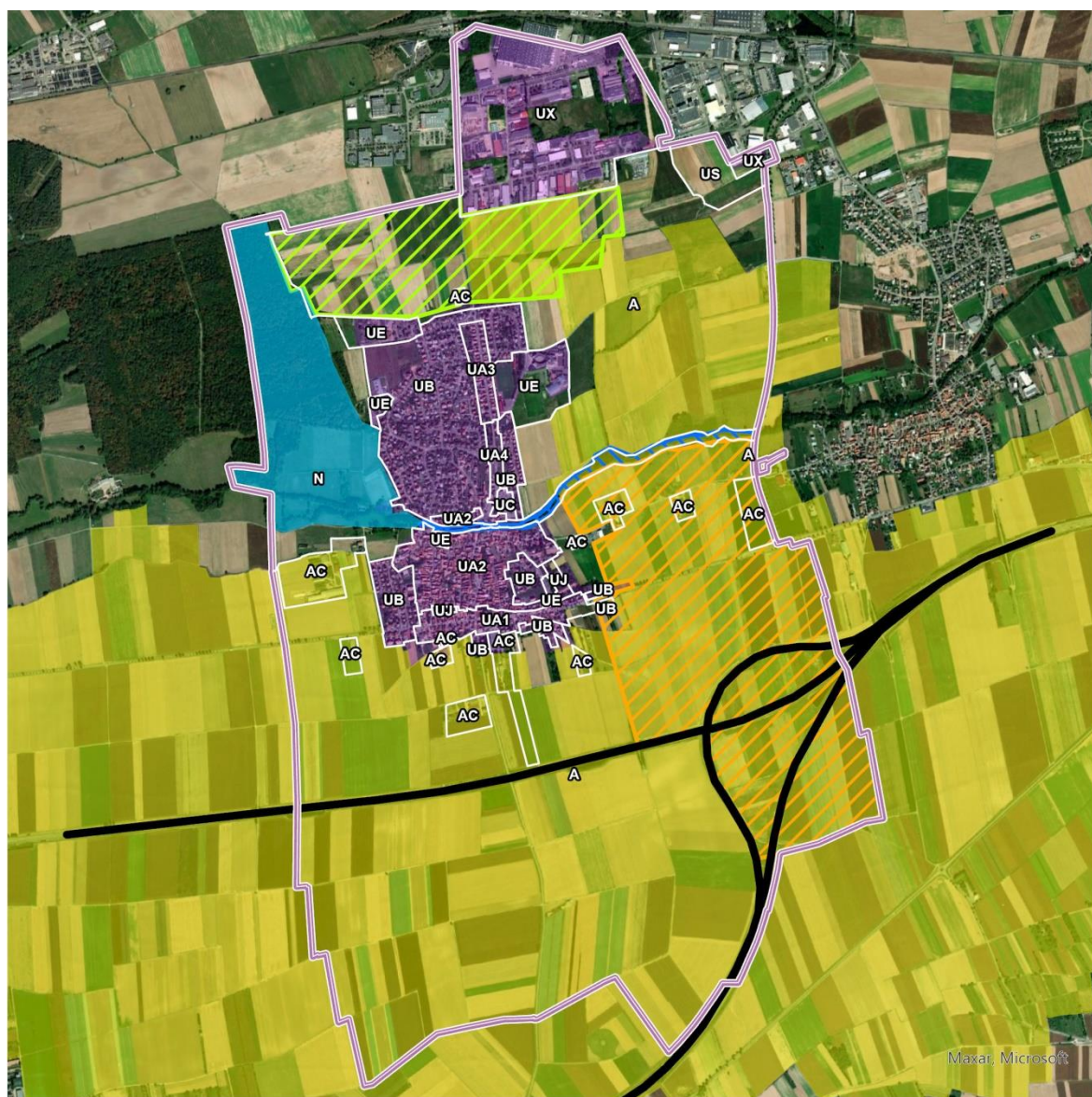
- Crapaud vert : la majorité du territoire communal est concernée par un enjeu fort pour l'espèce. Les projets d'aménagement devront prendre en compte le « Guide de prise en compte d'espèces animales faisant l'objet d'un Plan régional d'actions dans les projets d'aménagements en Alsace » (CREAL, octobre 2015) :
 - En cas de projet d'aménagement soumis à procédure administrative et concerné par l'habitat du Crapaud vert : inventaires adaptés au zonage et, en cas de présence avérée d'individus, mise en place de mesures adaptées ;
 - En cas de projet d'aménagement non soumis à procédure administrative : mise en place éventuelles de mesures d'évitement et de réduction des impacts.

Les différents habitats naturels présents à Duttlenheim et permettant aux espèces de se développer seront préservés grâce au règlement graphique de PLU :

- Le cours d'eau du Bras d'Altorf, ses bergers et la ripisylve : classement de tout le tracé en zone N ;
- Zone à dominante humide : absence de projet d'ouverture à l'urbanisation ou d'extension de zone U ;
- Boisement : classement en zone N ;
- Milieux prairiaux : classements en zones N et A.

3.3. La préservation des fonctionnalités écologiques

Une orientation spécifique dans le PADD a été définie afin de préserver les continuités écologiques identifiées dans le territoire de Duttlenheim :



Réservoirs de biodiversité

- milieux humides
- milieux loessiques favorables au Hamster commun

Corridors écologiques

- axe de traversée de la faune à préserver
- corridor de la vallée alluviale
- corridor Crapaud vert

Eléments de fragmentation

- axe routier à trafic important
- zone urbanisée

SOURCES : DREAL GRAND EST ; BD ORTHO, 2015.

NOVEMBRE 2021



Trame Verte et Bleue et zonage du PLU



Deux grands réservoirs de biodiversité sont identifiés dans la Trame Verte et Bleue du territoire de Duttlenheim :

- le milieu lœssique, favorable au hamster et correspondant à la Zone de Protection Statique définie dans l'arrêté ministériel du 9 décembre 2016 : classement en zones A-inconstructible et AC constructibles uniquement pour les exploitants agricoles ;
- les milieux humides avérés : classement intégral en zone N.

Trois corridors écologiques ont été définis :

- Axe de traversée de la faune : classement en zone A, absence de projets ;
- Corridor à dominante aquatique et de vallée alluviale : classement en zone N ;
- Corridor pour le Crapaud vert : classement en zone A et quelques zones AC.

Enfin, dans le but de préserver des cœurs de nature en milieu urbain et de préserver les vergers et les jardins familiaux existants, deux zones UJ – secteurs de jardin, ont été créées.

Les vergers et les jardins familiaux présentent une biodiversité importante (nidification des oiseaux, passage de la petite faune) qu'il convient de préserver.



4. Gestion de l'eau

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure le PLU participe-t-il à une gestion durable des ressources en eau et intègre-t-il les risques liés à l'eau (ruissellements, inondations) ?

4.1. Ressource en eau

L'alimentation en eau est assurée à partir de puits de captages situés à proximité du ban communal mais le territoire n'est pas concerné par des périmètres de protection rapprochées ou éloignées.

Dans le cadre du PLU, la commune poursuivra son développement, engendrant une légère augmentation de la population et donc une hausse mesurée de la consommation d'eau potable qui ne s'avère pas problématique.

4.2. Risque de ruissellement

Les projets d'urbanisation augmenteront l'imperméabilisation des sols et donc le ruissellement des eaux pluviales.

La gestion des eaux de pluies, pour l'ensemble des zones doit être gérée en respect de la réglementation en vigueur en favorisant le stockage ou l'infiltration ou en cas d'impossibilité la rétention parcellaire.

Le règlement impose dans quasiment la totalité des zones urbaines et à urbaniser, de maintenir un pourcentage de terrain en espace perméable aux eaux pluviales afin de faciliter l'infiltration sur site.

De plus, les services techniques compétents en matière d'assainissement et de gestion des eaux pluviales indiquent que pour tous les projets, en particulier ceux d'une surface supérieure à un hectare d'emprise et ceux interceptant un bassin versant de plus d'un hectare, les rejets des eaux pluviales dans le réseau unitaire (un seul réseau pour les eaux usées et les eaux pluviales) ne sont plus autorisés et les rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel ou dans un réseau d'eaux pluviales deviennent une exception.

Le porteur de projet doit garantir une gestion des 10 premiers millimètres de pluie sur l'emprise de l'aménagement, y compris pour les voiries. Cela signifie que la grande majorité de l'eau de pluie interceptée sur le site, devra « rester » sur le lieu où elle tombe, en tout cas, pour les pluies les plus fréquentes (hors pluies d'orage ou exceptionnelles).

Tout porteur de projet est désormais tenu d'appliquer ces nouvelles dispositions et se doit de concevoir les projets en conséquence (infiltration, nouveaux revêtements, espaces verts drainants...).



4.3. Risque inondation

Le PPRI de la Bruche indique que la commune est soumise aux risques d'inondation pour le Bras d'Altorf. Cette zone inondable située à l'Est et à l'Ouest, le long du Bras d'Altorf, concerne une petite partie de la zone urbanisée.

La présence de digue contre les crues génère des risques particuliers : surverse par-dessus la crête de la digue, rupture de la digue en raison d'un défaut d'entretien ou de structure. Il s'agit essentiellement de zones naturelle (Bois du Birkenwald) et agricole situées au Nord du ban communal.

La zone urbaine du lotissement « Le Birkenwald » a pu être ouverte à l'urbanisation sous conditions lors de l'élaboration du PPRI.



5. Consommation des ressources énergétiques et qualité de l'air

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure le PLU contribue-t-il, au travers notamment des mesures prises pour limiter les déplacements automobiles et encourager les transports en commun et les modes doux, ou par une bonne orientation/isolation des bâtiments, à une meilleure gestion des ressources énergétiques et à une protection de la qualité de l'air ?

Aucune disposition réglementaire ne va à l'encontre d'un développement des énergies renouvelables sur le territoire communal.

De plus, l'obligation de création d'un pourcentage d'espaces verts sur l'unité foncière lors d'une opération de construction permettra d'augmenter la séquestration carbone.

La limitation de la constructibilité des zones UJ permet également d'augmenter le stockage carbone.

L'implantation des constructions suivant un gabarit permet aux futures constructions de s'implanter et de s'orienter de manière à bénéficier des apports solaires gratuits. Ainsi, les nouvelles constructions ont un impact très limité sur la qualité de l'air et la production des gaz à effet de serre.

La construction de nouveaux logements entraînera une augmentation sensible de la circulation routière dans le secteur concerné ainsi que des émissions de gaz à effet de serre liées aux installations de chauffage. Cette augmentation va donc conduire à de nouvelles émissions atmosphériques, difficilement quantifiables à ce stade du projet. Notons toutefois, que compte tenu des très faibles surfaces mises en jeu, l'ampleur des impacts sur l'air sera négligeable.

En revanche, les zones UX permettent aux entreprises existantes de se développer et donc potentiellement engendrer une légère augmentation d'émissions de polluants.

Le futur GCO, situé à plusieurs centaines de mètres de la zone urbaine à vocation d'habitat, engendrera également une augmentation des émissions de polluants. Les impacts ont été étudiés lors des études proposées à ce projet.

L'ensemble de ces éléments montre que le PLU aura un impact jugé faible sur la qualité de l'air.



6. Mise en valeur du patrimoine bâti et des paysages de la ville

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure le PLU participe-t-il à la mise en valeur du cadre de vie, du patrimoine bâti et des paysages urbains et ruraux ?

6.1. Mise en valeur du patrimoine bâti

Les orientations du PADD ont été traduites par un règlement graphique adapté en fonction du contexte local notamment la délimitation des différentes zones UA correspondant aux spécificités du centre ancien où le patrimoine doit être préservé.

Le règlement graphique est complété par des prescriptions dans le règlement écrit à travers la volumétrie, l'implantation des constructions, les qualités architecturales pour les projets de construction.

6.2. Mise en valeur des paysages

Afin de mettre en valeur les paysages du territoire de Duttlenheim, il a été retenu de réaliser un zonage tenant compte finement de l'occupation des sols actuels pour préserver à travers le règlement écrit ces zones homogènes qui s'adaptent aux données physiques et naturelles. Les limitations assez strictes de l'utilisation du sol conduisent à ne pas dénaturer les paysages naturels.

Dans le centre ancien, les règles de hauteur et d'emprise au sol, visent à conserver les formes urbaines traditionnelles et permettent de conserver un paysage urbain de qualité.

Des limitations d'emprise au sol ou d'imperméabilisation assureront la présence d'espaces verts dans la tache urbaine afin de concilier la densification et cadre de vie de qualité.

Le classement en zone N (zone largement inconstructible) permet de préserver les paysages boisés.

Le classement en zone UJ (zone largement inconstructible) prend en compte les espaces verts intra-urbains et permet de conserver des éléments de végétation dans une zone densément bâti.



7. Gestion des risques, des pollutions du sol, des nuisances sonores et de la protection de la santé humaine

Question environnementale posée :

Dans quelle mesure le PLU participe-t-il à limiter les risques et les nuisances portant atteinte à la santé humaine ?

7.1. Risques

Les principaux risques auxquels est confronté le ban communal de Duttlenheim sont liés à :

- Le risque d'inondation ;
- L'aléa retrait et gonflement des argiles ;
- Le risque sismique ;
- La présence d'un gazoduc en limite de ban.

Le risque inondation a été traité dans le paragraphe « Gestion de l'eau ».

Les aléas « retrait et gonflement des argiles » et « sismique » imposent le respect des normes spécifiques pour les constructions.

7.2. Pollution du sol

Concernant la pollution des sols, BASOL recense un site où une surveillance et un dispositif ont été mis en place pour permettre le confinement de la pollution des eaux souterraines.

7.3. Nuisance sonore

La commune de Duttlenheim est concernée par des contraintes liées aux infrastructures routières et ferroviaires qui induisent des obligations d'isolement acoustique. Elles concernent une petite partie de la zone urbaine.



F

Explications des choix



1. Choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement

Ce chapitre explique de quelle manière les enseignements du diagnostic ont été pris en compte dans chacun des éléments du dossier de PLU. Le diagnostic a mis en évidence, tous domaines confondus, les caractéristiques de la commune, ses atouts, ses faiblesses et ses besoins.

L'élaboration du PADD puis des orientations d'aménagement et enfin la traduction réglementaire (règlements graphique et écrit) ont été élaborés dans le souci constant de respecter, de protéger, de valoriser l'identité et la diversité de la commune et de mettre en œuvre les réponses nécessaire à la prise en compte des besoins de la commune et de tous ses habitants.

Le présent chapitre est organisé à partir des 3 axes du PADD :

Axe A – Maitriser le rythme de développement de la commune

Axe B – Prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers

Axe C – Maintenir le dynamisme du territoire

Pour chacun d'entre eux :

- le cadre vert permet d'expliquer les raisons qui ont conduit à retenir l'orientation ;
- le cadre orange précise des modalités de traduction du PADD dans le PLU ; certaines prescriptions contribuent à la prise en compte de plusieurs objectifs du PADD et ne sont développées qu'une seule fois.



Axe A : Maîtriser le rythme de développement de la commune

Orientation du PADD

1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques

Afin d'assurer un meilleur équilibre entre les différentes classes d'âge et pour adapter le parc de logements aux évolutions démographiques (vieillesse de la population, desserrement des ménages), une diversification de l'offre en logements est engagée.

2 – S'engager sur la maîtrise foncière des zones de développement urbain

La commune s'engage dans la réalisation de lotissements communaux afin de s'assurer du respect des dispositions réglementaires, de la qualité de l'exécution et de la prise en compte des besoins des habitants ou des futurs habitants.

3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain

En s'appuyant sur le potentiel de renouvellement et d'évolution du bâti dans l'enveloppe urbaine actuelle ainsi que sur la mobilisation des dents creuses, la réponse aux besoins en logements sera réalisée exclusivement dans l'enveloppe urbaine existante.

4 – Veiller à un développement urbain cohérent

Duttlenheim bénéficie d'une richesse patrimoniale et architecturale. Ainsi, les réhabilitations du bâti ancien veilleront à s'insérer dans le tissu urbain existant et à respecter les typo-morphologies de ce type de bâti.

Les zones d'extensions urbaines sont situées dans le prolongement du bâti existant afin que ces zones soient directement connectées au reste du village.

L'aménagement de la nouvelle zone doit permettre une collecte aisée des ordures ménagères par exemple.





Traduction réglementaire

Règlement graphique

Pour répondre aux besoins de logements, le règlement graphique classe en zones urbaines UA et UB, les dents creuses identifiées dans l'enveloppe urbaine.

Les fonds de parcelles des constructions situées rue de la Gare en limite avec le lotissement des Chevreuils (zones UB) sont constructibles. Une bande inconstructible est toutefois délimitée afin de préserver la qualité de vie des habitants.

Dans la commune, l'insertion des nouveaux projets, ainsi que celles des bâtiments réhabilités est mise en œuvre au travers du classement en zones différentes selon la typo-morphologie du bâti : la zone UA identifie le vieux village présentant des modes d'urbanisation caractéristiques du bâti traditionnel rural, alors que la zone UB englobe le tissu à large dominante pavillonnaire, réalisé à la périphérie du bâti ancien.

Règlement écrit

Le règlement écrit des zones UA et UB permet la constructibilité, dans les mêmes conditions de volumes et de modes d'implantation que pour le bâti existant dans lesquels s'inscrivent les dents creuses. Les dispositions réglementaires de la zone UB et de certaines zones UA (UA3 et UA4) visent à favoriser une meilleure utilisation du foncier : les règles d'implantations par rapport aux limites séparatives facilitent l'adaptation des constructions existantes, en permettant à la construction une implantation sur limite(s) séparative(s) sans excéder 15 mètres (longueur maximale cumulée) et 3,5 mètres de hauteur et ainsi étendre la construction de plain-pied par exemple. D'une façon plus globale, les règles en zones UA, UB et 1AU, d'implantation, de hauteur, d'emprise au sol ont pour objectif de favoriser un habitat plus diversifié dans ses formes et dans le respect de typologies existantes et visent à favoriser une meilleure utilisation du foncier.

Le règlement écrit définit également, pour chaque zone, des dispositions visant à faciliter l'intégration de ces projets dans le tissu bâti existant et la topographie : règles d'implantation et de hauteur notamment établies à partir de l'analyse du tissu. La hauteur des constructions définies permet la réalisation de constructions individuelles ou collectives tout à fait compatibles avec la silhouette de la commune.

Il définit, de plus, pour le secteur UA3, une implantation générale des constructions : faitage perpendiculaire à la rue.

Dans les zones à dominante d'habitat, les remblais en butte sont interdits. Des remblais entre le RdC et le terrain naturel sont toutefois autorisés au droit des portes-fenêtres à condition que la pente de ces remblais n'excède pas 10%.



Afin de limiter la multiplication de logements de petites surfaces qui ne correspondent pas majoritairement aux besoins des habitants et pour diversifier la taille des logements, en zones urbaines à destination d'habitat, pour toute opération de 6 logements ou plus, au moins 30% de ces logements doivent avoir une taille minimale de 80m².

Autres

Le Droit de Prémption pour les zones U et AU est mis en place à l'approbation du PLU.

Axe B : Prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers

Orientation du PADD

5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers

Le territoire communal comporte des espaces agricoles (terres cultivées et prairies) et des espaces boisés (bois du Birkenwald et ripisylve) d'une grande importance puisqu'ils représentent environ 80% de la surface totale du ban communal. Les espaces agricoles représentant un près de 75%. Ces espaces constituent des éléments importants du paysage de Duttlenheim et participent à l'équilibre écologique du territoire. C'est pourquoi ils doivent être préservés d'autant plus que certains sont des espaces naturels reconnus à l'échelle régionale (ZNIEFF type I).

6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager

Des ilots verts sont présents à l'intérieur de la commune ou en limite des zones urbaines. Ce sont de véritables espaces de respiration avec la présence de verger et de potager familiaux dans le tissu urbain mais également des espaces d'accueil pour la petite faune. Ces espaces contribuent au bien-être des habitants.

Les entrées de ville sont plutôt lisibles et marqués par le front bâti. Il faut veiller à l'impact visuel des bâtiments en entrée de ville.

Les prairies et les terres agricoles très présentes offrent des visions lointaines et ouvertes d'autant plus que le relief est relativement plat. Ainsi, il faut également veiller à l'impact visuel du bâti isolé (maisons d'habitations et abris pour animaux).



Explications des choix

7 – Prendre en compte les risques

La commune est soumise au risque d'inondation le long du Brad d'Altorf. L'objectif est la préservation des personnes et des biens face à ce risque, dans le respect des dispositions du PPRI de la Bruche.

Le Parc d'Activités Economiques de la Plaine de la Bruche comprend de nombreuses entreprises dont 3 susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulière relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Deux établissements sont soumis à autorisation et un à enregistrement.

8 – Préserver les continuités écologiques

Les cours d'eau, les grands espaces agricoles et les espaces boisés sont déterminant dans l'armature écologique du territoire.

Duttlenheim entend préserver le fonctionnement écologique de ces espaces et notamment : les 3 corridors écologiques (axe de traversée de la faune, le corridor de la vallée alluviale et celui du crapaud vert), les 2 réservoirs de biodiversité (milieux humides et milieux loessiques favorables au hamster commun) ainsi que les éléments identifiés au SRCE.

9 – Adopter les principes du développement durable

La commune s'inscrit dans les grands objectifs nationaux de réduction de consommations d'énergie et de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, en favorisant les constructions sobres en énergie et respectueuses de l'environnement. Les dispositifs permettant une logique d'urbanisme durable (utilisation de matériaux et/ou d'énergies renouvelables, volumes de constructions permettant les économies d'énergies, orientation des constructions pour profiter d'apports solaires gratuits en hiver...) sont encouragés.

Il convient également de limiter l'imperméabilisation des sols pour éviter une surcharge des réseaux d'eaux pluviales, en particulier lors de forts épisodes pluvieux ou orageux.

Traduction réglementaireRèglement graphique

Afin de préserver les terres cultivées et le Bois du Birkenwald, le règlement graphique prévoit le classement en zones A ou N de ces parcelles largement inconstructibles. Ces zones A et N regroupent les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques dont la préservation est un enjeu majeur pour la commune.

Le Bras d'Altorf et sa ripisylve sont classés en zone N pour prendre en compte leur importance paysagère et écologique.

Des secteurs AC ont été délimités et qui permettent aux exploitants agricoles de construire sous conditions.

Des zones UJ sont délimitées pour permettre de préserver un ilot vert en centre ancien et une zone de vergers et de potagers familiaux en limite de zone urbaine.



Règlement écrit

En zones A et N, seuls les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés sont autorisés sous conditions. Le règlement de la zone A autorise toutefois des constructions limitées pour les exploitants agricoles.

Le règlement écrit du secteur AC y autorise toutes les constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole. Il fixe également des dispositions visant à faciliter l'intégration de nouveaux projets ou extensions de bâtiments dans le paysage : règles d'implantation et de hauteur.

Afin de pérenniser l'activité agricole, la zone UA autorise sous conditions les exploitations agricoles.

Les constructions et opérations favorisant les économies d'énergies et l'implantation de projets d'urbanisme durable sont encouragées dans la mesure où aucune disposition spécifique ne limite l'utilisation de matériaux et/ou d'énergies renouvelables en zones UA et UB.

En zones urbaines (hors US et UJ) et à urbaniser, le règlement impose une part de surfaces non imperméabilisées variant de 20% à 25% dont une partie doit être traitée en espaces verts. Également, pour préserver le fonctionnement écologique, les clôtures en limites de zones A, N ou UJ sont adaptées pour permettre le passage de la petite faune.

Axe C : Maintenir le dynamisme du territoire

Orientation du PADD

10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire

En plus du Parc d'Activités de la Plaine de la Bruche que la commune souhaite préserver, il convient de permettre le développement et l'installation d'entreprises en cœur de ville.

11 – Prendre en compte les besoins en stationnement

La voiture reste le mode de déplacement le plus utilisé par les habitants, tant pour les trajets domicile/travail que dans le cadre des loisirs. Pour assurer la fluidité du trafic au travers des différents routes et rues de la ville, il est nécessaire de limiter la place de la voiture le long des voies. C'est dans cet objectif que la prise en compte, sur l'espace privé (et non le long du domaine public) des besoins en stationnement, adaptés à la nature et à la taille de l'opération, est prévue.



Explications des choix

12 – Maintenir et faire vivre le bon niveau d'équipement de la commune

Pour répondre aux besoins des habitants actuels et futurs, les équipements existants sont à préserver, qu'ils soient scolaires, sportifs ou de loisirs. Plus globalement, l'ensemble des équipements existants doit pouvoir évoluer en fonction des besoins (mais aussi des normes) afin que leur utilisation soit optimale. Il s'agit là d'un élément de qualité de vies des habitants qui profitent de ces équipements.

13 – Mettre en valeur le patrimoine local

Duttlenheim bénéficie d'une richesse patrimoniale importante. Sont présents des calvaires et des croix monumentales (la croix de calvaire située rue du General de Gaulle est inscrite aux Monuments Historiques), des puits ou encore de nombreux édifices remarquables. Les caractéristiques du bâtiment traditionnel alsacien sont également présentes et sont à conserver lors de réhabilitations.

14 – Encourager la mobilité alternative

Les cheminements doux existent et leur développement est encouragé même si la création de liaisons douces est délicate dans le centre ancien densément bâti.

15 – S'inscrire dans les politiques de déplacement actées à l'échelle de l'agglomération strasbourgeoise

Il est prévu que le GCO traverse le ban communal sur sa partie Est. Une aire de service est également prévue sur le territoire de Duttlenheim.

16 – Développer les communications numériques

La commune bénéficie d'une bonne desserte et souhaite étendre cette bonne desserte à toutes les nouvelles constructions.

Traduction réglementaireRèglement graphique

Le règlement délimite des zones UX et UC réservées à l'activité et des zones UE (collège, écoles etc...) réservées aux équipements.

Les zones UA identifient le centre ancien présentant des modes d'urbanisation caractéristiques du bâti traditionnel ou présentant un ensemble architectural intéressant. Quatre zones UA sont identifiées.

Le tracé du GCO est classé en zone agricole, une zone US a été délimitée afin de permettre l'implantation d'une aire de service.

Des emplacements réservés sont inscrits pour permettre la création de pistes cyclables ou pour permettre une éventuelle desserte vers le collège (par modes doux).



Règlement écrit

Les dispositions des zones UX et UC permettent à de nouvelles activités de s'installer et aux activités présentes de se développer. Le règlement écrit des zones UA et UB, au travers des destinations et des sous-destinations autorisées, permet l'implantation des commerces et activités de proximité, d'hébergements touristiques, de petites entreprises ou de professions libérales.

Concernant la prise en compte des besoins en stationnement en dehors de l'espace public, le règlement écrit impose un nombre de place minimal de places de stationnement à réaliser pour l'habitation dans toutes les zones à dominante résidentielle et en zones UC et UX. En zones UB, les règles d'implantation peu restrictives par rapport aux limites séparatives et facilement adaptables pour tous types de parcelles permettent l'implantation de garages sur limite séparative par exemple.

Les dispositions des zones UE sont peu contraignantes de façon à faciliter l'évolution des constructions existantes ou l'implantation de nouveaux équipements.

En zones UA, des dispositions sont prises en termes d'implantation et de respect des caractéristiques architecturales des toitures des constructions.

Les dispositions de la zone US sont peu contraignantes de façon à faciliter l'implantation de l'aire de service.

La volonté de maintenir l'accès à la desserte numérique se traduit par une disposition réglementaire imposant la mise en place de fourreaux ou de gaines enterrées entre le domaine public et les futures constructions, afin de permettre l'intégration de réseaux et de communication numérique au fur et à mesure de leurs réalisations.



2. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

2.1. Consommation foncière pour le logement

Dans le but d'évaluer les besoins potentiels en logements pour les années à venir ainsi que les surfaces à urbaniser nécessaires pour satisfaire ces besoins, un scénario basé sur l'étude de données statistiques permet d'estimer les besoins en logements à l'horizon 2035 en fonction de l'évolution anticipée de la population.

Pour évaluer les besoins en logements de la commune, plusieurs facteurs sont à prendre en compte :

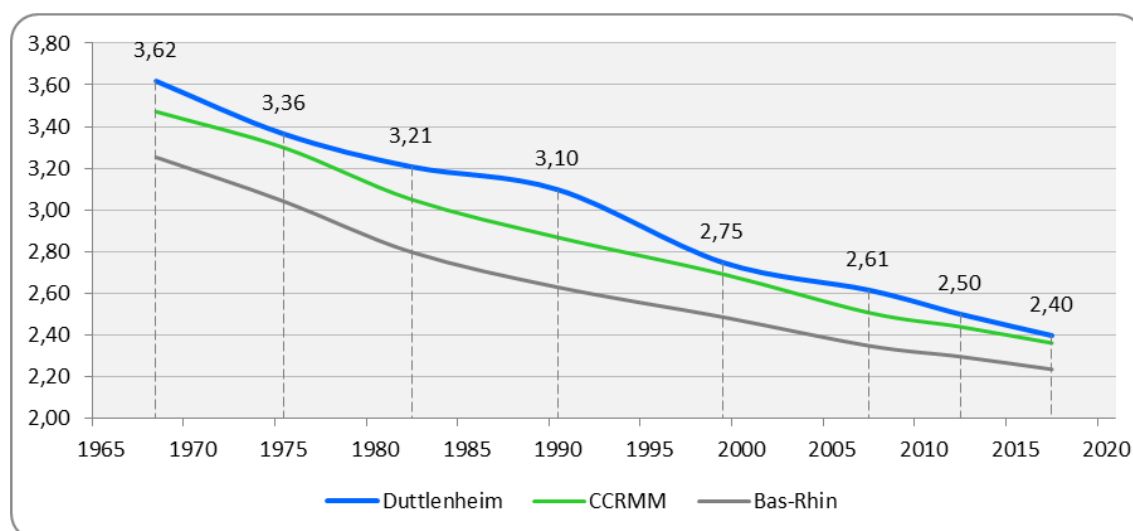
- Le desserrement des ménages ;
- Le renouvellement du parc de logements ;
- L'évolution de la démographie.

A noter que les logements évoqués dans le présent chapitre correspondent à des résidences principales.

2.1.1. Le desserrement des ménages

Le desserrement des ménages est un phénomène national, observé depuis les années 1960, qui consiste à une diminution de la taille des ménages.

La taille des ménages va continuer à se réduire progressivement dans les années à venir.



Evolution de la taille des ménages de la commune entre 1968 et 2017



En 2017, à Duttlenheim, la taille moyenne des ménages s'établit à 2,40 personnes.

On estime qu'à l'horizon 2035, la taille des ménages sera de l'ordre de 2,36 soit la valeur de la taille des ménages de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig (CCRMM) en 2017.

Cette diminution de la taille des ménages à 2,36 personnes par ménage en 2035 conduit à la création de **39 logements** pour maintenir la population de la commune.

2.1.2. Le renouvellement du parc de logements

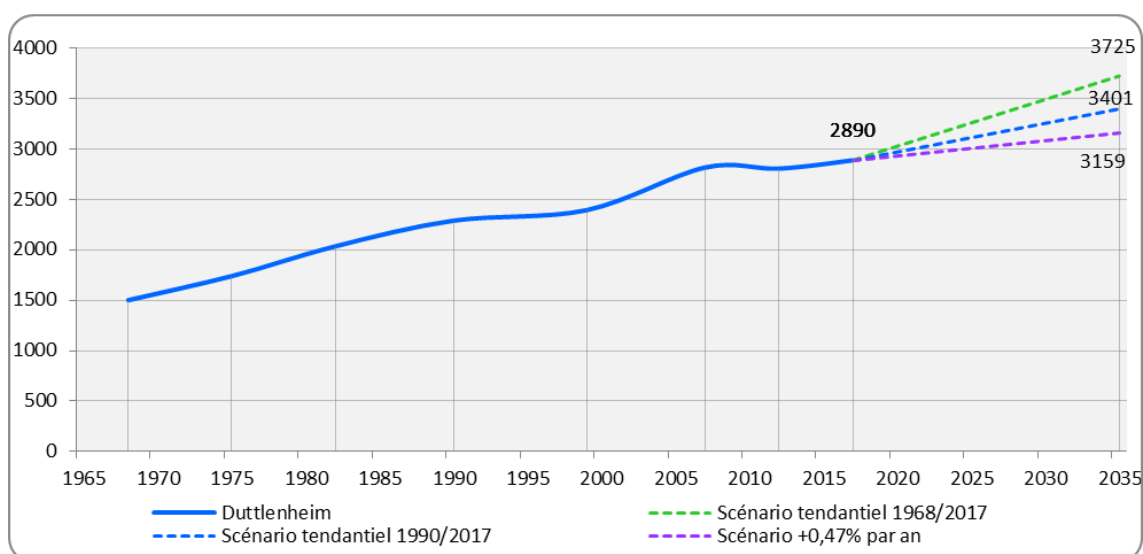
Les logements existants se renouvellent au fur et à mesure des rénovations, réhabilitations et démolitions-reconstructions.

On retient un taux de renouvellement de 0,1% du parc global, par an soit 1 185 résidences principales $\times 0,001 \times 18$ ans (horizon 2035).

Ainsi, les besoins liés au renouvellement du parc sont donc estimés à **21 nouveaux logements**.

2.1.3. Evolution de la démographie

La création de nouveaux logements est également nécessaire pour satisfaire la demande liée à l'évolution de la population communale.



Simulations d'évolution de la population de la commune

A partir des données issues des recensements de la population effectués par l'INSEE, 3 estimations de la population de Duttlenheim en 2035 sont effectués :

- le premier scénario (représenté en bleu sur le graphique) suit la tendance d'augmentation de la population communale entre 1990 et 2017 et conduit à 3 401 habitants à Duttlenheim soit une augmentation de 511 personnes ;
- le second scénario (représenté en vert sur le graphique) suit la tendance d'augmentation de la population communale entre 1968 et 2017 et conduit à 3 725 habitants à Duttlenheim soit une augmentation de 835 personnes.



Le dernier scénario présenté, et retenu, (en violet sur le graphique) correspond à scénario tendanciel entre 2007 et 2017 basé uniquement sur le solde naturel de Duttlenheim.

Ainsi, l'objectif communal tend vers une croissance moyenne annuelle d'environ +0,47% et donne, à l'horizon 2035, environ 3 159 habitants dans la commune soit une augmentation 269 personnes.

Cette croissance moyenne annuelle communale de +0,47% est comparable à celle de l'intercommunalité et à celle du département (environ +0,40%).

Ce scénario conduit à une augmentation de la création de logements d'environ 113 logements (nombre de personnes supplémentaires sur la taille des ménages estimée en 2035 (2,36)).

2.1.4. Synthèse

Les besoins en logements supplémentaires, à l'horizon 2035, sont de :

- 39 liés au desserrement des ménages ;
- 21 liés au renouvellement du parc ;
- 113 liés à l'évolution de la population ;

environ 173 logements à créer.

2.1.5. Les besoins en extension urbaine

Le chapitre précédent a démontré que le besoin moyen théorique d'environ 173 logements supplémentaires à créer à Duttlenheim à l'horizon 2035.

Entre 144 et 177 logements pourraient être créés dans le tissu urbain.

Ainsi, le besoin en extension urbaine se situe entre 0 et 29 logements.

En considérant une densité moyenne de 30 logements par hectare et un taux de mobilisation foncière de 80%, la surface réelle nécessaire en extension urbaine pour la création de nouveaux logements serait d'environ **1,0 hectare maximum**.

Toutefois, il est constaté que la totalité des logements peut être réalisée dans le tissu urbain existant.

2.2. Consommation foncière pour les activités économiques

Dans un premier temps, il a été retenu de ne pas envisager de consommation foncière supplémentaire pour des espaces d'activités.

Les entreprises sont identifiées et s'insèrent :

- soit dans la zone urbaine en compatibilité avec le voisinage d'habitation ;
- soit en dehors de la zone urbaine dans des périmètres clairement identifiées (exemple de la Parc d'Activités Economiques de la Plaine de la Bruche).

En revanche, l'aménagement du GCO a conduit à définir un périmètre constructible pour l'implantation d'une aire de service. La superficie de cette zone est d'environ **7,3 hectares**.



2.3. Consommation foncière pour les exploitations agricoles

Les activités agricoles sont présentes sur le territoire de Duttlenheim. En fonction des besoins, des extensions autour des sites existants ont été délimitées. Un nouveau site a été créé.



3. Justification des délimitations des zones prévues

3.1. Présentation générale du zonage

Pour tenir compte des diverses occupations du sol existantes et pour permettre la mise en œuvre des orientations du PADD, 13 zones ou secteurs de zones ont été définis ; chacun(e) d'entre eux (elles) dispose d'un règlement ou d'orientations d'aménagement et de programmation particulières.

Zone	Secteur	Désignation
Urbaine	UA1	Centre ancien – Constructions situées le long de la rue du Général de Gaulle
	UA2	Centre ancien – Autres secteurs
	UA3	Centre ancien – Constructions situées le long de la rue de la Gare (partie Nord)
	UA4	Centre ancien – Constructions situées le long de la rue de la Gare (partie Sud)
	UB	Extensions récentes
	UC	Secteur destiné à l'implantation des constructions à usage commercial
	UE	Secteur principalement destiné à l'implantation d'équipements publics ou d'intérêt général
	UJ	Secteur de jardins
	US	Secteur destiné à l'aire de service
	UX	Secteur d'activités
Agricole	A	Zone agricole inconstructible
	AC	Zone agricole constructible pour les exploitants agricoles
Naturelle	N	Zone naturelle inconstructible



3.2. Les zones Urbaines

Dix types de zones urbaines sont délimités sur le ban communal de Duttlenheim, il s'agit des zones UA1, UA2, UA3, UA4, UB, UC, UE, UJ, US et UX. Elles correspondent aux zones déjà urbanisées et aux zones où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

L'identification des zones urbaines s'appuie sur deux critères : la morphologie et les fonctions urbaines.

3.2.1. Zones UA – Centre ancien

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
<p>Les zones UA correspondent au centre ancien dans lequel est implanté le bâti traditionnel.</p> <p>Outre les fonctions centrées sur l'habitat, cette zone comprend également des commerces, des entreprises et des équipements publics (mairie, église...).</p> <p>Les zones UA1 et UA2 sont situées dans le périmètre de protection des Monuments Historiques.</p>	<p>Les règles adaptées visent à préserver les caractéristiques urbaines (règles d'implantation) et architecturales (aspect des constructions) du bâti ancien.</p> <p>Les dispositions du secteur UA1 située le long de la rue du Général de Gaulle imposent une implantation à l'alignement et en léger retrait sur au moins une limite séparative.</p> <p>Les dispositions du secteur UA2 imposent une implantation par rapport aux lignes de constructions existantes et en léger retrait sur au moins une limite séparative.</p> <p>Les dispositions du secteur UA3 imposent aux constructions un faitage perpendiculaire à la rue.</p> <p>Les dispositions des secteurs UA3 et UA4 permettent une implantation suivant un gabarit.</p>	<p>O1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques.</p> <p>O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain.</p> <p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O9 – Adopter les principes du développement durable.</p> <p>O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire.</p> <p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p> <p>O16 – Développer les communications numériques.</p>


Explications des choix

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
	Les règles permettent la mixité des fonctions car même si la zone UA est à dominante d'habitat, les exploitations agricoles (à condition qu'elles soient implantées sur l'unité foncière d'une exploitation agricole existante), les commerces, les restaurants, les professions libérales et les hébergements touristiques y sont autorisés ainsi que les industries et les entrepôts (sous conditions).	

3.2.2. Zone UB – Extensions récentes

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
La zone UB couvre le développement linéaire le long des voies et des chemins mais également le développement sous formes de lotissements ou d'opérations d'aménagement. Il englobe également l'opération d'aménagement de 49 logements « Le Birkenwald » en cours de réalisation.	La zone UB est une zone à forte dominante d'habitat résidentiel sous forme majoritairement de maisons individuelles implantées en retrait de la voie et souvent des limites séparatives. Des activités économiques compatibles avec la vie d'un quartier y sont très ponctuellement implantées. Ce secteur peut permettre le développement de la fonction résidentielle dans un contexte de mixité sociale. Les règles sont adaptées pour permettre de conserver un tissu urbain aéré et la qualité de vie des habitants. La mixité des fonctions est favorisée pour éviter de créer des quartiers uniquement pavillonnaires.	O1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques. O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain. O9 – Adopter les principes du développement durable. O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire. O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement O16 – Développer les communications numériques.



3.2.3. Zone UC – Secteur destiné à l'implantation des constructions à usage commercial

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
La zone UC couvre l'actuel supermarché situé dans le tissu urbain existant.	Les dispositions réglementaires veillent à insérer les constructions dans le tissu urbain (recul d'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives et hauteur des bâtiments limité). Le règlement prévoit également de limiter l'impact visuel des bâtiments en interdisant les façades ou les toitures de couleurs vives.	O9 – Adopter les principes du développement durable. O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire. O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement. O16 – Développer les communications numériques.

3.2.4. Zone UE – Secteur principalement destiné à l'implantation d'équipements publics ou d'intérêt général

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
La zone UE est principalement destinée à l'implantation d'équipements publics ou d'intérêt général. Il englobe la salle socio-culturelle, les écoles, le collège....	Les dispositions réglementaires de cette zone sont peu contraignantes de façon à faciliter l'évolution des constructions existantes ou l'implantation de nouveaux équipements.	O9 – Adopter les principes du développement durable. O12 – Maintenir et faire vivre le bon niveau d'équipement de la commune. O16 – Développer les communications numériques.



3.2.5. Zone UJ – Secteur de jardins

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
<p>La zone UJ correspond à une « zone verte » en cœur de ville à préserver car elle permet une respiration au sein du tissu bâti.</p> <p>Une seconde zone UJ est délimitée à proximité du cimetière. Cette zone est actuellement occupée par des vergers et des jardins familiaux. Outre le fait qu'elle constitue un véritable espace de bien-être et de repos pour les habitants, elle représente un grand intérêt écologique : nidification des oiseaux, protection de la petite faune. Il est effectivement régulièrement constaté que la biodiversité en zone urbaine ou en périphérie était plus importante qu'en plein champs.</p> <p>C'est pourquoi, cette zone est repérée au règlement graphique par une trame spécifique et au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.</p>	<p>Ce zonage spécifique vise à limiter largement la constructibilité : seule une construction d'une surface de moins de 5m² et d'une hauteur limitée à 3 mètres est autorisée par unité foncière.</p>	<p>O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.</p>

3.2.6. Zone US – Secteur destiné à l'aire de service

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
<p>La zone US est délimitée afin de permettre l'implantation d'une aire de service.</p>	<p>Les dispositions réglementaires de cette zone sont peu contraignantes de façon à faciliter l'implantation des nouvelles constructions.</p>	<p>O9 – Adopter les principes du développement durable.</p> <p>O15 – S'inscrire dans les politiques de déplacement actées à l'échelle de l'agglomération strasbourgeoise.</p> <p>O16 – Développer les communications numériques.</p>



3.2.7. Zone UX – Secteur d'activités

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
La zone UX couvre les entreprises actuellement implantées dans le Parc d'Activités Economiques de la Plaine de la Bruche.	Les dispositions réglementaires veillent à permettre l'installation de nouvelles activités et aux entreprises existantes de se développer.	O7 – Prendre en compte les risques. O9 – Adopter les principes du développement durable. O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire. O16 – Développer les communications numériques.

3.3. Les zones Agricoles

Les zones agricoles englobent l'ensemble des surfaces et secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Elle est de ce fait très largement inconstructible.

3.3.1. Zone A – Zone agricole inconstructible

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
Hormis au Nord-Ouest (Bois du Birkenwald), la zone agricole encercle toute la zone urbaine.	Ces zones agricoles sont largement inconstructibles sauf pour les exploitants agricoles (constructibilité limitée sous conditions) afin de préserver notamment les terres agricoles et les continuités écologiques.	O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers. O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager. O8 – Préserver les continuités écologiques. O9 – Adopter les principes du développement durable.



3.3.2. Secteur AC - Zone agricole constructible pour les exploitants agricoles

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
Les secteurs AC ont été délimités en fonction des besoins des exploitants agricoles.	Ces secteurs agricoles doivent également être préservées de l'urbanisation mais tout en permettant aux exploitations agricoles présentes de se développer ou à de nouveaux agriculteurs de s'installer. Ces secteurs sont délimités en fonction des besoins afin d'éviter les mitages et afin de préserver les paysages.	O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers. O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager. O8 – Préserver les continuités écologiques. O9 – Adopter les principes du développement durable.

3.4. Les zones Naturelles et forestières

Les zones naturelles et forestières comprennent les secteurs de la commune à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment d'un point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière soit de leurs caractères d'espaces naturels.

Caractéristiques générales de la zone	Critères de définition de la zone	Lien avec le PADD
Les zones naturelles N correspondent essentiellement au Bois du Birkenwald et à la ripisylve le long du Bras d'Altorf.	Les zones naturelles ont été délimitées à partir de l'usage des sols et le maintien de la biodiversité. Elles sont largement inconstructibles. Les constructions existantes n'ont pas vocation à se développer. L'aménagement et la réfection de ces constructions sont toutefois autorisés.	O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers. O8 – Préserver les continuités écologiques.



3.5. Superficie des zones

Le différentiel éventuel de surface par rapport à la superficie officielle du ban communal est lié à la numérisation du plan de zonage sur le Système d'Information Géographique.

Dénomination des zones	Superficie au POS en ha	Superficie au PLU en ha
ZONES URBAINES		
UA	28,0	
UA1		7,4
UA2		19,0
UA3		3,8
UA4		1,9
UB	47,7	53,7
UC		0,9
UE	7,1	15,0
UJ		1,3
US		7,3
UX	56,7	58,1
Total	139,5	168,4
ZONES A URBANISER		
NA1	11,6	
NAE	8,4	
NAX	7,3	
IINA	15,0	
Total	42,3	0,0
ZONES AGRICOLES		
NC	589,2	
A		606,9
AC		22,6
Total	589,2	629,5
ZONES NATURELLES ET FORESTIERES		
ND	97,8	
N		70,3
Total	97,8	70,3
TOTAL GENERAL	868,8	868,1



4. Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD et complémentarité de ces dispositions avec les OAP

4.1. Dispositions générales




Les dispositions générales du règlement précisent :














































































- Le champ d'application du règlement ;
- La définition des différentes zones et des secteurs de zones qui couvrent le territoire et des différents périmètres portés sur le plan de règlement ;
- La définition d'un certain nombre de termes employés dans le règlement.

Les schémas figurant au règlement ont, sauf mention particulière, valeur d'illustration.

4.2. Destinations des constructions, usages des sols et natures des activités

Les tableaux ci-dessous présentent synthétiquement l'ensemble des constructions, usages et activités et précisent pour chaque zone ou secteur de zone, lesquels font l'objet d'interdiction, de conditions particulières ou en l'absence de mention dans le règlement écrit sont autorisées.

 Autorisé	 Interdit	 Soumis à condition
--	--	--

	UA	UB	UC	UE	UJ	US	UX
CONSTRUCTIONS OU INSTALLATIONS							
- Exploitation agricole							
- Exploitation forestière							
- Logement							
- Hébergement							
- Artisanat et commerce de détail							
- Restauration							
- Commerce de gros							
- Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle							
- Hébergement hôtelier et touristique							
- Cinéma							
- Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés							



	UA	UB	UC	UE	UJ	US	UX
CONSTRUCTIONS OU INSTALLATIONS							
- Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés							
- Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale							
- Salles d'art et de spectacles							
- Equipements sportifs							
- Autres équipements recevant du public							
- Industrie							
- Entrepôt							
- Bureau							
- Centre de congrès et d'exposition							

En zones urbaines (**UA et UB**) et à **urbaniser**, les constructions interdites restent rares en lien avec l'article R151-18 du code de l'urbanisme. Seules les exploitations forestières, les commerces de gros et les centres de congrès et d'exposition sont interdits en raison de l'absence de besoin dans les zones urbaines ou de leur dimension inadaptée pour une ville considérée comme un pôle relais où de la gêne que pourrait occasionner ce type de constructions (accès, nuisances sonores etc...).

Quelques constructions sont interdites ou soumises à condition, il s'agit :

- des exploitations agricoles : seules les exploitations en **zones UA et UB** sont autorisées à condition qu'elles soient implantées sur l'unité foncière d'une exploitation agricole existante ;
- des constructions liées à « l'artisanat et commerce de détail » en **zones UA, UB et 1AU** qui sont autorisées à condition que la surface de plancher ne dépasse pas 300 m² ;
- des établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale en **zones UA et UB** qui sont autorisés à condition qu'ils ne soient pas implantés à proximité des voies à fort trafic (RD392) ;
- des industries : autorisées en **zones UA et UB** à condition que l'activité soit compatible avec le voisinage d'habitation ;
- des entrepôts : autorisés en **zones UA et UB** à condition que la surface de plancher ne dépasse pas 100 m².

La vocation de la **zone UC** est d'accueillir des constructions à usage commercial. Ainsi, plusieurs constructions sont interdites ou soumises à condition, il s'agit :

- des exploitations agricoles et forestières ;
- des habitations ;
- des restaurants : autorisés à condition qu'ils soient intégrés à un ensemble commercial ;
- des commerces de gros, des activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, des hébergements hôteliers et touristiques et des cinémas ;



Explications des choix

- des industries ;
- des entrepôts et des bureaux : autorisés à condition qu'ils soient liés à une activité commerciale.

La vocation de la **zone UE** est d'accueillir des équipements d'intérêt collectif et des services publics. Ainsi, seules les constructions de cette destination sont autorisées

La **zone UJ** est un secteur de jardins à préserver. Toutes les constructions y sont interdites, hormis les abris de jardins à condition que l'emprise au sol et la hauteur de la construction soient limitées et qu'elle ne soit pas raccordée aux réseaux. Les piscines sont également interdites.

La vocation de la **zone US** est d'accueillir des constructions destinées à l'aire de service. Ainsi, plusieurs constructions sont interdites ou soumises à condition, il s'agit :

- des exploitations agricoles et forestières ;
- des habitations ;
- des commerces de gros, des hébergements hôteliers et touristiques et des cinémas ;
- des équipements d'intérêt collectif et des services publics hormis les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés qui sont soumis à condition : qu'ils soient liés à l'autoroute A355 ;
- des autres activités des secteurs secondaire et tertiaire.

La **zone UX** est un secteur d'activités. Les exploitations agricoles et forestières sont donc interdites, les logements sont autorisés sous conditions (logements de fonction ou de gardiennage).

Toutes les constructions sont interdites en **zones agricoles et naturelles** car ces zones ne sont pas des espaces à construire en conformité avec les articles R151-23 et R151-25 du code de l'urbanisme. Néanmoins, quelques constructions sont possibles sous conditions. Il s'agit de construction à destination :

- agricole (y compris les constructions nécessaires au stockage et à l'entretien du matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréés) pour les exploitants agricoles en **zone A (sous conditions) et AC** ;
- d'habitation pour les exploitants agricoles en **secteur AC** ;
- de locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés pour les **zones A, AC et N** à condition de ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- des constructions, aménagements et installations de faible emprise nécessaires à l'activité agricole pour les **zones A et AC** ;
- des constructions et des aménagements nécessaires à l'implantation d'une aire de lavage des machines agricoles intercommunale en **zone A**.



En **zone N**, l'aménagement et la réfection des constructions existantes à la date d'approbation du présent PLU sans changement de destination et sans création de logements supplémentaires sont autorisés.

	UA	UB	UC	UE	UJ	US	UX
- Terrasse de plain-pied							
- Mur							
- Clôture							
- Caveau et monument funéraire							
- Habitation légère de loisir							
- Eolienne terrestre							
- Ouvrage de production électrique d'énergie solaire							
- Ligne électrique							
- Ouvrage d'infrastructure							
- Châssis et serre							
- Plateforme et fosse							
o Affouillement et exhaussement							
o Aménagement ou mise à disposition des campeurs de terrain							
o Terrain pour résidences démontables							
o Terrain de camping							
o Parc résidentiel de loisirs							
o Terrain pour la pratique des sports ou loisirs motorisés							
o Parc d'attraction							
o Golf							
o Aire de jeux et de sport							
o Aire de stationnement ouverte au public							
o Dépôts de véhicule, garage collectif de caravanes, résidence mobile de loisirs							
o Aire d'accueil et terrains familiaux des gens du voyage							

Les caveaux et les monuments funéraires sont interdits dans toutes les zones afin de les orienter vers le nouveau cimetière classé en **UE**.

Les habitations légères de loisir sont interdites car aucune zone spécifique à ce type d'occupation du sol n'est souhaitée sur le territoire de Duttlenheim.

Les plateformes et fosses sont nécessaires aux activités agricoles, elles sont donc interdites dans toutes les zones urbaines.



Explications des choix

Les terrasses de plain-pied, les châssis et les serres et les aires de stationnement privées sont interdits en **zone UJ** où la constructibilité est limitée et où la limitation de l'artificialisation des sols est recherchée.

Afin d'encourager l'agriculture familiale, les serres et les châssis sont autorisés en zones à dominante d'habitat sous conditions.

Au niveau des aménagements, ils sont tous interdits à l'exception de quelques-uns qui restent nécessaires pour le territoire de Duttlenheim, il s'agit :

- des affouillements et exhaussements du sol dans toutes les zones et sous conditions y compris pour les **zones A et N** ;
- des aires de jeux et de sport en zones urbaines et à urbaniser (**UA, UB, UC, UE, US et 1AU**) pour assurer des loisirs de proximité aux habitants ;
- des aires de stationnement ouvertes au public dans toutes les zones exceptées les zones de jardins (**UJ**) pour organiser les besoins du territoire ;
- des dépôts de véhicule, garages collectifs de caravanes, résidences mobiles de loisir en **zone UE**, seule zone dont la vocation serait susceptible d'accueillir ce genre d'aménagement ;
- des ouvrages et des installations liées à la création ou l'exploitation de réseaux et des voies dans **toutes les zones**.

En zones naturelles et agricoles (**A et N**), tous les usages et affectations du sol sont interdits sauf ceux nécessaires aux exploitations agricoles pour la zone A (plateformes et fosses, édification de clôtures) pour la zone A, pour les travaux de renaturation des cours d'eau et pour certains équipements publics (ouvrages et installations liés à la construction ou l'exploitation des réseaux et des voies) pour les **zones A et N**.



4.3. Mixité fonctionnelle et sociale

a) Zones UA et UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Pour toute opération entraînant la création de 6 logements ou plus, au moins 30% de ces logements (chiffre arrondi à l'entier supérieur) devront avoir une taille minimale de 80m ² .	Cette règle vise à répondre aux besoins des habitants et futurs habitants permet de diversifier les typologies de logements assurant la possibilité d'un parcours résidentiel complet.	O1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques.

b) Zones UC, UJ, US, UX, A et N

Non règlementé.

4.4. Volumétrie et implantation des constructions

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction s'implantera en respectant un recul minimal de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau.</p> <p>Les remblais en butte sont interdits. Toutefois, des remblais de raccordement entre le rez-de-chaussée et le terrain naturel sont autorisés au droit des portes-fenêtres lorsque la pente de ces remblais n'excède pas 10%.</p> <p>Dans le secteur UA3, les constructions principales s'implantent avec un faitage perpendiculaire à la rue de la Gare.</p>	<p>Cette disposition vise à s'inscrire dans les orientations fixées par le SDAGE et assure la préservation des ripisylves.</p> <p>Afin d'assurer une bonne insertion des constructions dans le paysage environnant, les modifications du terrain naturel sont limitées.</p> <p>Dans le secteur UA3, les règles édictées visent à préserver les caractéristiques très particulières des constructions situées rue de la Gare dont les faitages sont perpendiculaires à la rue.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O8 – Préserver les continuités écologiques.</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p>



Explications des choix

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction s'implantera en respectant un recul minimal de 6 mètres par rapport aux berges des cours d'eau.</p> <p>Les remblais en butte sont interdits. Toutefois, des remblais de raccordement entre le rez-de-chaussée et le terrain naturel sont autorisés au droit des portes-fenêtres lorsque la pente de ces remblais n'excède pas 10%.</p>	<p>Cette disposition vise à s'inscrire dans les orientations fixées par le SDAGE et assure la préservation des ripisylves.</p> <p>Afin d'assurer une bonne insertion des constructions dans le paysage environnant, les modifications du terrain naturel sont limitées.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O8 – Préserver les continuités écologiques.</p>

c) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction s'implantera en respectant un recul minimal de 15 mètres par rapport aux berges des cours d'eau.</p> <p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol s'implantera en respectant un recul minimal de 30 mètres par rapport aux lisières forestières.</p>	<p>Ces dispositions visent à s'inscrire dans les orientations fixées par le SDAGE et celles fixées par le SCoT Bruche-Mossig arrêté et assurent la préservation des ripisylves et des espaces naturels</p>	<p>O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers.</p> <p>O8 – Préserver les continuités écologiques.</p>

d) Zone N

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction s'implantera en respectant un recul minimal de 30 mètres par rapport aux berges des cours d'eau et aux lisières forestières.</p>	<p>Ces dispositions visent à s'inscrire dans les orientations fixées par le SDAGE et celles fixées par le SCoT Bruche-Mossig arrêté et assurent la préservation des ripisylves et des espaces naturels</p>	<p>O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers.</p> <p>O8 – Préserver les continuités écologiques.</p>



4.4.2. Implantation par rapport aux voies publiques ou privées

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Dans le secteur UA1</u></p> <p>La totalité du nu de la façade sur rue des constructions doit être édifiée à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>Il peut être dérogé à la règle de l'alinéa précédent si un mur plein d'une hauteur comprise entre 1,8 et 2,3 mètres est érigé sur la totalité de l'alignement (hors portail). Dans ce cas, la totalité du nu de la façade des constructions s'implante à une distance maximale de 5 mètres par rapport à l'alignement.</p> <p>Les ouvertures directes (type porte de garage, accès direct...) sur les voies des constructions destinées au stationnement des véhicules automobiles ou des cycles sont interdites.</p>	<p>Dans les secteurs UA, les règles édictées visent à préserver les caractéristiques très particulières du bâti traditionnel alsacien et notamment sa volumétrie.</p> <p>Les règles d'implantation permettent d'assurer la continuité du front bâti.</p> <p>Cette disposition vise à assurer la sécurité sur une voie où le trafic est important.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p>



Explications des choix

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Dans le secteur UA2</u></p> <p>La totalité du nu de la façade sur rue des constructions doit être édifiée soit dans une bande formée par le prolongement des façades des constructions voisines existant de part et d'autre, soit à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>Les débords de toiture sur l'emprise publique sont autorisés à condition que la hauteur de la construction soit supérieure à 4,5 mètre et sont limités à 45 cm.</p>	<p>Les règles d'implantation permettent d'assurer la continuité du front bâti.</p>	
<p><u>Dans le secteur UA3</u></p> <p>La totalité du nu de la façade sur rue des constructions doit être édifiée dans une bande formée par le prolongement des façades des constructions voisines existant de part et d'autre.</p>	<p>Cette disposition vise à assurer la sécurité sur les voies.</p>	
<p><u>Dans le secteur UA4</u></p> <p>La totalité du nu de la façade sur rue des constructions s'implante :</p> <ul style="list-style-type: none"> entre 2 et 4 mètres par rapport à l'alignement pour les constructions situées rue de la Gare. avec un retrait minimum de 4 mètres par rapport à l'alignement pour les constructions situées dans les autres rues. 	<p>Les règles d'implantation permettent d'assurer la continuité du front bâti.</p>	

**b) Zone UB**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Le nu de la façade des constructions s'implante à une distance comprise entre 3 et 5 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>Les carports peuvent s'implanter à l'alignement.</p> <p>Les annexes s'implantent à une distance d'au moins 3 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p>	<p>La règle d'implantation des constructions permet la préservation d'une structure urbaine de type extension récente tout en permettant la densification de ces espaces. L'implantation par rapport aux voies vise à pérenniser les modes d'implantation en retrait de la voie (hormis pour les carports) afin de permettre le stationnement des véhicules devant la construction tout en permettant l'implantation en seconde ligne.</p> <p>Toujours dans un souci, de préservation de la structure urbaine, les annexes ne peuvent s'implanter devant les constructions principales.</p>	<p>O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain.</p> <p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>

c) Zone UC

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction doit respecter un recul minimum de 10 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p>	<p>L'implantation des constructions visent à respecter un recul par rapports aux voies publiques ou privées pour une bonne visibilité des usagers.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

d) Zone US

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction doit respecter un recul minimum de 15 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer.</p>	<p>L'implantation des constructions visent à respecter un recul par rapports aux voies publiques ou privées pour une bonne visibilité des usagers.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



Explications des choix

e) Zone UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Le nu de la façade des constructions s'implante à une distance au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> à 25 mètres de l'axe de la RD 147 ; à 10 mètres par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées existantes à modifier ou à créer. 	<p>L'implantation des constructions visent à respecter un recul par rapports aux voies publiques ou privées pour une bonne visibilité des usagers.</p> <p>Pour des raisons de sécurité, un recul minimal d'implantation est obligatoire le long de la RD147.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire.</p>

f) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Le nu de la façade de toute construction doit être édifiée en respectant un recul minimal de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 mètres par rapport à l'axe central de la RD392 ; 15 mètres par rapport à l'axe central des autres RD ; 6 mètres par rapport à l'axe des autres voies publiques ou privées existantes, à modifier ou à créer. 	<p>L'implantation des constructions visent à respecter un recul par rapports aux voies publiques ou privées pour une bonne visibilité des usagers.</p> <p>Pour des raisons de sécurité, un recul minimal d'implantation est obligatoire le long des RD.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers.</p>

g) Zones UE, UJ et N

Non règlementé



4.4.4. Implantation par rapport aux limites séparatives

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Dans les secteurs UA1 et UA2</u></p> <p>Pour au moins une limite séparative latérale, le nu de la façade des constructions s'implante :</p> <ul style="list-style-type: none">soit en respectant un recul selon une implantation « en schlupf » c'est-à-dire de 0,80 mètre ; ce recul peut être réduit jusqu'à 0,50 mètre si un bâtiment est implanté sur la parcelle voisine au droit du bâtiment projeté. Dans tous les cas, la distance entre les 2 constructions doit être comprise entre 0,6 et 0,8 mètre ;soit sur limite séparative.	<p>La règle vise à conserver le mode d'implantation du bâti traditionnel « en schlupf » ou sur limites.</p>	<p>O1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques.</p> <p>O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain.</p> <p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p>
<p><u>Dans les secteurs UA3 et UA4</u></p> <p>Sauf dispositions spécifiques précisées au règlement graphique, les constructions doivent être comprises dans un gabarit formé par une verticale de 3,5 mètres de hauteur mesurée en tout point de la limite parcellaire du terrain naturel avant travaux et d'une oblique de 45° prenant appui sur le point de la verticale.</p>	<p>L'implantation par rapport aux limites séparatives permet d'optimiser le foncier en autorisant les constructions sur limite(s) ou proche des limites tout en veillant à la qualité de vie des habitants en imposant une hauteur et une longueur sur limite(s).</p>	
<p><u>Dans l'ensemble de la zone UA</u></p> <p>Les piscines s'implantent à une distance minimale de 1 mètre par rapport à la limite séparative.</p> <p>La longueur maximale cumulée des façades implantées sur limites séparatives ou à moins de 1 mètre de la limite ne doit pas excéder 15 mètres.</p>	<p>Pour des raisons techniques de mise en œuvre et pour pérenniser les installations, les piscines doivent s'implanter en retrait des limites séparatives.</p> <p>Cette disposition vise à conserver la qualité de vie des habitants.</p>	



Explications des choix

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Les constructions doivent être comprises dans un gabarit formé par une verticale de 3,5 mètres de hauteur mesurée en tout point de la limite parcellaire du terrain naturel avant travaux et d'une oblique de 45° prenant appui sur le point de la verticale.</p> <p>La longueur maximale cumulée des façades implantées sur limites séparatives ou à moins de 1 mètre de la limite ne doit pas excéder 15 mètres.</p> <p>Les piscines s'implantent à une distance minimale de 1 mètre par rapport à la limite séparative.</p>	<p>L'implantation par rapport aux limites séparatives permet d'optimiser le foncier en autorisant les constructions sur limite(s) ou proche des limites tout en veillant à la qualité de vie des habitants en imposant une hauteur et une longueur sur limite(s).</p> <p>Pour des raisons techniques de mise en œuvre et pour pérenniser les installations, les piscines doivent s'implanter en retrait des limites séparatives.</p>	<p>O1 – Adapter le parc de logements aux évolutions démographiques.</p> <p>O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain.</p> <p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

c) Zone UC

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Les constructions s'implantent avec un recul minimum des limites séparatives de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 mètres pour les bâtiments ayant une emprise inférieure ou égale à 400 m² ; 6 mètres pour les bâtiments ayant une emprise supérieure à 400 m². 	<p>Les constructions s'implantent en retrait des limites séparatives, les zones contiguës étant des zones à dominante d'habitat.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire.</p>

d) Zone UJ

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Les constructions s'implantent à une distance minimale de la limite séparative de 0,5 mètre.</p>	<p>Afin d'assurer un entretien autour des constructions, ces dernières doivent s'implanter à au moins 0,5 mètre des limites séparatives</p>	<p>O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.</p>

**e) Zone UX**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Le nu de la façade des constructions s'implantent à une distance au moins égale à 3 mètres des limites séparatives.	L'implantation par rapport aux limites séparatives permet notamment l'extension des entreprises existantes.	O10 – Encourager le développement des entreprises sur le territoire.

f) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Le nu de la façade des constructions s'implantent à une distance au moins égale à 3 mètres des limites séparatives. Les piscines s'implantent à une distance minimale de 1 mètre par rapport à la limite séparative.	L'implantation par rapport aux limites séparatives permet d'optimiser le foncier. Pour des raisons techniques de mise en œuvre et pour pérenniser les installations, les piscines doivent s'implanter en retrait des limites séparatives.	O3 – Limiter la consommation foncière et l'étalement urbain. O5 – Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers.

g) Zones UE, US et N

Non règlementé.

4.4.5. Emprise au sol**a) Zone UJ**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
L'emprise au sol de la construction n'excèdera pas 5m ² .	La volumétrie est encadrée à travers une limitation d'emprise au sol afin de maintenir les espaces de jardin en zone urbaine.	O6 – Protéger la valorisation du cadre naturel et paysager.

b) Autres zones

Non règlementé



4.4.6. Hauteur des constructions

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à : <ul style="list-style-type: none"> 11 mètres au faitage dans les secteurs UA1 et UA2 ; 9 mètres au faitage dans les secteurs UA3 et UA4. 	La limitation de hauteur est exprimée en cohérence avec le bâti existant.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à 11 mètres au faitage. La hauteur totale des carports est limitée à 2,5 mètres hors tout.	La limitation de hauteur est exprimée en cohérence avec le bâti existant.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

c) Zone UC

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à : <ul style="list-style-type: none"> 13 mètres au faitage ; 9 mètres à l'acrotère. 	La limitation de hauteur est exprimée en cohérence avec le bâti existant.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

d) Zone UJ

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à 3 mètres.	En plus de l'emprise au sol, la volumétrie est encadrée à travers une limitation de la hauteur afin de maintenir les espaces de jardin en zone urbaine.	O6 – Protéger la valorisation du cadre naturel et paysager.

**e) Zone US**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à 12 mètres hors tout.	La limitation de hauteur est exprimée en cohérence avec le type de bâti autorisé dans cette zone.	O15 – S’inscrire dans les politiques de déplacement actées à l’échelle de l’agglomération strasbourgeoise.

f) Zone UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur totale des constructions est limitée à 12 mètres hors tout.	La limitation de hauteur est exprimée en cohérence avec le bâti existant.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

g) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>La hauteur totale des constructions est limitée à :</p> <ul style="list-style-type: none">• 9 mètres au faîtage pour les constructions à usage d’habitation ;• 12 mètres au faîtage pour les autres constructions. <p>La hauteur totale des abris de pâture est limitée à 3,5 mètres.</p>	La volumétrie est encadrée à travers une limitation de hauteur dans la zone agricole.	O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.

h) Zones UE et N

Non réglementé.



4.5. Qualité architecturale, environnementale et paysagère

4.5.1. Caractéristiques architecturales des façades des constructions

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
L'isolation par l'extérieur des constructions à pans de bois est interdite.	Cette règle vise à préserver le patrimoine local.	O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.

b) Zone UC

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Les matériaux de surfaces extérieures des bâtiments à implanter devront être traités de manière à optimiser l'insertion des bâtiments dans leur environnement en évitant les teintes vives. Ils devront être non réfléchissants et dans des teintes qui s'insèrent dans leur environnement proche.	Cette règle vise à assurer une bonne intégration des nouvelles constructions dans le bâti environnant et dans le paysage.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

c) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Les matériaux de surfaces extérieures des bâtiments à implanter devront être traités de manière à optimiser l'insertion des bâtiments dans leur environnement en évitant les teintes vives. Ils devront être de teinte beige clair à sable, d'aspect naturel, non réfléchissants sauf pour les installations photovoltaïques et dans des teintes qui s'insèrent dans leur environnement proche.	Cette règle vise à assurer une bonne intégration des nouvelles constructions et afin de limiter leur impact visuel.	O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.

d) Zones UB, UE, UJ, US, UX et N

Non réglementé.



4.5.2. Caractéristiques architecturales des toitures des constructions

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Les toitures des bâtiments principaux seront à deux pans.</p> <p>La pente des toitures des constructions sera comprise entre 40 et 52°.</p> <p>Les toitures à un pan ou les toitures plates sont autorisées pour les extensions ou les constructions dont l'emprise au sol est inférieure à 30 m² et la hauteur inférieure à 3,5 mètres.</p> <p>Des adaptations des pentes peuvent également être admises pour certains éléments du bâti, s'ils sont de faible importance au regard du projet d'ensemble (demi-croupes, coyaux, auvents, appentis, lucarnes, pergolas,...).</p> <p>A l'exception des vérandas et auvents, la couverture des volumes principaux sera réalisée en tuiles (de préférence plates) ou en matériau qui rappelle l'aspect des tuiles et de façon homogène ; la couleur des toitures des constructions devra rappeler celle de la terre cuite rouge à brun.</p> <p>Les toitures en tôle sont interdites.</p>	<p>Les caractéristiques architecturales pour les toitures sont exprimées afin de garantir la préservation du patrimoine local et d'éviter les disfonctionnements en cas de nouvelles constructions. Des adaptations mineures sont toutefois acceptées.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p>



Explications des choix

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Les toitures des bâtiments principaux seront à deux pans. La pente des toitures des constructions sera comprise entre 30 et 45°. Les toitures à un pan ou les toitures plates sont autorisées pour les extensions ou les constructions dont l'emprise au sol est inférieure à 30 m ² et la hauteur inférieure à 3,5 mètres.	Les caractéristiques architecturales pour les toitures sont exprimées afin d'assurer une bonne intégration des nouvelles constructions dans le bâti environnant et dans le paysage. Des adaptations mineures sont toutefois acceptées.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

c) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Les toitures des bâtiments principaux seront à deux pans. La pente des toitures des constructions sera comprise entre 10 et 45°. Les toitures à un pan ou les toitures plates sont autorisées pour les extensions ou les constructions dont l'emprise au sol est inférieure à 30 m ² et la hauteur inférieure à 3,5 mètres.	Les caractéristiques architecturales pour les toitures sont exprimées afin d'assurer une bonne intégration des nouvelles constructions et à limiter leur impact visuel tout en répondant aux spécificités du bâti agricole. Des adaptations mineures sont toutefois acceptées.	O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.

d) Zones UC, UE, UJ, UX et N

Non règlementé.



4.5.3. Caractéristiques architecturales des clôtures

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Dans les secteurs UA3 et UA4, les clôtures à l'alignement sont constituées d'un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,7 mètre éventuellement surmonté d'un dispositif à claire-voie.</p> <p>La hauteur maximale des clôtures n'excédera pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• 1,2 mètre dans les secteurs UA3 et UA4 ;• 2,3 mètres à l'alignement dans les secteurs UA1 et UA2 ;• 2 mètres sur les autres limites dans les secteurs UA1 et UA2.	<p>Les caractéristiques architecturales pour les clôtures sont exprimées afin de garantir la préservation du patrimoine local et d'éviter les disfonctionnements en cas de nouvelles constructions.</p> <p>La limitation de hauteur des clôtures est exprimée en cohérence avec le bâti existant.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O13 – Mettre en valeur le patrimoine local.</p>

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>La hauteur maximale des clôtures n'excédera pas à 2 mètres.</p>	<p>La limitation de hauteur des clôtures est exprimée en cohérence avec le bâti existant.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

c) Zone UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Les murs pleins sont interdits.</p> <p>Les clôtures sont composées d'un grillage surmontant éventuellement un muret d'une hauteur maximale de 0,60 mètre.</p> <p>La hauteur maximale des clôtures n'excédera pas à 2 mètres.</p>	<p>Les caractéristiques architecturales pour les clôtures sont exprimées afin de s'insérer dans le bâti environnant.</p> <p>La limitation de hauteur des clôtures est exprimée en cohérence avec le bâti existant.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



Explications des choix

d) Zone A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
La hauteur maximale des clôtures n'excédera pas à 2 mètres. Les murs pleins sont interdits.	Les dispositions pour les caractéristiques et les hauteurs des clôtures permettent de limiter leur impact visuel.	O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.

e) Zones UC, UE, UJ, US et N

Non réglementé



4.6. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions

4.6.1. Part des surfaces non imperméabilisées et obligations en matière de réalisations d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisirs

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Au moins 20% de la surface de l'unité foncière non affectée à la construction doit rester perméable aux eaux pluviales. Au moins 50% de cette surface doit être traitée en espaces verts.</p> <p>Pour toute opération entraînant la création de 3 logements, il est exigé que 40% de la surface de terrain de l'opération soit traitée en espaces verts ou en espaces aménagées perméables aux eaux pluviales. Les aires de stationnement végétalisées ou perméables ne sont pas comptabilisées dans cette surface.</p> <p>Pour les plantations, les essences locales non allergènes sont à privilégier.</p>	<p>La part des surfaces non imperméabilisées est définie pour permettre l'infiltration des eaux pluviales et pour permettre un tissu urbain aéré.</p> <p>Les espaces verts permettent également d'augmenter la séquestration carbone.</p>	<p>O9 – Adopter les principes du développement durable.</p>



Explications des choix

b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Au moins 25% de la surface de l'unité foncière doit rester perméable aux eaux pluviales. Au moins 50% de cette surface doit être traitée en espaces verts.</p> <p>Pour toute opération entraînant la création de 3 logements, il est exigé que 40% de la surface de terrain de l'opération soit perméables aux eaux pluviales dont au moins la moitié doit être traitée en espaces verts. Les aires de stationnement végétalisées ou perméables ne sont pas comptabilisées dans cette surface.</p> <p>Pour les plantations, les essences locales non allergènes sont à privilégier.</p>	<p>La part des surfaces non imperméabilisées est définie pour permettre l'infiltration des eaux pluviales et pour permettre un tissu urbain aéré.</p> <p>Les espaces verts permettent également d'augmenter la séquestration carbone.</p>	<p>O9 – Adopter les principes du développement durable.</p>

c) Zones UC et UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Au moins 20% de la surface de l'unité foncière non affectée à la construction doit rester perméable aux eaux pluviales.</p> <p>Les aires de stationnement de plus de 4 places doivent être plantées à raison d'un arbre au moins pour 4 places.</p> <p>Pour les plantations, les essences locales non allergènes sont à privilégier.</p>	<p>La part des surfaces non imperméabilisées est définie pour permettre l'infiltration des eaux pluviales et pour permettre un tissu urbain aéré.</p> <p>Les espaces verts permettent également d'augmenter la séquestration carbone.</p>	<p>O9 – Adopter les principes du développement durable.</p>

**d) Zone UJ**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Dans la zone repérée au règlement graphique « Secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, les défrichements sont interdits. Les coupes et abattages d'arbres sont autorisés à condition qu'ils soient remplacés par des espèces équivalentes.	Cette règle permet de protéger notamment les vergers existants situés dans cette zone qui présentent un grand intérêt écologique.	O6 – Poursuivre la valorisation du cadre naturel et paysager.

e) Zone UE

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Au moins 20% de la surface de l'unité foncière non affectée à la construction doit rester perméable aux eaux pluviales. Pour les plantations, les essences locales non allergènes sont à privilégier.	La part des surfaces non imperméabilisées est définie pour permettre l'infiltration des eaux pluviales et pour permettre un tissu urbain aéré.	O9 – Adopter les principes du développement durable.

f) Zones US, A et N

Non réglementé.



4.6.2. Installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement

a) Zones UA, UB, UC, UE, US, UX et A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Pour toute nouvelle construction, y compris les extensions des bâtiments existants (mais hors rénovation de ceux-ci), la mise en place de dispositifs de gestion des eaux pluviales est obligatoire. Le stockage ou l'infiltration des eaux pluviales par unité foncière est à privilégier. Si aucune de ces solutions ne peut être appliquée, sous réserve d'autorisation du gestionnaire du milieu, les eaux pluviales pourront être évacuées directement vers un émissaire naturel à écoulement superficiel (cours d'eau, fossé...), éventuellement par l'intermédiaire d'un réseau pluvial, moyennant une rétention avec restitution limitée. Enfin, en cas d'impossibilité de rejet vers un tel émissaire, le rejet pluvial pourra exceptionnellement être dirigé vers le réseau public d'assainissement unitaire, moyennant une limitation de débit, conformément aux prescriptions du règlement de service en vigueur.	Cette disposition vise à lutter contre la saturation des réseaux d'eaux pluviales.	O9 – Adopter les principes du développement durable.

b) Zones UJ et N

Non règlementé.



4.6.3. Caractéristiques des clôtures permettant de préserver ou de remettre en état les continuités écologiques ou faciliter l'écoulement des eaux

a) Zones UA, UB, UC, UE, UJ et A

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Les clôtures situées en limite de zones agricole, naturelle ou UJ, doivent être réalisées de façon à permettre le passage de la petite faune y compris dans le cadre de murs pleins.	Cette disposition vise à protéger les continuités écologiques en limite de zone urbaine.	O8 – Préserver les continuités écologiques.

b) Zones US, UX et N

Non règlementé.



4.7. Stationnement

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public et correspondant aux besoins qu'il entraîne.</p> <p>Pour les constructions à destination d'habitation (y compris lors d'une réhabilitation ou d'une rénovation entraînant la création d'un ou plusieurs nouveaux logements) :</p> <ul style="list-style-type: none">un minimum de 2 places de stationnement par logement est exigé ;une place supplémentaire libre d'accès (visiteurs, livreurs etc...) est exigée par tranche entamée de 4 logements. <p>Il est également exigé un espace de stationnement des vélos clos et couvert à raison de 5 m² par tranche complète de 100 m² de surface de plancher créée arrondie à l'unité supérieure ; cet espace peut être intégrée à un bâtiment.</p> <p>En cas d'impossibilité architecturale ou technique d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement, le constructeur est autorisé, à condition qu'il apporte la preuve qu'il réalise ou fait réaliser les places lui faisant défaut.</p>	<p>Les dispositions relatives au stationnement visent à remédier à la multiplication des stationnements des véhicules sur la voie publique.</p> <p>Toutefois, des dérogations peuvent être accordées pour ne pas freiner la réhabilitation du bâti ancien.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p> <p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>

**b) Zone UB**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public et correspondant aux besoins qu'il entraîne.</p> <p>Pour les constructions à destination d'habitation (y compris lors d'une réhabilitation ou d'une rénovation entraînant la création d'un ou plusieurs nouveaux logements :</p> <ul style="list-style-type: none">• un minimum de 2 places de stationnement par logement sont exigées ;• une place supplémentaire libre d'accès (visiteurs, livreurs etc...) est exigée par tranche entamée de 4 logements. <p>Il est également exigé un espace de stationnement des vélos clos et couvert à raison de 5 m² par tranche complète de 100 m² de surface de plancher créée arrondie à l'unité supérieure ; cet espace peut être intégrée à un bâtiment.</p>	<p>Les dispositions relatives au stationnement visent à remédier à la multiplication des stationnements des véhicules sur la voie publique.</p>	<p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>



Explications des choix

c) Zone UC

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public et correspondant aux besoins qu'il entraîne.</p> <p>Pour les constructions à usage commercial, il est exigé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 places de stationnement pour les locaux dont la surface de plancher est inférieure à 100 m² ; • 4 places de stationnement par tranche entamée de 100 m² de surface de plancher pour les locaux dont la surface de plancher est comprise entre 100 et 1 000 m² ; • 6 places de stationnement par tranche entamée de 100 m² de surface de plancher pour les locaux dont la surface de plancher est supérieure à 1 000 m². 	<p>Les dispositions relatives au stationnement visent à remédier à la multiplication des stationnements des véhicules sur la voie publique.</p>	<p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>

d) Zone UE

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public et correspondant aux besoins qu'il entraîne.</p>		<p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>

**e) Zone UX**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public et correspondant aux besoins qu'il entraîne.</p> <p>Pour les constructions à usage d'habitation, il est exigé 2 places de stationnement par logement.</p> <p>Pour les commerces et activités de service, il est exigé : 1 place de stationnement par tranche de 50m² de surface de plancher pour l'artisanat et le commerce de détail et pour l'activité où s'effectue l'accueil d'une clientèle - 4 places de stationnement pour 10 sièges en salle de restaurant ou débit de boissons - 1 place de stationnement par tranche de 100m² de surface de plancher pour le commerce de gros - 1 place de stationnement par chambre d'hôtel ou en gîte ;</p> <p>Pour les autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire, il est exigé : 1 place de stationnement par tranche de 50m² de surface de plancher pour l'industrie - 1 place de stationnement par tranche de 100m² de surface de plancher pour les entrepôts - 1 place de stationnement par tranche de 33m² de surface de plancher pour les bureaux.</p>	<p>Les dispositions relatives au stationnement visent à remédier à la multiplication des stationnements des véhicules sur la voie publique.</p>	<p>O11 – Prendre en compte les besoins en stationnement.</p>

f) Zones UJ, US, A et N

Non règlementé.



4.8. Equipements et réseaux

4.8.1. Desserte par les voies publiques ou privées

a) Zone UA

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et aux opérations qu'elles doivent desservir.</p> <p>Les voies nouvelles en impasse dont la longueur dépasse 50 mètres, doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre à tout véhicule de faire aisément demi-tour.</p> <p>L'emprise minimale des nouvelles voies ouvertes à la circulation publique automobile est fixée à 4 mètres.</p>	<p>Les dispositions concernant la desserte des terrains par les voies publiques ou privées proposent des caractéristiques de voies adaptées aux usages et qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment la lutte contre l'incendie.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions d'accès aux voies ouvertes au public</u></p> <p>Pour être constructible, un terrain doit bénéficier d'un accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation.</p> <p>L'accès doit faire partie intégrante de l'unité foncière.</p> <p>Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.</p> <p>Les accès depuis la rue ont en tout point une largeur minimum de 4 mètres.</p> <p><u>Conditions permettant une bonne desserte des terrains pour les services publics de collecte des déchets</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.</p>	<p>Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.</p> <p>Les dispositions prises permettent d'assurer le bon fonctionnement de la collecte des déchets.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



b) Zone UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et aux opérations qu'elles doivent desservir.</p> <p>Les voies nouvelles en impasse dont la longueur dépasse 50 mètres, doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre à tout véhicule de faire aisément demi-tour.</p> <p>L'emprise minimale des nouvelles voies ouvertes à la circulation publique automobile est fixée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 mètres lorsqu'elles desservent entre 1 et 3 logements ; • 5 mètres lorsqu'elles desservent entre 4 et 6 logements ; • 6 mètres lorsqu'elles desservent plus de 6 logements. <p><u>Conditions d'accès aux voies ouvertes au public</u></p> <p>Pour être constructible, un terrain doit bénéficier d'un accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation.</p> <p>L'accès doit faire partie intégrante de l'unité foncière.</p>	<p>Les dispositions concernant la desserte des terrains par les voies publiques ou privées proposent des caractéristiques de voies adaptées aux usages et qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment la lutte contre l'incendie.</p> <p>Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.</p> <p>Les accès depuis la rue ont en tout point une largeur minium de 4 mètres.</p> <p><u>Conditions permettant une bonne desserte des terrains pour les services publics de collecte des déchets</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.</p>	<p>Les dispositions prises permettent d'assurer le bon fonctionnement de la collecte des déchets.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



c) Zones UC et UE

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et aux opérations qu'elles doivent desservir.</p> <p><u>Conditions d'accès aux voies ouvertes au public</u></p> <p>Pour être constructible, un terrain doit bénéficier d'un accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation.</p> <p>Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.</p> <p><u>Conditions permettant une bonne desserte des terrains pour les services publics de collecte des déchets</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.</p>	<p>Les dispositions concernant la desserte des terrains par les voies publiques ou privées proposent des caractéristiques de voies adaptées aux usages et qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment la lutte contre l'incendie.</p> <p>Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.</p> <p>Les dispositions prises permettent d'assurer le bon fonctionnement de la collecte des déchets.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

**d) Zone US**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
Tout nouvel accès sur la RD111 est interdit.	Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.	O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.

e) Zone UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et aux opérations qu'elles doivent desservir.</p> <p>Les voies nouvelles en impasse dont la longueur dépasse 50 mètres, doivent être aménagées dans leur partie terminale pour permettre à tout véhicule de faire aisément demi-tour.</p> <p>L'emprise minimale des nouvelles voies ouvertes à la circulation publique automobile est fixée à 10 mètres.</p> <p><u>Conditions d'accès aux voies ouvertes au public</u></p> <p>Pour être constructible, un terrain doit bénéficier d'un accès à une voie publique ou privée ouverte à la circulation.</p> <p>Les accès depuis la rue ont en tout point une largeur minium de 8 mètres.</p> <p>Tout nouvel accès sur la RD111 est interdit.</p>	<p>Les dispositions concernant la desserte des terrains par les voies publiques ou privées proposent des caractéristiques de voies adaptées aux usages et qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment la lutte contre l'incendie.</p> <p>Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>



Explications des choix

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.</p> <p><u>Conditions permettant une bonne desserte des terrains pour les services publics de collecte des déchets</u></p> <p>Les voies publiques ou privées doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules d'enlèvement des ordures ménagères.</p>	<p>Les dispositions prises permettent d'assurer le bon fonctionnement de la collecte des déchets.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

f) Zones A et N

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p>Aucun nouvel accès individuel sur une route départementale n'est autorisé.</p>	<p>Les dispositions concernant les accès permettent de répondre à des impératifs de sécurité des circulations.</p>	<p>O4 – Veiller à un développement urbain cohérent.</p>

g) Zone UJ

Non règlementé.



4.8.2. Desserte par les réseaux

a) Zones UA et UB

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau</u></p> <p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordé au réseau collectif de distribution d'eau potable.</p> <p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'énergie</u></p> <p>Lorsque les lignes publiques sont enterrées, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement</u></p> <p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol doit évacuer ses eaux usées domestiques par branchement au réseau collectif d'assainissement.</p> <p><u>Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques</u></p> <p>Pour les nouvelles constructions, des fourreaux enterrés doivent être prévus entre le domaine public et la construction pour assurer le branchement au réseau de fibre optique.</p>	<p>Les dispositions concernant les réseaux publics (eau, énergie, assainissement) garantissent la qualité de l'alimentation de l'eau potable, la préservation du paysage urbain par un raccordement souterrain des réseaux d'énergie et de communication numérique, la salubrité publique par un raccordement des eaux usées.</p>	<p>O16 – Développer les communications numériques.</p>



b) Zones UC, UE, US et UX

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau</u></p> <p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.</p> <p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'énergie</u></p> <p>Lorsque les lignes publiques sont enterrées, les branchements privés doivent l'être également.</p> <p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement</u></p> <p>Toute construction, activité ou affectation du sol doit évacuer ses eaux usées domestiques par branchement au réseau collectif d'assainissement.</p> <p>Les eaux usées non domestiques ne peuvent être rejetées dans le réseau public d'assainissement recueillant les eaux usées sans l'autorisation du gestionnaire du réseau, laquelle peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à un prétraitement agréé, conformément aux réglementations en vigueur.</p> <p><u>Obligations en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques</u></p> <p>Pour les nouvelles constructions, des fourreaux enterrés doivent être prévus entre le domaine public et la construction pour assurer le branchement au réseau de fibre optique.</p>	<p>Les dispositions concernant les réseaux publics (eau, énergie, assainissement) garantissent la qualité de l'alimentation de l'eau potable, la préservation du paysage urbain par un raccordement souterrain des réseaux d'énergie et de communication numérique, la salubrité publique par un raccordement des eaux usées.</p>	<p>O16 – Développer les communications numériques.</p>

**c) Zones A et N**

Règles édictées	Justification de la règle	Mise en œuvre du PADD et complémentarité avec les OAP
<p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau</u></p> <p>Toute construction, activité, usage ou affectation du sol qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable.</p> <p>A défaut de branchement possible sur le réseau de distribution d'eau potable, l'alimentation en eau peut être réalisée par captage, forage ou puits particulier, conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p><u>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'assainissement</u></p> <p>Lorsqu'il existe, toute construction ou installation qui le nécessite doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.</p> <p>En l'absence de réseau collectif d'assainissement, le traitement des eaux usées domestiques doit être réalisé par un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.</p>	<p>Les dispositions concernant les réseaux publics (eau, énergie, assainissement) garantissent la qualité de l'alimentation de l'eau potable, la préservation du paysage urbain par un raccordement souterrain des réseaux d'énergie et de communication numérique, la salubrité publique par un raccordement des eaux usées.</p>	<p>O16 – Développer les communications numériques.</p>

d) Zone UJ

Non règlementé.



5. Autres justifications

5.1. Les emplacements réservés

Sur le plan de zonage sont délimités 8 emplacements réservés (ER) pour permettre à la commune de réaliser, en application des dispositions des articles L151-41 et du code de l'urbanisme des voies ou ouvrages publics :

- L'ER n°1 doit permettre l'aménagement d'un carrefour entre la RD147 et la rue Ampère ;
- L'ER n°2 doit permettre la création d'une piste cyclable ;
- L'ER n°3 permettra d'effectuer les travaux nécessaires au renforcement du réseau d'assainissement collectif ;
- L'ER n°4 permettra l'extension du cimetière ;
- L'ER n°5 permettra l'acquisition d'une parcelle privée sur laquelle une voirie a été réalisée ;
- L'ER n°6 doit permettre l'aménagement de la rue du Général de Gaulle et un accès à la zone 1AU ;
- L'ER n°7 doit permettre l'élargissement ponctuel de la rue de la Poste ;
- L'ER n°8 doit permettre la création d'un chemin piéton.

5.2. Les éléments remarquables à protéger

Sur le règlement graphique, est identifié un secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique au titre de l'article L151-23. Il s'agit du secteur UJ à proximité du cimetière qui présente grâce aux jardins et vergers familiaux une riche biodiversité. La constructibilité est limitée à un abri de jardin dont la surface ne dépasse pas 5 m².



6. Dérogations à l'application de l'article L111-6 du code de l'urbanisme

6.1. Rappel législatif

Article L111-6

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L141-19 (routes identifiées par un SCOT).

Article L111-7

L'interdiction mentionnée à l'article L111-6 ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public ;
- aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Article L111-8

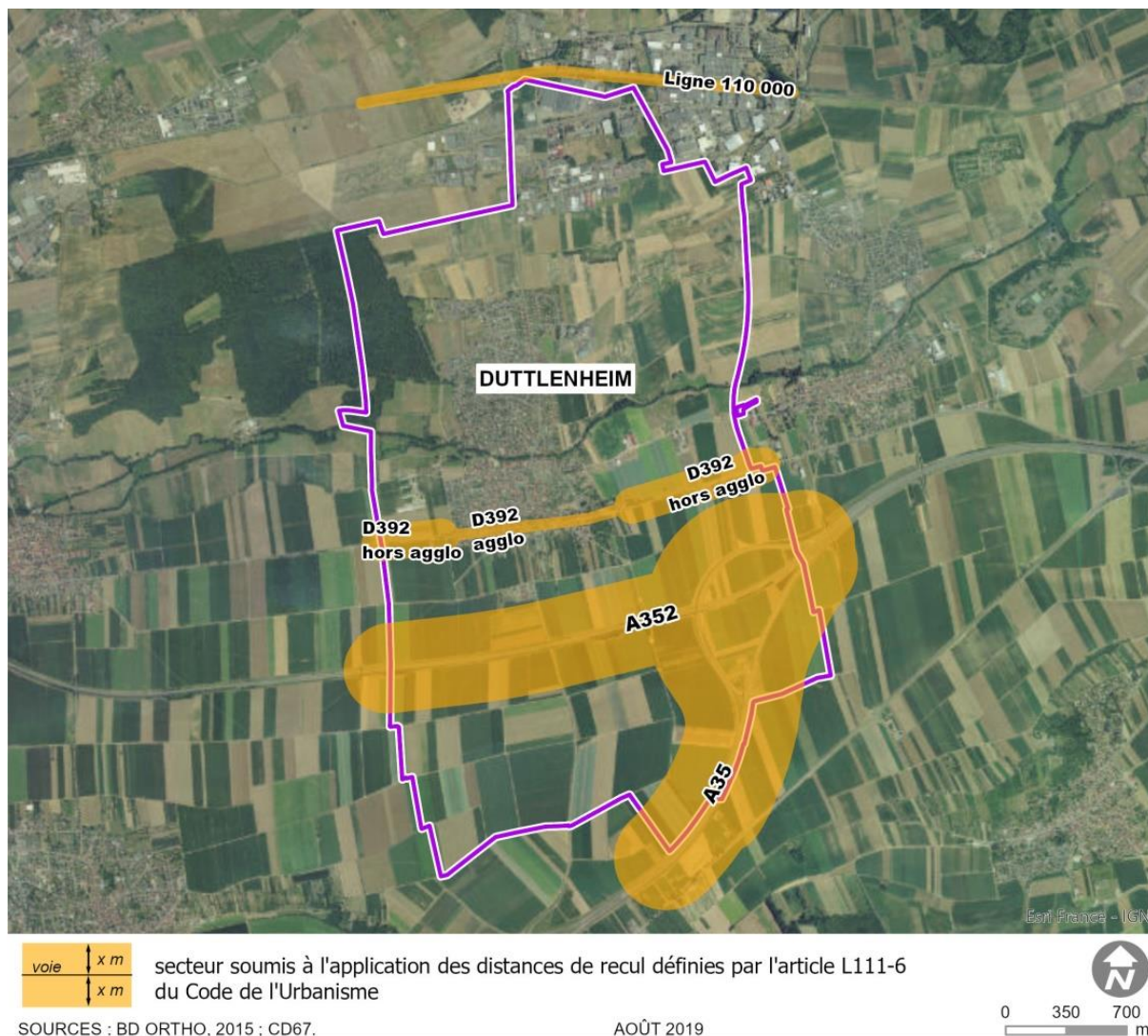
Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte

- des nuisances ;
- de la sécurité ;
- de la qualité architecturale ;
- de la qualité de l'urbanisme et des paysages.



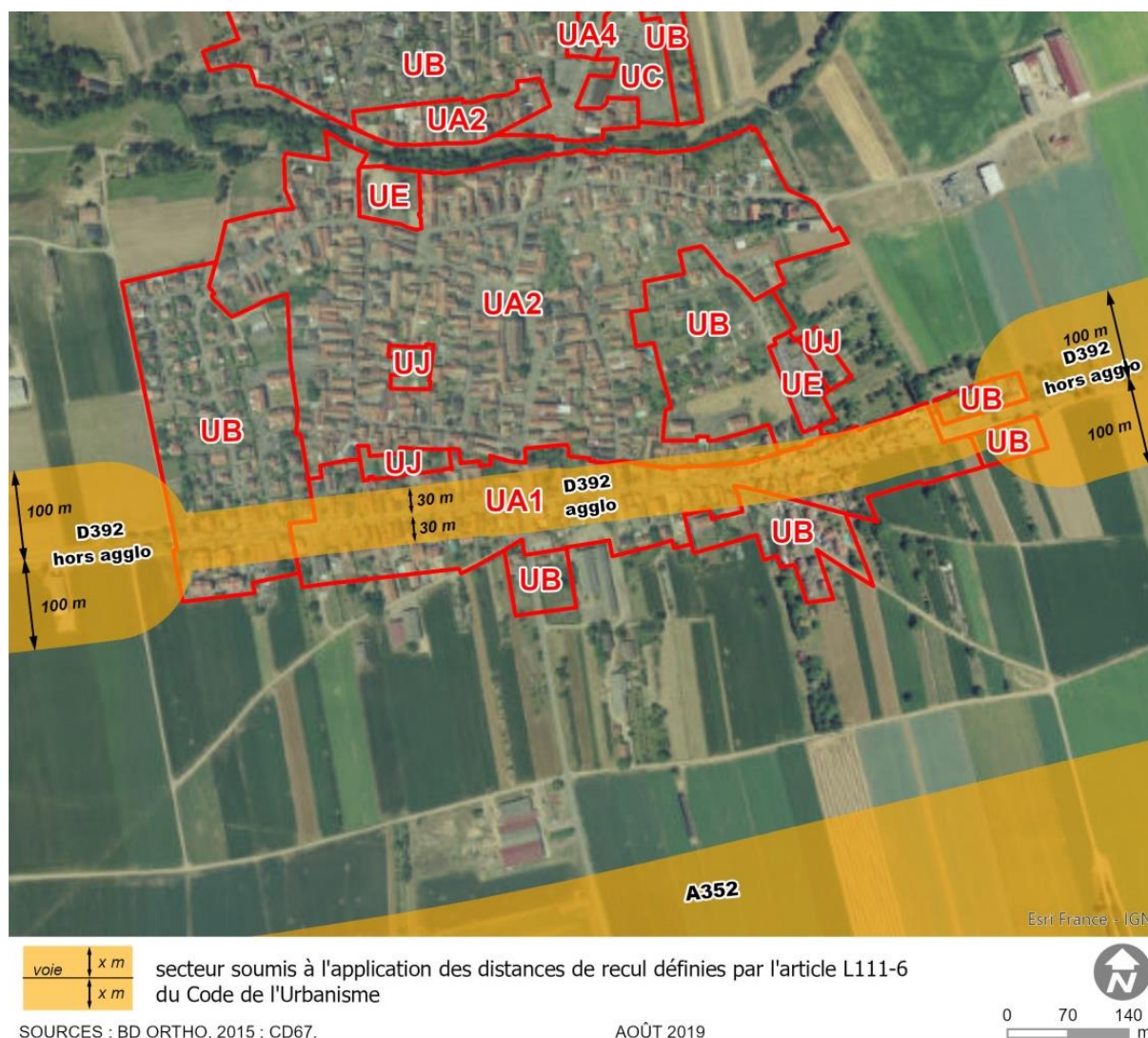
6.2. Secteurs concernés

Le ban communal de Duttlenheim est concerné par le tracé de la RD392, de l'A352 et de l'A35, voies classées "Routes à Grande Circulation" par le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation qui impose un recul constructible en dehors des parties urbanisées.





La zone UB à l'Est de la ville le long de la RD392 située en agglomération, compte tenu de la faible densité des constructions de ce secteur, peut être considéré en dehors des parties urbanisées et un recul de 30 mètres par rapport à l'axe de la voirie s'y applique.



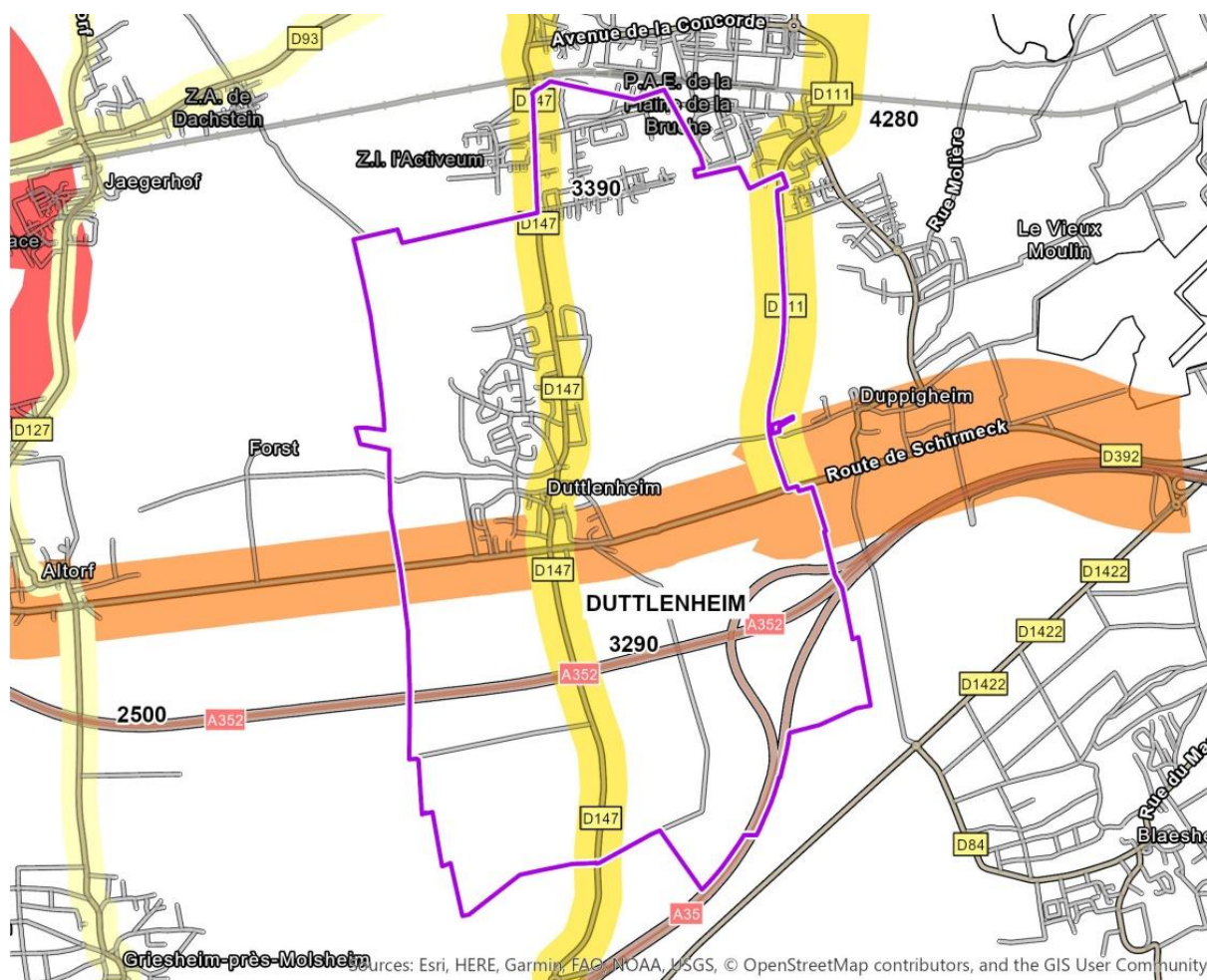


6.3. Situation des secteurs par rapport aux conditions de dérogation

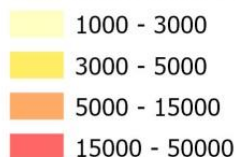
6.3.1. Nuisances

a) Trafic

La RD392 qui traverse d'Est en Ouest le ban communal de Duttlenheim, supporte un trafic en Moyenne Journalière Annuelle de 9 540 véhicules dont 1 140 poids lourds.



Niveau de trafic routier - Millésime 2018 :



SOURCE : CD67.

AOÛT 2019

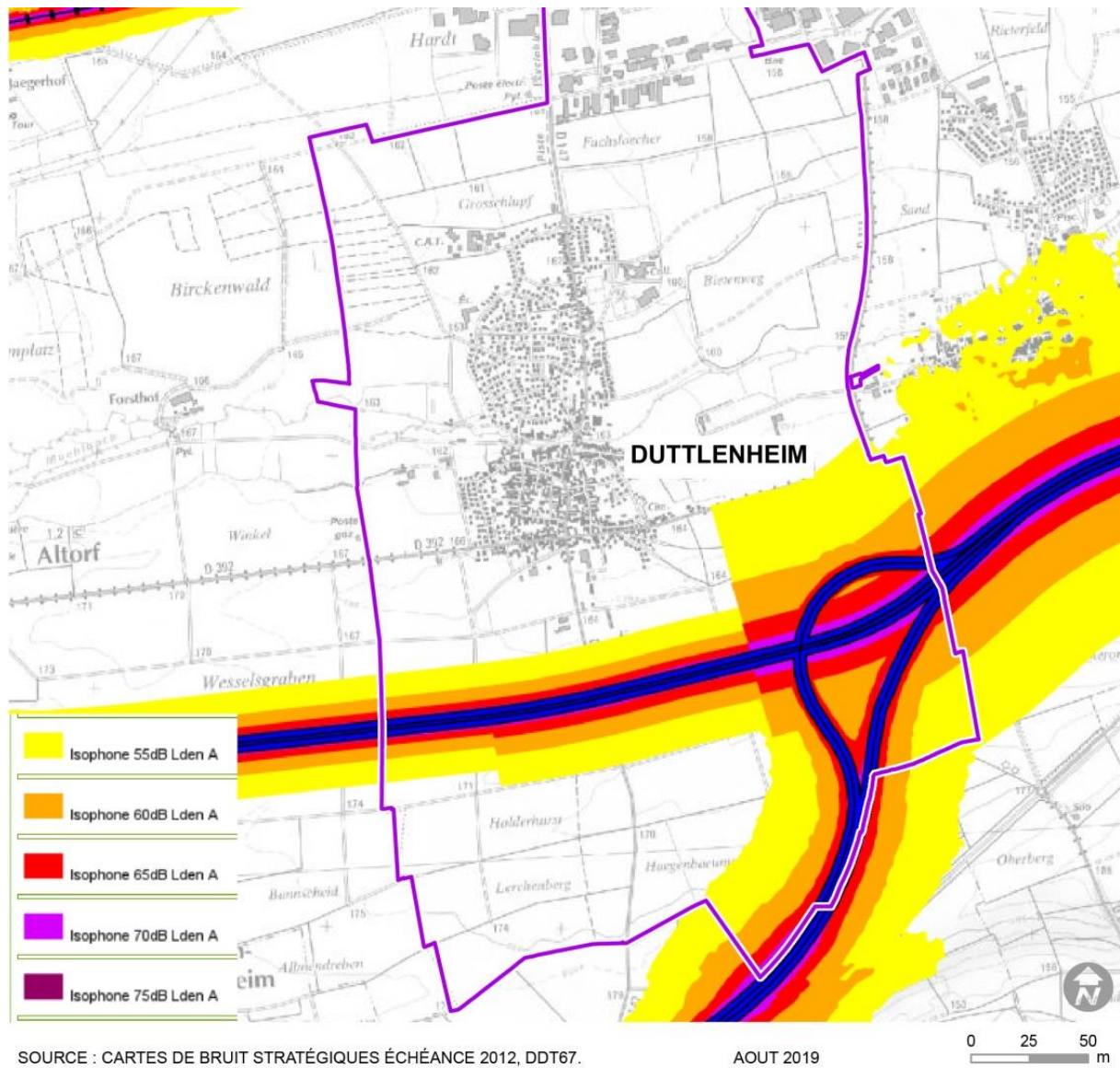


0 350 700
m



b) Nuisances acoustiques

Le trafic sur la RD392 induit des niveaux de bruit aux abords de la voie cartographiés sur l'illustration suivante.



La carte de bruit présente un indicateur de niveaux sonores issus de moyennes de trafics annuels. L'indicateur de niveau sonore moyen de la journée entière est calculé à partir des données diurnes auxquelles sont ajoutées une pondération pour les données nocturnes (période la plus sensible). L'indicateur de niveau sonore n'est pas un niveau de bruit réel ou mesuré. En deçà de 68 dB(A), le niveau de bruit est acceptable (espaces jaunes et orange sur la carte).

La zone UB le long de la RD392 n'est pas concernée.



6.3.2. Sécurité

L'entrée de ville par la RD392 depuis Strasbourg est entièrement végétale, lisible, soignée et entretenue. Une rupture paysagère permet d'annoncer la zone urbaine.

Les constructions existantes ont un accès direct sur la RD392 : l'insertion des véhicules dans le trafic dense n'est pas aisée. Toutefois, les espaces (trottoirs plus espaces de stationnement) entre les constructions et la voirie permettent une bonne visibilité.

L'Unité Technique du Conseil Départemental de Molsheim a indiqué qu'aucun accident n'a été relevé devant la zone UB ces dernières années.

6.3.3. Qualités architecturale, urbaine et paysagère

Les constructions sont implantées en retrait de plusieurs mètres de la voirie. Les espaces privatifs sont importants et répartis autour des constructions.



Constructions existantes le long de la RD392



6.4. Prescriptions d'aménagement

La constructibilité en dehors des Parties Actuellement Urbanisées (PAU) a été limitée pour éviter une urbanisation le long de cet axe routier. Toutefois, pour obtenir une entrée de ville plus homogène et encore plus marquée par le front bâti (ce qui permettra sans doute de réduire la vitesse des véhicules), une bande constructible de l'autre côté de la RD392, identique à la zone UB existante en termes de longueur et de profondeur constructibles, a été créée.

L'accès aux différentes parcelles se fera comme pour les constructions existantes depuis la RD392. Le recul imposé et les aménagements existants ou à créer permettent de sécuriser ces accès.

Les dispositions règlementaires de la zone UB, permettent aux futures constructions, une bonne intégration dans le tissu urbain existant dans les mêmes conditions de volumétrie que les constructions existantes.

Les règles architecturales pour les toitures et les clôtures permettent de conserver une certaine homogénéité des constructions.

Dans un souci de développement durable, la limitation de l'artificialisation des sols est recherchée est un pourcentage d'espaces verts est demander pour augmenter la séquestration carbone.





G

Indicateurs de suivi


Indicateurs de suivi

Conformément aux dispositions de l'article L153-27 du code de l'urbanisme, le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L101-2 du code de l'urbanisme.

Dans cette perspective les indicateurs suivants peuvent être retenus :

Domaine à suivre	Modalités de suivi	t0		
		Source	Année référence	Valeur
Données socio-économique				
Population	Nombre d'habitants	INSEE	2017	2 890
Emploi	Nombre d’emplois locaux	INSEE	2017	1 748
	Nombre d’établissements	CCI	2015	124
Usage économe des espaces naturels et agricoles				
Espace	Nombre de logements commencés	SITADEL	2010/2018	76
	Superficies urbanisées	CIGAL	2000/2012	29,8 ha
Logement	Nombre de logements commencés individuels, intermédiaires (individuels groupés) et collectifs	SITADEL	2010/2018	31/10/35
	Nombre de logements vacants	INSEE	2017	54
Exploitations agricoles	Nombre d’exploitations agricoles	Commune	2016	12
	Surface (cultures annuelles + cultures permanentes)	BDOCS CIGAL	2015	646,8 ha (522,9 ha + 123,9 ha)
Préservation et remise en état des continuités écologiques				
Corridor écologique	Surface de corridors inscrits	TVB	2020	206,49 ha
Réservoir de biodiversité	Surface des réservoirs protégés	SRCE	2020	598,69 ha
Gestion équilibrée de la ressource en eau				
Eau potable	Qualité	SDEA	2020	Conforme
Cours d’eau	Qualité écologique des eaux de surface (Bras d’Altorf)	SIERM	2018	Moyenne à Très Bonne
Maîtrise de l’énergie et production d’énergie renouvelable				
Solaire thermique ou photovoltaïque	Nombre d'autorisation du sol pour l'implantation de panneaux solaires et superficie créée	Mairie	2020	2/243
Performance énergétique	Nombre d'autorisation du sol pour des travaux de rénovation énergétique	Mairie	2020	1



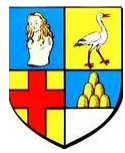
Gestion des risques et lutte contre les nuisances				
Arrêté de catastrophe naturelle	Nombre de constructions touchées	CATNAT	2020	0
Site et sol pollués	Nombre	BASOL	2020	1



Commune de Duttlenheim

PLAN LOCAL D'URBANISME
Rapport de présentation

Annexe 1 - Diagnostic territorial



1. Population

1.1. Evolution et facteurs d'évolution de la population¹⁹

1.1.1. Evolution sur une longue période

Depuis la fin du XVIII^{ème} siècle et jusque dans les années 1860, on observe une forte augmentation de la population. La révolution industrielle a favorisé l'essor démographique de la commune.

Entre 1860 et la fin de la seconde guerre mondiale, il y a une relative stabilité du nombre d'habitants.

Le début des années 1950 voit une augmentation importante de la population. La périurbanisation s'est développée notamment le long de la rue de la Gare. Le développement des transports et des sorties de ville y ont contribué.

La croissance démographique a été forte et constante jusqu'en 2016 et s'est accompagnée notamment entre 1968 et 1970 de la création du premier lotissement « La Forêt », ainsi que de la création du Parc d'Activité de la Plaine de la Bruche et de la liaison autoroutière avec Strasbourg en 1975.

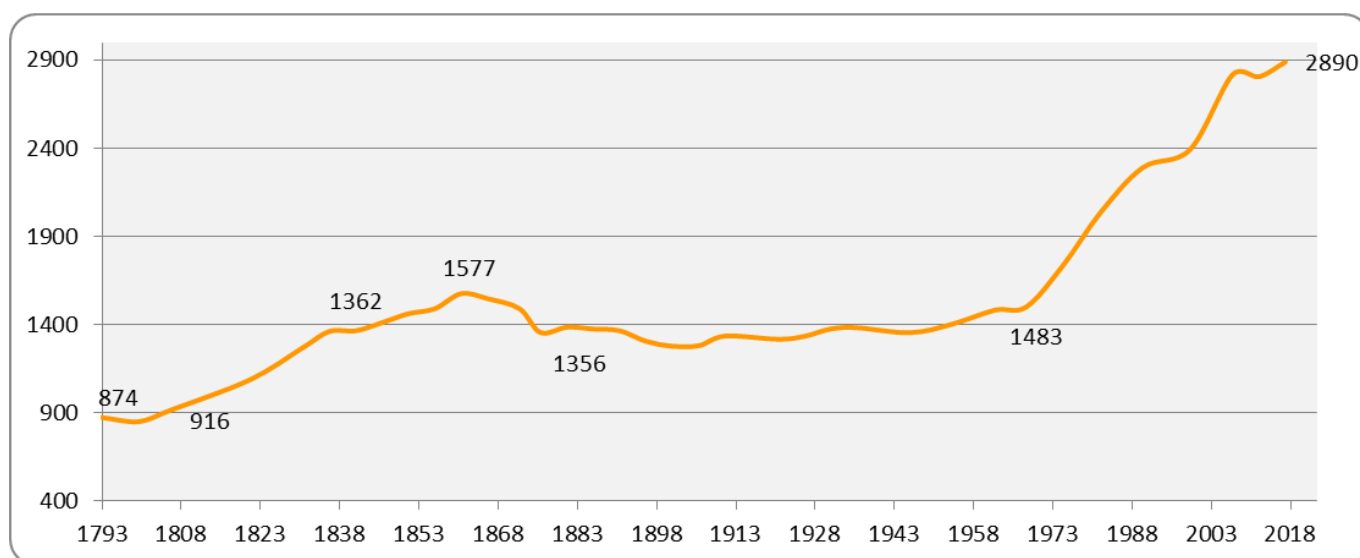
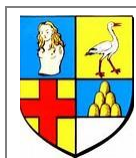
19

DEFINITIONS

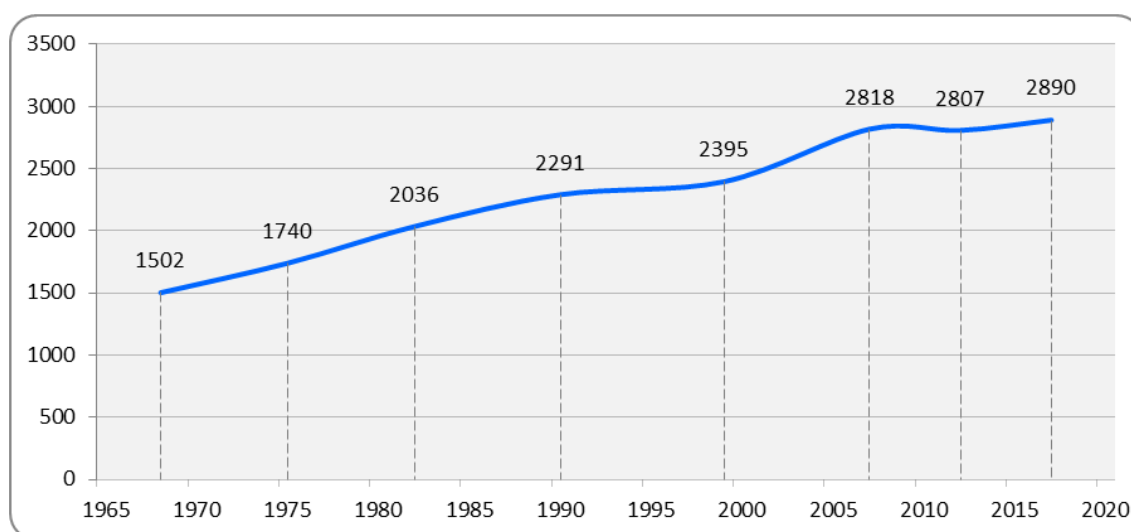
Les chiffres pris en compte concernent la population municipale qui comprend les personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de chaque commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

En revanche elle ne prend pas en compte certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

- Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune ;
- Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes :
 - services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ;
 - communautés religieuses ;
 - casernes ou établissements militaires ;
- Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études ;
- Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune

*Evolution de la population dans la commune depuis 1793 (source : CASSINI)*

1.1.2. Evolution démographique récente

*Evolution de la population de la commune entre 1968 et 2017 (source : INSEE 2017)*

La population communale n'a cessé d'augmenter depuis 1968, passant de 1 502 habitants à 2 890 habitants en 2017, soit une augmentation de plus de 90% en l'espace d'un demi-siècle.

Cet essor démographique s'est accompagné de la création de lotissement : « la Forêt » d'abord en 1970, « la Peupleraie » et « la Roseraie » à la fin des années 1980. La population a augmenté de +52% entre 1968 et 1990, soit 789 habitants en 22 ans.

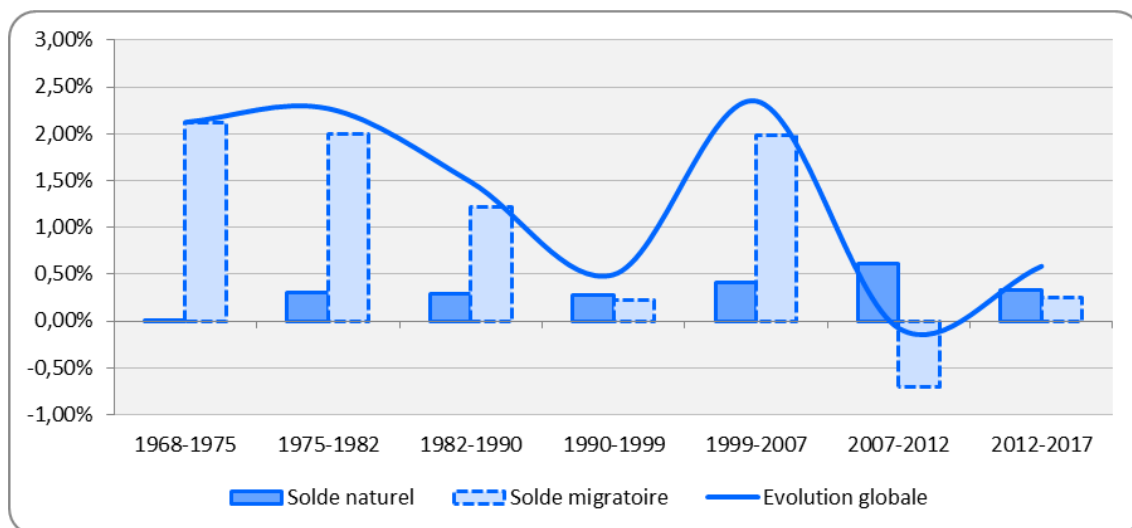
Le ralentissement de la croissance entre 1990 et 1999 puis entre 2007 et 2012 est très clairement lié à la non création de logement durant cette période.

Puis la commune voit à nouveau sa population augmenter de manière forte en raison de la création du lotissement « Les Chevreuils » en 1999. Elle augmente de +21% entre 1999 et 2011, soit + 507 habitants en 9 ans.



A noter qu'il est probable que la population augmente encore après 2017 en raison des nouveaux lotissements « Les Ecureuils » et « Le Birkenwald ».

L'évolution observée du nombre d'habitant de Duttlenheim est liée aux variations du solde naturel²⁰ et du solde migratoire.



Facteurs d'évolution de la population communale (source : INSEE 2017)

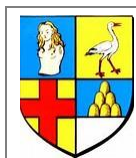
L'évolution démographique est majoritairement soutenue par un solde migratoire positif. On note que la légère stagnation observée entre 1990 et 1999 est liée à un solde migratoire quasi-nul (+0,22%). De même, la stagnation du nombre d'habitants entre 2007 et 2017 (-11 habitants) est due à un solde migratoire négatif (-0,71%), c'est-à-dire que le nombre de départs est supérieur au nombre d'arrivées dans la commune.

Néanmoins, depuis 1968, la commune enregistre un solde naturel positif qui diminue légèrement ces dernières années (+0,33% entre 2012 et 2017 et +0,61% entre 2007 et 2012).

²⁰

Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

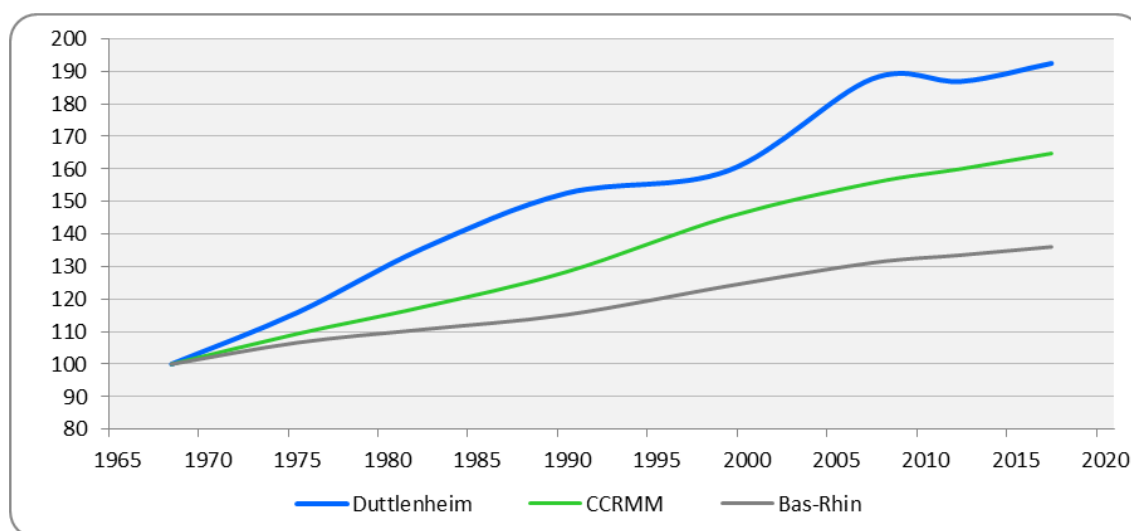
Le **solde migratoire** est la différence entre le nombre de personnes qui se sont installées sur le territoire et le nombre de personnes qui l'ont quitté au cours d'une période.



1.1.3. Evolution comparée

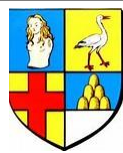
La population de Duttlenheim représente 7,2% de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig (CCRMM). Il s'agit de la troisième commune la plus peuplée de l'intercommunalité.

La commune de Duttlenheim connaît un essor démographique important à l'image de la CCRMM et du département.



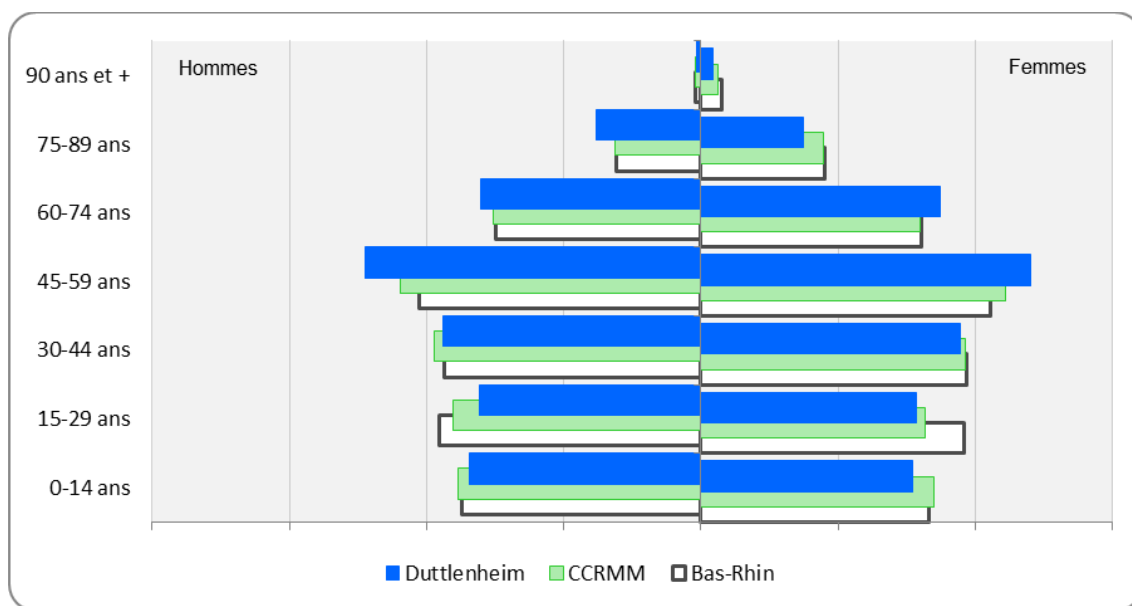
Evolution de la population communale comparée à celles de la CCRMM et du Bas-Rhin (source : INSEE 2017)

La commune de Duttlenheim fait partie des communes les plus attractives de la CCRMM notamment durant la période 1999-2012. L'attractivité de la CCRMM et de Duttlenheim tend à se stabiliser depuis 2012, ce qui peut s'expliquer, dans le cas de Duttlenheim, par le manque d'offre de logements.



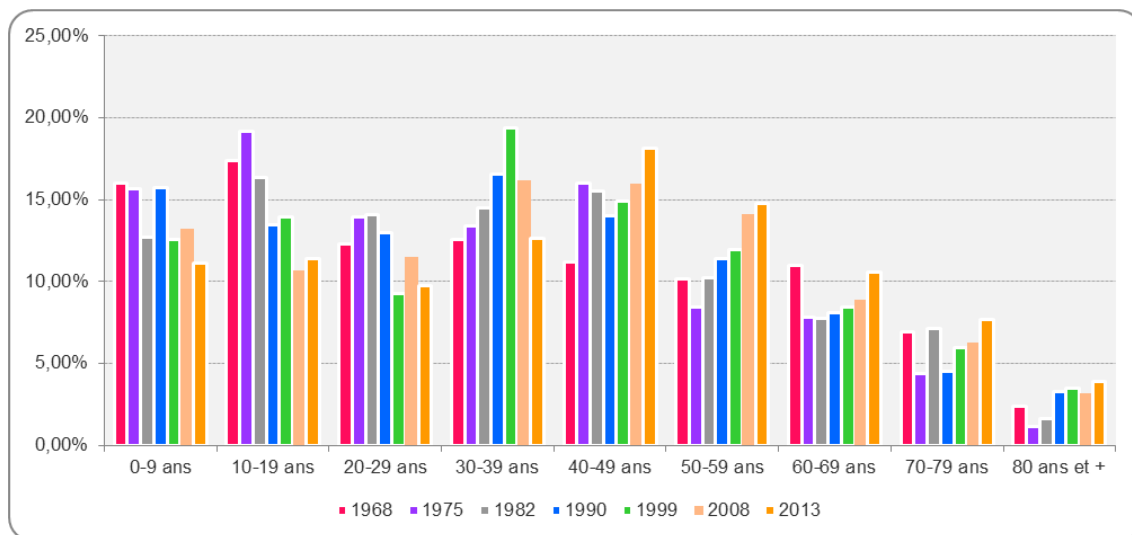
1.2. Structure par âge

La pyramide des âges indique que les 45-59 ans et les 30-44 ans sont majoritairement représentés.

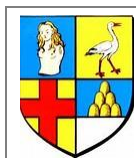


Pyramide des âges de la commune (source : INSEE 2017)

Entre 2011 et 2016, toutes les tranches d'âges à partir de 40 ans ont augmenté. A contrario, la part des 0-9 ans, 20-29 ans et 30-39 ans diminue. Ces informations témoignent d'un vieillissement de la population.



Evolution de la répartition de la population communale en fonction de l'âge (source : INSEE 2017)

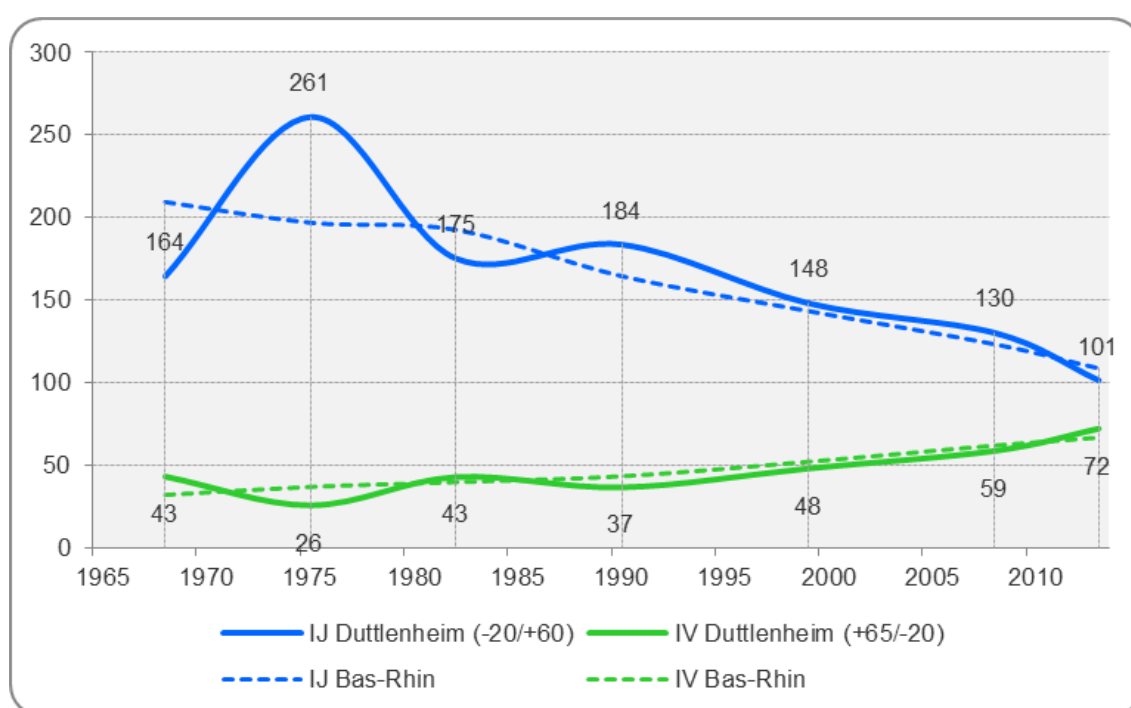


Le vieillissement de la population est accentué par une baisse importante des 30-39 (-111 personnes entre 2011 et 2016), tranche d'âge dite « féconde » car souvent associée à la tranche d'âge 0-9 ans. Les 0-9 ans sont logiquement en baisse entre 2011 et 2016 (-67 enfants). La tranche d'âge des 30-39 ans correspond également à l'achat d'une maison.

La tranche d'âge 20-29 ans est en baisse mais c'est surtout la part des 20-24 ans qui diminue. Cette baisse peut s'expliquer par le fait que les jeunes quittent Duttlenheim pour se rapprocher des villes universitaires afin de poursuivre leurs études.

Ainsi, l'arrivée de jeunes ménages avec enfants est donc indispensable afin de pérenniser les équipements actuellement présents dans la commune (écoles, centre sportif etc...).

L'augmentation de toutes les tranches d'âges après 40 ans montre que les habitants se plaisent dans leur logement et déménagent peu. En exemple, le lotissement « La Forêt » construit au début des années 1970, où les habitants n'ont pas ou peu changé.



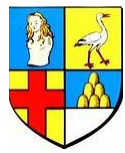
Indice de jeunesse et de vieillissement²¹ de la commune source : INSEE 2016)

La tendance au vieillissement de la population n'est pas nouvelle, elle s'accélère au début des années 1990 et Duttlenheim ne compte plus en 2016 que 101 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 60 ans, alors qu'elle en comptait plus de 260 au milieu des années 1970. En même temps, l'indicateur de jeunesse diminue de manière significative depuis 2011.

²¹

L'**indice de jeunesse** est le nombre de personnes de moins de 20 ans pour 100 personnes de 60 ans et plus.

L'**indice de vieillissement** est le nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans.



Cette tendance au vieillissement n'est pas propre à Duttlenheim, elle s'exprime de la même manière en moyenne dans l'ensemble de la communauté de communes (quelques communes – Niederhaslach, Still, Ergersheim – présentent un indice de jeunesse très favorable) ou dans le département.

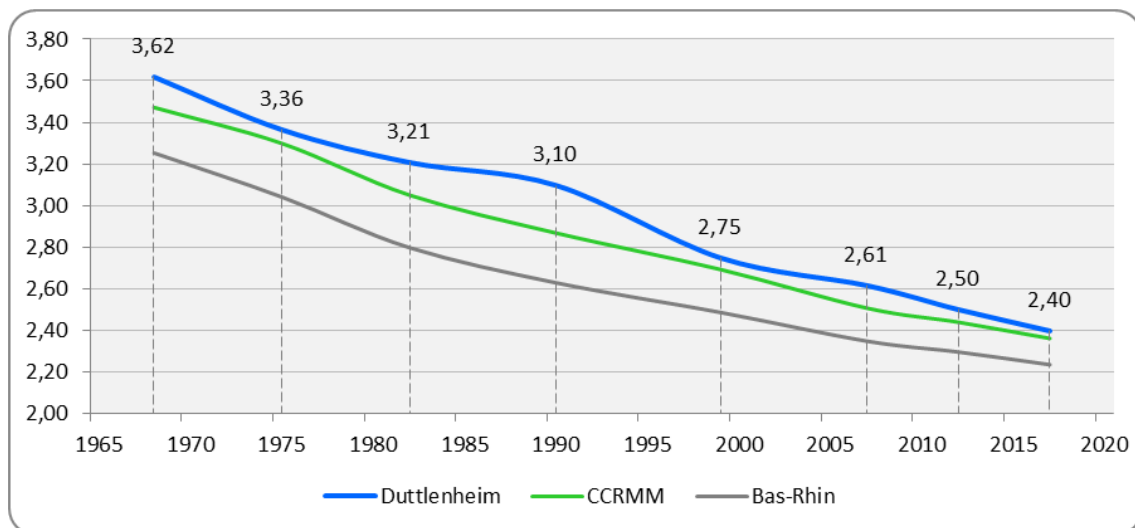
1.3. Ménages²²

La diminution régulière depuis 1968 de la taille des ménages s'inscrit dans une tendance nationale.

Toutefois, la taille des ménages reste importante (2,40 personnes par ménage) et légèrement supérieure aux moyennes intercommunale (2,36) et départementale (2,23).

La diminution de la taille des ménages peut s'expliquer par différents phénomènes : la diminution du nombre d'enfants par ménage, l'augmentation de l'espérance de vie et la meilleure autonomie des personnes âgées et l'augmentation des familles monoparentales...

Le desserrement des ménages conduit à une augmentation du besoin en logements pour un même nombre d'habitants.



Evolution de la taille des ménages de la commune comparée à celles de la CCRMM et du Bas-Rhin (source : INSEE 2017)

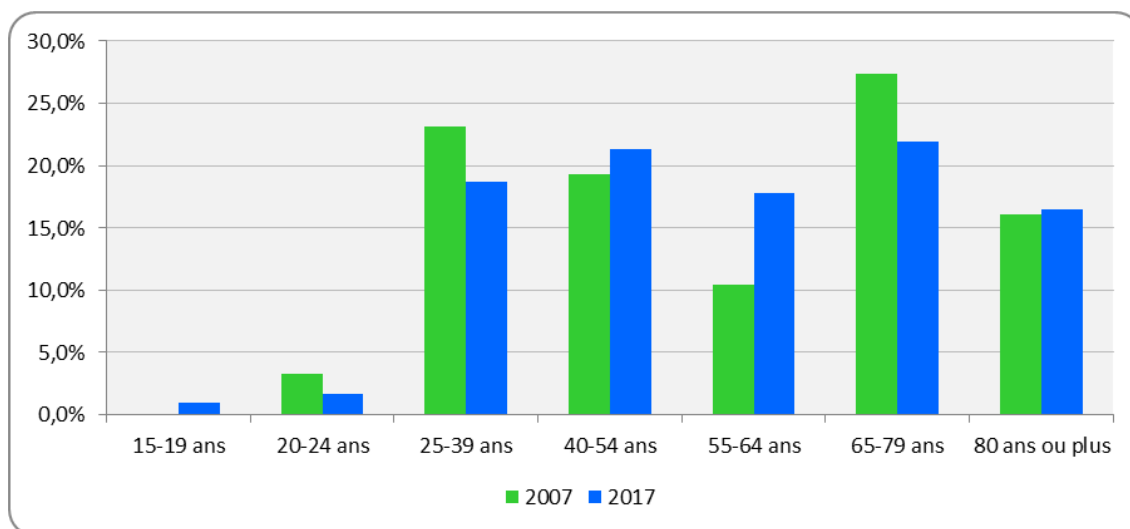
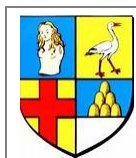
22

DEFINITIONS

Un **ménage**, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté.

Une **famille** est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

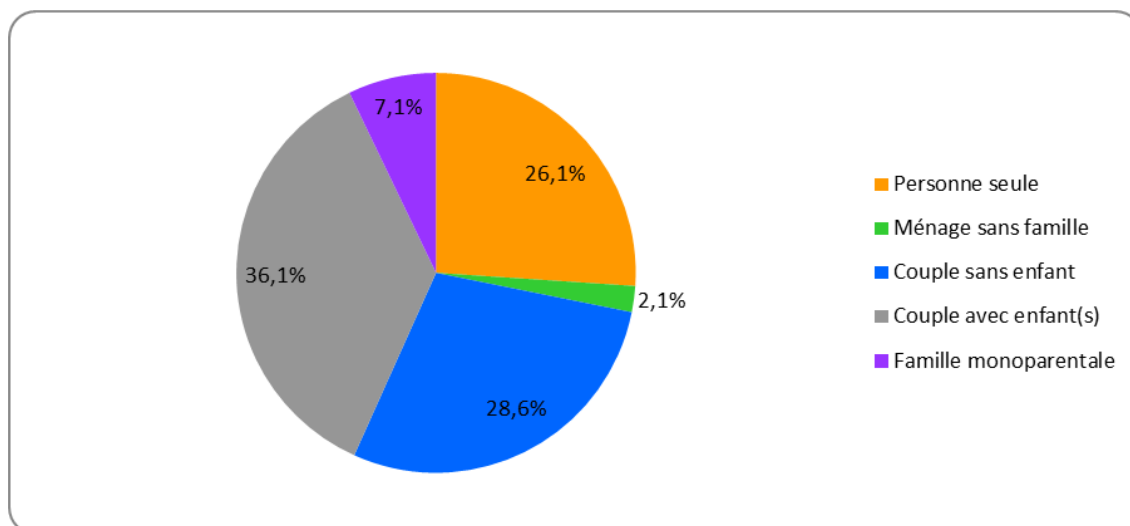
- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale)



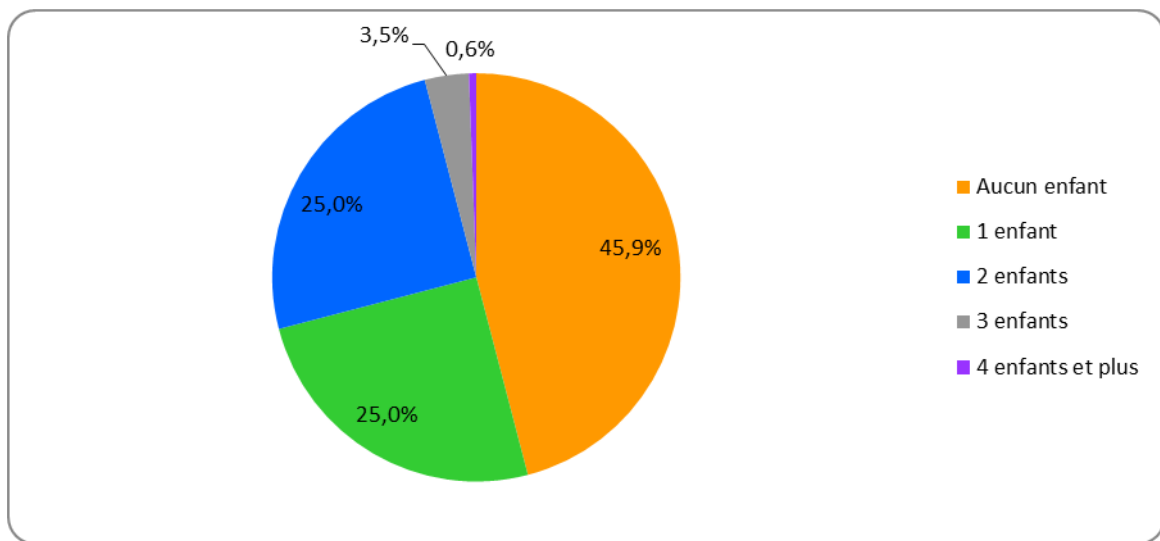
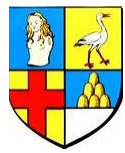
Personnes de 15 ans ou plus vivant seules sur la commune (source : INSEE 2017)

Le desserrement des ménages observé précédemment résulte :

- D'une augmentation des familles monoparentales de plus de 3 points entre 2007 et 2017 ;
- D'un recul des couples avec ou sans enfant(s) qui restent toutefois le modèle prépondérant, de 73,2% en 2007 à 64,7% en 2017 ;
- D'une diminution des familles avec au moins 2 enfants ;
- D'une progression des personnes vivant seules qui augmentent de près de 45% en 10 ans et qui représentent plus d'un quart des ménages en 2017.

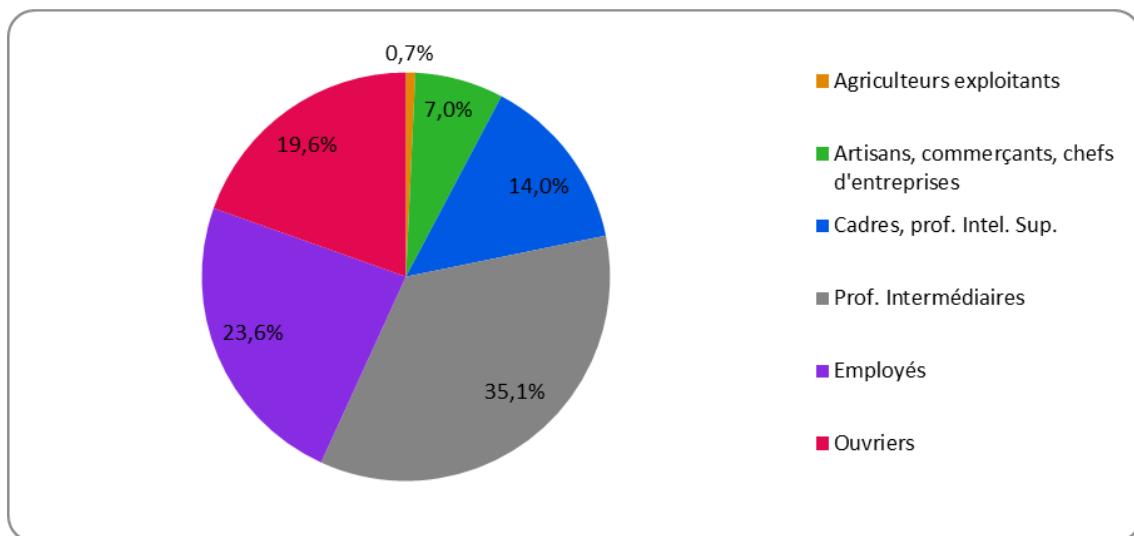


Répartition des ménages dans la commune (source : INSEE 2017)



Taille des familles de la commune (source : INSEE 2017)

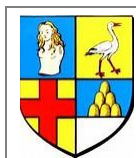
1.4. Caractéristiques sociales



Les actifs occupent majoritairement des professions intermédiaires (infirmiers, professeurs des écoles...) ou sont employés ou ouvriers.

Par rapport à 2007, on note :

- Une augmentation de la part des professions intermédiaires, des cadres, des professions intellectuellement supérieures et des artisans, commerçants et chefs d'entreprises ;
- Une diminution des ouvriers.

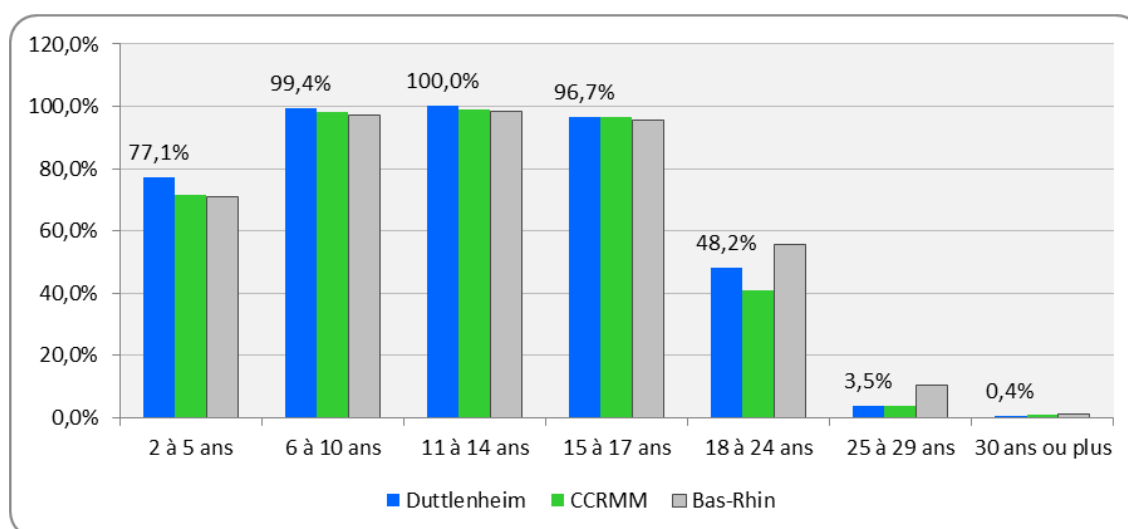


A Duttlenheim, 75,5% des ménages fiscaux sont imposés.

Le revenu médian par unité de consommation²³ est de 24 237 euros par an, ce qui se situe au-dessus du revenu médian de la Communauté de communes (22 854 euros par an) et du département (21 495 euros par an).

10% des foyers ont un revenu fiscal inférieur à 15 575 euros par an, et 10% ont un revenu fiscal supérieur à 38 979 euros par an.

1.5. Scolarisation et niveau d'études



Taux de scolarisation en fonction de l'âge des jeunes de la commune, de la CCRMM et du département (source : INSEE 2017)

Dans la commune, seuls 77,1% (soit 84 enfants sur 109) des enfants de 2 à 5 ans sont scolarisés. Cette part est inférieure à l'intercommunalité. On peut penser que ce taux pourrait sensiblement augmenter si la scolarisation des enfants était possible avant l'âge de 3 ans.

23

DEFINITIONS

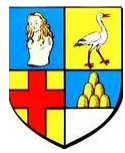
Le **revenu disponible par unité de consommation (UC)**, également appelé "**niveau de vie**", est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner, corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence.

L'échelle utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

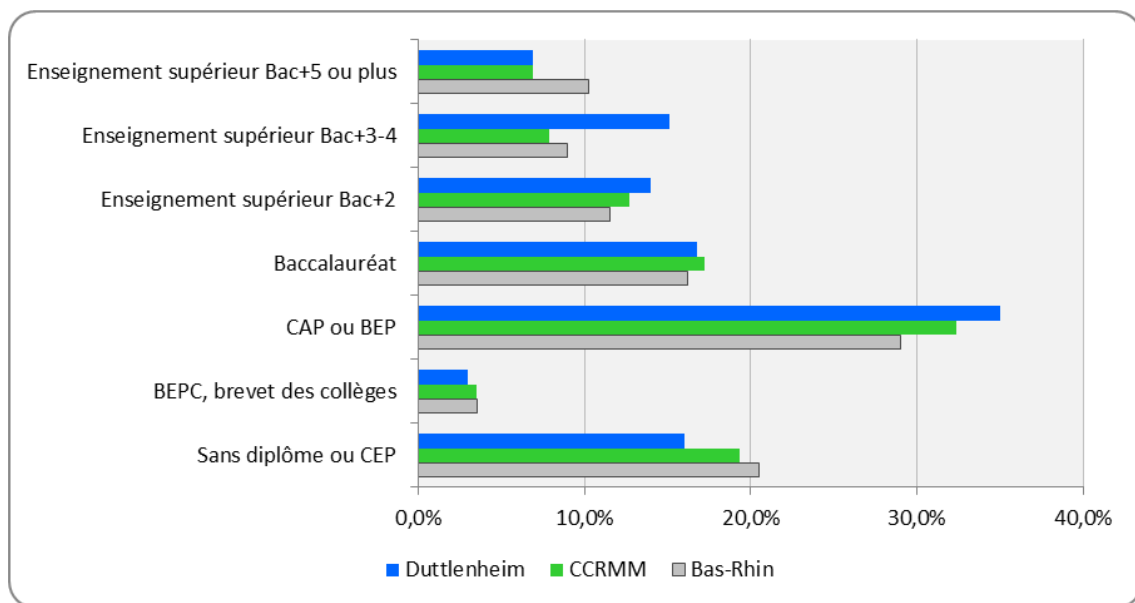
Le revenu par unité de consommation permet de comparer les niveaux de vie des ménages de tailles ou de compositions différentes.

Le revenu disponible comprend les revenus d'activités, indemnités de chômage, retraites et pensions, revenus fonciers, les revenus et les prestations sociales reçues. Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs et les prélèvements sociaux.



Entre 6 et 10 ans et entre 15 et 17 ans, respectivement 99,4% et 96,7% des jeunes sont scolarisés, représentant un enfant non scolarisé pour les 6-10 ans et 4 enfants pour les 15-17 ans. Les enfants considérés comme « non scolarisés » peuvent par exemple être des enfants dont les parents assurent l'instruction « à la maison » ou des enfants hospitalisés.

Après 18 ans, seulement 48,2% des jeunes de la commune sont scolarisés, soit un niveau supérieur à l'intercommunalité mais bien inférieur au département (55,7%). Ce faible taux n'indique pas que la majorité des jeunes ne poursuivent pas leurs études. Il montre simplement que ces jeunes déménagent pour se rapprocher des grandes villes équipées de structures pour l'enseignement supérieur.

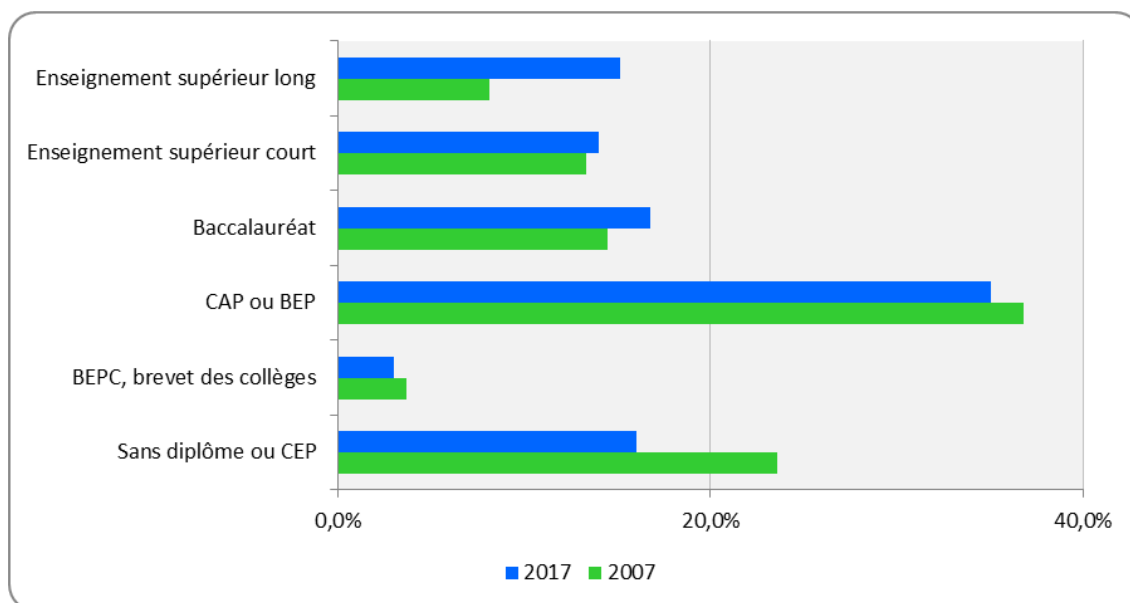


Niveau d'études de la population non scolarisée de 15 ans ou plus de la commune, de l'intercommunalité et du département (source : INSEE 2017)

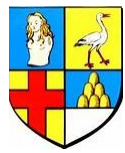
Le niveau d'études se distingue de celui de la moyenne de la CCRMM puisque les habitants de Duttlenheim sont majoritairement plus diplômés.

Entre 2007 et 2017, la part des « plus diplômés » a nettement augmenté : 36% des habitants ont au moins le baccalauréat en 2007 pour 46% en 2017.

La part des personnes sans diplôme chute de façon importante passant de près de 24% en 2007 à 16% en 2017.



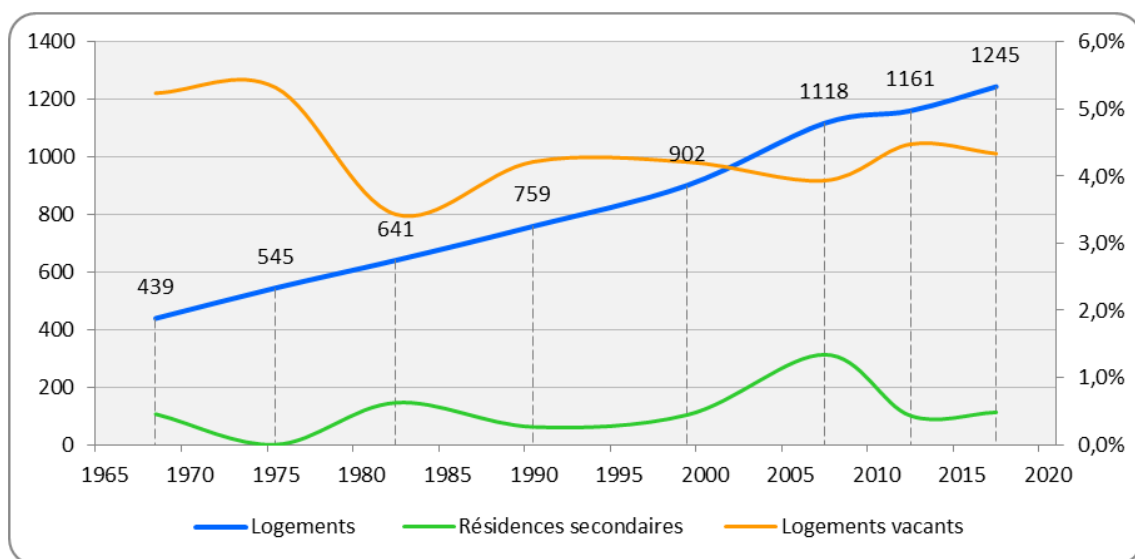
Evolution du niveau d'études à Duttlenheim (source : INSEE 2017)



2. Habitat

2.1. Evolution du parc

En 2017, la commune compte 1 245 logements dont 1 185 résidences principales, soit 95,2% du parc de logements. On note une augmentation constante depuis 1968 avec une augmentation plus importante au début des années 2000. Après une légère stabilisation entre 2007 et 2012, l'augmentation du nombre de logements est plus marquée entre 2012 et 2017.



Evolution du parc de logements de la commune (source : INSEE 2017)

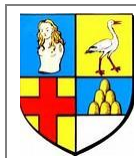
Le nombre de résidences secondaires a diminué entre 2007 (15 résidences secondaires) et 2017 (6 résidences secondaires). L'évolution du nombre de résidences secondaires a été très fluctuante depuis 1968.

Le taux de logements vacants²⁴ de la commune est faible. Il est de 4,3% en 2017, soit en dessous du seuil de fluidité du marché (qui est entre 5 et 6%) depuis 1968. Il tend à se stabiliser depuis 2012. Il reste bien inférieur au taux de vacance dans la CCRMM (7,1%) et dans le département (7,9%).

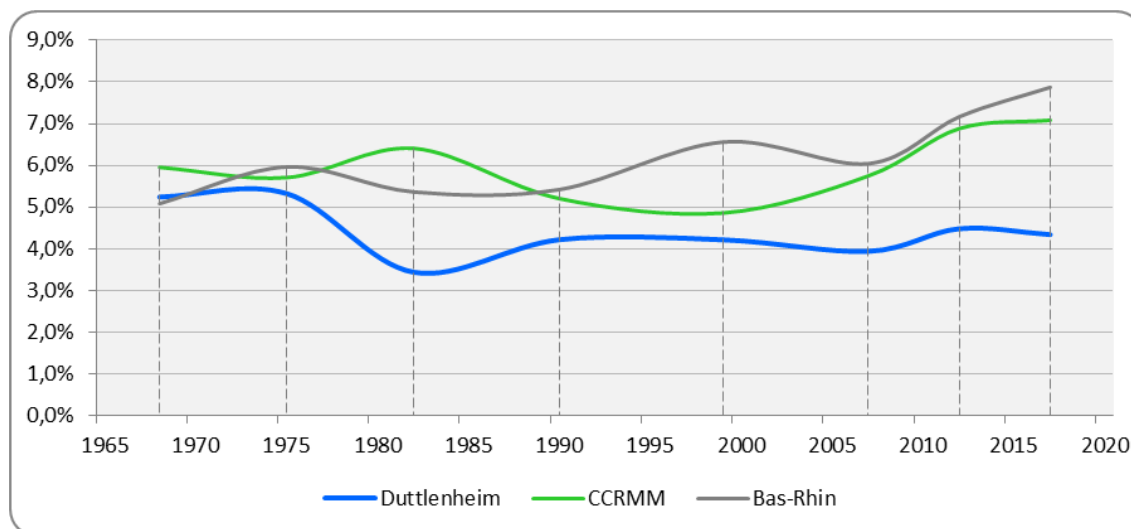
²⁴

Un **logement vacant** est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés.



En 2017, 54 logements sont vacants dont 36 maisons (soit 69%). La construction de plus de 70% de ces logements date d'avant 1990, laissant supposer des travaux de rénovations importants pour les futurs acquéreurs.



Taux de logements vacants dans la commune, la CCRMM et le département (source : INSEE 2017)

Entre 2012 et 2017 (données Sit@del), 39 logements ont été construits dont :

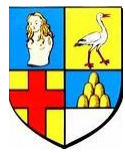
- 10 maisons
- 24 appartements
- 5 logements individuels groupés.

La commune connaît un pic de construction en 2012 correspondant à l'ouverture à l'urbanisation de certaines zones, favorisant la construction notamment des logements collectifs. On compte 4 bâtiments d'environ 8 logements en 2012 dans le lotissement l'Epicure, rue des perdreux.

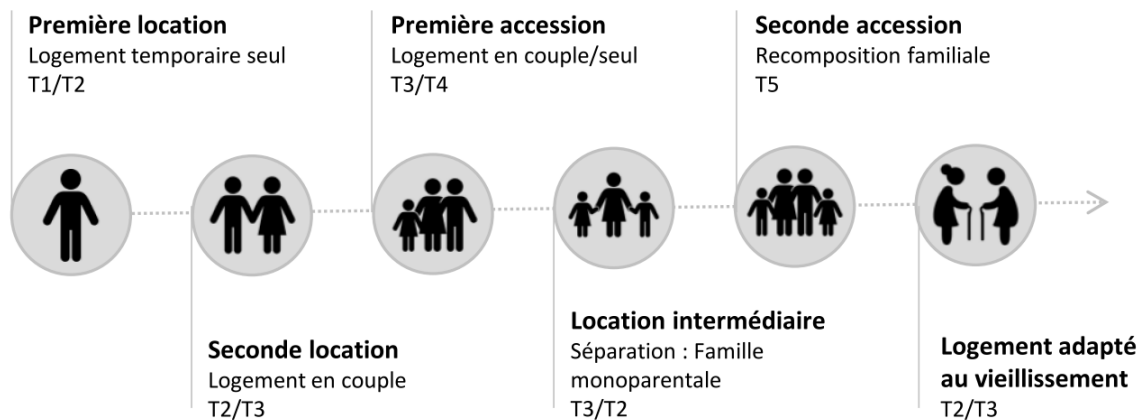
2.2. Caractéristiques du parc

La structuration des parcours résidentiels a connu de fortes évolutions ces dernières années. Auparavant, on l'estimait généralement en 3 étapes :

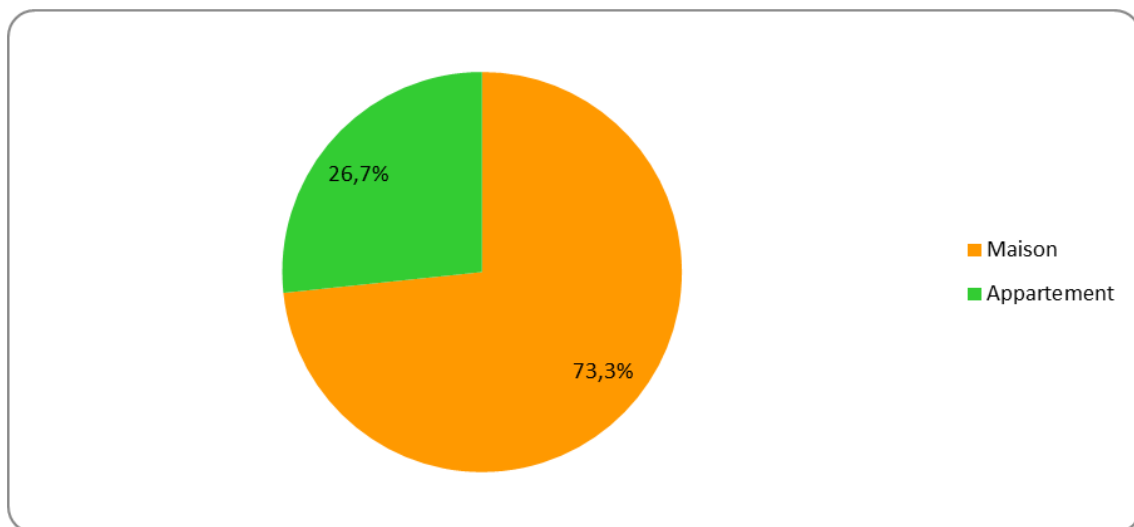
- une première location, souvent seul ;
- une seconde location, en couple ;
- puis un achat en couple également.



Aujourd'hui avec un desserrement croissant de la taille des ménages, de nouveaux parcours résidentiels apparaissent. Le processus se divise désormais en 6 étapes détaillées sur le schéma suivant :



Le parc de logement de Duttlenheim est dominé par la maison individuelle : 73,3% soit 913 maisons. Les appartements représentent plus d'1/4 de l'offre de logements, et sont en augmentation depuis 2007 (263 appartements en 2007, 332 appartements en 2017).

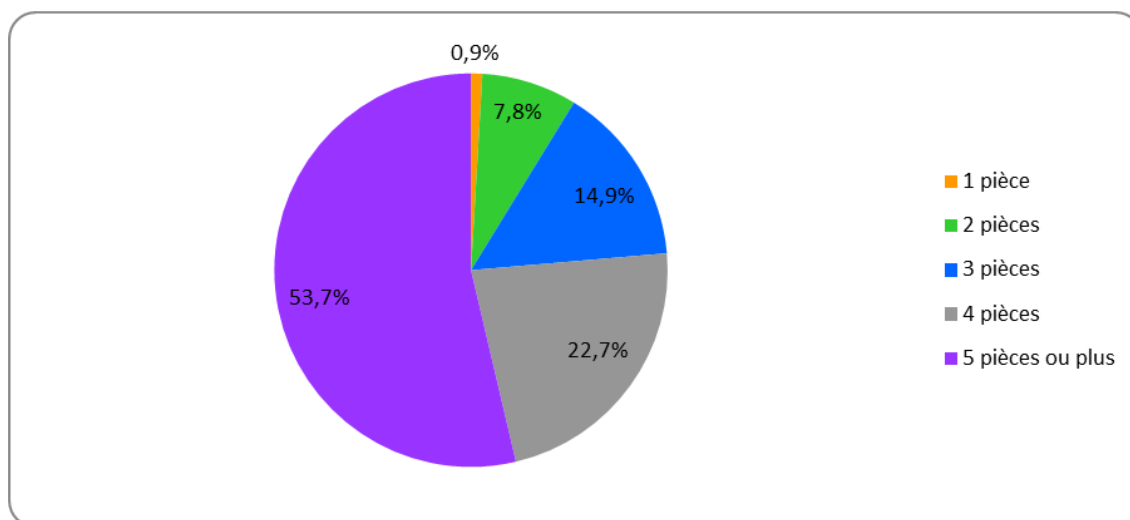


Typologie des logements de la commune (données : INSEE 2017)

La taille des logements est très confortable avec en moyenne 4,6 pièces par logement (CCRMM : 4,4) : 5,2 pièces par maison (CCRMM : 5,2) et 3,0 pièces par appartement (CCRMM : 3,1).

Il pourrait être envisagé de créer des logements de petites superficies pour élargir l'offre résidentielle de la commune et pour répondre au phénomène de desserrement des ménages.

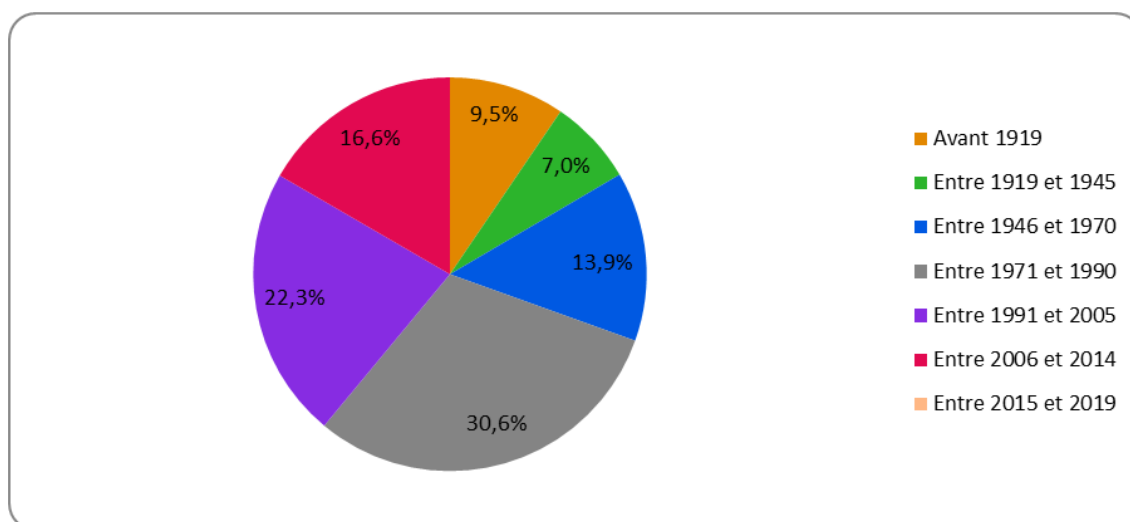
Les logements de 5 pièces sont occupés à 40,6% par 2 personnes et les logements de 6 pièces ou plus sont occupés à 34,1% par 2 personnes. Ces chiffres sont sensiblement identiques à ceux de la CCRMM.



Taille des logements de la commune (source : INSEE 2017)

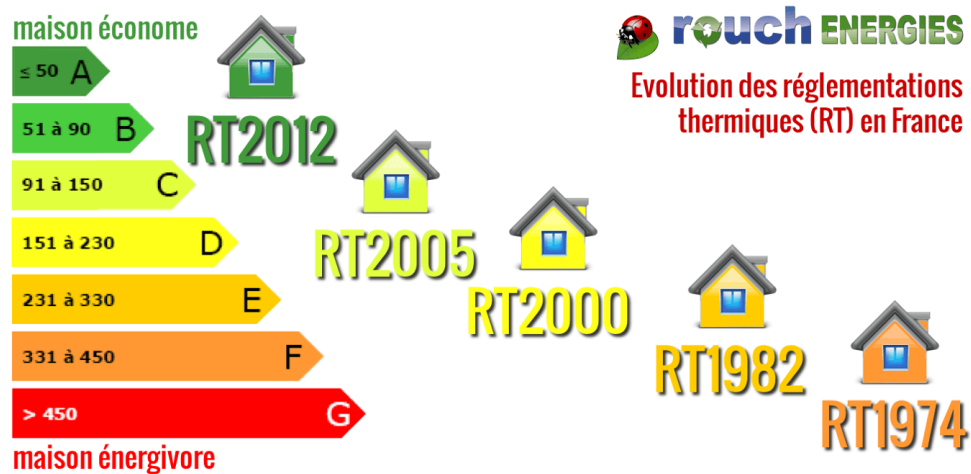
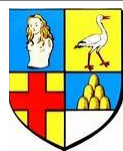
Le parc de logements est particulièrement ancien. 61% des logements ont été construits avant 1991. Des rénovations sont à envisager en particulier dans le domaine énergétique, car les logements construits avant le 1^{er} choc pétrolier et avant la 1^{ère} réglementation thermique sont les plus énergivores. Il convient :

- D'améliorer l'isolation des murs extérieurs
- De réduire les défauts d'étanchéité (calfeutrement des portes ou des menuiseries) tout en conservant une ventilation suffisante
- D'améliorer la performance des vitrages.



Ancienneté des logements de la commune (source : INSEE 2017)

Des améliorations thermiques sont envisageables pour les constructions avant les années 2000, c'est-à-dire avant l'application de la RT2000 où la réduction de la consommation maximale d'énergie était imposée pour les constructions neuves.



Evolution des réglementations thermiques (RT) en France (Source : Rouch Energies)



Construction des années 1950



Construction des années 2000



Construction des années 1970

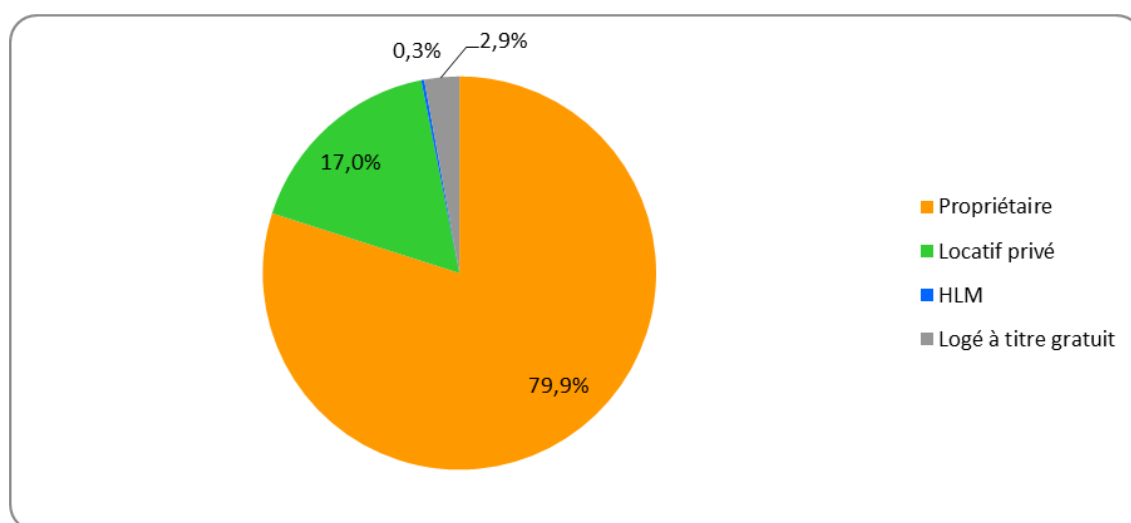


Construction d'avant 1945

2.3. Occupation du parc

D'après les données de l'INSEE, en 2017, sur l'ensemble des résidences principales, 947 sont occupées par leur propriétaire (soit 79,9%). La part de locations est en hausse passant de 158 logements en 2007 (soit 14,8%) à 201 logements en 2017 (soit 17,0%).

La part de logement social²⁵ est proche de 0. Il n'y a pas d'obligation légale de créer du logement social à Duttlenheim.



Statut d'occupation des logements de la commune (source : INSEE 2017)

L'occupation des logements est plutôt pérenne.

Près de 65% des occupants sont dans leur logement depuis plus de 10 ans, et plus de 29% depuis plus de 30 ans.

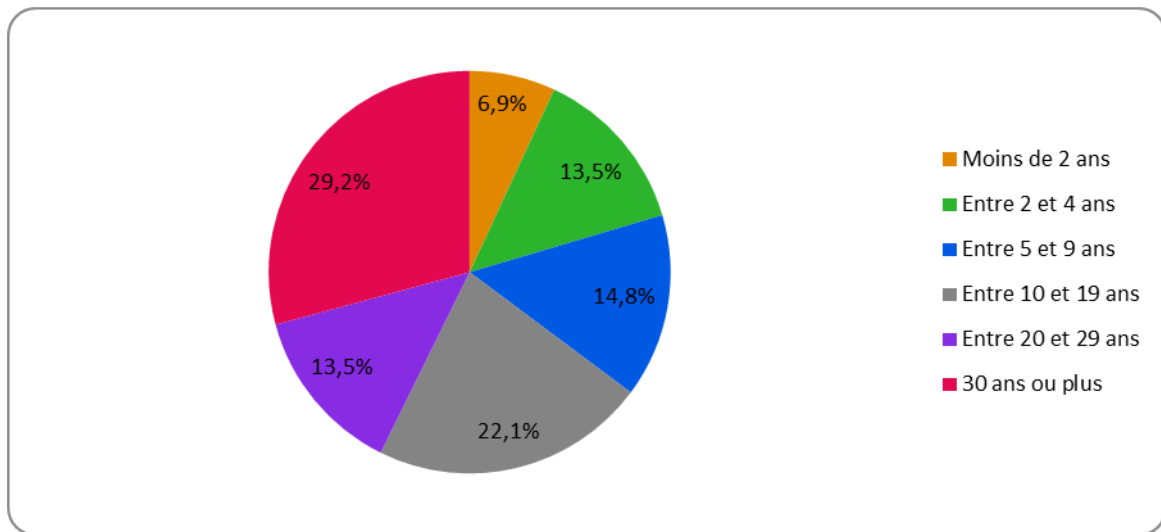
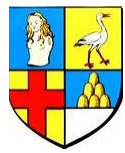
25

DEFINITIONS

Un **logement social** est un logement construit avec l'aide financière de l'Etat, appartenant aux organismes HLM ou gérés par eux. Ils sont attribués aux ménages dont les ressources n'excèdent pas certains plafonds.

Quatre catégories de logements sociaux existent en fonction du prêt utilisé pour financer la construction :

- le PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) ;
- le PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) ;
- le PLS (Prêt Locatif Social) ;
- le PLI (Prêt Locatif Intermédiaire).

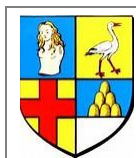


Ancienneté d'emménagement dans la commune (source : INSEE 2017)

2.4. Niveau de confort

En 2017 :

- 98,9% des logements disposent d'une salle de bain (+2,1 points par rapport à 2007) ;
- 91,1% des logements sont équipés d'une installation de chauffage (+3 points par rapport à 2007) dont :
 - 10,4% équipés d'un chauffage central collectif ;
 - 59,0% équipés d'un chauffage central individuel ;
 - 21,8% d'un chauffage individuel électrique ;
- 94,5% des ménages disposent d'au moins une voiture (+2,1 points par rapport à 2007) et 53,9% en possèdent au moins deux.



2.5. Marché du logement

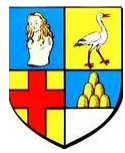
76 logements ont été construits dans la commune entre 2009 et 2018, dont 31 logements individuels purs. La commune a continué sa politique de diversification de l'habitat en produisant majoritairement des logements collectifs.

On note que ces logements collectifs ont été essentiellement réalisés en 2011/2012 correspondant à la création de lotissements le plus souvent communaux.

Année	Nombre de logements				Superficie en m ² des logements			
	individuels	individuels groupés	collectifs	total	individuels	individuels groupés	collectifs	total
2009	1	0	2	3	86	0	90	176
2010	1	2	0	3	200	190	0	390
2011	16	0	10	26	2 589	0	642	3 231
2012	4	0	17	21	704	0	1 314	2 018
2013	3	0	0	3	512	0	0	512
2014	1	0	6	7	184	0	521	705
2015 ²⁶	-	-	-	-	-	-	-	-
2016	1	2	0	3	167	236	0	403
2017	2	3	0	5	299	497	0	796
2018	2	3	0	5	282	281	0	563
TOTAL	31	10	35	76	5 023	1 204	2 567	8 794

Logements commencés entre 2009 et 2018 dans la commune (données : Sit@del)

²⁶ Données non disponibles



3. Contexte économique

3.1. Population active de la commune

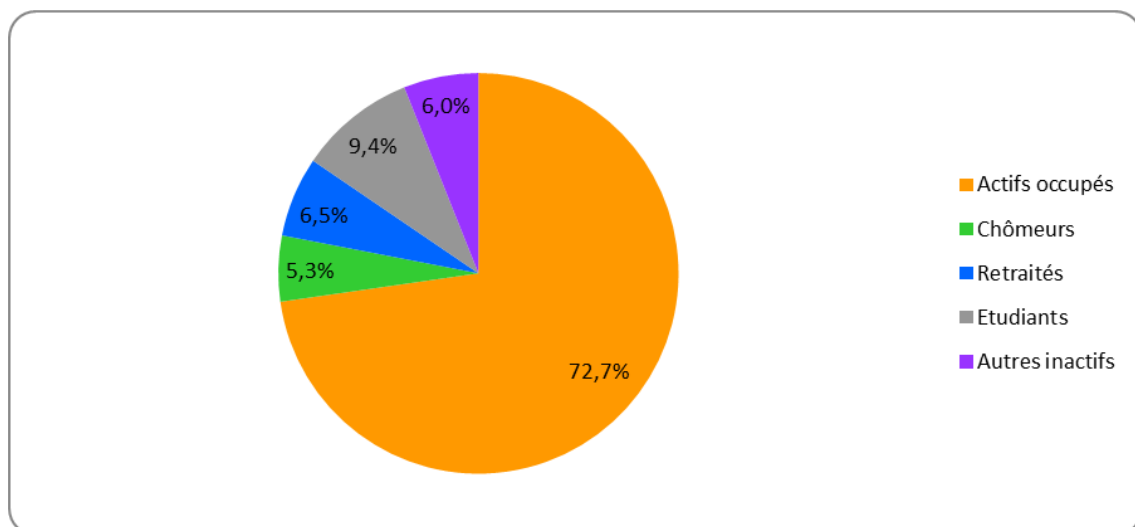
En 2017, sur 2 890 habitants, 1 885 ont entre 15 et 64 ans.

Parmi les 1 885 personnes, 1 471 sont des actifs soit un taux d'activité de 78,0%. Sur ces actifs, 1 371 ont un emploi (72,7%) et 100 sont au chômage (5,3%).

Le taux d'emploi (nombre d'actifs ayant un emploi sur le nombre d'actifs) est de 93,2%. Ce taux est en baisse par rapport à 2007 (94,5%) mais reste supérieur à celui de la CCRMM (90,3%) et celui du département (87,8%).

Les 414 personnes inactives se répartissent comme suit :

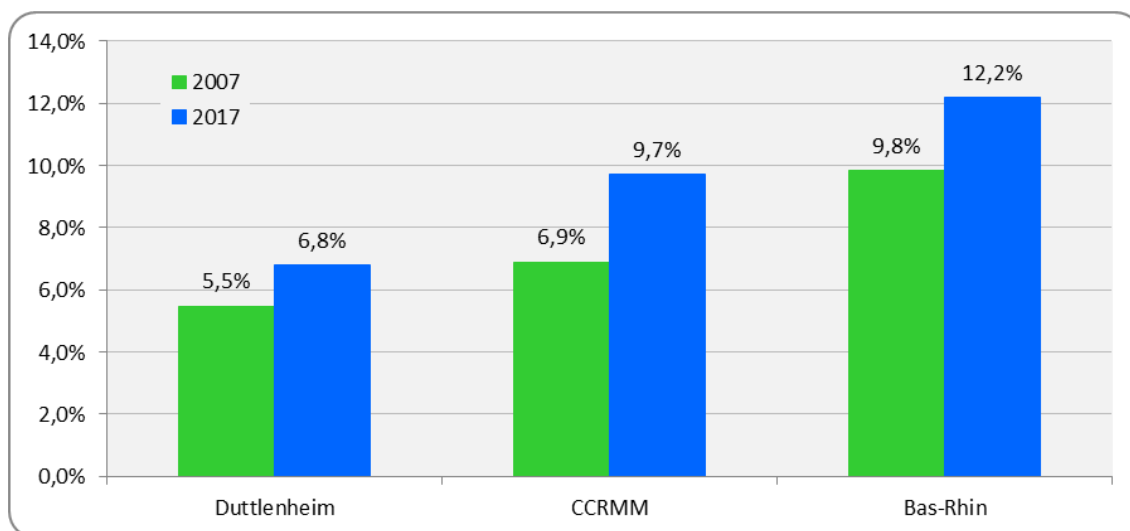
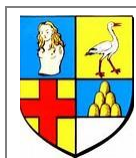
- 122 retraités (6,5%) ;
- 178 élèves ou étudiants (9,4%)
- 114 autres inactifs (7,9%) – pères ou mères au foyer, etc...



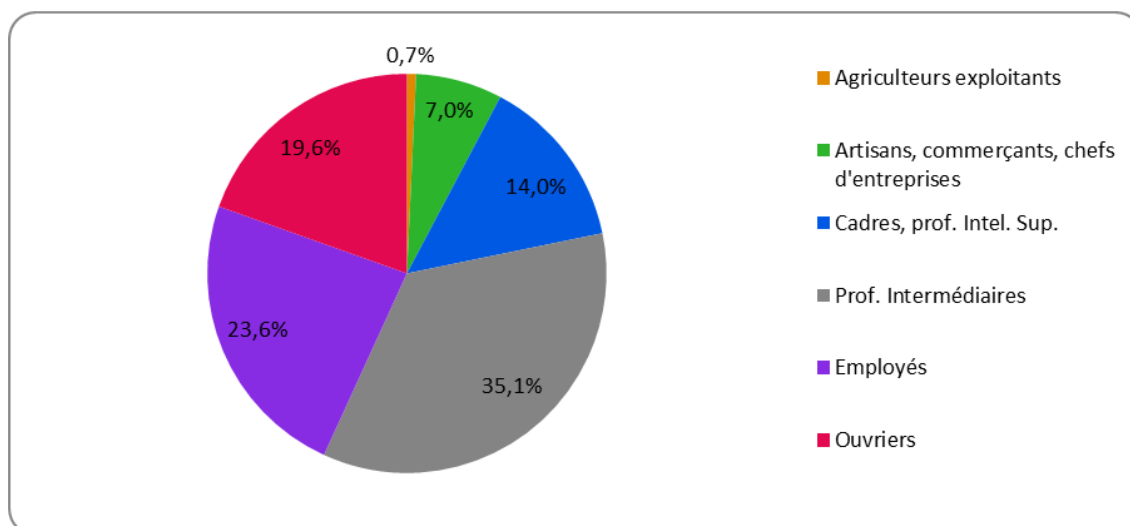
Type d'activité des 15-64 ans (source : INSEE 2017)

Le taux de chômage en 2017 (nombre de chômeurs par rapport aux actifs) est de 6,8% et se situe bien en-dessous des taux intercommunal (9,7%) et départemental (12,2%).

Toutefois, le taux de chômage augmente entre 2007 et 2017 (+20 personnes).



Taux de chômage de la commune, de la CCRMM et du département (source : INSEE 2017)



Répartition des actifs de la commune selon leur CSP²⁷ (source : INSEE 2017)

D'après les données INSEE, les professions intermédiaires sont majoritairement représentées (35,1%). Leur part a toutefois diminué entre 2007 (500 personnes) et 2017 (475 personnes).

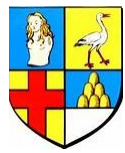
27

DEFINITIONS

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

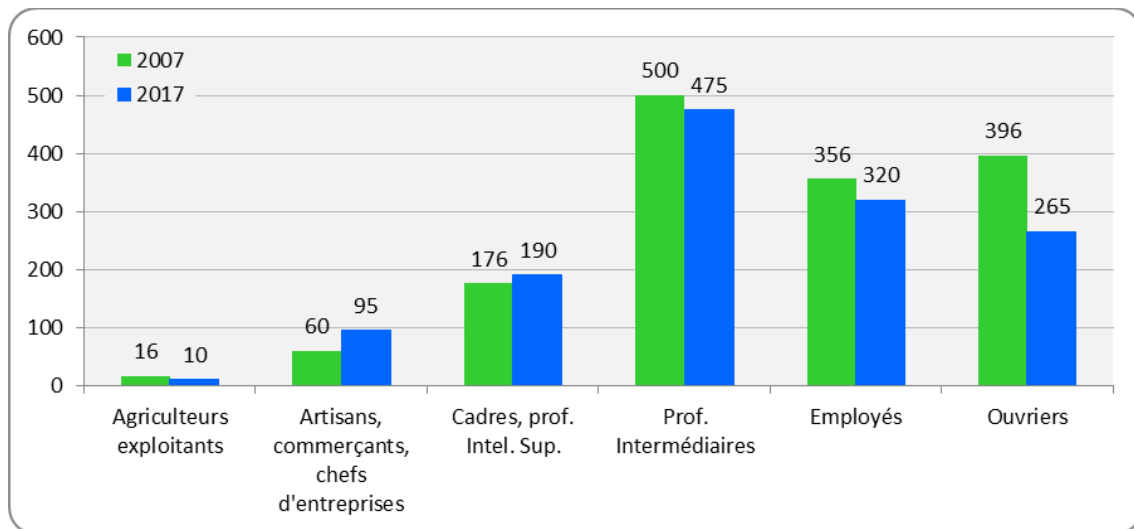
Elle comporte trois niveaux d'agrégation emboîtés :

- les groupes socioprofessionnels (8 postes) ;
- les catégories socioprofessionnelles (24 et 42 postes) ;
- les professions (486 postes).



Les employés ont également une part importante (23,6%) ainsi que les ouvriers (19,6%), bien que ces deux catégories soient en baisse depuis 2007, respectivement de -36 employés (-0,1 point) et -131 ouvriers (-6,7 points).

En revanche, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures progresse (+14 cadres soit +2,3 points depuis 2007), ainsi que celles des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (+35 artisans, commerçants et chefs d'entreprise soit +3 points par rapport à 2007).



Evolution des CSP entre 2007 et 2017 (source : INSEE 2017)

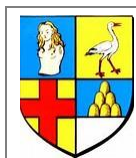
3.2. Emploi locaux

L'indicateur de concentration d'emploi mesure le rapport entre le nombre d'actifs résidant sur un territoire donné, et le nombre d'emplois dans cette zone. Il permet ainsi de renseigner sur l'attractivité d'un territoire.

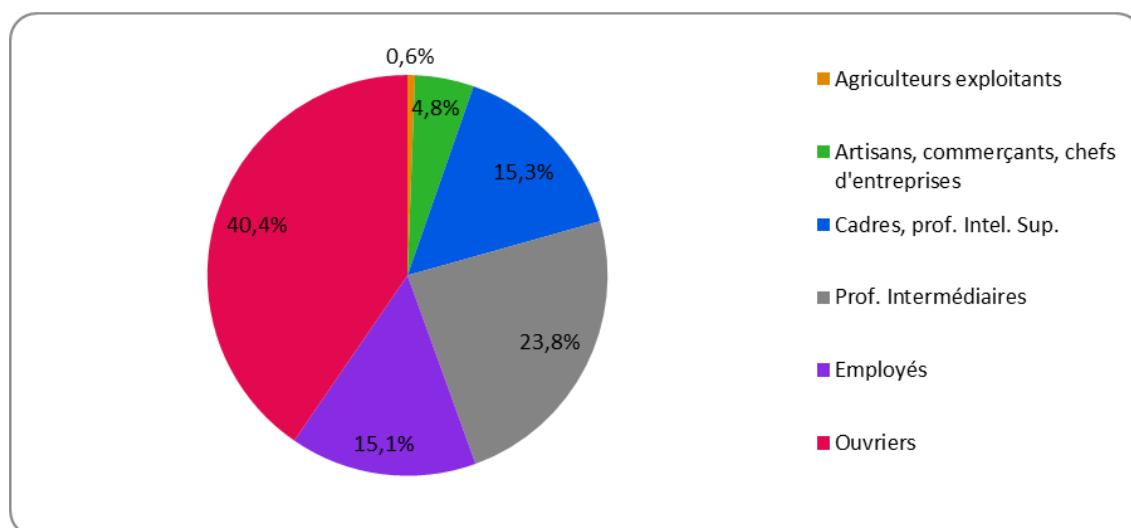
On constate que la commune est attractive avec un indicateur de concentration d'emploi de 118,9%, en légère baisse depuis 2007 (125,3%). Cet indicateur se situe au-dessus des valeurs intercommunale (104,6%) et départementale (85,3%).

En 2017, selon l'INSEE, 1 748 emplois sont offerts sur la commune et sont principalement destinés aux ouvriers (40,4% soit 673 emplois), ainsi qu'aux professions intermédiaires (23,8% soit 397 emplois). A noter que les emplois recensés dans la commune ne sont pas nécessairement occupés par des habitants de Duttlenheim.

On peut constater que l'offre d'emplois selon les CSP n'est pas en adéquation avec les CSP des actifs et ne permet pas de répondre totalement aux besoins des habitants de la commune. En effet, la commune ne compte que 265 ouvriers et offre 673 emplois dans cette catégorie. Egalement, 190 cadres habitent Duttlenheim et 255 emplois existent dans la commune. Ces phénomènes sont essentiellement dus à la présence du Parc d'Activités Economiques de la Plaine de la Bruche.



A contrario, l'offre d'emplois dans la catégorie « Professions intermédiaires » et « Employés » n'est pas suffisante pour répondre aux besoins des habitants.



Répartition des emplois sur le territoire selon les CSP (données : INSEE 2017)

Selon la CCI, Duttlenheim compte en octobre 2015, 124 établissements²⁸ présents dans la commune, essentiellement dans le secteur des services et du commerce.

Les plus gros employeurs sont :

- Entrepôt Auchan : 185 personnes
- Asteelflash : 131 personnes
- Quiri : 130 personnes
- Keller fondations spéciales : 97 personnes
- Techniverre : 93 personnes
- Charcuterie vallée : 73 personnes (entreprise transférée en 2018 à Obernai)

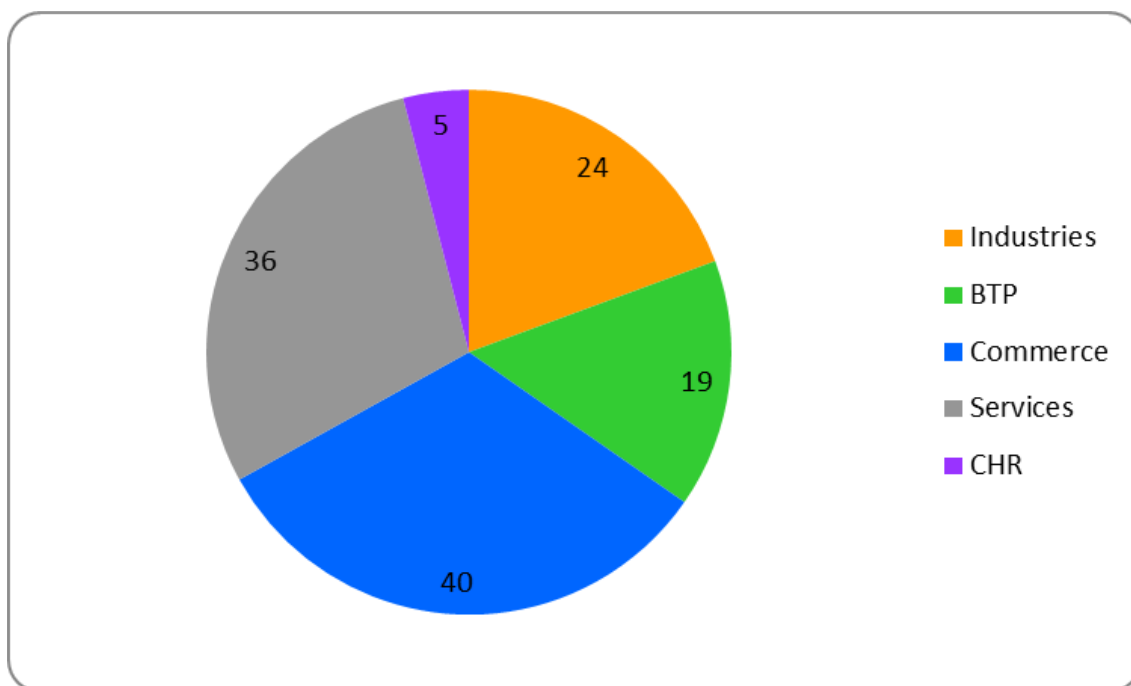
Selon la CCI, en octobre 2015, on compte 1 250 emplois dans la commune, majoritairement dans le secteur de l'industrie. En effet, 50% des postes sont dans ce secteur.

²⁸

Une **entreprise** est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

L'entreprise est localisée à l'adresse de son établissement siège.

Un **établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendant d'une entreprise.



Nombre d'établissements présents dans la commune en fonction de leur secteur, données CCI octobre 2015

3.3. Diagnostic agricole

Le diagnostic agricole a pour objectifs de faire l'état des lieux de la situation de la commune en termes de superficies agricoles exploitées et d'exploitations agricoles afin d'identifier les besoins en surfaces et développements agricoles.

L'article L311-1 du Code rural et de la pêche maritime définit l'activité agricole ainsi :

"Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. Les activités de cultures marines sont réputées agricoles, nonobstant le statut social dont relèvent ceux qui les pratiquent. Il en est de même des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle. Il en est de même de la production et, le cas échéant, de la commercialisation, par un ou plusieurs exploitants agricoles, de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation, lorsque cette production est issue pour au moins 50% de matières provenant d'exploitations agricoles."

3.3.1. Les exploitations agricoles

Selon les données RGA (Recensement Général Agricole), 21 exploitations agricoles avaient leur siège à Duttlenheim en 2010, chiffre en diminution par rapport à 2000 (28 exploitations recensées) et à 1988 (33 exploitations recensées).

Les 21 exploitations recensées représentent 29 unités de travail annuel²⁹ et travaillent sur une superficie de 700 hectares (pas nécessairement sur le ban communal de Duttlenheim) répartis de la manière suivante :

- 678 ha de terres labourables ;
- 21 hectares de surfaces toujours en herbe ;
- Non renseigné pour les cultures permanentes.

	2010	2000	1988
Exploitations agricoles (ayant leur siège dans la commune)	21	28	33
Travail dans les exploitations agricoles (en unité de travail annuel)	29	41	50
Superficie agricole utilisée (en hectare)	700	717	741
Cheptel (en unité de gros bétail)	238	171	872
Superficie en terres labourables (en hectare)	678	683	626
Superficie en cultures permanentes (en hectare)	NC	0	0
Superficie toujours en herbe (en hectare)	21	31	113

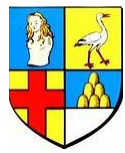
Données RGA 2010

29

DEFINITIONS

Unité de travail annuel : mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et co-exploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles.

Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA).



On constate également que la superficie agricole utilisée diminue entre 1988 et 2010 de l'ordre de 6%. L'élevage est la branche la plus impactée de l'agriculture à Duttlenheim puisqu'on dénombrait un cheptel de 872 unités en 1988 contre 238 en 2010.

La réunion de concertation en avril 2016 avec les exploitants agricoles a permis d'obtenir des informations sur 12 exploitations.

Les principales activités des exploitants agricoles de Duttlenheim sont :

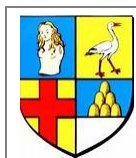
- la culture des céréales ;
- l'élevage des poulets.

Sur les 12 exploitations recensées lors de la réunion de concertation, il est constaté que 4 sont situées en zone urbaine et 1 est en limite.

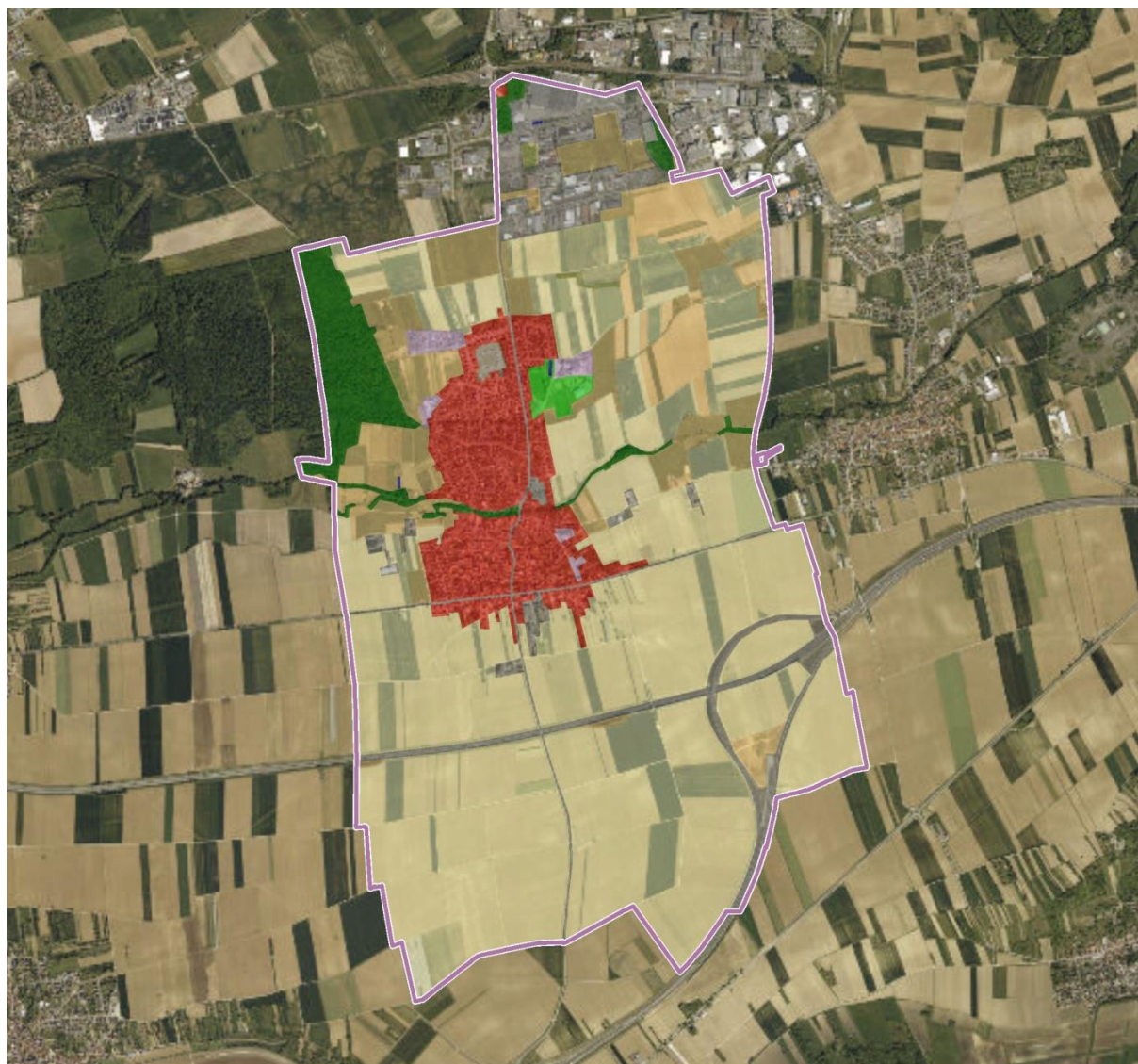
Au-delà de la problématique des déplacements des engins agricoles, les riverains pourraient se plaindre du bruit et des odeurs engendrés par certaines exploitations.

Un exploitant en zone urbaine envisage une sortie d'exploitation et un autre exploitant situé en limite de zone urbaine envisage de construire un hangar ou une maison individuelle à proximité de l'exploitation.

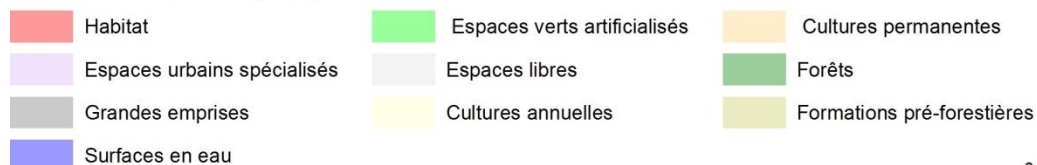
Certains exploitants agricoles ont également formulé des besoins qui seront analysés en fonction des différentes contraintes. Plusieurs secteurs agricoles constructibles sont à prévoir.



3.3.2. Les surfaces agricoles et l'occupation des sols



OCCUPATION DU SOL (2012)



SOURCES : BD OCS, CIGAL, 2012 - BD ORTHO, 2012.

OCTOBRE 2015

0 375 750
m

Occupation du sol (source : BDOCS 2012)

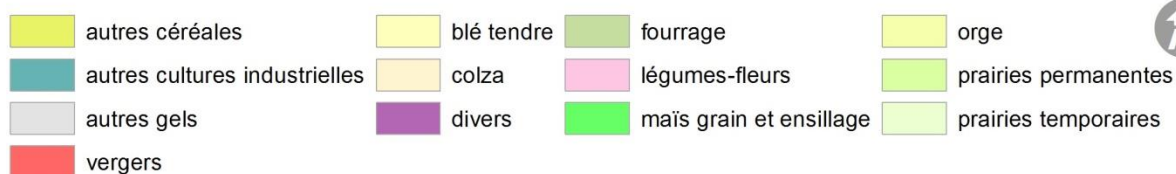
D'après les données issues de la BD ORTHO IGN 2010 correspondant à des observations de photographies aériennes, les surfaces agricoles à Duttlenheim représentent 601 hectares, soit près de 70% du ban communal.



A noter que les surfaces agricoles sont supérieures à celles recensées par le RGA car il s'agit d'une observation de photographies aériennes qui comptabilise certains espaces comme des prairies privatives non exploitées ou des espaces boisés comme surfaces agricoles.



ÎLOTS CULTURAUX ET GROUPES DE CULTURES MAJORITAIRES DES EXPLOITATIONS

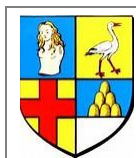


SOURCES : BD ORTHO, IGN, 2012 ; REGISTRE PARCELLAIRE GRAPHIQUE 2012.

OCTOBRE 2015

0 250 500
m

Répartition des terres cultivées par type de culture (source RPG 2012)



La majorité des surfaces agricoles (64,5%) est cultivée avec des céréales (maïs, blé, orge). Les prairies représentent 86,8 hectares soit 14,4% des terres agricoles. Elles sont en majorité permanentes.

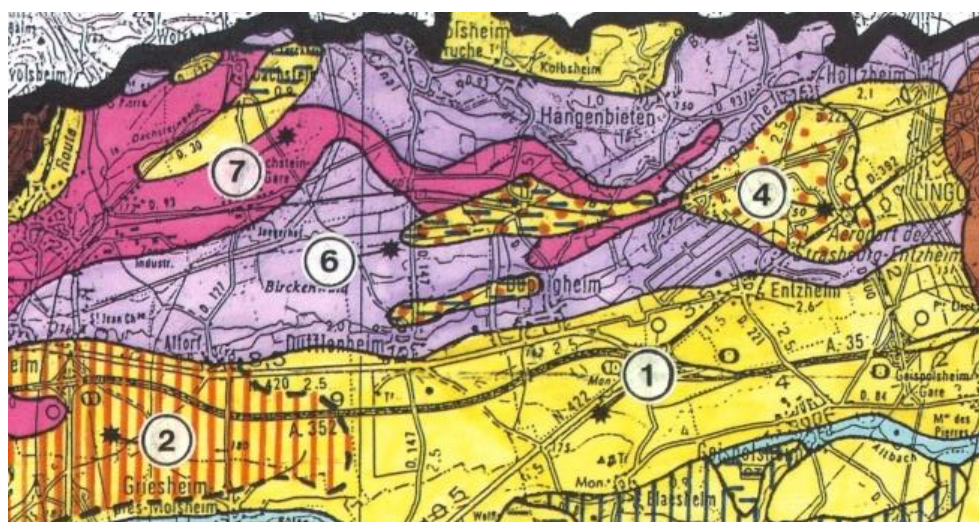
Les autres surfaces se répartissent comme suit :

- Colza : 1,2%
- Autres Gels : 0,9%
- Vergers : 0,04%
- Autres cultures : 8%
- Légumes-Fleurs : 10,7%
- Divers : 0,7%

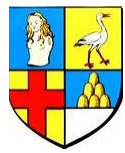
3.3.3. Le potentiel agronomique des terres

Les principaux types de sol identifiés à Duttlenheim sont :

- Les limons lœssiques : ces terres présentent un bon potentiel agronomique et permettent les grandes cultures céréalières ainsi que les cultures spéciales comme le chou et le tabac par exemple.
- Les lehms sur alluvions de la Bruche : ces sols peuvent être faiblement hydromorphes et permettent les cultures céréalières et maraîchères. Ces sols sont généralement sensibles au tassement et à la battance.
- Les limons sableux de la Bruche : ces sols sont sous l'influence des fluctuations de la nappe alluviale de la Bruche, ils peuvent être soumis à des submersions temporaires. Ces sols ont un risque très élevé de lessivage des nitrates et un pouvoir épurateur médiocre ou insuffisant.



Zone agro-pédologique (source : ARAA)



Légende :

	Limons loessiques
	Lehms sur alluvions de la Bruche
	Limons sableux de la Bruche

3.3.4. Les labels

Duttlenheim se situe dans l'aire de 4 produits bénéficiant d'une Indication Géographique Protégée³⁰ :

- la crème fraîche fluide ;
- le miel ;
- les pâtes ;
- les volailles fermières d'Alsace.

3.3.5. La route de la choucroute

La route de la choucroute a été créée en 1991 par des Hôteliers-Restaurateurs, des choucroutiers et des producteurs de choux pour promouvoir la choucroute et relancer la production du chou. Géographiquement, la route de la choucroute se situe dans les cantons de Geispolsheim, Erstein, Obernai et quelques communes alentours dont Duttlenheim.

30

DEFINITIONS

L'appellation d'origine constitue un signe d'identification de la qualité et de l'origine reconnu depuis 1905 en France, depuis 1958 sur le plan international (dans le cadre de l'Arrangement de Lisbonne) et depuis 1992 au niveau européen (sous le vocable AOP – Appellation d'Origine Protégée).

C'est la dénomination d'un pays, d'une région ou d'une localité servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus au milieu géographique, comprenant des facteurs naturels et des facteurs humains.

Le produit possède une notoriété dûment établie et sa production est soumise à des procédures comportant une habilitation des opérateurs, un contrôle des conditions de production et un contrôle des produits.

Depuis le 1er janvier 2012, les produits concernés ne doivent porter que la mention AOP, seuls les vins sont autorisés à porter l'appellation d'origine contrôlée française (AOC).

L'indication géographique est définie par un règlement européen : "le nom d'une région, d'un lieu déterminé ou, dans des cas exceptionnels, d'un pays, qui sert à désigner un produit agricole ou une denrée alimentaire :

- originaire de cette région, de ce lieu déterminé ou de ce pays et
- dont une qualité déterminée, la réputation ou d'autres caractéristiques peuvent être attribuées à cette origine géographique et
- dont la production et/ou la transformation et/ou l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée."

3.3.6. Les contraintes induites par les exploitations

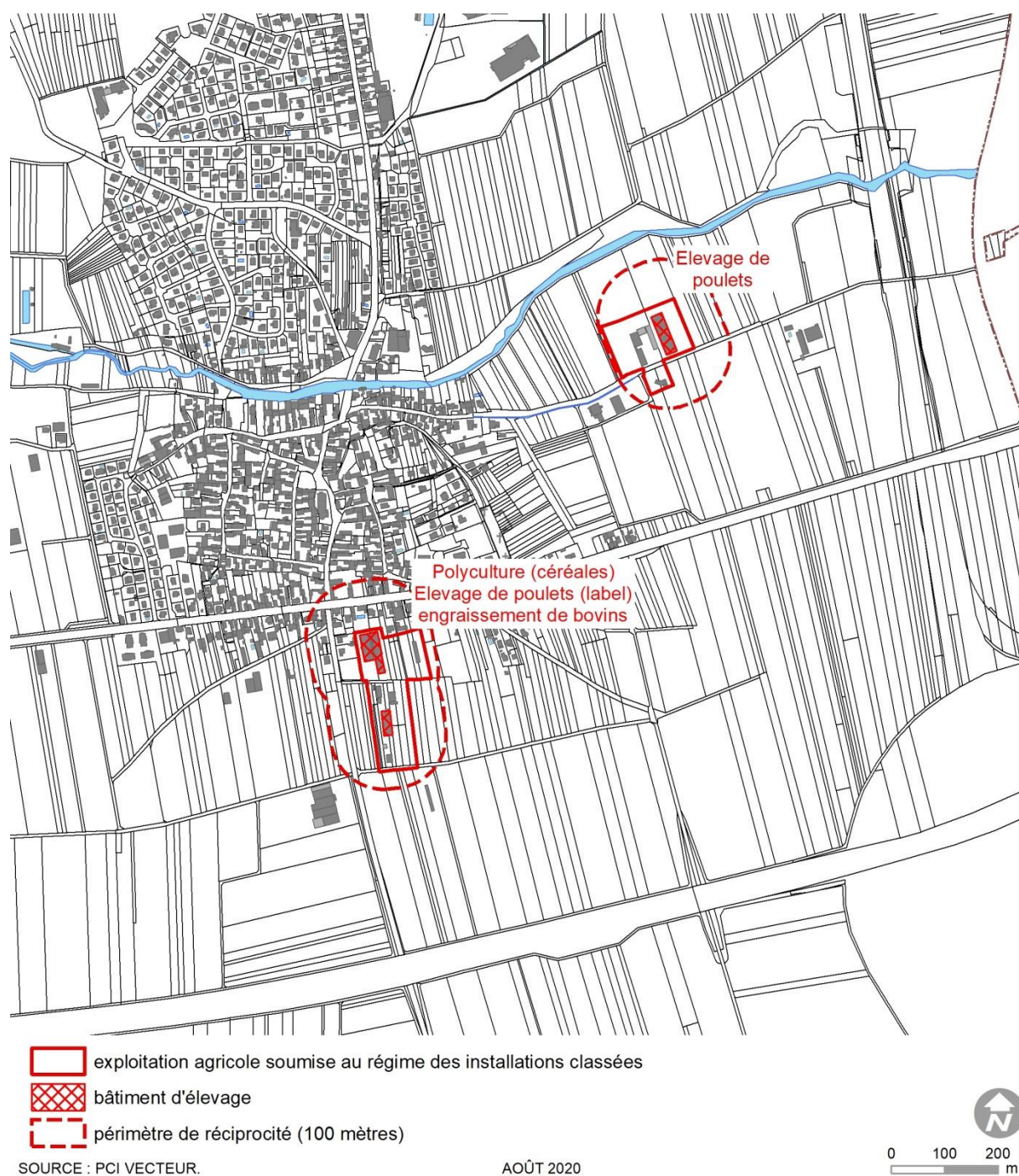
En fonction de la nature des élevages et de leur importance, les exploitations agricoles peuvent être soumises :

- A la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation ou de la déclaration ;
- Au règlement sanitaire départemental.

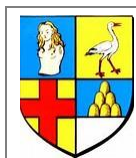
Le Règlement Sanitaire Départemental, tout comme la législation des ICPE, prévoit notamment que les bâtiments renfermant des animaux et certaines de leurs annexes respectent des distances d'implantation minimales (périmètres de réciprocité agricole de 25 ou 100 mètres) par rapport aux habitations de tiers, aux cours d'eau et captages d'eau potable.

Dans le cas des installations classées, le respect des distances de recul s'applique également par rapport aux limites des zones constructibles.

A Duttlenheim, deux exploitations agricoles sont classées ICPE et génèrent un périmètre de réciprocité.



Exploitations agricoles générant un périmètre de réciprocité



3.3.7. Impact des zones constructibles sur l'activité agricole

En croisant les données du Registre Parcellaire Graphique 2018 et le règlement graphique, on constate que les zones UA et UB en entrée de ville impacte environ 0,8 ha d'espaces agricoles. Il s'agit essentiellement de cultures de légumes-fleurs, de maïs, de blé ainsi que d'autres cultures industrielles ainsi que de prairies.



ÎLOTS CULTURAUX ET GROUPES DE CULTURES MAJORITAIRES DES EXPLOITATIONS

	blé tendre		autres cultures industrielles
	maïs grain et ensilage		légumes-fleurs
	prairies permanentes		

SOURCES : RPG 2019 ; BD ORTHO 2018, IGN.

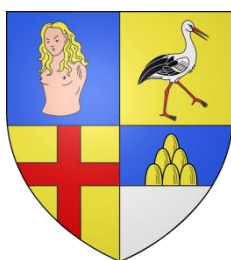
NOVEMBRE 2021

0 20 40
m*Impact des zones UA et UB en entrée de ville*



4. Contexte historique et patrimoine

4.1. Cadrage historique



Ecartelé : au premier d'azur au buste de femme sans bras de carnation, au deuxième d'or à la cigogne contournée au naturel, au troisième d'or à la croix de gueules, au quatrième coupé au I d'azur à la montagne de six coupeaux d'or et au II d'argent plain.

L'histoire de la ville de Duttlenheim est très liée à l'Abbaye bénédictine d'Altorf construite en 974. La ville fut la propriété du Couvent de Marmoutier au XII^{ème} siècle, puis du Chapitre de la Cathédrale de Strasbourg au XIII^{ème} siècle.

Au XVII^{ème} siècle, l'évêque de Strasbourg donna une partie de la ville à son intendant Franz Ernst Reich von Platz, dont les armes sont sur le blason de la ville.

Au XIX^{ème} siècle, la ville accueillit une communauté israélite qui érigea une synagogue (aujourd'hui disparue) ainsi qu'une école.

4.2. Périmètres archéologiques

La commune de Duttlenheim n'est pas concernée par une zone de présomption de prescription archéologique.

4.3. Patrimoine architectural et urbain

La commune de Duttlenheim possède une richesse patrimoniale. Sont présents des calvaires et des croix monumentales, des puits ou encore de nombreux édifices remarquables. D'autres éléments religieux sont visibles sur le territoire.

Plusieurs calvaires sont d'ailleurs inscrits à l'inventaire général du patrimoine :

- Calvaire à l'angle de la Rue de Blaesheim et de la Rue de Geispolsheim
- Calvaire Rue des Prés
- Calvaire Rue du Général Leclerc
- Calvaire cour de l'Eglise



Exemples de patrimoine culturel présents dans la commune

On trouve également sur le territoire communal des édifices remarquables, notés à l'inventaire général du patrimoine culturel :

- L'église Saint-Louis : elle date de 1777 et a été agrandie au XIX^{ème} siècle.
- Le presbytère : il comporte une toiture « à la Mansart », avec 4 versants brisés très raides à l'endroit des combles, caractéristiques des constructions du XVIII^{ème} siècle.
- Plusieurs fermes, dont celle située rue du centre et qui date de la fin du XVII^{ème} siècle. Elle comporte un soubassement en pierre, une toiture à deux versants et demi-croupe et des décors des colombages en allège de fenêtres ;
- Les puits, dont celui de l'impasse des Francs Bourgeois qui date de la fin du XVI^{ème} siècle.



Eglise Saint-Louis



Presbytère



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Anciennes fermes



Puit

4.4. Monuments historiques et périmètres de protection

Parmi ce patrimoine, plusieurs édifices sont classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques.

4.4.1. Immeubles classés

En application de l'article L621-1 du Code du patrimoine, "les immeubles dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins de l'autorité administrative". Cette décision fait l'objet d'un arrêté du ministre en charge de la culture.

La commune de Duttlenheim ne compte pas d'immeuble classé Monument Historique.

Un immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans autorisation de l'autorité administrative.

Les travaux affectant un immeuble classé doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation déposée auprès du service territorial de l'architecture et du patrimoine.

4.4.2. Immeubles inscrits

L'inscription (article L621-25 du Code du patrimoine) concerne quant à elle "les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation". Ces immeubles peuvent être inscrits au titre des Monuments Historiques par arrêté du préfet de région.

La commune de Duttlenheim compte 1 immeuble inscrit, en totalité ou partiellement, à l'inventaire des monuments historiques :

- La Croix de Calvaire, route du Général de Gaulle



Croix de Calvaire inscrite à l'inventaire des Monuments Historiques

4.4.3. Les abords

Le Code du patrimoine protège non seulement les édifices classés ou inscrits, mais également leurs abords.

Cette protection qui s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, concerne deux types de périmètres :

- un périmètre délimité par l'autorité administrative et qui peut être commun à plusieurs monuments historiques ;
- un périmètre arbitraire de cinq cents mètres autour du monument historique.



Annexe 1 - Diagnostic territorial

Toute construction, restauration, destruction projetée dans ces périmètres doit obtenir l'accord préalable de l'architecte des bâtiments de France qui peut assortir son avis de prescriptions architecturales.

- Dans le cas d'un périmètre délimité, il s'agit d'un avis conforme.
- Dans le cas d'un périmètre de 500 mètres, l'avis de l'ABF est
 - conforme en cas de co-visibilité d'un endroit du périmètre, du bâtiment concerné et du monument historique ;
 - simple dans les autres cas.

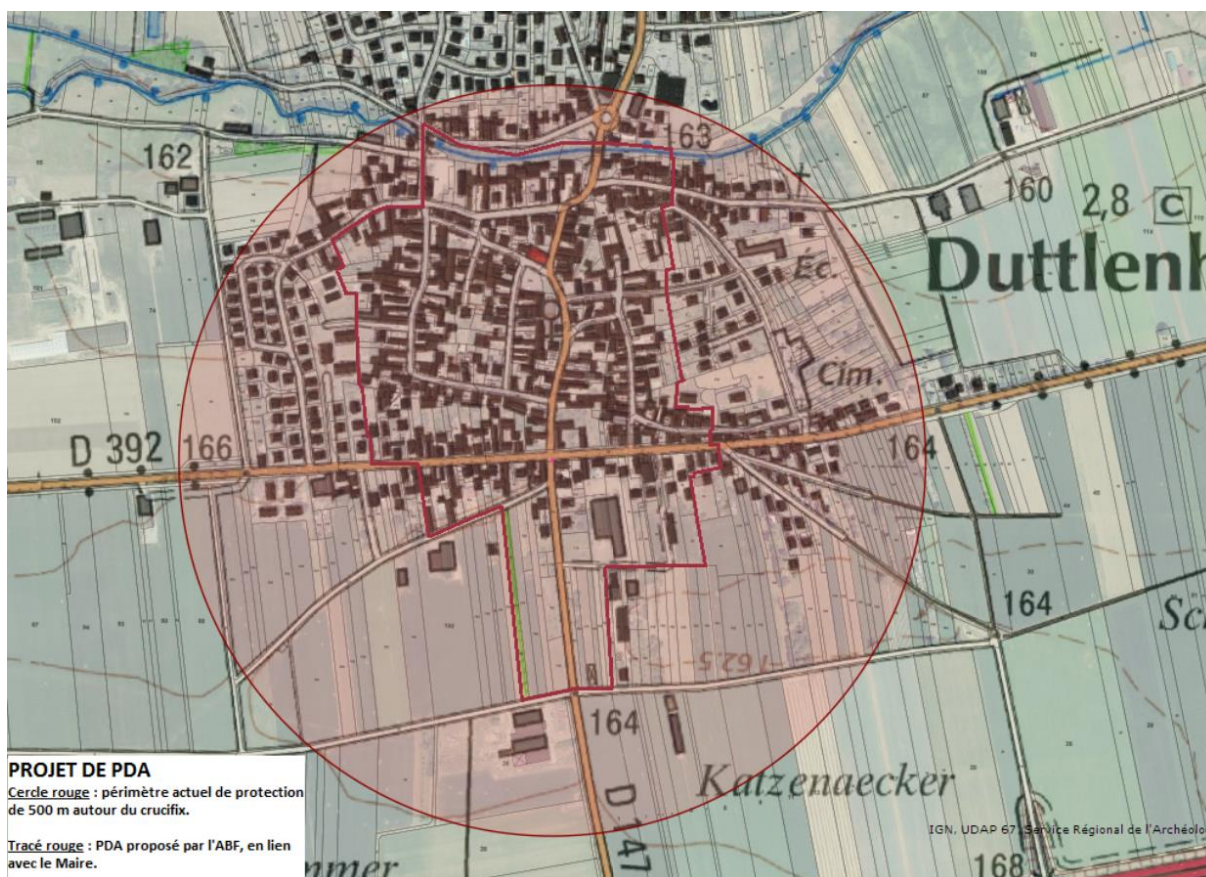
Cette disposition n'interdit pas toute transformation du bâti ni toute construction nouvelle, mais elle les soumet au respect d'un certain nombre de règles en matière d'urbanisme, de volumétrie, d'aspect extérieur et de qualité des matériaux.

Un PDA est actuellement en cours.

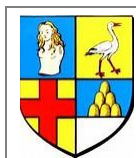
La commune a donné un avis favorable sur le périmètre de PDA proposé par l'Architecte des Bâtiments de France lors du Conseil Municipal du 16 décembre 2019.

L'enquête publique a été réalisée conjointement à celle du PLU.

Les secteurs concernés par la protection des abords des monuments historiques à Duttlenheim sont localisés sur la carte suivante.



Projet de PDA



5. Morphologie urbaine

5.1. Structure urbaine et logique de développement

Le tissu bâti de Duttlenheim s'est développé le long des axes principaux et notamment vers le Nord le long de la rue de la Gare.

On note un développement moins important vers l'Est et l'Ouest le long de la D392. Cela est principalement dû aux limites du ban communal. Le bâti s'est également moins développé vers le Sud en raison notamment de l'autoroute, de la zone de protection du Grand Hamster, ainsi qu'à la présence de terres agricoles de grande valeur.

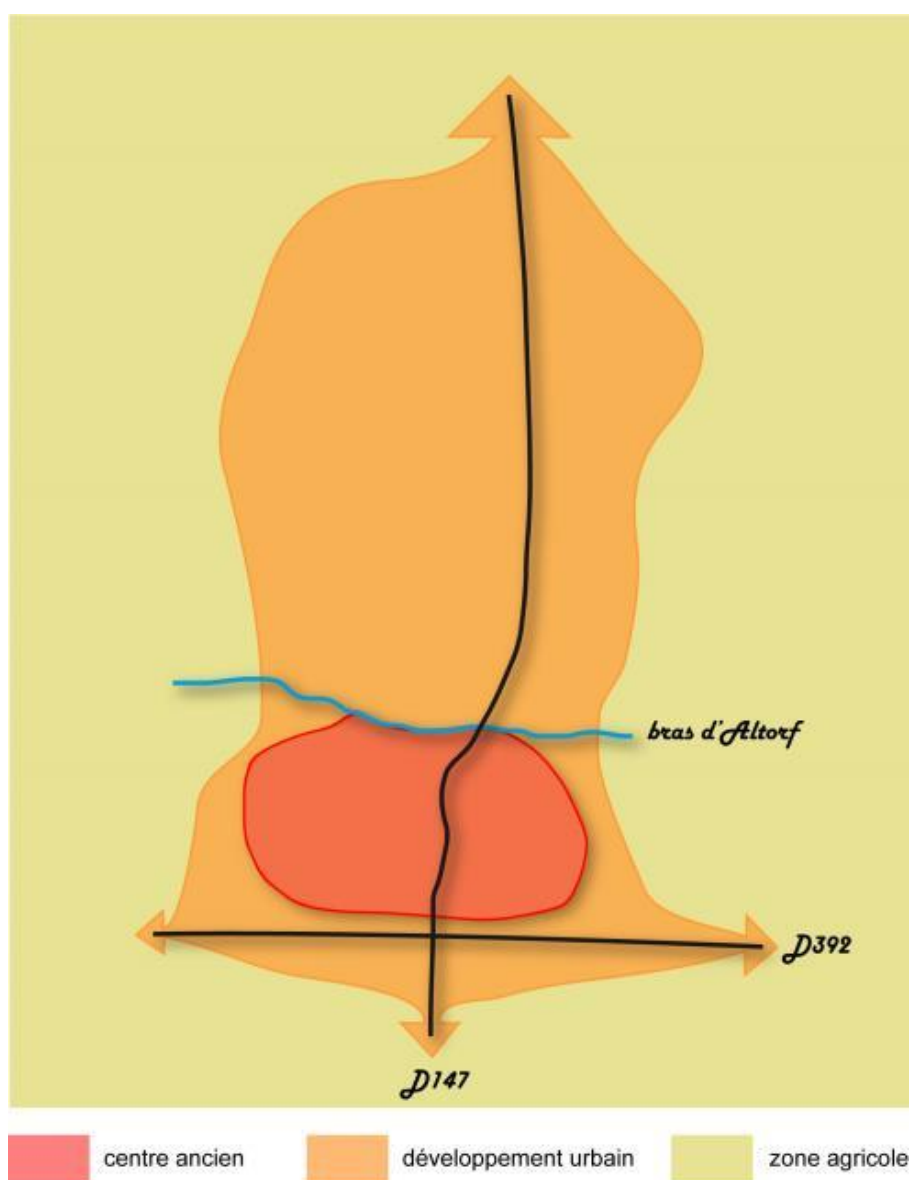


Schéma d'organisation de la commune de Duttlenheim



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Evolution de la morphologie de Duttlenheim entre les photographies aériennes historiques 1950-1965 et les photos aériennes 2000-2005 (source : IGN)



Evolution de la morphologie de Duttlenheim entre les photographies aériennes 2000-2005 et les photos aériennes 2006-2010 (source : IGN)

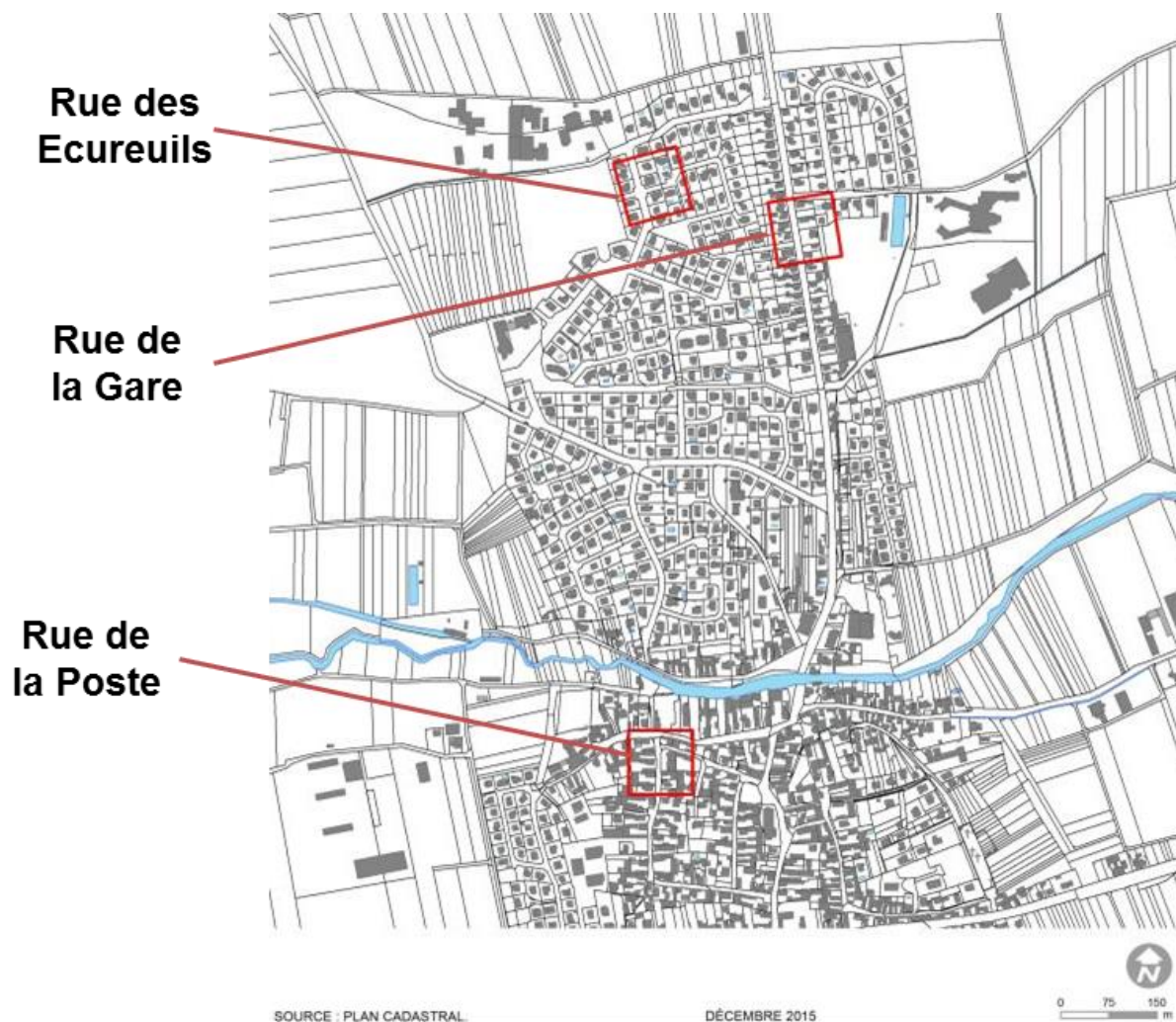
5.2. Densité du bâti

On constate une forte disparité des densités bâties entre le centre ancien et le pavillonnaire diffus et organisé. Le centre ancien est en effet deux fois plus densément bâti que le bâti isolé, tant diffus qu'organisé.

Secteur	Surface bâtie à l'hectare en m ²	% de surface bâtie
Centre ancien - Rue de la Poste	3 819	38%
Bâti isolé sur parcelle organisé - Rue des Ecureuils	1 943	19%
Bâti isolé sur parcelle diffus - Rue de la Gare	1 7989	18%



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Localisation des différentes zones de densité observées

6. Typomorphologie du bâti

En croisant la perception sur site et l'analyse du plan, on peut proposer une typologie du bâti commune à l'ensemble du territoire.

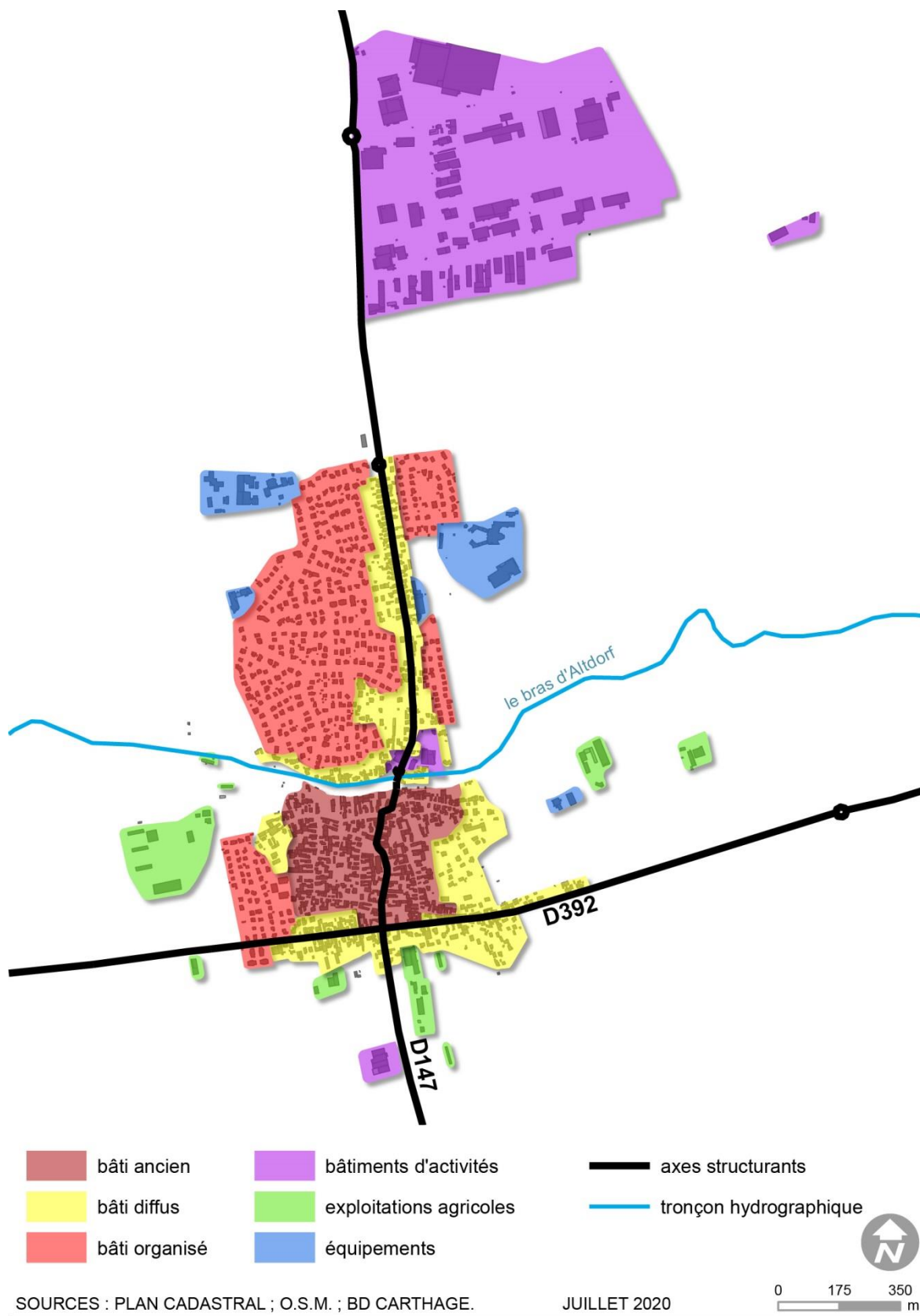
Elle se décline en 3 grands ensembles :

- Le bâti ancien
- Le bâti isolé sur sa parcelle (diffus et organisé)
- Le bâti d'activité

Pour définir ces types, il n'est pas tenu compte de la date de construction des bâtiments ni de leur style architectural. Seule leur morphologie guide la classification.

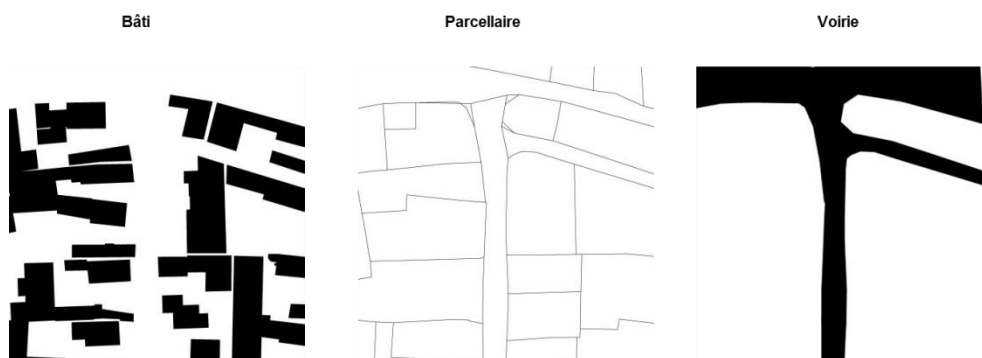


Annexe 1 - Diagnostic territorial



Localisation des différentes typologies du bâti

6.1. Le bâti ancien



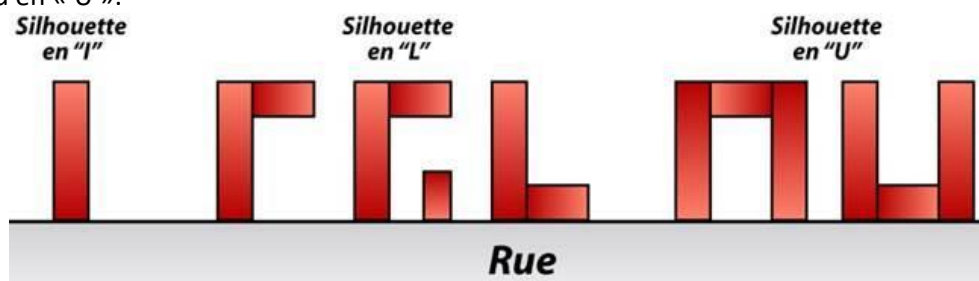
Le centre ancien – Rue de la Poste

Le tissu urbain traditionnel de Duttlenheim est composé d'anciens corps de fermes. Par ses volumes souvent imposants et sa qualité architecturale, il offre un ensemble remarquable et représentatif du village alsacien.

6.1.1. Implantation du bâti

Les anciens corps de fermes sont composés d'un bâtiment d'habitation d'une ou plusieurs dépendances organisées autour d'une cour donnant sur la rue.

Trois formes d'implantation du bâti ont été relevées sur la commune : implantation en « I », en « L » ou en « U ».



Exemple de bâti ancien



Annexe 1 - Diagnostic territorial

L'implantation du bâti ancien se fait en bordure de voie, sur limite d'emprise publique.



*Implantation du bâti ancien en limite
d'emprise publique*



Exemple d'un schlupf

Les constructions se sont implantées soit sur au moins une limite séparative latérale, soit en léger retrait de la limite parcellaire ménageant ainsi une venelle visible depuis la rue, appelée « schlupf », qui prend en compte les débords de toiture et la possibilité d'entretien des façades.

Autrefois, les « schlupf » permettaient la circulation de l'air, l'évacuation de l'air, l'évacuation de l'eau et freinaient la propagation du feu en cas d'incendie. Toutefois, ils limitent les apports solaires et les accès à la lumière naturelle, mais protègent efficacement les façades du vent et limitent dans une certaine mesure les déperditions de chaleur.



Implantation du bâti par rapport au cadastre dans le centre ancien

6.1.2. Aspect des constructions

Les maisons et corps de fermes rénovés sont généralement à colombage avec des soubassements en pierre de taille.

Généralement, les toitures sont à 2 pans à pentes raides avec ou sans croupes, datant du XVII^{ème} ou XVIII^{ème} siècle.

En termes de hauteur, les maisons présentent un soubassement, un RdC, un niveau et des combles.

On trouve parfois quelques espaces de jardins, souvent artificialisés. Beaucoup de nouvelles constructions ont été construites dans les cours des fermes. Les anciennes dépendances ont été réhabilitées en logements.



Exemples de maisons et corps de fermes rénovés

6.1.3. Fonctions urbaines

Le centre ancien a principalement une fonction d'habitation. On trouve également quelques commerces, des entreprises et des professionnels de la santé. Par ailleurs, il concentre les équipements publics tels que mairie, église, foyer culturel et poste.

6.1.4. Intégration de nouvelles constructions et réhabilitation du bâti traditionnel

Le bâti du centre ancien est dense. Il y a peu de vacance ou de maisons laissées à l'abandon. Plusieurs bâtiments ont déjà fait l'objet de réhabilitations réussies.

Toutefois, il a un fort potentiel de densification grâce aux volumes importants qui le composent. Cela pose la question des capacités du réseau et du stationnement, ainsi que celle des respirations au sein de l'espace urbain.



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Exemples d'habitations à réhabiliter

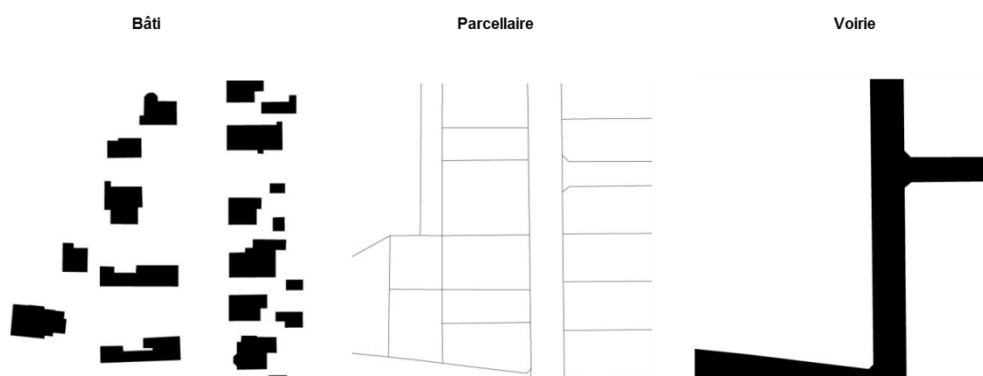
6.2. Le bâti isolé sur sa parcelle

Le bâti isolé sur sa parcelle présente deux modes d'implantation :

- Une implantation « diffuse » le long des voies existantes
- Une implantation « organisée » sous formes de lotissements ou d'opérations d'aménagement.

6.2.1. Implantation du bâti

a) Bâti diffus



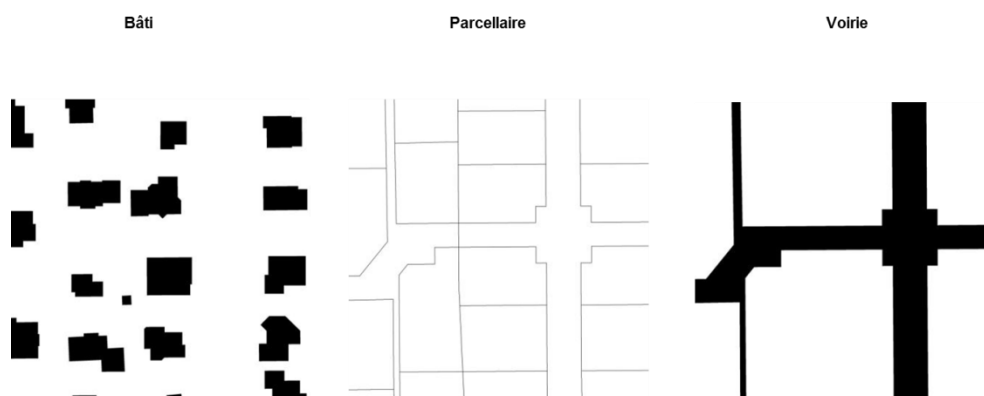
Le bâti isolé sur sa parcelle, implantation en diffus le long des voies, rue de la gare

L'implantation du bâti se fait en diffus le long des voies, principalement rue de la Gare et rue du Général de Gaulle, avec un recul de plusieurs mètres par rapport à la limite de l'emprise publique. Les espaces privatifs sont importants et répartis autour des constructions.



Implantation du bâti « diffus »

b) Bâti organisé



Le bâti isolé sur sa parcelle, implantation organisée, rue des Ecureuils

Ce type de développement urbain est du fait des opportunités foncières, mais surtout des opérations d'aménagement. L'implantation du bâti est donc assez homogène, généralement en milieu de parcelle. Les constructions sont alignées les unes par rapport aux autres.

On note une homogénéité des parcelles à la fois en termes de taille et de forme, en raison du redécoupage des parcelles d'origine. De même que pour le bâti diffus, les espaces privatifs sont importants et répartis autour des constructions.

6.2.2. Aspect des constructions

a) Bâti diffus

Le développement urbain s'est fait au gré des opportunités foncières, ce qui engendre une hétérogénéité des formes et des volumes en fonction des époques de construction.

Souvent, on trouve une cave semi-enterrée avec un RdC surélevé dû aux remontées de nappe. En termes de hauteur les maisons présentent un RdC + Etage + Combles aménagées ou non. Certaines maisons des années 1970 sont de plain-pied. Les immeubles collectifs comportent un RdC + 2 étages.



Annexe 1 - Diagnostic territorial

Les toitures sont à 2 ou 4 pans avec présence de croupe suivant l'époque de construction.



Exemples de bâti isolé diffus

b) Bâti organisé

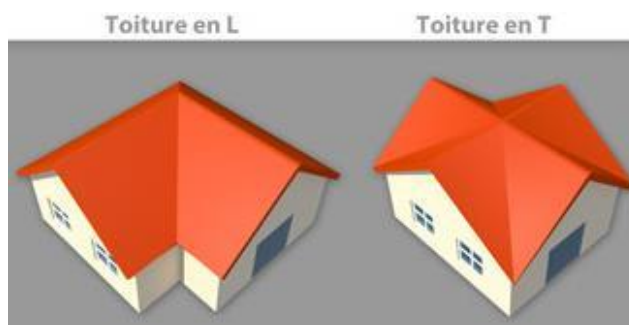
De même que pour le bâti diffus on trouve une grande hétérogénéité du bâti en fonction des époques de construction.

Les habitations ont majoritairement une cave semi-enterrée avec un RdC surélevé dû aux remontées de nappe. En termes de hauteur, les maisons individuelles et les immeubles collectifs sont identiques à ceux du bâti diffus

Les toitures sont à 2 ou 4 pans pour les maisons individuelles, en L ou en T pour les plus récentes. Pour les logements collectifs sont à 2 ou 4 pans. Les toitures plates restent exceptionnelles (moins de 5 constructions sur le ban communal).



Exemple d'habitation du bâti organisé



Type de toitures



Exemple de logements collectifs



Exemples d'habitations du bâti organisé

6.2.3. Fonctions urbaines

L'habitat a quasiment le monopole de ce type de bâti. Toutefois on trouve quelques commerces, des entreprises et des professionnels de la santé.

Sont présents également dans le tissu du bâti diffus certains équipements publics tels que l'école maternelle, les ateliers communaux et le centre de secours.

Dans le tissu urbain organisé on trouve l'école élémentaire, le collège et l'espace sportif et socioculturel.



Collège de Duttlenheim



Espace sportif et socioculturel

6.2.4. Intégration de nouvelles constructions et réhabilitation du bâti traditionnel

Le potentiel de densification est quasiment inexistant, bien que le tissu bâti soit très peu dense. Toutefois on peut envisager une extension des zones organisées.

6.3. Le bâti d'activités

Le bâti d'activités peut être catégorisé en 3 types :

- Le bâti mixte, dans les zones d'habitation
- La zone d'activités
- Les bâtiments agricoles.

6.3.1. Implantation du bâti

Le bâti d'activités implanté dans les zones d'habitation correspond à de petites activités, telles que boulangeries, restaurants ou encore fleuristes. Cela permet une réelle proximité avec la population, et donc avec la clientèle.



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Exemples de bâti d'activité dans les zones d'habitation

La zone d'activités concentre des activités plus importantes et nécessite des espaces de stationnement et de stockage adaptés.



Bâti d'activités

Les bâtiments agricoles s'implantent majoritairement à l'extérieur du village et sont proches des terres agricoles.



Bâtiments agricoles



7. Equipements et services

7.1. Niveau d'équipement de la commune

La base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE est destinée à fournir le niveau d'équipement et de services rendus sur un territoire à la population.

En 2018, la Base Permanente des Equipements se compose de 186 types d'équipements répartis en 7 grands domaines : services aux particuliers ; commerces ; enseignement ; santé ; transports et déplacements ; sports, loisirs et culture ; tourisme.

Parmi eux, 110 équipements ont été retenus et répartis en trois gammes pour caractériser le niveau d'équipement d'un territoire :

- gamme de proximité (27 équipements) ;
- gamme intermédiaire (36 équipements) ;
- gamme supérieure (47 équipements).

Elles traduisent une hiérarchie dans les services rendus à la population. La gamme de proximité rassemble les services les plus présents sur le territoire comme les écoles, les médecins généralistes ou les boulangeries. La gamme supérieure regroupe des équipements plus rares comme les lycées, les établissements hospitaliers ou les hypermarchés. On retrouve dans cette gamme de nombreux équipements de santé ou sociaux. Enfin, à mi-chemin, la gamme intermédiaire rassemble des services comme les collèges, les opticiens ou les supermarchés.

Une commune est considérée comme pôle de services de proximité, intermédiaires ou supérieurs si elle dispose d'au moins la moitié des équipements et services de la gamme correspondante.

Au regard de ce classement, on peut considérer que la commune de Duttlenheim est **un pôle de service de niveau proximité**.

La commune totalise

- 24,6 équipements de proximité pour 1000 habitants (contre 22,9 pour la moyenne départementale et 19,99 pour la moyenne nationale) ;
- 5,9 équipements intermédiaires pour 1000 habitants (contre 3,1 pour la moyenne départementale et 11,20 pour la moyenne nationale) ;
- 1,4 équipement supérieur pour 1000 habitants (contre 0,6 pour la moyenne départementale et 2,61 pour la moyenne nationale).



7.2. Services publics et administratifs

La commune de Duttlenheim ne dispose que de peu de services publics. Seuls la mairie et le foyer culturel sont présents dans le centre ancien.

La poste se situe dans l'enceinte du supermarché.



La Mairie de Duttlenheim

7.3. Structures d'accueil de la petite enfance

Il n'y a pas de crèche ou de halte-garderie à Duttlenheim.

Toutefois, la municipalité réserve 3 berceaux pour 5 enfants dans une micro-crèche de Dupigheim.

7.4. Equipements scolaires, périscolaires et extrascolaires

La commune de Duttlenheim dispose d'une école maternelle, Tomi Ungerer, qui accueille une centaine d'élèves. Le périscolaire est assuré au « Repaire des louveteaux », bâtiment contigu à l'école maternelle. La structure accueille les enfants âgés de 3 à 6 ans.

L'école élémentaire publique Jean Hans ARP accueille environ 170 élèves, répartis entre les 5 niveaux du CP ou CM2. Le périscolaire des enfants de 6 à 11 ans est assuré au centre de loisirs « les P'tits veinards » à côté de l'école élémentaire.

Duttlenheim dispose également d'un collège, Nicolas Copernic. Il accueille 420 élèves pour une capacité totale de 850 collégiens.



L'école élémentaire



Le collège

7.5. Equipements culturels et cimetières

L'église actuelle, située en face de la mairie, date de 1777 et a été consacrée à Saint-Louis. Le cimetière qui l'entourait fut transféré en 1850 à l'emplacement actuel, rue des Vergers.



L'église Saint-Louis



Le cimetière



7.6. Equipements sanitaires et sociaux

La ville est relativement bien équipée en organismes médicaux. Elle dispose de 3 médecins, 2 dentistes, 3 infirmières, 2 kinésithérapeutes, 2 orthophonistes (qui exercent dans le même cabinet) et 1 psychologue.

Les habitants ont également accès à une pharmacie dans la rue du Général de Gaulle.

7.7. Equipements culturels et sportifs

Duttlenheim dispose de nombreux équipements culturels et sportifs.

La bibliothèque municipale est ouverte les matins des mardis, mercredis et samedis. Elle est située au RdC de la mairie.

On trouve également 2 salles de sports, 3 terrains de football (l'un sur gazon, l'autre sur synthétique et le dernier pour les amateurs), 2 terrains de tennis, 1 parcours santé, 1 terrain de basket extérieur amateur, 1 city stade et 1 étang de pêche. Par ailleurs, la ville propose 4 aires de jeux pour enfants.



Equipements culturels et sportifs

7.8. Equipements touristiques et de loisirs

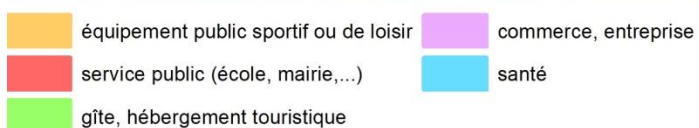
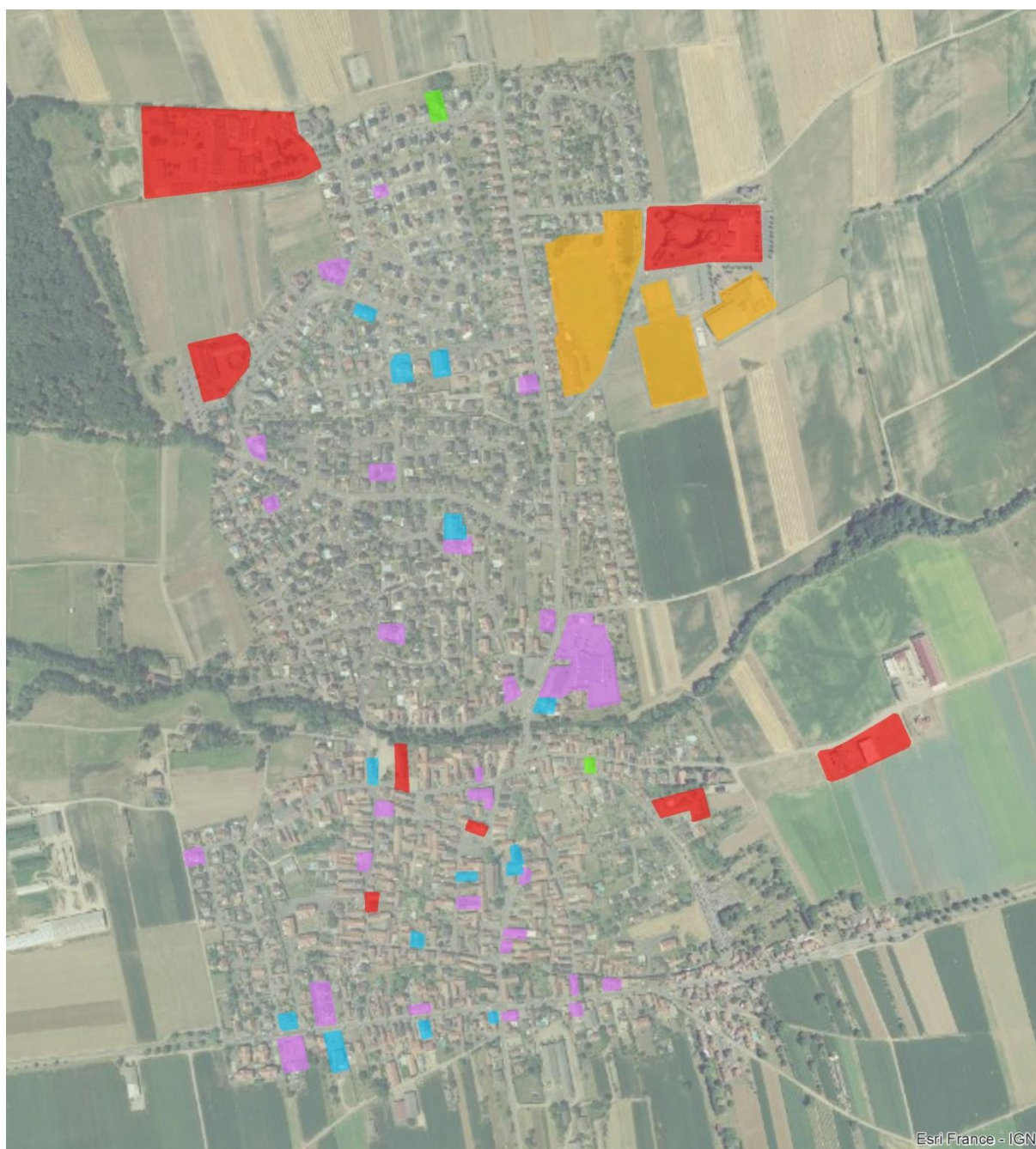
La commune compte deux hébergements touristiques, situés rue des Chevreuils et rue des Prés.

Par ailleurs, de nombreuses associations sont présentes dans la commune. On compte plus de 10 associations qui s'adressent tant aux amis de la nature, aux passionnés d'équitation ou de pêche, aux enfants ou encore aux femmes.

Plusieurs associations sportives proposent des activités telles que tennis, basket, badminton, football ou encore fitness.



Annexe 1 - Diagnostic territorial

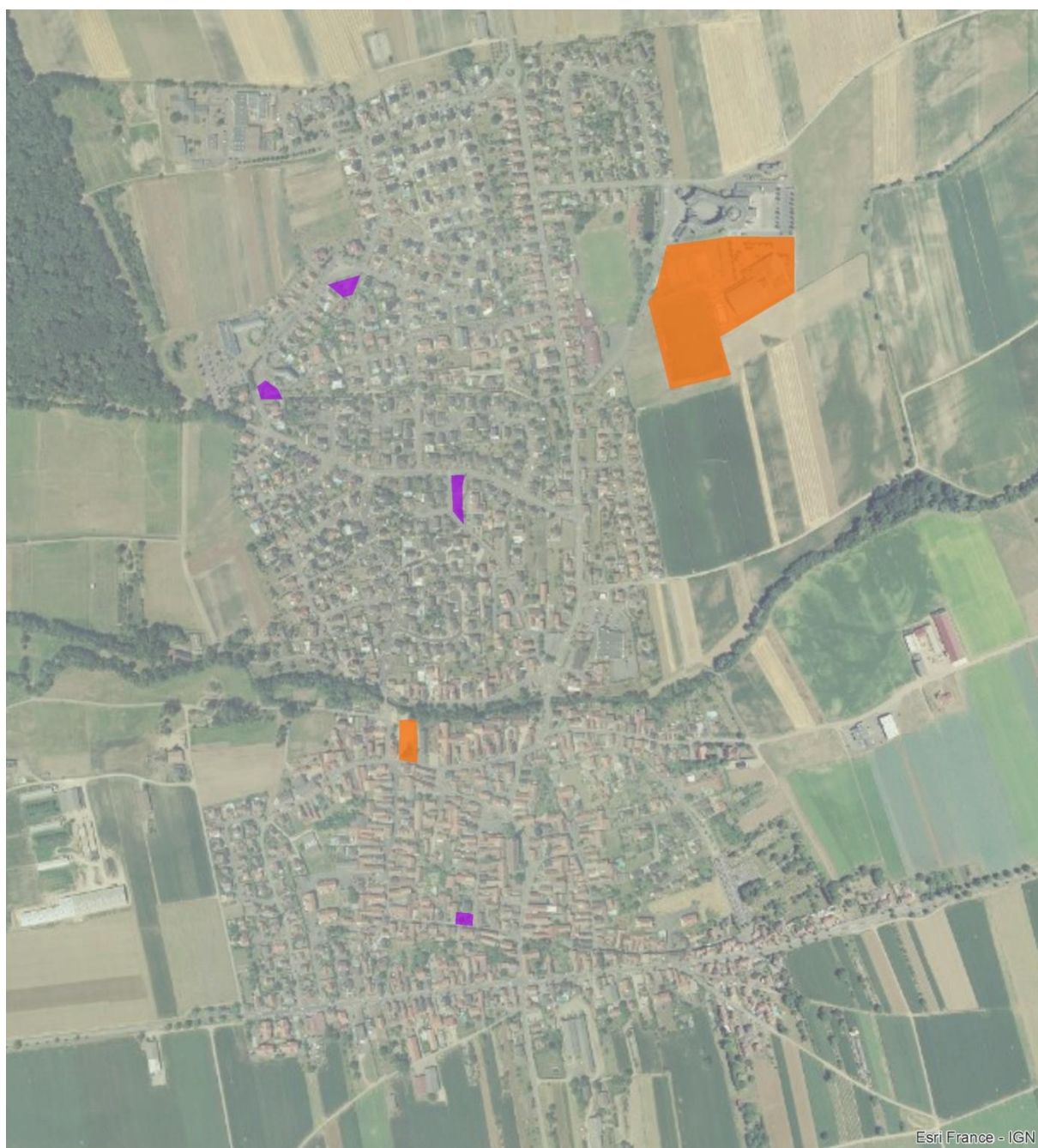




SOURCE : BD ORTHO, 2013 ; PLAN CADASTRAL.

JUILLET 2020



Carte des équipements de la commune de Duttlenheim



-  espace de rencontre dans le village
-  espace valorisable

SOURCES : BD ORTHO, IGN.

JUILLET 2020

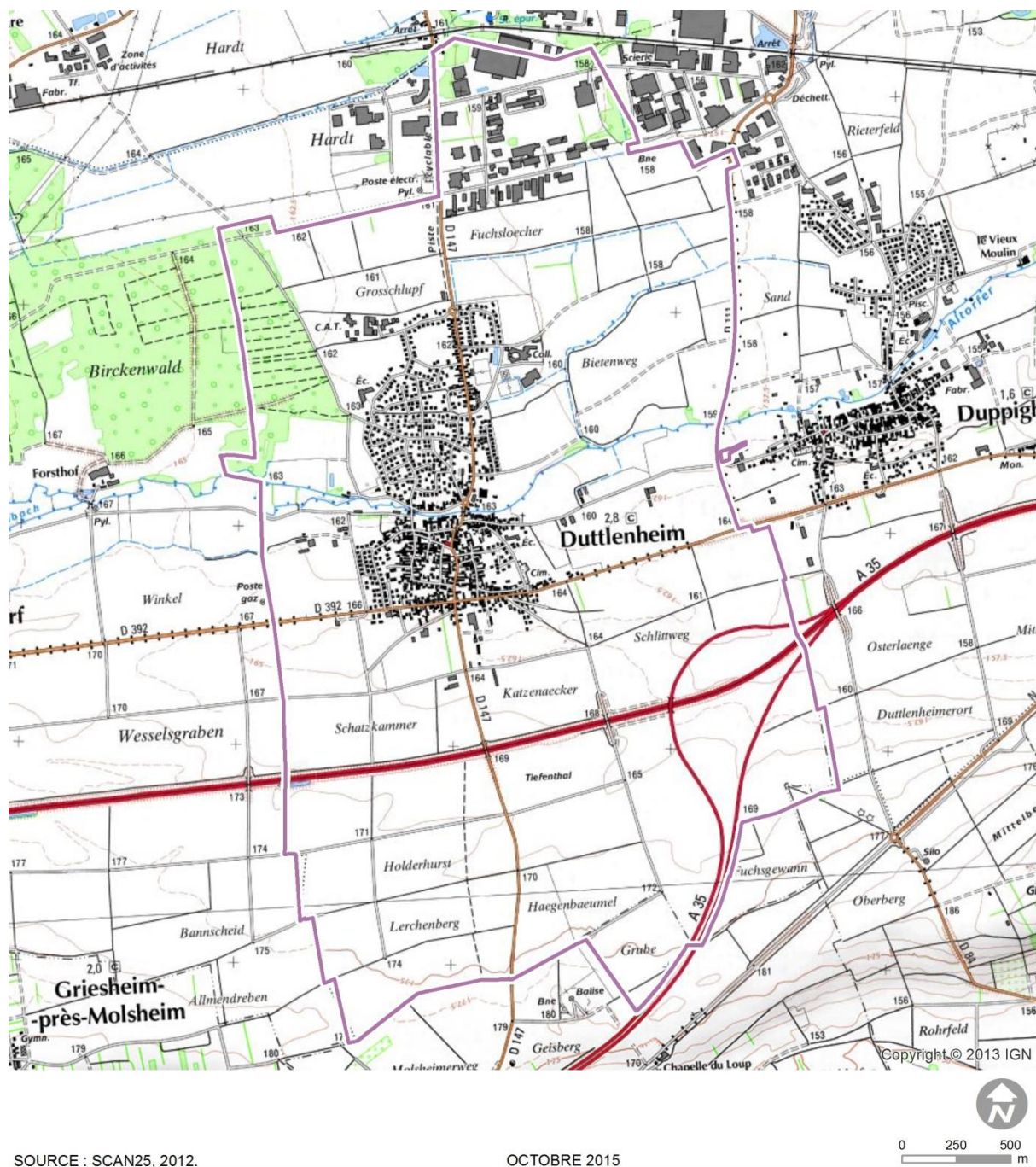


Carte des espaces de rencontre dans la commune



8. Desserte de la commune

8.1. Desserte routière



Situation locale de Duttlenheim



L'accès à Duttlenheim se fait depuis l'A35.

Les axes routiers structurants sont :

- L'A 352 au Sud ;
- La D 392 qui traverse le village d'Ouest en Est ;
- La D 147 qui traverse le village du Nord au Sud.



Réseau viaire



Annexe 1 - Diagnostic territorial

Plusieurs impasses sont recensées dans la commune et empêchent un bouclage de voirie. Des aires de retournement sont néanmoins présentes dans les lotissements. La circulation est plus difficile dans le centre ancien.

Le Grand Contournement Ouest (GCO) de Strasbourg traversera le ban communal de Duttlenheim.

Une aire de service est prévue au Nord-Est du territoire.

Duttlenheim bénéficiera d'une sortie autoroutière débouchant rue Ampère et permettant la desserte des zones d'activités de la Plaine de la Bruche et d'Activeum.



RD392 entre Duttlenheim et Duppigheim



Reméandrage du bras d'Altorf



Echangeur RD111

Source : www.contournement-ouest-strasbourg.fr

8.2. Transports en commun

La commune est desservie par la ligne 209 du réseau 67, géré par la Région Alsace, qui va vers Strasbourg. On compte 3 arrêts à Duttlenheim : la Mairie, le Stade et la Gare.



Lignes du réseau 67

La gare de Duttlenheim permet de rejoindre Strasbourg en 14 minutes. 27 trains circulent chaque jour sur cette ligne de Duttlenheim à Strasbourg, dont 7 s'arrêtent à Molsheim. Dans le sens Strasbourg-Duttlenheim, 26 trains circulent par jour en semaine dont 6 s'arrêtent à Molsheim. Il est à noter que la gare de Duttlenheim se situe sur le ban communal de Dachstein.



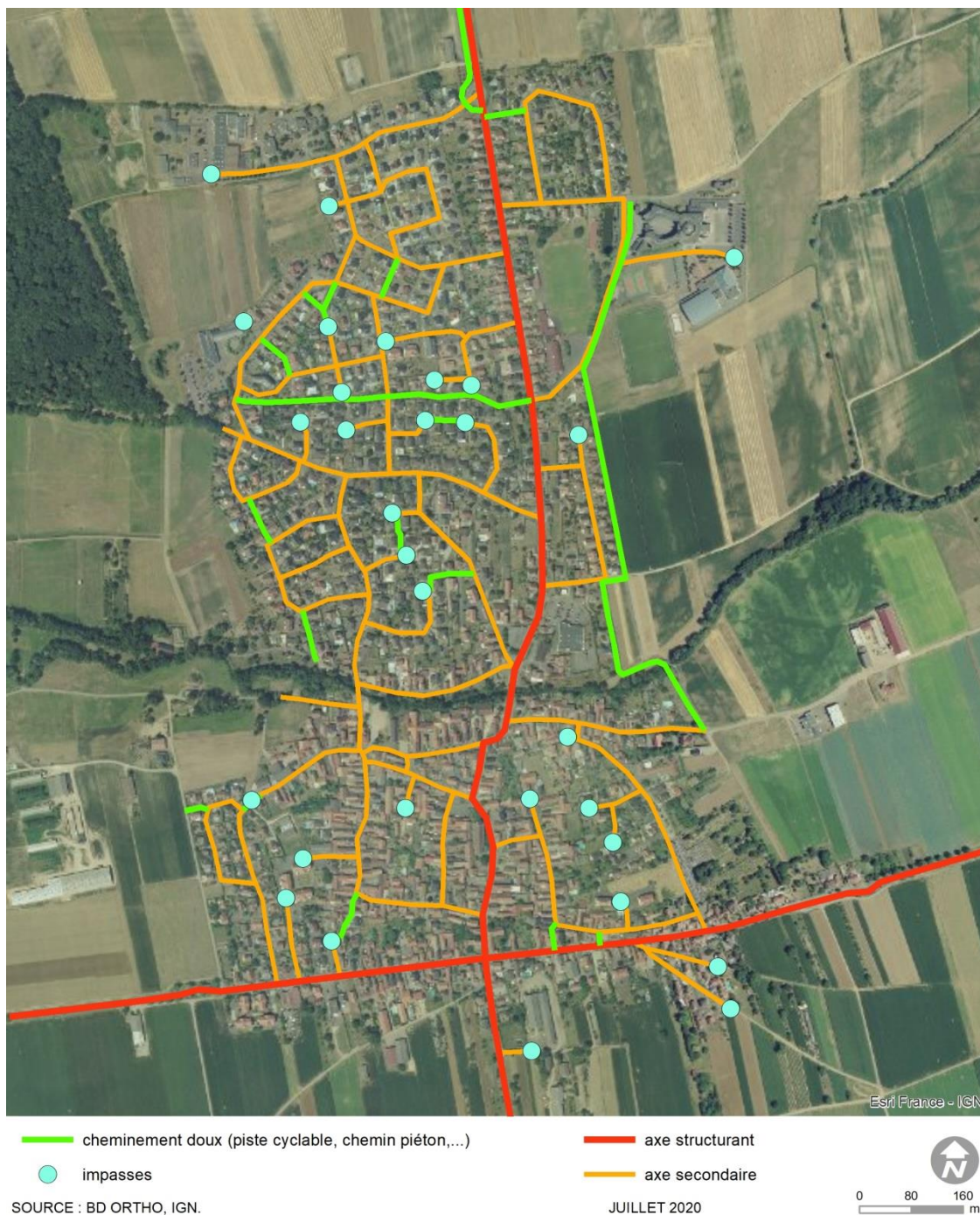
La gare de Duttlenheim

Par ailleurs, le transport scolaire est assuré vers les lycées de Molsheim et d'Obernai par 2 bus :

- Ligne 357 : arrêts Mairie et Lotissement (direction Molsheim)
- Ligne 372 : arrêt Foyer culturel (direction Obernai)



8.3. Cheminements doux



Carte des cheminements doux à Duttlenheim



La commune dispose d'un très bon réseau de chemins partagés. Plusieurs chemins piétons sont présents dans les zones d'habitats et d'équipements récents. Des pistes cyclables sont présentes aux abords du collège.

Une promenade HANSI est disponible pour les enfants allant de l'école vers la salle de sport et leur est réservée.

Néanmoins, le réseau est peu développé dans le centre ancien. Les élus souhaitent que la piste cyclable vers Altorf soit aménagée.

8.4. Capacités de stationnement et possibilités de mutualisation

L'inventaire des capacités de stationnement prend en compte :

- Les parkings publics payants ;
- Les parkings privés payants ;
- Les parkings gratuits : parkings ouverts, ou à l'intérieur d'îlot;
- Le stationnement sur les lieux d'activités : commerces, établissements culturels et sites de loisirs, etc.

En revanche, ne sont pas pris en compte :

- Le stationnement sur voirie, déjà mutualisé par essence
- Le stationnement privé résidentiel : aires de stationnement privées, garages, parkings souterrains, etc.
- Le stationnement privé: parking d'entreprise, etc.

La commune dispose d'environ 530 places de stationnement dont :

- 16 réservées aux PMR
- 55 pour la rue du Général de Gaulle
- 224 pour le collège et le foyer sportif et socio-culturel

A noter que ce recensement ne comptabilise pas le secteur de la gare, de la Zone d'Activités de la Plaine de la Bruche et l'école élémentaire.

De nombreux stationnements privés sont disponibles pour les logements individuels et collectifs dans les zones d'habitats et d'équipements récents.

Par ailleurs, le stationnement est également développé dans le centre ancien, notamment devant la mairie.

Concernant les vélos, la communes bénéficient de 6 emplacements comportant chacun 6 à 8 places de stationnement.



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Capacité de stationnement dans la commune

Une quarantaine d'arceaux à vélos sont installés à Duttlenheim, devant les équipements publics.



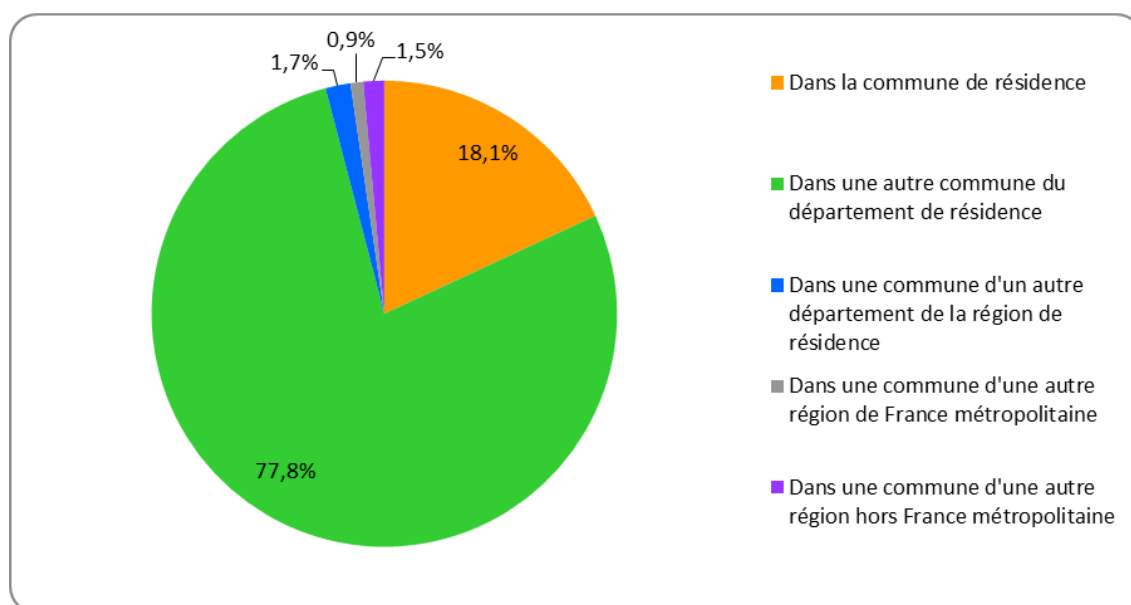
Sur la place de la mairie, une borne de recharge électrique est disponible pour deux véhicules.



Borne de recharge électrique, place de la mairie

8.5. Déplacements

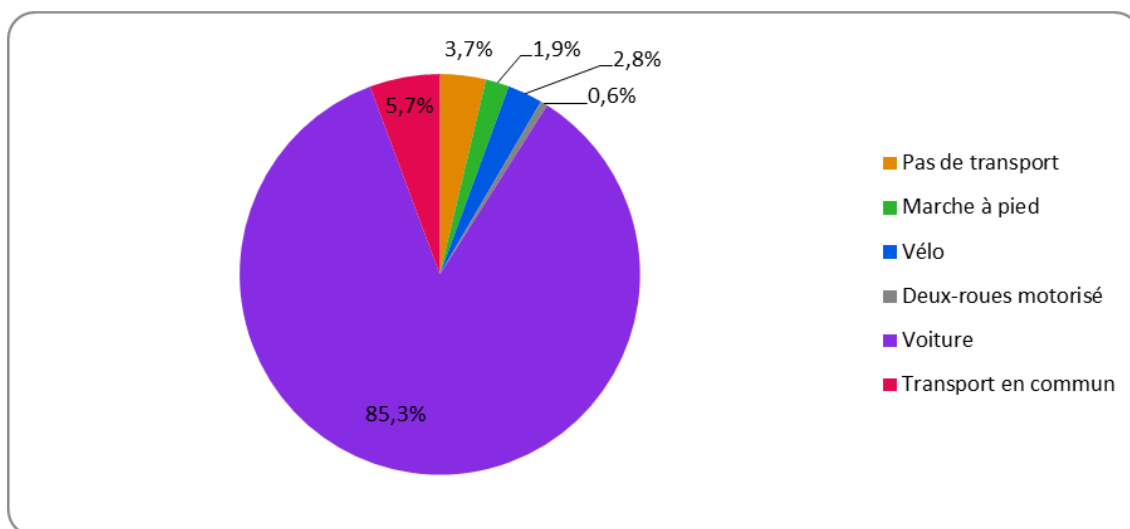
En 2017, sur l'ensemble des actifs occupés de la commune, 18,1% (soit 249 habitants) des habitants de Duttlenheim travaillent dans la commune. 1 127 (soit 77,8%) se déplacent dans une autre commune du département (Molsheim, Strasbourg, etc).



Lieu de travail des actifs de la commune (source : INSEE 2017)



Annexe 1 - Diagnostic territorial



Mode de transport pour se rendre au travail (source : INSEE 2017)

Dans leurs déplacements quotidiens, les actifs utilisent :

- La voiture : 85,3% des actifs (soit 1 174 personnes) ;
- Les transports en commun : 5,7% des actifs (soit 78 personnes) ;
- La marche à pied : 1,9% des actifs (soit 26 personnes) ;
- Les 2 roues : 0,6% des actifs (soit 8 personnes)
- Sans transport : 3,7% des actifs (actifs qui travaillent sur leur lieu de résidence) (soit 51 personnes)

On note que les transports en commun sont peu utilisés malgré une gare et le réseau 67.

8.6. Desserte numérique

La communication numérique est l'utilisation du web comme un canal de diffusion, de partage et de création d'informations.

Le réseau internet comprend trois grands niveaux :

- le transport : il s'agit des réseaux longue distance (dorsales ou backbones), créés et gérés par des sociétés d'envergure nationale et internationale. Interconnectés les uns aux autres, ils relient entre eux les pays et les grandes agglomérations ;
- la collecte : au niveau intermédiaire, les réseaux de collecte permettent de relier les réseaux de transport aux réseaux de desserte ;
- la desserte : également appelée réseau d'accès, boucle locale, premier (ou dernier) kilomètre, la desserte assure l'interconnexion entre le réseau de collecte et l'utilisateur final.



8.6.1. Les différents supports

L'infrastructure de l'internet s'appuie sur des supports physiques de nature différente, regroupés en trois catégories :

- les supports de transmission optique : le signal propagé est constitué de photons, qui se déplacent dans le cœur (guide d'ondes) des fibres optiques. Ce support optique offre le débit le plus élevé. Principalement utilisé dans les réseaux de transport et de collecte, il est progressivement déployé dans le réseau de desserte ;
- les supports de transmission électrique : le signal est constitué de flux d'électrons, qui se propagent sur des câbles métalliques (généralement en cuivre). Ils sont largement utilisés pour la desserte ;
- les supports de transmission radioélectrique : le signal est constitué d'ondes électromagnétiques qui se propagent dans l'air. On les utilise principalement en desserte (Wi-Fi par exemple) et en collecte (faisceaux hertziens).

Dégrouper

Le réseau local existant en France est la propriété de France Telecom. Il n'est pas possible économiquement, pour un nouvel opérateur, de le répliquer intégralement.

Ainsi, il a été décidé au niveau européen que l'opérateur historique devrait fournir à ses concurrents un accès direct à sa boucle locale : c'est le dégroupage de la boucle locale.

Le dégroupage se décline en deux possibilités :

- le dégroupage "total", ou accès totalement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'intégralité des bandes de fréquence de la paire de cuivre. L'utilisateur final n'est alors plus relié au réseau de l'opérateur historique Orange, mais à celui du nouvel opérateur ;
- le dégroupage "partiel", ou accès partiellement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'opérateur tiers de la bande de fréquence "haute" de la paire de cuivre, sur laquelle il peut alors construire, par exemple, un service ADSL. La bande de fréquence basse (celle utilisée traditionnellement pour le téléphone) reste gérée par l'opérateur historique Orange, qui continue de fournir le service téléphonique à son abonné, sans aucun changement induit par le dégroupage sur ce service.

8.6.2. Equipement de la commune

L'ensemble des lignes téléphoniques de Duttlenheim sont reliées aux nœuds de raccordement :

- De Duttlenheim avec une capacité de 1 350 lignes ;
- Du Parc d'Activités de Duttlenheim avec une capacité de 650 lignes.

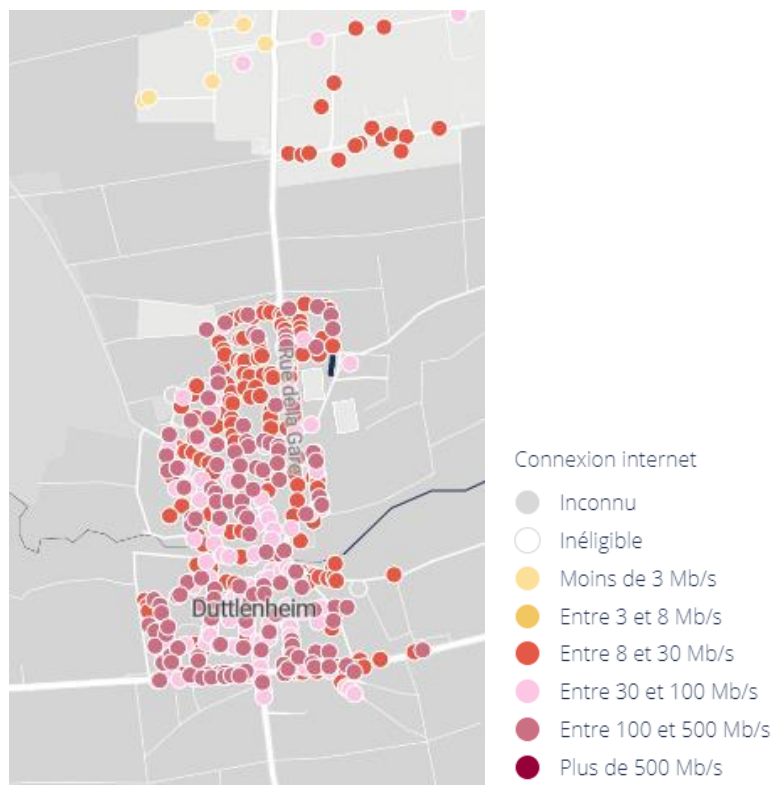
La commune de n'est pas desservie par un réseau de fibre optique de type FTTH / FTTLa. L'installation est prévue courant 2021.



Annexe 1 - Diagnostic territorial

A Duttlenheim, 99,3% des logements et locaux professionnels ont accès au Très Haut Débit dont 93,9% qui ont accès à un débit potentiel de plus de 100Mbit/s.

Le haut débit (entre 8 et 30Mbit/s) concerne 0,7% de la population communale.



Eligibilité au Très Haut Débit à Duttlenheim (source : Ariase)

8.6.3. Couverture de téléphonie mobile

Plusieurs types d'antennes peuvent être présents :

- les supports d'antennes pour la téléphonie mobile : il s'agit des "antennes-relais" de téléphonie mobile, c'est-à-dire les installations de base pour le GSM (2G) et l'UMTS (3G) et les faisceaux hertziens associés à ces installations ;
- les supports d'antennes pour la diffusion de télévision (émetteurs de télévision) ;
- les supports d'antennes pour la diffusion de radio : il s'agit de l'ensemble des émetteurs de radio (émetteurs ondes courtes ou moyennes, émetteurs FM ou émetteurs numériques) ;
- les "autres installations" : elles recouvrent les installations de réseaux radioélectriques privés, les radars météo ou les installations WIMAX (ou Boucle Locale Radio).



Une antenne de téléphonie mobile est implantée :

- Un pylône tubulaire – hauteur 27 mètres – Chemin des Prés.

Cette installation permettait en août 2020 d'assurer la couverture en téléphonie mobile de plus de 95% des bâtiments en 4G. A ce jour, la 5G n'est pas disponible à Duttlenheim.

